

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13294 — 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

— MARDI 27 OCTOBRE 1987

Grand-messe à Pékin

Si l'on s'en tient au discours fleuve prononcé, le dimanche 25 octobre, par M. Zhao Ziyang à l'ouverture du troisième congrès du PC, les réformes — économiques et politiques — qui ont bouleversé depuis 1978 la Chine de Mao Zedong vont s'étendre. M. Zhao devrait d'ailleurs être confirmé comme secrétaire général du parti après avoir été pendant huit ans l'architecte des changements voulus par M. Deng Xiaoping, seul survivant de la Longue Marche qui conserverait son siège au bureau politique.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : ni les petites phrases audacieuses les rapports de force. Depuis le début de l'année et le langage de son prédécesseur Hu Yaobang, M. Zhao fait face à la résurgence d'un conservatisme qui semble mieux se porter que ses représentants les plus visibles. Ces derniers, en particulier ceux qui n'ont plus la force d'écouter de longs discours ou assistent aux réunions sur une chaise roulante, devraient faire place aux jeunes. Ils n'en gardent pas moins une certaine influence, quand ce n'est qu'en raison de leur âge, qui fait d'eux des « sages » dans la tradition politique chinoise, mais aussi et surtout parce qu'un grand nombre des cadres du parti, et en premier lieu les millions qui ont été formés pendant la révolution culturelle, sont méfiants envers des réformes qui bouleversent leurs habitudes, et leurs prérogatives.

Un coup à gauche, un coup à droite : pour sembler en mesure, M. Zhao devra accepter un compromis avec ceux qui voient, avec anxiété, la Chine aller dans une direction qu'ils estiment « capitaliste ». Il devrait déjà abandonner le gouvernement au « jeune » quinquagénaire Li Peng et accepter un réajustement de la direction véritable du parti qu'est le comité permanent du bureau politique.

La Chine se trouve dans une phase délicate. Les réformes économiques — en premier, celle de l'agriculture qui a enfin permis au peuple de manger à sa faim — ont produit des résultats considérables et amélioré le niveau de vie. Mais, en même temps, elles ont engendré la corruption, l'inflation et la hausse des prix, qui, a reconnu M. Zhao, suscitent un « profond mécontentement ». Pour lui, la seule solution consiste à approfondir encore plus ces réformes et à y ajouter une voûte politique. Mais il se heurte au conservatisme ou à la prudence de ceux de ses collègues pour lesquels le dogme marxiste-léniniste l'emporte toujours sur la réalité, comme si les leçons de l'histoire récente n'avaient servi à rien.

Derrière les slogans tels que « le socialisme aux couleurs de la Chine », faut-il donc s'attendre à un Congrès pour rien ? Ce n'est pas sûr. Mais la profondeur du débat idéologique et des rivalités politiques, les difficultés pour parvenir à un compromis qui ne dérive pas vers l'immobilisme, sont telles que la Chine traverse à nouveau une période d'incertitudes.

(Lire page 6 l'article de notre correspondant Francis DÉRON).

M 0147 - 1027 0 - 4,50 F



3790147004500 10270

Nouvelles baisses à Tokyo, Hongkong et Londres

La tourmente continue sur les marchés financiers

A Paris, des cotations ont été suspendues faute d'acheteurs

La semaine s'est ouverte sur une nouvelle tourmente des marchés boursiers. Baisse de 4,8 % à Tokyo, de 3,3 % à Hongkong, et de près de 6 % à Londres et à Paris en matinée le 26 octobre.

Au palais Brongniart, où certaines cotations ont été suspendues, le recul pour les plus fortes valeurs s'est situé entre 9 % et 12 %. On note un effritement du dollar sur un marché relativement agité.

La nouvelle baisse de la Bourse de Tokyo, couplée à l'effondrement, prévisible, de celle de Hongkong après quatre jours de fermeture, a confirmé la persistance d'une extrême nervosité des marchés financiers. Le repli des places asiatiques a pesé sur l'Europe. Dès l'ouverture lundi, la Bourse de Londres s'inscrivait à la baisse et, à Paris, les acheteurs étaient si rares, en début de séance, que certaines cotations ont dû être momentanément suspendues sur quelques valeurs vedettes comme Peugeot, Michelin ou Saint-Gobain.

Plus encore que les cambistes qui jouaient lundi matin une certaine stabilisation du dollar, les opérateurs boursiers s'interrogeaient sur la portée des discussions avec le Congrès annoncées par le président Reagan pour tenter de réduire le déficit budgétaire américain. Le responsable des conseillers économiques de la

Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, avait, le dimanche 25 octobre, indiqué qu'une option consistait à « geler » certaines dépenses publiques, une autre à faire la chasse aux « abris fiscaux ».

Le test sera doublé pour les marchés : l'efficacité d'un compromis éventuel sur le déficit budgétaire ; l'attitude de la Réserve fédérale au cas où les banques centrales décideraient d'intervenir de façon concertée pour stabiliser le billet vert. Mais, à plus long terme, c'est une entente internationale sur la répartition de la croissance qui sera en question. Autrement dit, comment organiser une expansion suffisante au Japon et en Europe au cas où les Américains opteraient pour une politique plus rigoureuse, au prix d'un ralentissement de leur activité économique ?

(Lire nos informations pages 41, 46 et 48.)

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-dentschmark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

Le Monde ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

Débats

Gestion et magie

Il y aurait ceux qui savent gérer et ceux qui ne savent pas...
Comment s'y retrouver ?

par MARIE-JOSÈPHE
CARRIEU-COSTA (*)

Le temps de la radio et de la télévision a fait rois la parole et le signe. La rigueur, l'analyse, et même le réel, s'estompent au profit du message médiatique. Dans un univers d'oral, les échanges sont ceux de la tribu, et quotidiennement les grands sorciers sévissent, et jettent leurs sorts par-delà nos écrans. Le statut du discours se modifie, il devient incantations et formules magiques. Les idées, les concepts, ne se prouvent pas, ne se démontrent pas, la puissance du verbe les valide. La « gestion » fait partie de ces mots sûrs, et qui rassurent quand on les lance; « Il y faut un gestionnaire », et le problème est rangé, classé, puis oublié.

Ainsi, il y aurait ceux qui savent et ceux qui ne savent pas gérer. Mais comment reconnaître ceux qui savent gérer, et peut-on différencier tout cela ?

Il y a, certes, une première réponse imparfaite : un gestionnaire, on dit plus volontiers un bon gestionnaire, est un homme qui a géré avec succès un objet analogue en finalités et contraintes à celui évoqué. L'octroi de la qualification est alors issu de l'expérience reconnue. Si cette référence au passé est inexistante, les critères se brouillent un peu; à quel champ de savoir précis se réfère donc la gestion ?

Une partie peut concerner la connaissance des règles administratives et des mécanismes économiques s'appliquant aux grands secteurs sociaux, publics et privés; elle débouche sur une certaine forme de bon gestionnaire : celui qui met à l'abri de conséquences douloureuses, au niveau de contrôles fiscaux, de contrôles d'Etat, ou autres...; il couvre l'action d'une protection réglementaire.

Le savoir et le terrain

Dans le secteur public en particulier, les nécessités de réguler entre les multiples contraintes administratives et financières et les nécessités opérationnelles justifient la présence de nombreux administrateurs qui trouvent là un lieu où exercer leurs compétences techniques fondamentales : connaître les règles du jeu, les appliquer habilement, ou contrôler qu'elles le soient. C'est là une des définitions possibles de la gestion et du gestionnaire.

Au-delà, le champ de la gestion s'élargit, il est vrai, à bien d'autres connaissances : sciences de l'information et théorie de la décision, sciences de l'organisation, outils et méthodes susceptibles d'optimiser les moyens en les rationalisant.

La gestion apparaît donc comme à la confluence d'une panoplie de moyens sans cesse mobilisés permettant de porter harmonieusement l'action, c'est-à-dire dans un respect des normes des coûts et des délais (et donc éventuellement susceptibles aussi de freiner cette action).

L'« école » de Riveline (1) témoigne bien de la dominante expérimentale de cette science

qui se nourrit d'exemples de terrain. L'acte premier de la gestion passe par l'intelligibilité précise des faits pour être efficace; c'est d'abord un travail de questionnement approfondi, rigoureux et modeste du réel, des ressources, des « process », des fonctionnements. La gestion efficace, de bonne qualité, passe en fait par l'appropriation de l'objet à gérer, par sa compréhension intime. N'est-ce pas à soi seule une question de voir le champ français de la réflexion sur la gestion se développer dans les écoles d'ingénieurs ? Pour bien gérer, ne faut-il pas passer un pacte préalable avec l'irréductibilité des faits et de la matière ?

C'est là que se pose le problème de savoir si une gestion efficace peut économiiser le contenu, le sens, et donc si la gestion n'est pas qu'un savoir, certes indispensable, mais complémentaire d'autres champs de compétences; une science du questionnement dévouée à d'autres types de développements ?

Ni destin ni perspectives

Coupée de ses garde-fous qui sont les finalités auxquelles elle doit s'appliquer, elle court deux risques :

— La confusion de la fin et des moyens; c'est par exemple ce qu'on appelle trivialement la bureaucratie, et plus généralement la prévalence de la forme sur le fond, la règle comme fin en soi. Un administrateur du CNRS l'illustrait fort bien, qui criait, du haut d'un amphithéâtre, la recherche peut s'arrêter aujourd'hui, les administratifs, eux, en ont bien encore pour deux ou trois ans !

— La pérennité de systèmes fous qui entretiennent des règles du jeu obsolètes et divergentes de toute action. Les règles et fonctionnements de gestion doivent servir des projets, des entreprises; c'est la norme elle-même qui est en cause si elle conduit à son propre détournement. La norme ou la méthode doit être au service d'une cohérence, d'une hiérarchie de projets, ou bien gérer devient une absurdité.

Le monde politique est de tout cela un provocateur et surprenant témoignage : il gère sa propre image, la France, la cohabitation, etc. Il n'y a pas d'essentiel, ou plutôt, l'essentiel est cette perpétuelle régulation des moyens : ainsi, on a géré des flux économiques quand il fallait mettre en place une grande politique industrielle et des qualifications nouvelles; d'autres gèrent la « bouée » de la puissance du verbe.

Pas de destin, pas de perspectives. La gestion avance seule, folle et vide, sabordant sa propre identité dans cette mortelle incantation, qui se prolonge jusqu'à l'individu, occupé à « gérer » ses propres contradictions...

(*) Membre du comité de rédaction de la revue *Gérer et comprendre*.

Il convient toujours de se garder des idées et formules refuges qui nous dupent nous-mêmes. On ne peut gérer vraiment, c'est-à-dire optimiser, faire produire, rendre rentable, qu'en comprenant au sens latin du terme : avoir en soi, incorporer; sinon, on administre ou on est le sous-traitant d'un projet, le gérant.

Mais la gestion, le gestionnaire, au sens du recours utile, c'est avant tout l'homme de l'art, qui connaît intimement son produit, ses modes de production, les règles de son environnement économique, qui perçoit le moyen terme, et qui sert son objet avec écoute, humilité et ambition.

Par souci de ne pas pervertir les significations, il conviendrait d'éviter les confusions entre la gestion comme problématique scientifique particulière, la gestion comme administration — y compris avec un sens large — et la gestion et le gestionnaire comme autant d'incantations, d'appels à un savoir flou et magique.

La plus belle gestion du monde ne peut donner ce qu'elle a, des moyens intelligents et appropriés dans une stratégie de service. Le reste, c'est la direction même du projet ou du produit. Même s'ils doivent s'harmoniser, ce ne sont ni les mêmes objets, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes acteurs; il s'agit en priorité d'assurer les finalités et les actions, le sens et le contenu. Une telle évidence mériterait qu'on s'y attarde.

(1) M. Riveline, ingénieur des mines, a engagé des études de gestion, par exemple, d'un travail d'ethnographie. Deux laboratoires connus le suivent dans cette démarche : le Centre de gestion scientifique de l'Ecole des mines et le Centre de recherche de l'Ecole polytechnique.

« Ce ne sont que des stagiaires de la nationalité française »

La commission des « sages » pourra méditer ce que disait, en 1941, Xavier Vallat des enfants juifs nés de parents étrangers...

par
SERGE KLARSFELD (*)

C'EST le moment, je crois, de rappeler la phrase lancée en 1941 par l'antisémite qu'était Xavier Vallat, premier commissaire général aux questions juives de mai 1941 à avril 1942, au sujet des enfants juifs nés en France de parents étrangers. Pour tant, selon la loi du 10 août 1927, la très grande majorité d'entre eux avaient été déclarés français peu après leur naissance et acquiesçaient ainsi aussitôt à la nationalité française.

La phrase de Vallat allait se révéler assassine, puisque la signification qu'il lui a donnée sous-tend la décision du chef du gouvernement de l'époque, Pierre Laval, de faire déporter les enfants juifs de parents apatrides ou étrangers arrêtés dans la zone libre et livrés aux nazis; le 6 juillet 1942, le chef du service anti-juif de la Gestapo en France, Danneberg, rapporte que, le 4 juillet, « le président Laval a proposé que, lors de l'évacuation des familles juives de la zone non occupée, les enfants de moins de seize ans soient emmenés avec eux. Quant aux enfants juifs qui resteraient en zone occupée, la question ne l'intéressait pas ».

Le 17 juillet 1942, c'est la même ligne qu'ont suivie les responsables de la police française en zone occupée, Leguay en tête, lorsqu'ils ont insisté auprès du chef de la Gestapo pour que les quatre mille enfants arrêtés la veille avec leurs parents apatrides ou étrangers soient également déportés, même si, pour ce faire, les parents devaient partir avant les enfants.

Certes aucun enfant juif, français ou étranger, n'aurait dû être déporté, et Vichy aurait dû refuser le concours massif et indispensable aux Allemands de sa police pour les arrestations dans les deux zones; mais il était au

moins entendu, depuis les accords Bousquet-Knochen du 2 juillet 1942, entérinés par le conseil des ministres du 3 juillet à Vichy, que les juifs de nationalité française ne seraient pas arrêtés, contrepartie à la coopération policière de Vichy. Pour commencer à déporter quand même des juifs français, a été définie simultanément la première catégorie de Français qui ne l'étaient pas à part entière; même pas les naturalisés, mais les enfants nés en France de parents étrangers et ayant acquis la qualité de Français par déclaration parentale avant leurs seize ans, ou par leur propre déclaration entre seize et vingt et un ans ou bien à vingt et un ans, à défaut de déclaration, par le fait qu'ils avaient participé volontairement aux opérations du recrutement militaire.

Si la réforme prévue était acceptée, loin d'avoir pué son inspiration dans la libération progressive des individus à l'égard des situations imposées, elle se serait abîmée à la source féconde des xénophobes ou racistes intrinsèques de l'application simple et souple du jus soli, telle qu'elle est pratiquée jusqu'à aujourd'hui sans problème majeur et dans la ligne d'une France généreuse.

Examens de passage ?

Ainsi, sur onze mille enfants juifs déportés de France, au moins les deux tiers, nés en France et déclarés français, ont-ils été assassinés parce que les antisémites avaient réussi à renforcer le doute de l'opinion publique et des milieux dirigeants sur le fait que ces enfants étaient réellement français. Pour les déporter, on n'a pas eu besoin de priver de leur qualité de leur nationalité française; on n'en a pas tenu compte; ils ont suivi le sort tragique de leurs parents étrangers.

Voilà où peut conduire une conception mesquine et rétractile de la nationalité française. (*). Avocat, président de l'association Les fils et filles de déportés juifs de France.

de la nationalité. Des milliers d'enfants ont donc été assassinés en 1942 et n'ont pas été protégés par leur nationalité française acquise légalement, mais contestée par l'antisémitisme admis et mis en pratique par le gouvernement, la police et l'administration de la collaboration.

Inconsciemment ou non, le principe de la réforme du code de la nationalité s'inspire du point de vue de Vallat : avant leur majorité, les enfants nés en France de parents étrangers ne seraient que des stagiaires de la nationalité française, auxquels ne manqueraient certainement pas les examens de passage. Certes, il peut paraître souhaitable à certains que chaque enfant de cette catégorie puisse, à sa majorité, choisir formellement sa nationalité par un acte volontaire; mais n'en est-ce point déjà un qui décide de ne point choisir une autre nationalité ou bien de répudier la nationalité française pour en choisir une autre, ce qui est la cas actuelle ?

Si la réforme prévue était acceptée, elle les déclarerait « a posteriori » des nationaux par un acte volontaire; mais n'en est-ce point déjà un qui décide de ne point choisir une autre nationalité ou bien de répudier la nationalité française pour en choisir une autre, ce qui est la cas actuelle ?

Si la réforme prévue était acceptée, elle les déclarerait « a posteriori » des nationaux par un acte volontaire; mais n'en est-ce point déjà un qui décide de ne point choisir une autre nationalité ou bien de répudier la nationalité française pour en choisir une autre, ce qui est la cas actuelle ?

Au Courrier du Monde

TGV

Une SNCF à deux vitesses ?

En autorisant le remarquable programme TGV proposé par la SNCF et en écartant toute perspective de privatisation, le gouvernement a pris une décision judicieuse. Cependant, le problème du financement reste posé.

Si la SNCF doit emprunter encore 25 milliards, une partie du programme TGV, pourtant urgent et rentable, sera retardée. La modernisation du réseau ferroviaire classique, tout aussi urgente, ne pourra être menée à bien. On verra ainsi apparaître une SNCF à deux vitesses, avec un réseau TGV très performant et le reste du réseau qui déclina peu à peu, sans intervention des régions concernées. Situation paradoxale ! On sait financer des autoroutes nouvelles et bien souvent inutilisées — 5 milliards au moins pour la seule autoroute Grenoble-Sisteron — mais non des travaux ferroviaires dont la rentabilité atteint 10 %.

JEAN SIVARDIÈRE, président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports.

FLÉAUX

A côté de la famine

Durant ces derniers mois, ceux qui ont eu la chance de s'exprimer publiquement ont pu redémontrer et réaffirmer l'atrocité du nazisme. Dans le monde entier, chacun a aujourd'hui conscience qu'il n'y eut rien de pire en haine et en cruauté.

Mais à l'époque, ce sentiment, désormais si évident et si constamment présent, n'était pas unanimement partagé. Aujourd'hui, combien sont-ils à refuser de vivre à côté de la famine, à ressentir constamment, au plus profond de leur être, l'injustice essentielle géographique et climatique qu'est la faim ?

Tous, nous savons l'épouvantable et implacable fléau qu'est la famine. Elle nous touche, nous blesse, nous pousse à agir, à partager, et malgré toute notre activité elle nous laisse bien souvent douloureusement impuissants. Pourtant, si véritablement et sincèrement nous pensions la mort par la famine insupportable, indigne de notre temps, d'autant plus intolérable qu'elle est

non idéologique, nous nous emploierions ensemble à l'éliminer, sans attendre que nos petits-enfants ou arrière-petits-enfants nous regardent comme des monstres, tels ceux qui se sont tus devant les crimes nazis.

MARIE-ALVÈRE KENNEDY, 21 ans, étudiante en histoire (Nemilly-sur-Seine).

DÉMAGOGIE

Absentéisme et antiparlementarisme

L'incident créé à l'Assemblée par le groupe de M. Le Pen a été parfois commenté de curieuse manière, aussi bien par certains hommes politiques que dans certains médias. Antiparlementarisme est le mot qui revient le plus souvent.

On peut, on doit, condamner les méthodes employées par les amis de ce routé politicien. Faut-il, pour autant, défendre l'indéfendable ? L'absentéisme parlementaire chronique est incompréhensible et inadmissible. Comment ne pas être choqué par le fait que la loi, qui est présumée être

l'expression de la volonté générale, qui s'impose à tous, soit votée par 1 % ou 2 % des députés ?

On nous donne, de droite et de gauche, deux explications principales de ces absences. Les parlementaires sont en commission ? Chacun peut vérifier au JO que les réunions de commission ne sont pas si fréquentes, et que l'absentéisme n'y est pas sans faille. Les parlementaires sont dans leurs circonscriptions ? Très bien, mais les a-t-on élus afin qu'ils exercent les mêmes tâches qu'ils cumulent allégrement, et pour qu'ils se préoccupent surtout de leur réélection ?

Constater ce dysfonctionnement n'est pas, forcément, faire de l'antiparlementarisme. Bien au contraire, c'est, en premier lieu, aux élus d'adopter un comportement qui ne donne prise à la critique ni à une exploitation démagogique. C'est à eux d'exercer, et de défendre, leurs prérogatives dans le respect de la Constitution, qui prend soin de préciser que le droit de vote est personnel et de limiter expressément la délégation à un mandat (art. 27). C'est peut-être à eux également de mettre en œuvre une réelle limitation du cumul des mandats électifs.

J. BERTHEK (Paris).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouis.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS

BP 587 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Amphithéâtre

LE TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Jacques Fournier

Les fonctions du gouvernement, son travail et la recherche d'une stratégie de communication.

DALLOZ - PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Le Monde USPS 785-510 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 38th Street, L.I., NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress USA, INC., 45-45 38th Street, L.I., NY 11104.

Le Monde USPS 785-510 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 38th Street, L.I., NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress USA, INC., 45-45 38th Street, L.I., NY 11104.

Etranger

L'évolution du conflit entre l'Iran et l'Irak

Les pays arabes du Golfe condamnent Téhéran mais s'abstiennent de toute mesure concrète

Les six pays arabes membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont condamné, dimanche 25 octobre, pour la première fois de façon unanime, l'Iran pour ses « agressions » contre le Koweït. Il aura tout de même fallu deux jours de réunion de leurs ministères des affaires étrangères pour que les six pays arabes du Golfe publient cette condamnation, assortie de la réaffirmation que « toute agression contre un pays membre du Conseil est une

agression dirigée contre tous les membres ». Le CCG est composé de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar, du Bahreïn et d'Oman.

Les pays arabes du Golfe avaient, jusqu'à dimanche, réagi mollement et en ordre dispersé, aux attaques dont a été victime le Koweït à différentes reprises au cours des derniers mois. Plusieurs missiles iraniens ont atteint le territoire koweïtien, tandis

que la flotte marchande de l'émirat était prise pour cible par les forces iraniennes, y compris depuis la réimmatriculation aux Etats-Unis de onze pétroliers koweïtiens, escortés depuis juillet dernier dans les eaux internationales du Golfe.

Les six ministres n'ont en outre pas suivi l'Arabie saoudite qui avait réclaté, dimanche également, que les Nations unies décrètent des sanctions contre l'Iran au lendemain d'un attentat qui a dévasté les

bureaux d'une agence de voyages représentant la compagnie américaine Pan-Am à Koweït. Cet attentat, qui n'a fait aucune victime, a suivi de trois jours le tir d'un missile contre un terminal pétrolier koweïtien.

Sans revendiquer directement la responsabilité de cet attentat, Téhéran a averti, par la voix de sa radio officielle, que de telles actions anti-américaines pourraient se reproduire « au Koweït ou dans les pays voisins ». Le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, a pour sa part estimé qu'il n'y avait « pas de défense efficace contre un individu qui aspire au martyre » et nous possédons cette arme.

L'Union soviétique a, quant à elle, condamné, samedi, le tir d'un missile contre le terminal koweïtien. « Des actions armées contre le Koweït ne peuvent qu'être condamnées. Elles sont inacceptables aussi bien du point de vue du droit international que des principes humanitaires et moraux. Les tentatives faites pour attirer des pays tiers du golfe Persique dans le conflit [Iran-Irak] est inadmissible, quel que soit celui qui se livre à de telles tentatives », affirme un communiqué du ministère soviétique des affaires étrangères.

L'URSS, qui a grandement amélioré ses relations avec Téhéran, tout en fournissant à l'armée irakienne la majeure partie de son armement, s'est, jusqu'ici, montrée hostile à toute sanction contre l'Iran et a fait porter à plusieurs reprises la responsabilité de la montée de la tension dans le Golfe à la présence d'une importante force navale américaine.

Ces forces américaines viennent de perdre un avion de combat Intruder, qui s'est abîmé en mer d'Oman au cours d'un vol d'entraînement, à savoir, samedi, le Pentagone, qui a précisé que les deux membres d'équipage avaient pu être secourus. — (AFP, Reuters).

Une stratégie sélective des poseurs de mines

La corvette *Georges-Leygues* de la marine nationale fait route actuellement sur Toulon où elle « rivera », en provenance du Golfe, avec, dans ses flancs, un cadeau de la marine américaine : une mine à orins neutralisée, rapatriée par des bâtiments de la marine américaine, qui sera probablement décortiquée, à Toulon, par les services de la marine française.

Ce cadeau, les marins américains l'ont adressé à leurs homologues français pour services rendus dans le Golfe par les dragueurs et chasseurs de mines de la marine nationale. En un mois et demi de travail sur place, les unités spécialisées de la marine française ont découvert et neutralisé dix mines. Contre deux à la marine britannique et encore aucune à la marine italienne. Les dragueurs ou chasseurs de mines néerlandais et belges sont encore à Djibouti.

Neuf des dix mines localisées et neutralisées par les dragueurs français *Carigliano* et *Cantho* ont été découvertes devant le chenal de Khwar-el-Fakkan qui mène à la côte sud des Emirats en mer d'Oman. La deuxième a été repérée et neutralisée par la corvette *Dupleix* dans le Golfe.

Rien n'est laissé au hasard

L'une de ces dix mines a été donnée aux autorités d'Abu Dhabi, qui voudraient l'installer dans un musée de la mer.

Au total, depuis le début de cette année, quatre-vingts mines ont été détectées dans le Golfe et ses abords. La plupart se situant dans les chenaux d'accès au Koweït, au nord de Qatar ou à l'extérieur du Golfe. Il

s'agit, dans tous les cas, de mines à orins d'un modèle soviétique très ancien, la M 08, construite à trois millions d'exemplaires, souvent revendus par la Corée du Nord ou par la Libye et aisément copiés, comme c'est le cas pour l'Iran. La mine à orins est accrochée à un crapaud déposé sur le fond de la mer et qui contient, précisément, les orins (c'est-à-dire les câbles) auxquels elle est rattachée pour, ensuite, flotter entre deux eaux. En fonctionnement normal, le crapaud libère autant de mètres de câbles que le poseur de mines le souhaite pour atteindre des coques de navires à des profondeurs choisies.

C'est précisément cette particularité de la mine à orins qui permet aux experts de la marine française de considérer que la stratégie des poseurs de mines dans le Golfe est très sélective.

Il semble, en effet, que, jusqu'à présent, aucune des mines détectées n'ait été réglée à moins de 20 mètres de la surface de l'eau : ce qui la destine aux navires marchands et, plus particulièrement, aux pétroliers. Les bâtiments de guerre pourraient être atteints si les mines les concernant étaient réglées à 5 mètres de la surface.

On assiste, d'autre part, à une descente progressive de ces dépôts de mines du nord du Golfe en direction du détroit d'Ormuz. Comme si les poseurs voulaient accablant l'idée que le détroit pourrait, un jour, être miné, la seule menace qu'il le serait étant, à sa façon, une forme de dissuasion navale pour décourager les équipages de pétroliers de prendre des risques. J. L.

L'Egypte est prête à aider militairement les Etats riverains moyennant une contrepartie financière

LE CAIRE de notre correspondant

C'est du côté du Golfe que les responsables égyptiens pensent avoir leurs meilleurs alliés au sein du monde arabe. Place Tahrir, siège du ministère des affaires étrangères, on indique en effet que les membres du conseil de coopération du Golfe ont assuré le Caire d'un rétablissement imminent de leurs relations diplomatiques avec l'Egypte, même si la motion en faveur de la réintégration de celle-ci est rejetée lors du sommet de la Ligue arabe.

L'optimisme égyptien est renforcé de jour en jour par la dégradation de la situation dans le Golfe. Les missiles iraniens contre le Koweït et les menaces de Téhéran sont les meilleurs atouts du Caire. Avec ses cinq cent mille hommes bien armés et aguerries, l'Egypte dispose en effet de la plus puissante force de frappe du monde arabe. Rétablir les relations avec elle, c'est pouvoir faire jouer le pacte arabe de défense commune et s'assurer d'un soutien militaire de poids.

Toutefois l'Egypte n'est plus, comme dans les années 60, un don Quichotte qui part en guerre sur un coup de tête comme cela fut le cas pour la campagne du Yémen en 1962. La première qualité du président Mubarak est la prudence. Vice-président, il s'était opposé à la « campagne punitive » de juillet 1977 contre la Libye.

Pour l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air durant la guerre de 1973, si l'Egypte doit soutenir militairement les pays du Golfe, cela ne se fera pas sans contrepartie. Le maintien d'une armée puissante coûte cher : plus de 10 milliards de dollars de dette militaire. Le Caire estime donc que ce ne serait que justice si les Etats du Golfe participaient à l'allègement de ce fardeau. Cela a déjà eu lieu par le passé. Les pays du conseil de la coopération du Golfe ont discrètement aidé l'Egypte à régler certaines échéances (plus d'une centaine de millions de dollars) de la dette militaire aux Etats-Unis (4,5 milliards de dollars).

Des pourparlers sur ce sujet sont donc en cours depuis quelques mois, et des responsables des deux parties font de plus en plus souvent la navette entre le Caire et le Golfe. Le chef de la commission des affaires arabes et étrangères au Parlement, M. Mohamed Abdella, est actuellement au Koweït, porteur d'un message du président Mubarak à l'émir El Sabah.

Mais l'aspect financier n'est pas le seul actuellement à l'étude. Il faut encore examiner les besoins militaires des pays du Golfe. Ont-ils besoin d'armement anti-aériens portatifs à courte portée — d'artilleurs ou d'experts opérationnels ? L'éventualité de l'envoi d'un contingent égyptien a elle aussi été évoquée, mais aucune décision ne semble encore avoir été prise de part et d'autre. Le porte-parole militaire égyptien a en effet démenti les informations du *Sunday Times* selon lesquelles soixante-dix pilotes égyptiens se trouveraient déjà au Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

LIBAN

Le voyage de M. Gemayel au Caire : un nouveau défi à la Syrie

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Un nouveau défi à la Syrie. Ainsi apparaît d'abord le voyage qu'a effectué, samedi 24 et dimanche 25 octobre, au Caire, le président libanais, M. Amin Gemayel, qui s'est entretenu pendant deux heures avec le président égyptien, M. Hosni Mubarak. Il n'est sans doute pas fortuit que ce voyage soit intervenu au lendemain des entretiens qu'ont eus, vendredi, M. Gemayel et le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy. On ne faisait pas mystère à Beyrouth, de très bonne source, que celui-ci, qui venait de Damas, devait apporter une réponse des dirigeants syriens aux propositions du président libanais pour trouver une issue à la crise gouvernementale qui bloque tout espoir de solution.

Mais rien n'est venu de Damas, et le président libanais semble avoir décidé d'aller chercher auprès des autres dirigeants arabes — M. Gemayel est ce lundi à Abou Dhabi — un appui, avant le sommet arabe d'Amman, auquel il se rendra. De source arabe, on indique que cette réunion ne devrait pas décider le retour de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, en l'absence d'un consensus sur cette question, la Syrie et la Libye notamment y étant fermement opposées, mais laisserait chaque pays libre de renouer ses

relations avec le Caire. Cela aurait au moins le mérite d'officialiser des rapports qui ont repris plus ou moins secrètement depuis quelques années. M. Gemayel, notamment, s'était rendu en secret dans la capitale égyptienne en mai 1986, au moment déjà où, cinq mois après son refus d'entériner l'accord tripartite de Damas, la Syrie le boycottait totalement.

A quinze jours du sommet, la situation au Liban paraît plus instable que jamais, chacun des protagonistes avançant ses pions en fonction des résultats escomptés à Amman. La perspective d'une deuxième délégation libanaise, composée des ministres qui boycottaient le chef de l'Etat et qui estiment donc que celui-ci ne peut parler au nom du Liban, paraît toutefois exclue.

Alliance OLP-Forces libanaises

La Syrie ne veut pas voir la question libanaise débattue en tant que telle à Amman, considérant cette affaire comme son domaine réservé. Le président Gemayel, dont les discours à Québec ou à l'ONU, où il avait réclaté l'évacuation de toutes les troupes étrangères, ont été très mal reçus à Damas, peut-il faire moins au sein d'un sommet arabe ? Sans doute pas. D'autant qu'il doit tenir compte, au sein du camp chrétien, de la position radicale des Forces libanaises (milice chrétienne), dont l'opposition à la Syrie est plus virulente que jamais.

Cette hostilité explique en grande partie l'alliance tactique que les Forces libanaises ont nouée avec leurs ennemis jurés, les Palestiniens de l'OLP, pour combattre la Syrie au Liban. On cache à peine à Beyrouth-Est les rencontres de M. Karim Pakradouni, vice-président des Forces libanaises, avec M. Yasser Arafat, nouées à la faveur de la guerre des camps palestiniens qui oppose depuis vingt-huit mois les combattants palestiniens à la milice chiite Amal soutenue par Damas. Une alliance qui se traduit par une aide matérielle et surtout financière de l'OLP aux Forces libanaises. Une partie de cette aide, dit-on, sert aux dons que fait la milice chrétienne aux familles nécessiteuses. En contrepartie, les Forces libanaises fournissent un appui militaire aux Palestiniens assiégés et des facilités de passage par le port chrétien de Jounieh pour les cadres de l'OLP qui viennent au Liban.

La marge de manœuvre du président Gemayel est cependant étroite, car la question libanaise n'est pas aujourd'hui prioritaire pour nombre d'Etats arabes qui s'inquiètent beaucoup plus de l'évolution de la guerre du Golfe dans laquelle la Syrie peut se prévaloir d'un rôle intermédiaire avec Téhéran. De plus, le président libanais a contre lui le fait d'être à moins d'un an de la fin de son mandat, et il serait douteux que beau-

coup d'Etats s'engagent derrière lui contre Damas.

Le regain de tension dans la guerre des camps palestiniens est aussi à examiner dans la perspective du sommet d'Amman comme moyen de pression sur la Syrie, qui ne souhaite pas être mise en accusation devant ses pairs arabes pour le comportement de son allié chiite face aux Palestiniens à Beyrouth et au Liban sud. De source palestinienne dans la capitale libanaise, on se montre sceptique sur l'avenir immédiat des contacts palestino-syriens, estimant que leur réactivation par Damas n'est peut-être qu'une tentative d'éviter que la question des camps ne soit posée à Amman.

En attendant, la recrudescence des attentats anti-syriens à Beyrouth-Ouest, menaçant la sécurité qui se dégrade de nouveau rapidement, malgré la présence de dix mille soldats syriens, paraît témoigner de la volonté des ennemis de Damas de démontrer que la Syrie ne peut assurer la sécurité de la partie musulmane de la capitale libanaise où de nombreuses perquisitions ont été récemment opérées par l'armée syrienne.

Les adversaires de la Syrie au Liban sont trop nombreux pour que l'on puisse à coup sûr désigner les responsables des Forces libanaises aux Palestiniens et à leurs alliés, sans oublier ses fidèles. Il ne manquera pas d'hommes soucieux de faire la preuve de l'incapacité syrienne au Liban.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Les rebelles tigréens ont libéré leur otage française

Mme Sophie Bedon, l'infirmière française de l'Action internationale contre la faim (AICF), enlevée le 2 octobre en Ethiopie par le Front populaire de libération du Tigre (FPLT), a été libérée le samedi 24 octobre, à Karthoum, où l'avaient conduite ses ravisseurs. Elle doit regagner Paris mardi et a déclaré par téléphone qu'elle avait été bien traitée.

Le Soudan, dont des représentants ont assisté à l'arrivée de l'infirmière à l'ambassade de France, s'est montré discret sur son rôle de médiateur afin de ne pas envenimer ses

relations, déjà difficiles, avec le gouvernement éthiopien, en reconnaissant que les Tigréens ont des bases armées sur son territoire.

L'AICF « remercie toutes les autorités qui ont permis cette libération ». Au bureau parisien de l'association on mettra l'accent, lundi matin, sur les difficultés d'acheminement des secours dans l'Ethiopie menacée par une grave famine en raison du contexte local actuel. On indique qu'un convoi d'une vingtaine de camions chargés chacun d'une trentaine de tonnes de vivres a été attaqué, vendredi, dans le nord-est du pays. Ces vivres, qui avaient été collectés dans le cadre de l'aide internationale, ont été incendiés par des membres du Front de libération de l'Erythrée (FLE). Les camions étaient conduits par des Ethiopiens. Un des chauffeurs a été tué.

Yougoslavie

Une unité des milices fédérales envoyée au Kosovo

La présidence collégiale de Yougoslavie a décidé, dimanche 25 octobre, d'envoyer au Kosovo, province dépendant de la Serbie, une unité spéciale des milices fédérales, qui compte trois cent quatre-vingts hommes et des véhicules blindés. C'est la première fois que ces forces sont déployées depuis les premières émeutes nationalistes albanaises en 1981.

Dans un communiqué, la présidence déclare qu'il s'agit d'une recrudescence des activités nationalistes et séparatistes albanaises ainsi

que des agissements des nationalistes serbes et monténégrins, la situation, sur les plans politique et de la sécurité, s'est dégradée au Kosovo, ajoutant qu'elle présente des risques de sérieuse aggravation.

Par ailleurs, six hauts responsables du Kosovo ont été exclus de la Ligue des communistes de Yougoslavie sur décision des instances du parti de cette province, troublée par de forts antagonismes entre communistes serbes (majoritaires) et albanais (minoritaires), a annoncé samedi la presse de Belgrade. Il s'agit de personnalités qui ont occupé dans les années 70 de hautes fonctions au Kosovo et dans la fédération yougoslave, et que le Parti, au terme d'un débat de 11 heures samedi à Pristina, chef-lieu de la province, a jugé « responsables de l'escalade du nationalisme et du séparatisme albanais ». — (AFP, Reuters).

ISRAËL

La « Cicciolina » « abominée » en Terre sainte

Venue délivrer un « message d'amour » en Terre sainte, la « Cicciolina » s'y retrouve « personne non grata ». La chaleureuse reine du porno italien — et dépourvu de son pays depuis juin — a été chassée, dimanche 25 octobre, du Mur des lamentations à Jérusalem, quelques heures après avoir été mise au chômage technique par les autorités israéliennes.

La « Cicciolina » — de son vrai nom Iona Staller — était arrivée jeudi dernier en Israël pour y donner quelques spectacles de strip-tease. L'événement n'avait pas manqué de semer l'émotion dans les milieux juifs orthodoxes. Leurs craintes étaient, semble-t-il, hautement justifiées. Vendredi soir, dans une discothèque de Jaffa, l'honorable élue du peuple italien n'a en effet rien caché de ses charmes. Elle s'est produite nue, en compagnie d'un box, d'une poupée et d'un violon.

La réaction des autorités n'a pas tardé. Le repos sabbatique à peine terminé, un porte-parole du ministère de l'Intérieur a annoncé le retrait du permis de travail accordé à la « Cicciolina ». Celle-ci est accusée d'avoir commis des actes lubriques.

Deuxième coup dur, dimanche, pour la célèbre parlementaire italienne. Venue se recueillir pieusement devant le Mur des lamentations, la « Cicciolina » en a été chassée sans ménagements avant même d'avoir commencé ses dévotions. Des juifs orthodoxes ont lancé des chaises vers elle en criant « Abomination ! ». Reste à savoir comment les zélotes ont pu identifier l'intruse, qui avait revêtu pour la circonstance une longue robe cachant jusqu'à ses chevilles. Car leur religion interdit aux orthodoxes de regarder la révélation ou de lire la presse laïque...

Marie NIMIER



La girafe

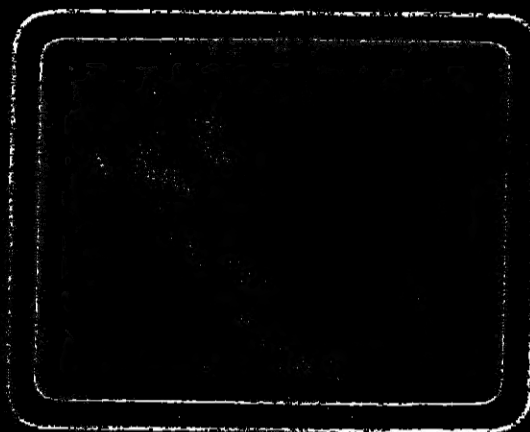
roman

Si vous vous sentez menacé d'engourdissement par l'automobile, le froid ou le vent, vous devez prendre un bon médicament. Les nimiers vous recommandent le médicament de la girafe. — (Gallimard)

هكذا من الاصل

صكنا من الاجل

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE.



LE MEILLEUR
SYSTEME INFORMATIQUE
EST CELUI
QUI SAIT SE FAIRE
OUBLIER.

Quand vous travaillez avec un système IN2, vous oubliez presque que c'est un ordinateur.

Vous vous adressez à lui comme à votre meilleur collègue, tout simplement en bon français... ou dans n'importe quelle autre langue du monde.

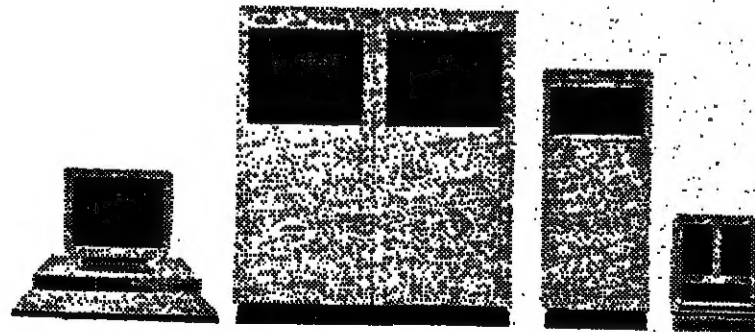
Et il vous répond de la même manière. Les informations vous parviennent immédiatement sous la forme et dans l'ordre exact que vous souhaitez, débarrassées de tout ce qui est inutile.

Cette légèreté, cette transparence, les ordinateurs IN2 le doivent au système IN-PICK, le plus convivial des grands logiciels du marché.

Qu'ils aient 2 ou 256 postes, les systèmes IN2 sont toujours simples à utiliser, même sans connaissance informatique.

Ce sont également les plus simples à exploiter. Ils travaillent dans l'ambiance du bureau et se passent de l'entourage de spécialistes.

C'est clair, c'est net : l'informatique IN2 est faite pour résoudre vos problèmes, pas pour vous en poser.



IN2
GROUPE INTERTECHNIQUE

57, rue Pierre Curie - B.P. 63 - 78373 Plaisir Cedex
Tél. (1) 34.81.93.00 - Téléc. 699.302

L'INFORMATIQUE DES REALITES.

Amériques

ÉTATS-UNIS : la publication prochaine du rapport sur l'« Irangate »

M. Reagan serait directement mis en cause

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan n'est pas au bout de ses épreuves... Le 13 novembre, en effet, la commission parlementaire d'enquête sur l'« Irangate » doit publier son rapport, dont on sait déjà, par des indiscrétions, qu'il est très critique de l'attitude présidentielle. Le président a manqué de chance, car si ce document avait été publié plus tôt, il aurait été « noyé » en tout cas éclipsé par la crise de Wall Street et l'ajournement de la visite de M. Gorbatchev. Or, la publication, retardée pour des raisons techniques, offrira aux critiques du président l'occasion de le placer dans une situation embarrassante.

Selon le New York Times, qui a eu accès à ce rapport, le dernier texte révisé de ce document est plus sévère que la première version qui, à l'insistance des parlementaires républicains, mais du président, avait fait l'objet d'une première révision. En effet, il moins que de nouvelles modifications n'interviennent d'ici la publication, des extraits du rapport

cités par le New York Times indiquent clairement que le président Reagan a menti lorsqu'il affirmait n'avoir jamais été mis au courant au préalable du détournement des fonds venant des ventes d'armes à l'Iran au profit des « contras ». Néanmoins, le rapport spécifie que la commission n'a pu obtenir une preuve directe, établissant que le président avait été informé de ce détournement.

A plusieurs reprises toutefois, le document évoque l'opération de « dissimulation de la vérité » de la Maison Blanche. « Si le président n'était pas au courant, il aurait dû l'être », tandis qu'il n'est qu'une « légende » n'aurait été commise, ses subordonnés étaient engagés activement dans une opération de dissimulation... »

« Des efforts pour tromper le Congrès »

Des extraits du rapport critiquent sévèrement le comportement de l'exécutif envers le Congrès : « Les mensonges, la destruction de documents et les tentatives pour récrire

l'histoire, ont continué, même après l'autorisation donnée au président et au ministre de la justice de révéler tous les faits... Le Congrès n'a été informé de rien et ce qui lui avait été dit était faux », et le document d'ajouter : « Les efforts accomplis pour tromper le Congrès caractérisent une dictature et non la démocratie... »

Ce que le rapport reproche particulièrement au président est d'avoir « créé ou du moins toléré une situation où ceux qui étaient au courant croyaient avec une certitude absolue qu'ils exécutaient la politique présidentielle ».

En conclusion, le rapport reprend une citation, faite en 1928 par le juge de la Cour suprême Brandeis : « Pour le meilleur et pour le pire, le gouvernement enseigne le public par l'exemple. Le crime est contagieux... En violant la loi, le gouvernement invite chaque citoyen à faire sa propre loi, c'est-à-dire l'anarchie. » Les amis républicains du président estiment que cette citation va trop loin, impliquant une intention criminelle, absente, à leur avis, de la part de la Maison Blanche.

HENRI PIERRE.

La croisade solitaire du gouverneur de l'Arizona

Il ne fait plus si bon être conservateur en cette fin de règne reaganien où les sénateurs se sont mis à jouer les pions du Capitole, la semaine dernière, pour rejeter à grands cris la candidature à la Cour suprême du trop sectaire juge Bork. La croisade de la majorité morale a beau être dans l'ornière, il reste pourtant des chevaliers solitaires pour reprendre la bannière et courir derrière cet inaccessable Grail. Témoine Evan Mecham, gouverneur (pour combien de temps encore ?) de l'Arizona. Un inconnu révélié à soixante-deux ans, en novembre 1986, le jour où, profitant des graves dissensions du clan démocrate et de quelques querelles au sein de son propre parti — le Parti républicain — il a, dans l'empoignade générale, emporté, presque subrepticement, la place de gouverneur.

Malheureusement, ce qui aurait pu passer, somme toute, pour une victoire décisive du Grand Old Party dans cet Etat contrôlé depuis 1974 par les démocrates tourne au cauchemar pour l'establishment du parti : M. Mecham a beau être un pionnier républicain émérite, il se révèle un gestionnaire déplorable et un politicien ahurissant. En un mot, il est tout bonnement intolérable !

Certes, il n'a pas d'expérience, la politique, à l'exception d'un passage au sénat de l'Etat, lui ayant surtout tenu lieu de hobby, lorsque délaissant son magasin de concessionnaire Pontiac, il se présentait, avec le même optimisme régulier et le même insouciance, jusqu'ici, au gouvernorat. En revanche, M. Mecham fourmille d'idées et de principes.

Originaire de l'Utah, ce désert inspiré, en bon mormon, il « roule » pour Dieu et se vante d'avoir un « contact direct » avec le Seigneur, qu'il lui emprunte à l'occasion ses voies les plus impénétrables. C'est ainsi que, traitant sans doute le mal par le mal, il a placé à la tête du bureau qui accorde les licences de vente d'alcool un des principaux suspects d'une affaire de meurtre et nommé un directeur financier connu pour ne pas avoir payé ses impôts.

Ses interventions publiques ont été plus remarquées encore : pour M. Mecham, les Etats-Unis de Reagan ne sont qu'un « super Etat socialiste » et Eisenhower était un « gauchiste ». Quant à tous ceux qui le critiquent, ils ne peuvent manquer d'appartenir à la « cabale libérale » ou au « lobby homosexuel ».

Terre promise

Inutile de le préciser, en quelques mois, le gouverneur s'est mis à dos les neuf dixièmes de l'Etat pourtant peu connu pour son laxisme. Les femmes ne découvrent pas depuis qu'il a déclaré que « le travail féminin est la cause du nombre accru de divorces » ; les Noirs, qui n'apprécient guère de voir leurs enfants traités de « négroïdes », ne lui pardonnent pas d'avoir annulé le jour férié consacré à Martin Luther King ; les hommes d'affaires, eux, plutôt que de tester les recettes économiques de l'excentrique gouverneur, vont faire leur business ailleurs.

Bref, c'est toute l'Amérique qui fait des gorges chaudes de l'Arizona. Le chanteur noir Stevie Wonder a annulé une tournée et le dessinateur humoristique Garry Trudeau, auteur du célèbre Doonesbury, a consacré à M. Mecham une série de six bandes dessinées qui ont été achetées par plus d'une centaine de journaux.

Il n'y a que les habitants de l'Arizona qui ne rient pas. Barry Goldwater, le patriarcal conservateur du Parti républicain, et quelques personnalités locales en tête, les administrés de l'impossible gouverneur ont exhumé une loi en vigueur dans l'Arizona et une quinzaine d'autres Etats qui précise qu'avec un nombre de signatures suffisant une pétition demandant la destitution du gouverneur est parfaitement recevable et entraîne de nouvelles élections.

Devant l'ampleur de la campagne destinée à le renvoyer à ses chères voitures, M. Mecham a contre-attaqué : il a expédié 250 000 lettres aux conservateurs de tout poil dans le pays pour qu'ils votent à son secours, les priant pour bien faire d'innocenter définitivement en Arizona, comme pour l'occasion Terre promise. Pour l'instant, l'exode des purs se faisant attendre, les adversaires de M. Mecham ont déjà récolté — largement, disent-ils — les 215 000 signatures nécessaires. Verdict le 3 novembre. Si M. Mecham est destitué, il sera le second gouverneur de l'histoire des Etats-Unis à connaître pareille mésaventure. A moins, bien sûr, qu'il ne parvienne à se faire réélire. Les voies du Seigneur...

M.-C. DECAMPS.

CANADA

Aucun incident majeur n'a marqué la visite d'Elizabeth II au Québec

MONTREAL
de notre correspondante

Pour la première fois depuis vingt-trois ans, la reine Elizabeth II d'Angleterre (et du Canada) est revenue en visite officielle au Québec, évitant toutefois Montréal, la métropole de la seule province à majorité francophone du Canada. Il est sans doute trop tôt pour parler d'une véritable réconciliation, mais la souveraine a pu repartir samedi 24 octobre soulagée : aucun incident majeur n'a assombri son voyage de trois jours dans la province francophone qui faisait suite au sommet du Commonwealth qu'elle avait inauguré à Vancouver.

Il en fut tout autrement lors de son dernier passage à Québec en octobre 1964. Quelques groupes de séparatistes — force politique montante à l'époque — avaient à peine entonné leurs slogans hostiles à la souveraine que des centaines de policiers fondaient sur eux. Au lendemain de ce « samedi de la mort », inscrit depuis lors dans les annales, la reine et son mari avaient parcouru des rues restées désertes dans la capitale québécoise.

Aux cris de « God, keep the queen » (gardez la reine) et « Le Québec aux Québécois », une cin-

quantaine de manifestants du Parti indépendantiste de M. Gilles Rhéaume ont tout juste réussi, vendredi 23 octobre, à écarter un bain de foule de la souveraine à Québec. Dans les files de Rivière-du-Loup, Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Silvery, au programme les jours précédents, l'accueil avait été tout à fait chaleureux. Estimant que les Québécois sont en majorité, soit indifférents, soit opposés à la visite de la reine, le chef du Parti québécois (opposition), M. Pierre-Marc Johnson, avait décidé de boycotter les deux dîners officiels organisés en son honneur.

La reine a saisi chacune de ces occasions pour saluer la signature, en juin dernier, de l'accord préparant l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne. « Cette affirmation d'unité dans la diversité m'a procuré une satisfaction toute particulière », a-t-elle dit.

Ferme opposé à cet accord, l'ancien premier ministre libéral, M. Pierre-Elliott Trudeau, qui était passé outre à l'opposition du Québec pour repartir la Constitution de Londres, en 1982, a préféré se décommander pour le second dîner officiel, auquel il était convié.

MARTINE JACOT.

Europe

ESPAGNE

Les pacifistes manifestent contre l'accord militaire avec Washington

MADRID
de notre correspondant

Après une période de léthargie, les organisations pacifistes tentent de reprendre l'offensive en Espagne. Répondant à leur appel, vingt mille à trente mille personnes ont défilé, dimanche 25 octobre, dans le centre de Madrid, pour demander la désamplification de l'Europe et le désarmement des quatre bases américaines en territoire espagnol.

Le cortège s'est déployé dans la Gran Vía, la principale artère de la capitale, dans une atmosphère bon enfant. Précédés d'une grande colonne en papier mâché, arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Bases, fuera ! » (Bases dehors) ou « Nuclear no ! », les manifestants ont défilé pendant deux heures en chantant et en tapant dans les mains, avant de se disperser.

Plusieurs rassemblements, moins importants, ont eu lieu dans d'autres grandes villes du pays.

Les dirigeants de plusieurs organisations de gauche, comme le secrétaire général du Parti communiste, M. Gerardo Iglesias, et celui du syndicat Comisiones obreras, M. Marcelino Camacho, ont participé à la manifestation de Madrid, tenue à l'occasion de la Semaine mondiale du désarmement. Quant aux socialistes, ils ont à nouveau étalé leurs divisions : tandis que la direction du PSOE accusait les organisateurs du meeting de vouloir mettre en cause la politique de défense du gouvernement, plusieurs membres du parti, au premier rang desquels le maire de Madrid, M. Juan Barranco, ainsi qu'une demi-douzaine de parlementaires liés à l'aile gauche du Parti socialiste, défilaient au milieu des manifestants.

Cette manifestation, moins massive que ne l'espéraient ses organisateurs, pourrait marquer la réurgence d'un mouvement pacifiste qui fut longtemps très puissant en Espagne. Ce courant avait connu son apogée au début de 1986, au moment de la campagne pour le référendum qui devait décider du maintien de l'Espagne dans l'OTAN. Bien que pratiquement dépourvus de repré-

sentation parlementaire, les pacifistes avaient alors réussi à mettre le gouvernement socialiste en difficulté dans la rue. La victoire du « oui » à l'alliance atlantique au référendum avait toutefois partiellement démobilisé ce mouvement, qui se retrouvait privé de son principal cheval de bataille.

Il en a désormais trouvé un autre, tout aussi délicat pour le gouvernement : après plus d'un an de négociations, Madrid et Washington n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord sur les termes du renouvellement de leur accord militaire bilatéral, qui expire en mai 1988.

THIERRY MALINIAC.

POLOGNE

Le gouvernement restructuré en profondeur pour privilégier les secteurs techniques

Après avoir fait adopter par le Sejm (le Parlement) les grandes lignes de son projet de réformes économiques et politiques, qui feront l'objet d'un référendum le 29 novembre prochain, le général Jaruzelski a fait procéder à une complète restructuration du gouvernement polonais. Présenté samedi 24 octobre au Parlement par le premier ministre, M. Zbigniew Messner — reconduit lui-même dans ses fonctions — ce nouveau gouvernement ne comporte plus que dix-neuf ministères, au lieu de vingt-six. Les changements importants concernent les ministères techniques : seize départements ministériels ont été regroupés dans huit « super-ministères » supervisant les secteurs clés tels que l'industrie, l'énergie, la construction et l'éducation.

Au moment où il s'apprête à faire avaliser par la population une remise en route de l'économie, qui comporte à côté des promesses de libéralisation des mesures forcément impopulaires comme les hausses des prix, l'objectif de ce remaniement est de toute évidence de convaincre une opinion encore réticente du sérieux des changements en cours. Les observateurs notent que ce remaniement marque une volonté de privilégier l'efficacité des secteurs techniques en les préservant autant que possible des pesanteurs et des pressions d'une administration centrale jusqu'à l'omnipotente.

Deux nominations retiennent à cet égard l'attention. Celle de Zdzisław Sadowski, l'un des pères de la

réforme, qui, tout en conservant son rang de vice-premier ministre, se voit confier la toute-puissante commission du plan. M. Sadowski n'est pas membre du POU.

La seconde est la nomination à la tête d'un super-ministère de l'industrie de M. Jerzy Bilip, l'un des grands « managers » de l'industrie. Il dirigeait jusque-là la grande usine de téléviseurs Polcolor.

Ces innovations sont cependant tempérées par la confirmation à son poste du vice-premier ministre chargé des questions économiques, M. Zbigniew Szalajda, considéré comme l'un des « ennemis jurés » des réformes économiques : des rumeurs insistantes avaient fait état ces dernières semaines de son départ. En outre, deux autres secteurs clés, l'éducation et le nouveau super-ministère du bâtiment et de l'aménagement du territoire, sont confiés à deux membres importants du parti, MM. Henryk Bednarski, secrétaire du comité central, et Bogumił Ferencztajn, membre suppléant du bureau politique.

Au soir même de sa nomination, M. Sadowski, qui devrait être le grand ordonnateur des réformes, a insisté sur la nécessité de rétablir la vérité des prix. Il s'agit, a-t-il dit, que « les prix soient le reflet de la réalité jusqu'à la fausseté par la multiplication des subventions aux produits de consommation courante ». Cherchant à rassurer l'opinion publique, il a toutefois indiqué que les réformes n'interviendraient qu'à partir de l'année 1988.

Je crois en l'Homme plus qu'en l'Etat

Edouard BALLADUR

Je crois en l'Homme plus qu'en l'Etat

Flammarion

LOWE LICHENBERG FAUCHER

حکومت الامم المتحدة

صحة من الامم

Asie

CHINE : l'ouverture du treizième congrès du PC

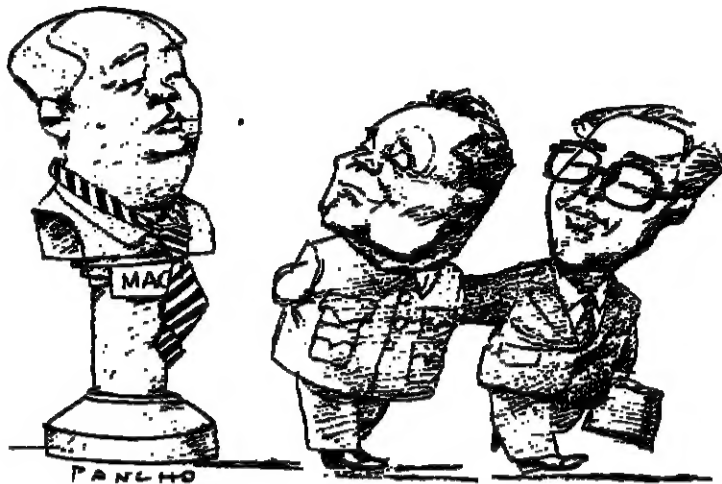
Quand M. Zhao Ziyang présente les réformes en des termes acceptables pour les orthodoxes

PÉKIN
de notre correspondant

Costume-cravate d'homme d'affaires contre vareuse à col fermé de vétérans de la révolution : voilà l'image que s'est appliquée à présenter le Parti communiste chinois à l'ouverture, dimanche 25 octobre, de son treizième congrès. Image des technocrates de la relève face à la génération historique sur le départ. Un spectacle qui parvient, l'instant d'une illusion, à masquer les divergences et les hésitations des héritiers de Mao devant les difficultés d'une évolution vitale du régime, onze ans après la mort de son fondateur.

C'était la première fois que la presse étrangère était admise à assister, dans le grand Palais du peuple, à l'ouverture d'un congrès du PCC. Pékin avait renoncé à inviter des délégations de partis étrangers, mais avait tout de même fait un geste envers Moscou en ouvrant les portes à la Pravda. Deux cents journalistes étrangers ont ainsi vu M. Zhao Ziyang, que le congrès s'apprête à confirmer dans sa position de chef du parti, défendre pendant deux heures et demie la thèse de la réforme dans un rapport presque exclusivement consacré aux affaires intérieures. « *Courant irrésistible* » vers un « *socialisme aux couleurs de la Chine* » destiné à faire du pays « une puissance socialiste moderne, prospère, démocratique et de haute culture » d'ici aux années 2050.

Contraste saisissant que celui opposant cet homme à l'allure de PDG de multinationale, costume bleu et cravate lie-de-vin, lisant cal-



meusement avec son accent provincial un véritable projet de société sans jargon maoïste, aux gérantes le flaquant sur la tribune qui dominent encore la scène politique. M. Deng Xiaoping, au centre, ouvrit la séance de sa voix rocailleuse pour ensuite faire la preuve de son extraordinaire forme physique, malgré ses quatre-vingt-trois ans. Visage impassible lorsque son jeune protégé lui a rendu un hommage remarqué — le seul qu'il se soit permis, oubliant volontairement Mao Zedong et Zhou Enlai — pour son « *courage sur le plan de la théorie marxiste* » et son « *esprit réaliste* ».

On ne pouvait pas en dire autant des autres octogénaires, surveillés de très près par une armée de jeunes assistants. Quel de plus symbolique

que la sortie pénible, au beau milieu de la séance, de M. Chen Yun (quatre-vingt-trois ans), représentant le plus influent des orthodoxes quelque peu effrayés par l'ampleur des réformes ? Du rajeunissement du régime, M. Zhao a parlé longuement. Il a « *proposé* » qu'un « *pas important* » soit fait en ce sens en commençant par les organes dirigeants. Il n'a pas dit, pourtant, si M. Deng quitterait son poste de membre du comité permanent du bureau politique, ce dont on commençait à douter fortement à Pékin. Afin d'aider la génération des exagénaires qu'il représente à se former, il a préconisé que les instances supérieures se réunissent plus souvent. Ce sera, a-t-il dit, la première étape d'une démocratisation progressive du pouvoir. Mais le rajeunissement n'est visiblement pas la préoccupation de l'appareil entier : un porte-parole du congrès a admis qu'il ignorait l'âge moyen du comité central.

Sur le terrain de la réforme, M. Zhao s'est livré à un impressionnant exercice d'équilibre, soufflant le chaud et le froid pour tenter de faire passer le message d'une inévi-

table refonte du système « *scélératé* », visant à déloger le parti de la gestion quotidienne des affaires. Chaque chapitre de sa démonstration tentait de concilier la tradition et le modernisme, le dogme et la réalité. D'un côté l'orthodoxie — les « *quatre principes fondamentaux* » du socialisme chinois, destinés à faire front au « *libéralisme bourgeois* » — sur lequel il s'est tout de même montré discret — et de l'autre « *le maintien de la réforme et de l'ouverture vers l'extérieur* ».

L'essentiel de la prestation de M. Zhao consistait à démontrer aux ancêtres que les jeunes technocrates peuvent présenter leurs réformes dans des termes marxistes-léninistes acceptables. D'où l'invention d'une « *phase initiale du socialisme* » dans laquelle la Chine se trouverait engagée jusqu'au milieu du vingtième et unième siècle et dans laquelle, à en croire M. Zhao, toutes les expériences capitalistes ou presque seraient permises, pour le bien du socialisme.

La vieille génération se laisserait-elle convaincre par cette « *ficelle* » idéologique ? L'un de ses plus vifs représentants, M. Peng Zhen, ne cachait guère son mécontentement à la lecture de certains passages du rapport de son jeune collègue. M. Zhao a eu beau réaffirmer avec insistance qu'il n'était nullement question d'abandonner le socialisme, ses attaques répétées contre le népotisme, le « *bureaucratisme* » du Parti, ou la corruption de certains de ses membres, ont dû apparaître à plus d'un vétéran comme un écho des manifestations d'étudiants qui avaient coté son poste, l'hiver dernier, à M. Ha Yaobang. Il est impensable, a-t-il expliqué, de prendre en compte « *la profonde méconnaissance* » de la population face à ces phénomènes et d'introduire dans les rouages du pouvoir le lubrifiant de la démocratie élective à dose mesurée.

FRANCIS DERON.

CORÉE DU SUD

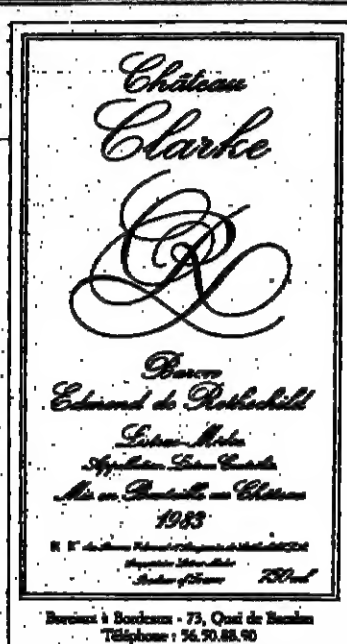
Tension à la veille du référendum constitutionnel

TOKYO
de notre correspondant

Des milliers de manifestants, pour la plupart étudiants, ont défilé, dimanche 25 octobre, dans les rues de Séoul, criant « *A bas la dictature* ». Cette manifestation a provoqué l'intervention de la police et a été dispersée à coups de grenades lacrymogènes. Elle faisait suite à un grand meeting de l'opposition, réunissant cinquante mille personnes, au cours duquel sont apparus pour la première fois ensemble les deux Kim (MM. Kim Young Sam et Kim Dae Jung) devenus « *frères ennemis* » dans la lutte pour la succession de M. Chun Doo Hwan.

M. Kim Young Sam a annoncé sa candidature le 10 octobre, mais M. Kim Dae Jung, tout en multipliant les déclarations d'intention, n'a pas encore fait officiellement acte de candidature. Au début de la semaine, M. Kim Young Sam a proposé que le candidat de l'opposition soit choisi par un vote lors du congrès du Parti démocrate pour la réunification, prévu le 5 novembre. Ce que refuse M. Kim Dae Jung, qui dispose de puissants groupes de soutien dans le pays, mais risque de se trouver en minorité dans le parti. La division de l'opposition politique et une radicalisation des forces contestataires, qui a contribué à la fin de la semaine dernière M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir et artisan du

processus de démocratisation, à annuler certaines étapes de sa campagne électorale, alimentent la tension à la veille du référendum sur la nouvelle Constitution qui doit avoir lieu mardi. Ph. P.



Une nouvelle vente par Minitel
EN DIRECT
DES VIGNERONS
au 36 15
code « COOPVIN »
Pour votre cave, ou pour offrir
les « bons crus »
des régions
de France.
Livraison sous 8 jours

(Publicité)
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE
EN CHINE
dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
A partir de février 88, UN SEMESTRE 15.500 F. Logement compris.
CEPES, 57, rue Ch.-Laffitte, 92200 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

600 PRIS 2.000.000 F A GAGNER GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 17
Sur les étiquettes de champagne, on peut lire les mentions RM, CM, NM, MA suivies d'un numéro. Que signifient ces mentions ?
• RM
• CM
• NM
• MA

QUESTION N° 18
Sous quel nom était désigné, au XVIII^e siècle, la mèche soufrée permettant la désinfection des barriques et la bonne conservation des vins ? (C'est de cette invention que date l'élaboration des vins de garde.)
• l'allumette hollandaise ?
• l'allumette suédoise ?
• la bougie des Chartrons ?
• la mèche espagnole ?

POUR VOUS AIDER :
L'INDICE RTL
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER
Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS
Le Monde
RTL
VIGNETTE
N° 9
avec le patronage de l'INAO
et de la SOPEXA

LES FLEURONS DES COTES-DU-RHONE VILLAGES

12, rue Saint-Victor,
30200 BAGNOLS-SUR-CÈZE
Tél. : 66-89-56-04
Tél. : 485-483 LICV

M., Mme
souhaite ou désire recevoir :
☐ Documentation
☐ Tarif
à l'adresse suivante
Tél.

CAMBODGE
Pénurie alimentaire
d'une fa...

CONCOURS
MONDE DU VIN
IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE
EN CHINE
dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
A partir de février 88, UN SEMESTRE 15.500 F. Logement compris.
CEPES, 57, rue Ch.-Laffitte, 92200 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

TOUR

Asie

JAPON : le prochain changement de premier ministre

M. Nakasone garderait la haute main sur la diplomatie

TOKYO
de notre correspondant

L'ambition de la plupart des hommes d'Etat quittant le pouvoir est de se survivre à eux-mêmes en continuant à exercer une influence politique. C'était le désir de M. Nakasone, et il semble bien que ses manœuvres soient en passe de réussir. Le futur premier ministre, M. Noboru Takeshita, paraît disposé, dans un premier temps du moins, à procéder à une répartition des tâches : manœuvrer des coulisses du pouvoir, il se réserverait la politique intérieure, laissant, en revanche, à M. Nakasone le soin de définir les grandes orientations de la politique étrangère.

Selon des sources au sein du Parti libéral démocrate (PLD), M. Nakasone serait appelé à jouer un rôle de super-conseiller diplomatique du gouvernement. Il prendrait la tête d'un organisme de recherches sur les questions internationales.

Le projet de création d'un tel institut, sur le modèle de l'institut d'études stratégiques internationales de Londres, est en gestation depuis quelque temps. L'influence de M. Nakasone serait garantie par la nomination au poste de ministre des affaires étrangères d'un membre de son groupe, ce qui éviterait tout hiatus entre le super-conseiller et l'homme chargé de conduire la diplomatie japonaise. On parle de M. Takao Fujinami, président de la commission politique de la Diète.

L'ère révolutionnaire
du « faiseur de roi »

M. Nakasone a donc fait un choix judicieux en désignant M. Takeshita. Par son inexpérience en matière internationale, contrairement à ses deux adversaires (MM. Abe et Miyazawa), M. Takeshita était le plus enclin à donner satisfaction au premier ministre sortant. Ce dernier devait, en outre, tenir compte d'autres éléments. D'abord de la force de M. Takeshita au sein du PLD : trahir ses aspirations pouvait être dangereux pour son avenir politique.

D'autant que, en coulisses, grâce à ses fonds financiers, M. Takeshita avait commencé à saper l'unité même de la faction du premier ministre. Dès le 15 octobre, cinq jours avant la désignation du nouveau premier ministre, M. Takeshita aurait promis à M. Nakasone le portefeuille des affaires étrangères pour un membre de son groupe. M. Nakasone avait enfin une dette envers le clan Tanaka (dont les membres se sont rassemblés sous la bannière Takeshita) : c'est en effet celui-ci qui l'a mis au pouvoir en 1982. Ce clan, le plus puissant du PLD, n'a pas eu de premier ministre depuis treize ans, se contentant de « porter

le palanquin », c'est-à-dire de faire et défaire les cabinets successifs ; aussi ses membres manifestent-ils une certaine impatience.

« Parfois » du futur premier ministre, M. Nakasone est-il devenu pour autant un nouveau « faiseur de roi » au poids déterminant dans la répartition du pouvoir au sein du PLD ? S'il est fréquent au Japon qu'un premier ministre soit désigné par consensus entre ses pairs, il est rare que le chef du gouvernement sortant soit appelé à désigner son successeur. La portée de ce recours inopiné à M. Nakasone ne doit

cependant pas être exagérée : il a été appelé à trancher entre trois prétendants qui ne parvenaient pas à se départager, mais il n'a jamais été en mesure d'imposer un successeur.

De ce point de vue, la désignation de M. Takeshita marque un tournant dans le jeu du pouvoir. L'ère du « faiseur de roi » — rôle assumé par Kakuei Tanaka — a pris fin, et personne n'a véritablement pris sa place. Un seul groupe allié à celui du prétendant choisi par le « shogun de l'ombre » ne suffit plus à faire un premier ministre, comme ce fut le cas depuis 1974. On retourne au cas de figure antérieur où l'alliance de

trois factions est nécessaire. Les arbitrages sont plus délicats, et l'on risque d'arriver à des situations bloquées comme cela vient d'être le cas.

PHILIPPE PONS.

Hommes d'affaires, pour votre portefeuille,
offrez-vous un titre à 4,70 F.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

RATP



Le vrai
Rocard
par Robert
Schneider

Stock

CAMBODGE

Pénurie alimentaire à la suite d'une forte sécheresse

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Une vague de sécheresse, encore plus sévère que celle de l'an dernier, a de graves répercussions sur la situation alimentaire au Cambodge. L'agence de presse de Phnom-Penh, SPK, a annoncé que, fin septembre, près de soixante-dix mille personnes étaient menacées de famine dans la province de Kompong-Speu, à l'ouest de la capitale khmère. Un grand nombre de têtes de bétail y avaient déjà été décimées, et la quantité d'eau alors disponible ne permettait de cultiver que 3 % des surfaces prévues pour le riz.

Début octobre, Radio-Phnom-Penh a annoncé que la superficie des rizières en culture était alors de 25 % inférieure à 1986, qui avait déjà été une année frappée par la sécheresse. Même dans la province de Battambang, traditionnellement grenier à riz du Cambodge, les superficies cultivées ne représentaient que 55 % des objectifs prévus. Les autorités de Phnom-Penh, estimant, d'ailleurs, qu'il s'agit de la sécheresse la plus grave depuis dix ans.

« Les pluies sont revenues dans la deuxième quinzaine d'août, mais elles étaient insuffisantes et, de toute façon, trop tardives pour sauver la première récolte », explique M. François Grunewald, expert de l'ONU, qui vient d'effectuer deux enquêtes dans six provinces du Cambodge. « Pour éviter une catastrophe, il faut que les pluies actuelles soient assez abondantes », ajoute-t-il. La première récolte, détruite dans plusieurs régions cette année, permet d'habitude aux paysans d'assurer la soudure en attendant la deuxième récolte, beaucoup plus abondante, de novembre à la fin de la saison

des pluies. C'est pendant cette période, de septembre à novembre, que les risques de disette sont les plus grands.

Cette année, non seulement la récolte du « riz de printemps » est perdue, mais les plants ont pris un tel retard dans leur croissance qu'ils risquent d'être emportés par les inondations, qui doivent intervenir d'un moment à l'autre, notamment dans la région du Tonlé-Sap, ainsi que dans les provinces de Kandal et de Takéo. Mais, selon M. François Grunewald, la régularité et l'importance des pluies actuelles peuvent encore transformer « une situation potentiellement catastrophique en une pénurie alimentaire relativement moins sévère ».

M. Kibria, chargé par l'ONU des programmes d'aide aux Cambodgiens, n'en a pas moins lancé un appel aux pays donateurs pour que des surplus soient envoyés au Cambodge. Dès septembre, il a quitté Bangkok pour faire une tournée des capitales occidentales. « Les vieux fermiers et les bonnes interviewées à la campagne m'ont dit qu'ils n'avaient pas souvenir d'une telle sécheresse depuis 1965 », précise M. Grunewald.

Cette sécheresse affecte également les pays voisins. Premier exportateur mondial de riz, avec près de 4 millions de tonnes par an, la Thaïlande ne devrait mettre sur le marché international, cette année, qu'entre 2 millions et 2,5 millions de tonnes. Le plateau de Korat — nord-est du royaume — est particulièrement affecté. Quant au Laos, selon Radio-Vientiane, son déficit de production a été évalué à 0,25 million de tonnes, et il lui faudrait importer 150 000 tonnes de grain pour éviter la pénurie.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
COMMANDEZ
VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cocher les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F val. 17 oct.	N° 2 6,00 F val. 18 oct.	N° 3 4,50 F val. 20 oct.	N° 4 4,50 F val. 21 oct.	N° 5 4,50 F val. 22 oct.	N° 6 4,50 F val. 23 oct.
N° 7 4,50 F val. 24 oct.	N° 8 6,00 F val. 26 oct.				

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Tout ce que vous souhaitez. Et plus.

Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.

POUR TOUTE RÉSERVATION, CONTACTEZ RÉSERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 55 39 03, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.
LILLE AÉROPORT 20 57 82 02 - LILLE NORD MARCQ-EN-BAROEUL 20 22 17 30 - LYON ATLAS
HOLIDAY INN CROWNE PLAZA 72 81 50 50 - NICE AÉROPORT 93 83 91 52 - PARIS-ORLY
(1) 45 87 26 66 - PARIS-PLACE DE LA RÉPUBLIQUE (1) 43 55 44 34 - PARIS-PORTE DE
VERSAILLES (1) 45 33 74 63 - PARIS-ROSSIGNOL-CHARLES DE GAULLE (1) 39 88 00 22
PARIS-VELIZY (1) 39 40 56 58 - STRASBOURG 88 35 70 00
* VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.



هكذا من الاجل

Asie

SRI-LANKA 159 soldats indiens tués dans la reconquête de Jaffna

Les troupes indiennes ont remporté la bataille de Jaffna mais la plupart des insurgés tamouls ont refusé de s'échapper de la province, a annoncé, le dimanche 25 octobre, le commandement indien à Sri-Lanka. « Certains militants tamouls semblent attendre la prochaine occasion, c'est pourquoi nous avançons lentement pour subir un minimum de pertes », a précisé le général A.S. Kalkut, nommé le veille commandant en chef de la force d'interposition indienne à Sri-Lanka, en remplacement du général Harkirat Singh.

M. Velupillai Prabhakaran, chef des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), principal mouvement séparatiste, aurait réussi à s'enfuir dans la jungle à la tête de 1.200 hommes. En revanche, Santosham, numéro deux et chef militaire du LTTE, aurait été tué. Selon les Indiens, le bilan de la bataille de Jaffna, alors que les opérations de nettoyage se poursuivaient, s'élevait dimanche soir à 159 Indiens tués et à 650 morts dans les rangs des Tamouls. D'autres sources font état de plus de 200 morts, dont 7 officiers, chez les Indiens, qui avaient engagé 8 000 hommes dans l'offensive lancée le 8 octobre contre Jaffna.

Alors que New-Delhi décidait d'envoyer des administrateurs civils à Jaffna, une bombe a partiellement détruit un bâtiment de la représentation indienne à Kandy, dans le centre de l'île. A Madras, capitale de l'Etat indien du Tamil-Nadu, la police a interpellé, dimanche, environ 3 400 personnes qui protestaient contre l'intervention indienne à Sri-Lanka. — (AFP, AP, Reuters.)

● PHILIPPINES : un attentat fait deux morts. — Une bombe dissimulée dans un sac en papier a explosé, lundi 26 octobre, dans le dortoir d'un collège hébergeant des hommes d'affaires faisant deux morts et vingt-six blessés. Les hommes d'affaires étaient réunis au collège catholique Notre-Dame, dans l'île de Jolo, au sud des Philippines, lorsque la bombe a explosé. Jolo est un fief du Front de libération nationale Moro (FLNM), mouvement autonomiste musulman. — (Reuters.)

Afrique

BURKINA-FASO : les répercussions du coup d'Etat La voie étroite du capitaine Compaoré

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial

Fragile, le nouvel « homme fort » du Burkina-Faso, le capitaine Blaise Compaoré, inquiet, le capitaine Bokari Kabore et ses quatre cents « commandos » qui, retranchés dans leur fief de Koudougou, refusent de faire allégeance au nouveau régime ; sourde et encore feutrée, la lutte qui oppose au sein de la nouvelle équipe les différentes tendances ; les et réagés, l'immense majorité des Burkinabés, qui ne semblent pas véritablement concernés par les luttes actuelles et qui redoutent avant tout des affrontements sanglants.

Bref, plus de dix jours après le coup d'Etat du 15 octobre qui a vu la mort de l'ancien chef de l'Etat Thomas Sankara et son remplacement par un Front populaire dirigé par le capitaine Compaoré, la situation est toujours terriblement floue à Ouagadougou. Symbole sordide de cette expectative, Thomas Sankara n'a toujours pas de sépulture décente. Sa « tombe » — un petit monticule de terre dans un cimetière à la lisière de la ville, continue de recevoir l'hommage dérisoire de quelques-uns, des chapelets, un stylo-bille, des fleurs en plastique, une vierge en stuc. Aucun militaire n'est là, comme si le nouveau régime ne voulait ni interdire ces hommages ni laisser organiser les funérailles de l'ancien chef de l'Etat. Précaution : toute messe de requiem a été interdite. Aux dernières nouvelles, le nouveau régime songerait à une « sépulture décente ».

Il est terriblement lourd à « assumer », le cadavre de Thomas Sankara, même si ce dernier était véritablement plus populaire à l'étranger, grâce à son extraordinaire talent médiatique, que dans son propre pays où ses foucades commençaient à lasser les Burkinabés, principalement les plus jeunes, très choqués néanmoins par les circonstances de sa mort. On ne saura sans doute jamais exactement ce qui s'est passé le jeudi 15 octobre entre 17 heures et 19 heures, le temps d'un western de série B.

Qui a dégainé le premier ? En dépit des explications embarrassées du capitaine Compaoré qui nie

l'existence d'un complot, de nombreux témoignages concordent pour prouver que Thomas Sankara a bel et bien été assassiné et n'a pas été victime d'une bavure. Le nouveau président a-t-il lui aussi été dépassé ? A-t-il été mis devant le fait accompli ? Pourquoi pas ? Il reste que la tension à l'intérieur de l'équipe des capitaines qui avaient pris le pouvoir dans la nuit du 5 août 1983 semblait avoir atteint son point culminant ces dernières semaines.

Sankara et le tortionnaire

Ainsi, à la veille du coup d'Etat, au conseil des ministres hebdomadaire, Thomas Sankara, qui, ces derniers temps, ne participait même plus à ces réunions où il était en minorité, était venu défendre son idée de créer une force d'intervention spéciale entièrement à sa dévotion, qui aurait été dirigée par un personnage inquiétant, Hamade Sigué, exécutif des basses œuvres du régime, recherché par Interpol et qui n'hésitait pas à utiliser le châtiment pour torturer des prisonniers politiques.

Devant le refus de ses compagnons d'entériner cette décision, Sankara quitta le conseil des ministres en claquant la porte, scellant ainsi sans doute son destin. Cinquante personnes environ, plus que ne l'admettent les nouvelles autorités, mais moins que ne le dit « radio-trottoir », ont trouvé la mort le 15 octobre. Certaines ont été délibérément tuées, d'autres victimes de balles perdues.

A 19 heures, Blaise Compaoré remplace donc Thomas Sankara à la tête de l'Etat. Bien qu'ils aient fait une partie de leur carrière ensemble, c'est Blaise Compaoré à la tête de ses « commandos » de P6 qui fut le principal artisan de l'arrivée au pouvoir de Sankara. Tout semble distinguer les deux hommes. Extraverti, bouillonnant et généreux, fantasque et cordial, Sankara avait réussi à séduire une intelligentsia européenne qui n'en finit décidément pas d'être fascinée par les militaires. Fin, discret, Blaise Compaoré a fait d'un silence poli sa principale arme. « Je peux rester vingt-quatre heures

avec lui sans qu'il ouvre la bouche », ironise un de ses proches. L'interviewer est un exercice ardu. Suprême habileté ou manque d'arguments ? Il est quasiment impossible, pour le moment du moins, d'obtenir des réponses claires sur ses intentions.

Sa tâche est très difficile. Il lui faut d'abord assurer son pouvoir sur l'armée, devenue la principale force du pays. A 100 kilomètres de Ouagadougou, le capitaine Bokari Kabore semble, en dépit de déclarations contradictoires, s'être retranché dans son camp de Koudougou avec ses quatre cents « commandos ».

« Je ne peux soutenir celui qui a tué Sankara, je me rallierai le jour où l'on arrêtera de l'insulter, où l'on reconnaîtra ce qu'il a fait pour le pays et où on lui donnera une sépulture décente », déclare « le lion de Boukande ».

« Cet homme n'est pas normal, il a des crises de folie, mais je ne pense pas qu'il va bouger », nous affirme de son côté Blaise Compaoré, qui a décidé de ne plus faire payer leur solde aux « dissidents ». Bokari Kabore va-t-il franchir le pas ou se contentera-t-il de son fief, imitant en cela un certain Blaise Compaoré qui s'était retranché plusieurs mois à P6 avant de participer au coup d'Etat du 5 août ? Chaque camp compte ses forces. D'autres personnalités importantes de l'armée, dont le commandant Joanny Yamogo, un des héros de la guerre frontalière avec le Mali, pourraient aussi avoir leur mot à dire.

Ambiguïté de la nouvelle équipe

Reste la question essentielle : s'il parvient à maintenir son pouvoir, quelle sera la politique de Blaise Compaoré ? Le mot d'ordre du Front populaire, la « rectification de la révolution », reflète l'ambiguïté de la nouvelle équipe, ambiguïté illustrée aussi par les différents groupes qui entourent le numéro un. « Rectifier », c'est-à-dire revenir à une solution pure et dure « à l'éthiopienne » comme sembleraient le préconiser certains proches de Blaise Compaoré ? « Rectifier », c'est-à-

dire oublier les idéologies pour une conception plus pragmatique du pouvoir, thème d'autres amis du nouveau président qui mettent en avant les liens de celui-ci, et de son épouse, avec les milieux d'affaires ivoiriens pour justifier leur espoir d'une libéralisation du régime. La composition du nouveau gouvernement, retardée de jour en jour, comme la définition d'un programme, pourrait donner une amorce de réponse.

Pour le moment, les Burkinabés semblent, dans leur immense majorité, indifférents à ce qui se passe. Ils sont bien peu nombreux à assister aux séances d'explication organisées par le nouveau régime, comme ils étaient d'ailleurs très peu disposés à participer quelques semaines auparavant au dernier meeting de Sankara. Assez satisfaits de la chute de celui-ci, ou plutôt de son régime, ils n'ont néanmoins pas apprécié la manière dont il est mort.

Sankara, en effet, par des mesures impopulaires — le « sport de masse » par 40 degrés à l'ombre, le port obligatoire par les fonctionnaires de costumes locaux, l'interdiction d'importer des fruits pour consommer les produits du pays, les expulsions innombrables pour construire des cités-dortoirs — avait, petit à petit, très sérieusement entamé son capital de sympathie. Pour Blaise Compaoré, la voie est singulièrement étroite. Il lui faut en même temps tenter de faire oublier la mort de son ancien compagnon tout en se servant des erreurs de celui-ci. Un élément encourageant pour le nouvel « homme fort » : la rentrée des classes, ce lundi, a eu lieu sans incident.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● Le Ghana honore la mémoire de Thomas Sankara. — Le Conseil national provisoire de défense du Ghana (PNDC, au pouvoir) a décrété, dimanche 25 octobre, la plus haute distinction ghanéenne, l'Étoile du Ghana, à Thomas Sankara. Le président Jerry Rawlings, qui a fait connaître cette décision à titre posthume, a aussi indiqué que le Conseil national avait rebaptisé, du nom de l'ancien président burkinabé, une place publique de la capitale. — (AFP.)

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Affrontements meurtriers entre Noirs au Natal

JOHANNESBURG
de notre correspondant

An moins cinquante Noirs ont été tués depuis le début du mois et environ soixante-dix au cours des sept dernières semaines dans les townships de la région de Pietermaritzburg, dans la province de Natal. Une tuerie qui s'est aggravée la semaine dernière et au cours de laquelle un enfant de dix ans a été décapité. Les autorités ont décidé d'envoyer des renforts de police pour tenter de maîtriser cette flambée de violence, qui a pour principale cause une lutte politique entre le Front démocratique anti-apartheid, et l'Inkatha, l'organisation du chef zoulou Gatsha Buthelesi.

Cette lutte a pris les aspects d'une véritable guerre civile entre groupes rivaux pour le contrôle des townships de la périphérie de Pietermaritzburg et qui se soldent par des affrontements à l'arme blanche, des exécutions sommaires, des kidnappings.

Une trêve fragile avait bien été signée au début du mois d'octobre entre les deux organisations pour mettre un terme à l'escalade. Sans résultat. Les meurtres et les vengeances n'ont pas cessé. Une guerre ouverte qui n'a plus grand-chose à voir avec les divergences idéologiques de l'Inkatha et de l'UDF. Le premier mouvement, bien qu'hostile à l'apartheid, est procapitaliste, adversaire des sanctions et en opposition totale avec l'ANC, dont il réprouve les méthodes. Le second a une approche plus socialisante et est considéré comme proche des vues de l'ANC.

La région du Natal a toujours été une zone de conflit entre les deux groupes politiques, car elle est le fief du chef Buthelesi, le zouloulard sur lequel ce dernier assure un contrôle vigilant à travers l'Inkatha. A la fin de la semaine dernière à son retour d'un séjour en Allemagne fédérale, Gatsha Buthelesi a déclaré que « la violence entre les Noirs était le plus grand obstacle à leur libération ». « Même si le président Botha ouvrait des négociations demain, s'il ajoutait, les Noirs continueraient de se massacrer entre eux. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'Expansion a 20 ans. L'avenir a 20 ans.

1967 - 1987 :

les événements, les entreprises, les produits, les patrons, les hommes politiques qui ont marqué les 20 dernières années. Un sondage lecteur exclusif.

1987 - 2007 :

les jeunes de demain, l'entreprise de l'avenir, les secrets de la réussite. Un numéro exceptionnel. 400 pages. L'Expansion nouvelle formule : les expériences, les faits, les idées pour agir.

Numéro
spécial
20 ans



L'EXPANSION. POUR ACTION.

Un c...

... de la région de Pietermaritzburg, dans la province de Natal. Une tuerie qui s'est aggravée la semaine dernière et au cours de laquelle un enfant de dix ans a été décapité. Les autorités ont décidé d'envoyer des renforts de police pour tenter de maîtriser cette flambée de violence, qui a pour principale cause une lutte politique entre le Front démocratique anti-apartheid, et l'Inkatha, l'organisation du chef zoulou Gatsha Buthelesi.

Une majorité de Français souhaitent que M. Mitterrand effectue pas un second tour

... de la région de Pietermaritzburg, dans la province de Natal. Une tuerie qui s'est aggravée la semaine dernière et au cours de laquelle un enfant de dix ans a été décapité. Les autorités ont décidé d'envoyer des renforts de police pour tenter de maîtriser cette flambée de violence, qui a pour principale cause une lutte politique entre le Front démocratique anti-apartheid, et l'Inkatha, l'organisation du chef zoulou Gatsha Buthelesi.

La campagne de M. Claude Lelièvre, amateur national

Politique

Les « états généraux » du barrisme à Versailles

Un candidat « serein », un plan de campagne complet

Ouverte par M. Doustine et après que MM. Casanova et Durieux eurent respectivement procédé à une analyse politique et économique de la situation française, la séance du matin a principalement porté sur la préparation de la campagne présidentielle. Une campagne qu'en résumé les responsables barristes désignent « sérieuse, classique et peu ostentatoire ». M. Millon a développé son idée de la stratégie « de la pluie fine », comparée à « la tornade ». Chirac, M. Mestre a confirmé que l'état-major parisien de campagne serait « très léger » mais il a, en revanche, insisté sur le rôle primordial des militants barristes : « Vous êtes irremplaçables et indispensables. A-t-il dit à son arrivée. Vous êtes le ferment du nouveau plan de la France ». M. Bille a livré quelques éléments plus pratiques démontrant que le souci de faire « une campagne courte et dense » ne dispensait point d'être prévoyant : réservation de panneaux d'affichage à compter de janvier, réalisation d'un film destiné à ouvrir tous les meetings de campagne, un numéro spécial de *Fautes et arguments* reprenant de A à Z tous les grands thèmes barristes, parution d'un livre de M. Barre début janvier.

M. Henri Amoureux fut chargé d'introduire la séance de l'après-midi. S'appuyant sur les enseignements de son tour de France politico-littéraire, l'auteur de *Mon sieur Barre* a relevé que son sujet suscite encore chez les Français bien des interrogations : « Trop profane ? » « Est-ce qu'il est libéral ? » « Pas assez transigeant ? » « S'intéresse-t-il aux Français ? »

Autant de commentaires que M. Barre allait ironiquement ranger dans le rayon « de la prose superficielle ».

Les responsables barristes eurent plutôt droit à un candidat manifestement désireux d'afficher devant eux sa confiance et sa sérénité et qui,

durant une heure, s'est employé à définir ses ambitions et préoccupations. « *Faites-moi confiance comme j'ai confiance en vous* », a-t-il répété devant ceux qu'il a appelés « ses véritables amis ». « Je m'adresse à vous, leur a-t-il encore dit, avec émotion et sérénité : c'est la confiance que vous m'avez manifestée au travers des associations qui m'a amené à me présenter. »

Constatant qu'après « la leçon de choses économique » de la période 1982-1983 les Français prennent aujourd'hui « une leçon de choses institutionnelle », se félicitant d'être entouré d'amis « sers et solidaires », M. Barre a conclu : « *Je ne trouverai une équipe de ce niveau-là, a-t-il lancé en se tournant vers la tribune, — l'ancien premier ministre s'est particulièrement réjoui des dernières enquêtes d'opinion.* »

Trois axes et sept problèmes

Celle de l'Expansion le présentait comme le premier ministre de la V^e République ayant le mieux servi l'économie française, celle du *Nouvel Observateur* indiquant que les Français le considéraient comme le meilleur candidat pour favoriser la prospérité économique du pays, ces deux enquêtes, a-t-il retenu, montrent « bien qu'il peut convaincre une majorité de Français ». « Il nous faudra lutter, a-t-il dit, contre le désenchantement des Français qui ont le sentiment que tous les hommes politiques se sont plantés et que les choses s'amélioreront contre la volonté de tout le monde. »

A partir de ce constat, M. Barre a défini les trois axes prioritaires de sa campagne : « libération et mobilisation des initiatives individuelles et collectives ». La France, a insisté M. Barre, « est un Gulliver ligoté de toutes parts par des lois et des règlements ». Plutôt que de libé-

Comme chaque année depuis 1983, et pour la dernière fois avant l'élection présidentielle, les barristes se sont réunis le samedi 24 octobre en états généraux... à Versailles. Grands élus régionaux, membres des groupes de réflexion du GESEC (1) responsables des comités de coordination, animateurs des associations REEL, quinze cents personnes au total, rassemblées dans un palais des congrès sans décor. Un véritable comité central du barrisme pour une journée de réflexion studieuse mais conviviale, discrète mais de mobilisation intensive, en présence du candidat Raymond Barre, assis toute la matinée au premier rang de ses fidèles et dont l'intervention de l'après-midi devait constituer le morceau de choix de ce colloque à huis clos.

A la tribune, au coude à coude, tout l'état-major de l'ancien premier ministre : MM. Jacques Bille, le « monsieur propagande » ; Bruno Durieux, l'économiste patenté ; Jean-Claude Casanova, le penseur ; Philippe Mestre, le patron de campagne ; Daniel Doustine, le grand commis de l'ombre ; et enfin MM. Charles Millon et François Navaranne les pourvoyeurs des réseaux REEL.

lisme, il préfère parler « d'économie de marché participative ». Deuxième axe : « le désir de solidarité ». « En période de prospérité, a expliqué M. Barre, les différences se gommant. La France ne vit pas de façon homogène. Aujourd'hui on prend mieux conscience des disparités de revenus et de conditions. » Troisième thème enfin : l'Europe. M. Barre jugeant que la France doit prendre une part plus active dans la constitution d'un véritable « Etat-continent de l'Ouest ».

L'ancien premier ministre a ensuite présenté un catalogue « des sept problèmes essentiels » qui se posent immédiatement à la France. Démographie et formation de l'homme. Réforme de l'Etat : « Ne tombons pas dans le piège, a-t-il pré-

venu, que l'Etat n'intervienne pas dans les pays libéraux. Dans ces pays-là, les modalités de son intervention sont plus discrètes et plus efficaces. » Le chômage, la relance de l'économie. M. Barre a inventé un nouveau mot : il faut, a-t-il lancé, « recompartimenter la France », réaffirmant qu'au traitement social du chômage pouvait se substituer un traitement économique. L'aménagement du territoire : « La France était au sud de l'Europe. Elle est aujourd'hui au centre de l'Europe. » La réforme de la fiscalité : adapter la fiscalité locale, développer la fiscalité pour « tout ce qui encourage l'épargne et l'investissement », réformer la fiscalité « dans le sens du marché intérieur européen ».

La protection sociale : M. Barre a jugé le récent rapport des « sages » « excellent », tout en indiquant que « certaines des propositions ne le convainquent pas totalement ». Il y manque aussi, selon lui, deux choses : « Comment développer par la voie contractuelle des rapports entre les assurés et les institutions responsables de la sécurité sociale. » Et aussi une analyse du coût des interventions sociales par rapport à leur réelle efficacité. La construction de l'union européenne, enfin : M. Barre s'est déclaré favorable à la réalisation d'« une confédération des pays de l'Ouest européen ».

La crise boursière

Après cet exposé, M. Barre s'est livré au jeu des questions-réponses. Première question qui était sur toutes les lèvres des participants : que deviendront les réseaux REEL après le rendez-vous présidentiel ? Se plaçant dans l'hypothèse de son arrivée à l'Elysée, M. Barre a déclaré : « J'aurai, bien entendu, besoin de vous pour m'aider à soutenir ma politique. » Se disant convaincu de « voir le phénomène associatif prendre de plus en plus d'importance », M. Barre n'a pas exclu que, « à côté des partis politiques, il puisse y avoir des associations organisées qui souhaitent dire leur mot sur la vie de la cité ».

Les problèmes de défense : M. Barre a avoué qu'il « ne comprend pas » M. Mitterrand, favori-

ble à l'option zéro après avoir dit « oui » aux fusées Pershing dans son discours au Bundestag. En revanche, il lui paraît urgent « d'organiser avec la RFA la défense de l'Europe occidentale ».

La vie dans les entreprises : M. Barre s'est dit partisan de la notion de la durée annuelle de travail, de la réalisation de véritables contrats d'entreprise, permettant notamment l'organisation « de référendums d'entreprise », et accordant aux syndicats une véritable place dans les conseils d'administration.

Enfin, M. Barre a été amené à commenter les derniers événements boursiers. Il a tout de suite relevé que « le processus de privatisation n'y était pour rien ». Néanmoins, M. Barre estime qu'« on a demandé aux marchés financiers un effort considérable ». Il craint que les Français ne « se détournent des entreprises » et retrouvent « un goût innommable pour l'or et la construction immobilière ». Voulant « attendre le bilan pour voir les pertes exactes », l'ancien premier ministre attend aussi des solutions de l'étranger : aux Etats-Unis « d'aller vers une réduction de leur déficit budgétaire par voie fiscale », à la RFA « d'accélérer son rythme de croissance », au Japon « d'ouvrir plus largement son marché ». En tout état de cause, M. Barre a indiqué qu'il s'interdisait « de tirer parti » de ces difficultés.

DANIEL CARTON.

(1) GESEC : groupe d'études sociales, économiques et civiques.

Selon un sondage de la SOFRES

Une majorité de Français souhaitent que M. Mitterrand n'effectue pas un second mandat

Il ne suffit pas d'être considéré comme le plus apte à remplir la fonction présidentielle pour que les Français envisagent avec enthousiasme le renouvellement du mandat de celui qu'ils jugent le meilleur. M. Mitterrand pour méditer cette apparente contradiction à la lecture de deux sondages de la SOFRES publiés dans le *Nouvel Observateur* du vendredi 23 octobre et dans le *Point* du lundi 26 octobre (1).

Selon le second sondage, 56 % des Français ne souhaitent pas que M. Mitterrand accomplisse un second mandat. Selon le premier, 59 % pensent qu'il ferait un bon président pour les sept prochaines années. Dans le *Nouvel Observateur*, il se place en tête, largement devant M. Barre et M. Chirac pour la capacité qui lui est prêtée à « faire face à une grave crise internationale » (par 36 % des personnes interrogées) ; à accroître le rôle de la France dans le monde (35 %) ; à préserver l'unité des Français (35 %) ; à régler les conflits sociaux difficiles (34 %). Bref, il est « le plus apte à exercer la fonction de président de la République » (37 %, loin devant M. Barre). M. Mitterrand n'est devancé que dans deux domaines : par M. Barre, pour la lutte contre le chômage, et par M. Chirac, pour l'ordre et la sécurité.

M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures, proche du chef de l'Etat, n'avait d'yeux, sans doute, que pour les chiffres de cette enquête lorsqu'il a déclaré, en Dordogne, dimanche : « Le moment approche où les forces de progrès qui existent en France se manifesteront pour convaincre le président Mitterrand de poursuivre son action à la tête de l'Etat. » Un chiffre aurait dû l'inciter à modérer

son enthousiasme : M. Barre talonne M. Mitterrand, puisque 58 % des Français jugent qu'il ferait un bon président. M. Barre a gagné, de ce point de vue, onze points en treize mois, autant que M. Mitterrand. Mais M. Barre atteint son plus haut niveau, alors que le chef de l'Etat est en retard par rapport à l'enquête du mois de juin (62 %).

Les Français ne sont pas convaincus, selon le sondage SOFRES publié par le *Point*, et il n'est pas évident qu'ils aient envie de « convaincre le président Mitterrand », contrairement à ce qu'espère M. Dumas. Parmi les 56 % qui ne souhaitent pas un second mandat du chef de l'Etat, figurent 89 % des électeurs de droite, mais aussi 29 % des sympathisants de gauche. Par-delà le président en exercice, les socialistes font également les frais de cette méfiance de l'opinion puisque 44 % ne souhaitent pas leur retour au pouvoir.

En fait, les Français sont désenchantés et ne pensent pas que l'élection d'un nouveau président, quel qu'il soit, améliorera la situation. Seul M. Barre tire une petite épingle du jeu puisque 33 % prévoient une embellie avec son élection. Le premier ministre, pour sa part, est confronté à l'impopularité inhérente à l'exercice du pouvoir. Déjà déçu (48 %) par le bilan de sa politique, les Français redoutent que son élection ne provoque une aggravation de la situation.

V. D.

(1) Sondages effectués du 8 au 12 octobre, après d'un échantillon représentatif de mille personnes. Le baromètre du *Nouvel Observateur* a été publié le 23 octobre, tandis que l'enquête du *Point* est parue le lundi 26 octobre.

La campagne de M. Juquin

M. Claude Llabres élu coordinateur national des renovateurs

La coordination nationale des renovateurs communistes, qui s'est réunie le samedi 24 octobre à Paris, a élu à sa tête M. Claude Llabres, récent démissionnaire du comité central du PCF, exclu du groupe des élus communistes de la municipalité de Toulouse (Haute-Garonne) mais, probablement, dans quelques jours, du parti (le *Monde* du 21 octobre).

Le bureau de la coordination, qui, selon un des membres, « fonctionnera en l'état jusqu'à l'élection présidentielle », est composé, outre M. Llabres, de quatorze personnes élues par les régions : MM. Alain Rabatel et Denis Bonvalot (Est), Roger Lacombe et André Colin (Nord), Jacques Levy et Domini-

que Blanckart (Ile-de-France), Alain Arvin-Bérod (Rhône-Alpes), Robert Albarède ou Claude Rossi (Provence-Alpes-Côte d'Azur), Louis Caro (Sud-Ouest), Louis Aminot (Ouest), Michel Bonicet (Centre) et Michel Szepeanski (Picardie). Un représentant pour le Languedoc-Roussillon et un pour la région Rhône-Alpes doivent encore être élus. Enfin, trois personnes, non délégués de région, ont été cooptées au bureau : MM. Alain Amicahille, Claude Syard (trésorier) et Gilbert Wasson.

Par ailleurs, l'équipe électorale de M. Pierre Juquin a commencé dans des bureaux au 133, rue de Montreuil, 75011 Paris.

SAN FRANCISCO! SAN FRANCISCO! SAN FRANCISCO!

**VOUS AVEZ
3 BONNES RAISONS
PAR SEMAINE
D'ALLER
A SAN FRANCISCO.**

UTA le mercredi à 19 h 15,
UTA le jeudi à 15 h 30,
UTA le samedi à 19 h 15.
3 vols par semaine non-stop.

UTA aux USA, c'est toujours mieux quand UTA y va.

UTA FOR USA

هكذا من الامم

Politique

Après la soirée d'émeutes

Etat d'urgence et couvre-feu en Polynésie française

Trois escadrons de gendarmes mobiles — deux venant de métropole, le troisième de Nouvelle-Calédonie — ont été envoyés en Polynésie française, où l'état d'urgence et le couvre-feu ont été décrétés le samedi 24 octobre, après l'émeute de la veille au soir qui a ravagé le centre de Papeete, succédant à des affrontements entre les dockers en grève et les forces de l'ordre.

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, affirmait, samedi, que la situation était « parfaitement contrôlée par les forces de l'ordre ». Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Fandrand, a estimé que ces violences constituaient des événements « graves » mais « sans lendemain ». « La Polynésie a très largement intérêt à rester sous la souveraineté française », a-t-il souligné, en affirmant qu'il n'exis-

tait aucun rapport entre ces événements et les problèmes de la Nouvelle-Calédonie.

Le député national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Foll, député de Seine-et-Marne, a lancé, dimanche, un appel au calme, mais en ajoutant : « Ces événements ne font que confirmer ce que disent les socialistes depuis un an : la politique du gouvernement favorise l'économie de comptoir et quelques privilégiés, en oubliant la jeunesse et la majorité de la population. Les mouvements de grève traduisent le malaise existant dans la population, lassée par l'affairisme et le refus du dialogue social. Cette situation explosive sanctionne l'échec de la politique du gouvernement Chirac outre-mer. »

La Fédération nationale des ports et docks CGT s'est, pour sa part, déclarée « scandalisée par le déferlement de violence dont les doc-

kers tahitiens ont été les victimes ». Elle exige « le retrait des troupes envoyées par le gouvernement, dont la présence ne pourrait qu'aggraver la tension ».

A Papeete, le président du gouvernement territorial, M. Jacky Teurahi (apparenté RPR) s'est dit « profondément choqué » par le saccage du centre de la ville : « Je n'imaginais pas, a-t-il dit, que les dégâts soient aussi considérables et je suis pris d'un sentiment de tristesse profonde en voyant que ce sont des Polynésiens qui ont commis ces exactions. »

Le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député non inscrit, a affirmé : « Je me suis retrouvé seul dans ma commune à assurer les responsabilités du maintien de l'ordre qui incombaient à l'Etat. Je suis bouleversé, et les autorités de l'Etat et du territoire n'ont pas su maîtriser la situation. J'ai pu constater le désarroi des res-

ponsables de la protection civile et du plan ORSEC devant ces événements très graves. »

Le président de l'Eglise évangélique, M. Ihorai, a lancé « un appel à la raison et au dialogue ». « Il faut maintenant s'attaquer aux causes profondes de ces difficultés », a ajouté l'archevêque de Papeete, Mgr Coppenrath, au nom de l'Eglise catholique.

Dans un entretien publié lundi par les Nouvelles de Tahiti, l'un des principaux chefs de l'opposition à la majorité locale contrôlée par le parti de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina et conseiller territorial, a réclamé la dissolution de l'Assemblée locale et la constitution d'un « gouvernement d'union territoriale » pour « rétablir le fonctionnement régulier des institutions, éviter le chaos social et la faillite économique du territoire ».

La fureur dévastatrice de cinq cents « incontrôlés »

PAPEETE
de notre correspondant

Au lendemain de la soirée d'émeutes qui a plongé la capitale de la Polynésie française dans la peur et le désarroi, les Tahitiens ont découvert des immeubles calcinés qui fument encore. La fureur des émeutiers a, en quelques heures, transformé en véritables ruines de nombreux magasins. Plus de quinze foyers d'incendie ont détruit plusieurs dizaines de boutiques du centre de Papeete, et la facture s'élè-

vera à plusieurs milliards de francs CFP.

Aucun mort n'est à déplorer, et les quelques vingt-six blessés signalés samedi matin ne sont que très légèrement touchés, sauf un capitaine de pompiers de la commune de Papeete dont le véhicule a été chargé par un engin lourd des dockers, sur le port, et un dockeur qui s'était précipité pour relancer une grande lacrymogène, tirée par les gardes mobiles, qui lui a explosé dans la main.

Tout a commencé sur le port où la tension a dégénéré en émeute, vendredi vers 17 heures (samedi

2 heures de Paris) lorsque l'ordre fut donné aux gendarmes mobiles d'occuper les lieux tenus par les grévistes afin de permettre la reprise du travail de déchargement des cargos à quai et donc l'approvisionnement en marchandises interrompu depuis deux jours. Cet ordre venait du haut commissaire M. Pierre Angeli. Celui-ci a déclaré qu'il avait réclaté une attitude pacifique de la part des forces de l'ordre et que celles-ci auraient respecté cette consigne à la lettre.

Témoignages contradictoires

Les dockers ont en tout cas sorti les engins lourds de levage pour défendre leur position. Dans le tumulte qui suivit, un premier incendie se déclencha dans un hangar de construction navale. Les témoignages sont, à ce sujet, contradictoires. Le haut commissaire a assuré que, contrairement aux rumeurs répandues, l'origine de cet incendie ne pouvait être imputée à une grande lacrymogène qui aurait malencontreusement explosé dans le hangar en question.

Sur le pont de l'Atoll, « frontière » entre la zone portuaire et la promenade du bord de mer, les affrontements, verbaux d'abord et ponctués de slogans antifrancs, dégénérèrent très vite en bataille rangée. Aux dockers qui étaient sur place se sont joints des jeunes gens et des badauds, attirés par la fumée épaisse qui montait au loin — des « éléments incontrôlés », selon les autorités, — et des pierres, grosses parfois comme des poivres, ont été

alors lancées contre les forces de l'ordre.

Certains de ces manifestants ont également fait usage de quelques cocktails Molotov mais sans, apparemment, que ces bouteilles remplies d'essence n'exploient.

Le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député qui accompagnait les pompiers appelés à la rescousse pour éteindre l'incendie sur le port, a eu lui aussi maille à partir avec les forces de l'ordre qui ne l'avaient sans doute pas reconnu. Au même moment, un élévateur conduit par un dockeur a foncé sur l'un des camions citernes.

Il était environ 18 heures, et les forces de l'ordre repoussaient alors lentement une partie des dockers et des autres manifestants vers le centre de la ville lorsque ces incidents se sont transformés en émeute. La foule des manifestants, atteignant quelque 500 personnes, s'est retirée mais en détruisant tout sur son passage sur près de 3 kilomètres, le long du front de mer et à travers le centre de Papeete. Les véhicules qui se trouvaient sur le chemin des casseurs étaient transformés en torches sous l'œil stupéfait des touristes, qui s'empressaient de se mettre en lieu sûr.

Le port sous le contrôle des « hérétiques »

Les petites échoppes d'artisan qui se trouvaient sur le boulevard Pomaré étaient renversées et brûlées. Les bureaux d'Air Tahiti et d'Air France ont été incendiés après l'office de tourisme, alors que les flammes dévoraient déjà plusieurs magasins, tous pillés auparavant. Il régnait un climat de terreur, et le centre ville n'était plus qu'un immense brasier contre lequel luttaient maintenant les pompiers de toute l'île de Tahiti. Peine perdue.

La technique de la casse des vitrines à l'aide de grosses pierres, suivie de l'emploi de cocktails Molotov ou simplement de torches enflammées, s'est révélée efficace. Jusque tard dans la nuit, certains manifestants, apparemment plus politisés, ont également tenté de s'en prendre à la résidence du gouverneur mais ont été repoussés. Puis ils

se sont rendus à l'Assemblée territoriale dont ils ont saccagé à coups de pierres le bureau du président.

Les forces de l'ordre ont interpellé une cinquantaine de manifestants. Parmi eux, semble-t-il, aucun dockeur, ce qui renforcerait l'impression des observateurs qui ont suivi les exactions commises qu'il s'agit de jeunes vandales bien qu'on ne puisse exclure que quelques-uns aient fait partie de groupes politiquement manipulés.

Toute la journée du samedi 24 octobre, les commerçants, dont les boutiques ont été détruites, ont tenté un nettoyage sommaire. Plusieurs appels au calme ont été lancés, par M. Angeli, tout d'abord, qui a estimé que la situation était maîtrisée. Sur le port, placé actuellement sous la garde des légionnaires, le travail de déchargement aurait repris, exécuté par des militaires et des civils. Il est impossible toutefois, pour le moment, d'aller voir dans quelles conditions les déchargements sont effectués, le seul accès du port étant barré et gardé par des « hérétiques ». Quelques camions militaires passent, chargés de ravitaillement, de lits de camp et de barboles, comme si les légionnaires étaient là pour longtemps. Devant un bâtiment administratif, une camionnette stationne, avec sur son toit, un drapeau qui semble arborer les couleurs d'un parti indépendantiste. Un fourgon de police s'approche, un agent en descend, déploie le drapeau, sourit, le véhicule repart.

Alors que, lors des précédentes grèves, les représentants des Eglises protestante et catholique avaient

toujours été invités par les autorités civiles à servir de médiateurs dans les conflits sociaux, l'arrêt de travail déclenché par les dockers n'a pas provoqué la même démarche. Ce changement de comportement et de ton a été très remarqué.

Samedi, les autorités religieuses ont appelé avant tout à un retour au dialogue et à la prière. Mais quel dialogue ? Dans ces images de feu, c'est le mythe du paradis qui s'est dissipé.

Dans son fief de Faaa, M. Oscar Temara, le chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie, a tenu une importante réunion avec les dockers, qui a rassemblé un millier de personnes. Les dockers maintiennent leurs exigences ; ils veulent qu'il y ait vingt-neuf manifestations pour chaque déchargement d'un navire à Miramiro pour le compte du CFP, au lieu des vingt-deux prévus selon les anciens accords, si plus ni moins.

En haut commissariat, où l'on entend faire respecter la loi, et pour répondre aux critiques selon toute injustice sur l'absence d'intervention des forces de police lors de cette émeute de vendredi soir, des renforts ont été prévus.

Décreté par le haut commissaire, l'état d'urgence est devenu effectif à Tahiti et à Moorea, dès 19 heures samedi soir (11 heures de Paris), et le couvre-feu a été instauré pour la ville de Papeete et les communes périphériques. Ces mesures ont été dans l'ensemble bien suivies et, dimanche, le calme était revenu. Le calme de la désolation.

MICHEL YONG KOW.

Pour un meilleur prix
rendez-nous visite
avant de commander
votre PEUGEOT



Plus vite,
moins cher!

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVIRER LES BASES
Le premier tome de l'ouvrage et de la suite

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.
Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3940, 35, rue Collange, 92003 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 42-70-73-43.

● M. Jean-Claude Andrieu, nouveau maire de Carpentras. — M. Jean-Claude Andrieu (bariste) vient d'être élu maire de Carpentras (Vaucluse), en remplacement de Maurice Charrier, sénateur (RI) et ancien ministre, décédé le 30 septembre. M. Andrieu, qui a été élu avec vingt-sept des trente-cinq suffrages exprimés, était premier adjoint au maire, chargé des travaux publics, depuis 1983.

[Né le 5 avril 1946 à Marseille (Bouches-du-Rhône), M. Jean-Claude Andrieu, commerçant, est élu conseiller municipal de Carpentras en 1977. Rattaché en 1983 sur la liste d'union UDF-RPR conduite par Maurice Charrier, il est nommé premier adjoint au maire.]

NOËL ET JOUR DE L'AN EN RUSSIE

Cela vous propose un voyage à Moscou, Leningrad, et dans les villes russes du 22 décembre 1987 au 2 janvier 1988. 12 jours à prix exceptionnel 8 980 F. Au départ de Paris. Personne compétente, hôtels 1^{er} catégorie, excursions quotidiennes, 2 réveillons, 8 spectacles, 1 offre de gala, 1 promenade en traîneau, accompagnement et commentaires par conférencier. Cela vous propose aussi tous les détails des voyages culturels en Russie. A la carte et Charte accompagnée par des conférenciers.

CLJ : 10, rue de la Prospection 75016 Paris. Tél. : 47-34-36-83. LIC A 721 organisation touristique : MONDOYERS ET INTJURY.

EXCLUSIF

JACQUES CHIRAC

S'EXPRIME SUR TOUTE L'ACTUALITÉ
A 6 MOIS DU 1^{er} TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une interview de JEAN-PIERRE ELKABBACH
MARDI 27 OCTOBRE SUR EUROPE 1
8H-9H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

Tablet

vendredi 27

LA PRE

Wagons

CARTE EXE

Politique

de vendredi à Papeete

Tahiti, paradis à deux vitesses

(Suite de la première page.)

Une situation révélatrice du blocage de la société polynésienne, du degré zéro du dialogue social outre-mer et du rôle de plus en plus « musclé » imparté par le gouvernement tant à l'armée qu'aux forces de police sur ces territoires lointains.

Quels que soient ses auteurs directs, l'explosion de violence de vendredi soir à Papeete n'est que l'expression aberrante d'une société polynésienne désorientée, angoissée, qui se sent agressée parce qu'elle réalise qu'elle a perdu son identité et qu'elle n'a rien gagné au change. Une société longtemps hypnotisée par les effets économiques artificiels de la main d'œuvre délocalisée octroyée par un pouvoir central toujours prompt à dispenser ses largesses pourvu que les Polynésiens permettent à la France de poursuivre tranquillement des essais nucléaires à Mururoa. Une société à deux vitesses avec, côté plages, les fastes de la surconsommation et, côté montagne, de modestes bidonvilles.

Les cris d'alarme, pourtant, n'avaient pas manqué. « Nous avons vu que la Centre d'expérimentation du Pacifique allait apporter le richesse. C'est faux. Il a apporté l'argent mais a déstabilisé le système de vie », déclarait en mai 1986, dans les colonnes de la Croix, le père spirituel de l'immigration interne, M. Francis Sanford, ancien « patron » politique du territoire. « Nous avons la politique et le comportement des émirats arabes, mais nous n'avons aucune ressource. Un jour, ça craquera ».

Prémonition ? A l'Assemblée nationale, le mercredi 21 octobre, l'un des deux députés RPR du territoire, M. Edouard Fritch, rompt soudain avec l'autosatisfaction généralement manifestée au sein du parti de M. Fosse, son beau-père, mettrait lui aussi en garde les pouvoirs publics en dénonçant le développement de la petite délinquance, en soulignant la densité de l'habitat insalubre - 25 % de l'habitat dans la seule ville de Papeete - et en évoquant le chômage, phénomène nouveau en Polynésie, mais tout aussi inquiétant qu'ailleurs sur ce territoire où 50 % de la population a moins de vingt ans. « Devrons-nous attendre

des éclats de violence, des troubles, des actes terroristes meurtriers, demandait-il au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, pour prendre des mesures ? »

Malheureusement, au terme de son constat lucide, ce parlementaire tombait lui-même dans un travers commun à la plupart des dirigeants politiques de l'outre-mer français. Plutôt que de se pencher sur les moyens de remédier à cette situation sociale dangereuse - ces « causes profondes » dont parlait dimanche l'archevêque de Papeete, M. Fritch, mettait en cause, dans les conflits en cours, la responsabilité... des syndicalistes !

Si l'est établi que certaines des organisations syndicales de Polynésie ont des liens étroits avec l'opposition locale - sans pour autant privilégier les indépendantistes, - il est surtout manifeste que la vie sociale serait moins agitée si les responsables politiques du territoire n'avaient, pour leur part, la mauvaise habitude de traiter les préoccupations syndicales avec un mépris souverain. Cela fait des mois, par exemple, que l'un des syndicats les plus dynamiques, le Atia I Mui, proche de la CFDT, qui a animé les mouvements de grève, ces temps derniers, à l'aéroport de Tahiti et au sein des personnels civils des sites du Centre d'expérimentation du Pacifique, s'emploie en vain à obtenir de l'assemblée territoriale la définition d'un code du travail qui soit conforme à la loi métropolitaine.

Ce qui veut pour la Polynésie veut aussi pour la Nouvelle-Calédonie, où les syndicats n'ont jamais droit de cité et où l'on a pu voir récemment la milice du principal parti territorial, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, apparenté RPR) briser par la force une grève dans une banque de Nouméa (le Monde du 14 octobre), sans que personne, à Paris, s'en émeuve. Là-bas, la principale organisation syndicale s'appelle l'USOENC (Union des syndicats ouvriers-employés de Nouvelle-Calédonie) ; forte de trois mille cinq cents adhérents (un salarié sur dix), proche, elle aussi, de la CFDT, elle dispose d'une représentativité incontestable et n'adhère pas, loin de là, aux thèses du FNKS.

Pourtant ses dirigeants n'ont jamais été reçus par le délégué du gouvernement en audience ordinaire, et il a fallu qu'ils enlèvent presque le ministre des DOM-TOM, en faisant « bloquer » sa voiture à Nouméa, pour obtenir, en juin dernier, une première réunion informelle à propos de la situation des employés de la société Le Nickel et de la protection sociale dans le territoire.

Rien qu'au siège de la CFDT, à Paris, les dossiers s'empilent, qui témoignent, dans l'indifférence générale des autorités, des multiples atteintes aux droits sociaux dans les DOM-TOM.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de l'existence d'un « malaise » ?

Enfin, la décision de recourir aux gendarmes et à l'armée pour « casser » la grève des dockers de Papeete confirme, après la militarisation de la brousse calédonienne, que le gouvernement a désormais opté, outre-mer, pour le maintien d'un ordre « musclé ». Quitte à assumer d'éventuelles « bavures », comme cela risque de se produire bientôt en Nouvelle-Calédonie si l'on en croit les nombreux témoignages selon lesquels la « chasse à l'homme » engagée dans la région de Koné après le meurtre de deux gendarmes donnerait lieu à diverses brutalités.

Il n'y a, dans tout cela, rien qui soit de nature à redorer le blason de la France dans cette région du monde où sa présence est également mise en cause par les Etats voisins.

ALAIN ROLLAT.

« Mondes en devenir »

LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

JOSEPH OWONA

13,5 x 20 cm - 104 p. - 75 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS



Banque Islamique de Développement

AVIS DE PRESELECTION

DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET DU SIEGE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT DJEDDAH - ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE.

Les entreprises intéressées sont invitées à demander les documents relatifs à la préselection dans le cadre du projet ci-dessus. Le dossier d'appel d'offres ne sera ultérieurement envoyé qu'aux sociétés ou entreprises communes qui auront été sélectionnées pour avoir la capacité technique requise pour réaliser efficacement le projet.

Le projet est constitué des éléments suivants : une tour haute (21 étages, 1 sous-sol, une structure en acier, une surface totale des étages de l'ordre de 42.500 M2 abritant les bureaux du siège de la Banque et ceux de l'Institut islamique de recherche et de formation ; un centre de conférences en dome (4 étages, sous-sol, une structure en béton armé (BA), 12.500 m2) qui loge une salle de réunion d'une capacité de 1500 personnes, une zone résidentielle et d'activités sociales (5 étages, une structure en acier, 5000 M2) ; et un podium (1 étage, 2 sous-sols, une structure en béton armé (BA), 40.000 m2) retenant les éléments ci-dessus et permettant d'avoir une aire de stationnement couverte pour 990 voitures. Le site a une superficie totale de 46.500 m2. Le projet couvre également la réfection d'une mosquée déjà existante sur un terrain jouxtant le projet et l'aménagement d'espaces verts.

Le dossier d'appel d'offres renfermera les plans détaillés, les prescriptions techniques et le devis quantitatif, le tout mis au point par le cabinet A&E d'ingénieurs-conseil. L'adjudication du contrat se fera sur la base d'un prix forfaitaire fixe. Le contrat portera sur l'élaboration de l'ensemble des plans, la réalisation des travaux du site et sur l'exécution du projet.

Autres informations utiles :

1. Nom de l'employeur : LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT, Une institution internationale dont le siège est à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite.
2. Période de soumission : 3 mois à partir du 23 mars 1988 date prévue du lancement de l'appel.
3. Période de construction : 28,5 mois à partir de la date d'adjudication du contrat.
4. Conditions particulières : L'entrepreneur et tous les associés, les vendeurs, transporteurs etc... seront soumis aux règles en matière de boycottage des organisations telles que la conférence islamique, la Ligue des Etats Arabes et l'Organisation de l'Unité Africaine.

La loi régissant le contrat de construction sera celle du Royaume d'Arabie Saoudite. Une caution de soumission sera payée. Au cas où l'Employeur ou le consultant jugerait que cet appel n'a pas trouvé l'écho souhaité auprès du public, l'Employeur se réserve le droit de saisir directement les entreprises appropriées et leur demander de participer au projet.

Les documents relatifs à la sélection préalable seront les suivants : instructions, renseignements sur le projet et un questionnaire. La demande d'obtention des documents relatifs à la préselection doit être présentée par écrit et envoyée à la Banque par courrier postal, télex ou fac-similé d'ici au 9 novembre 1987 à l'adresse suivante :

Le DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION - Banque Islamique de Développement

B.P. 5923, Djeddah 21432 - Royaume d'Arabie Saoudite

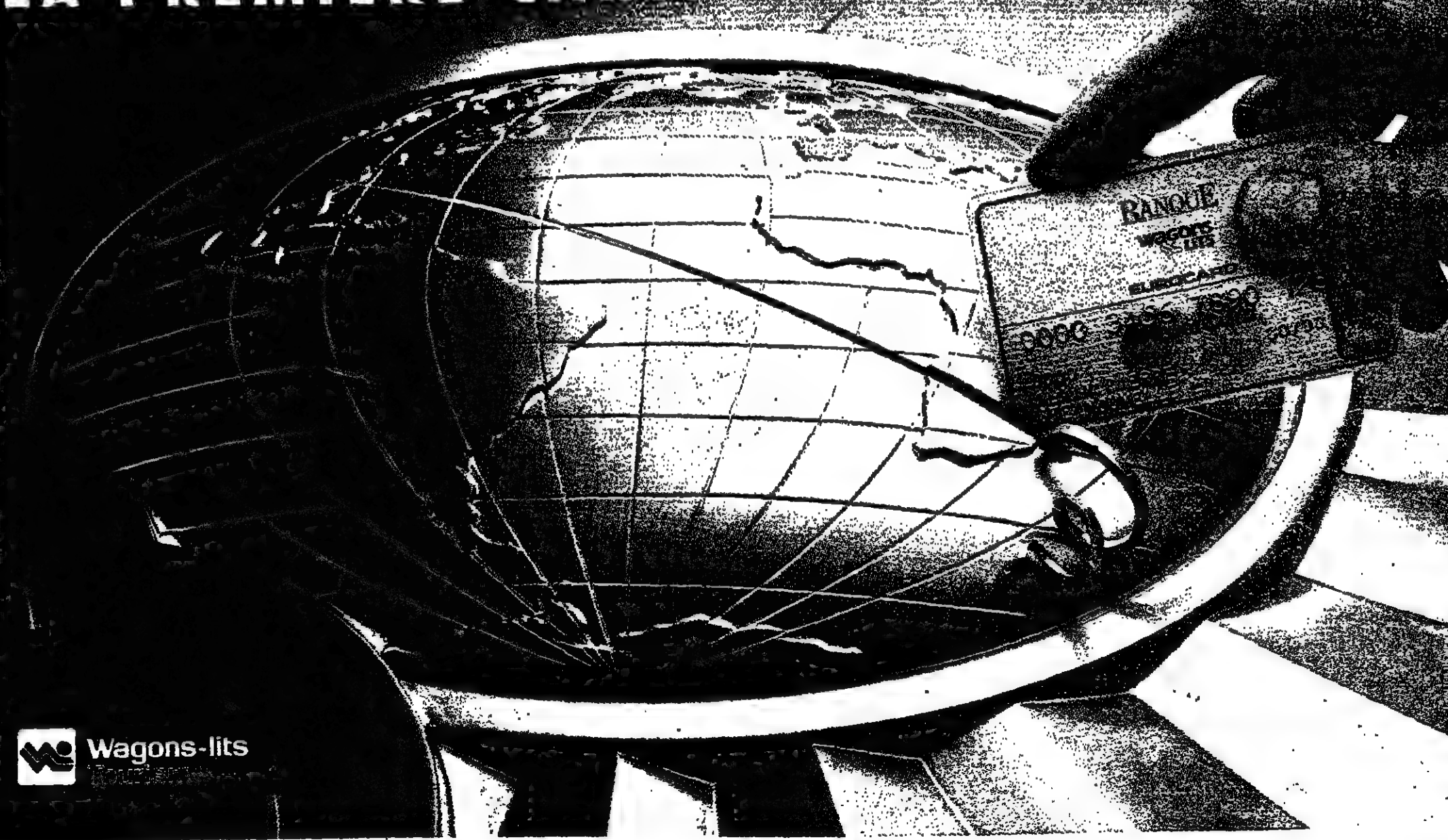
Télex 601137 ISDB SJ (message en anglais), Télex 601407 ISDB SJ (message en anglais)

Télex 601945 ISLAM SJ (message en arabe), Fac-similé - 966 2 636 6871

(Réponses et documents à l'appel doivent être envoyés en anglais.)

Signé : LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION

CARTE EXECUTIVE LA PREMIERE CARTE DURE EN AFFAIRES.



Wagons-lits Tourisme et Eurocard MasterCard viennent de créer Carte Executive. La première carte d'entreprise conçue pour défendre les intérêts des entreprises. Carte Executive, c'est l'association de deux réseaux leaders dans leur domaine. Avec ses 1500 agences dans 146 pays, ses 10000 billets d'avion par jour, Wagons-lits Tourisme, le spécialiste du voyage d'affaires, peut négocier très durement (jusqu'à 50% de réduction en hôtellerie). Avec plus de 5 millions d'établissements dans le monde, Eurocard MasterCard, le plus grand réseau de cartes de paiement, permet d'aller plus loin dans la gestion financière. Carte Executive résout les problèmes de paiement, offre assurances et assistances complètes et gratuites, sécurise par son système d'autorisation et permet l'analyse statistique des dépenses. Dure lorsqu'elle négocie, rigoureuse dans son organisation, Carte Executive permet d'optimiser la gestion du budget voyages tout en améliorant le confort du collaborateur en déplacement. Pour tout savoir sur Carte Executive, appelez Wagons-lits Tourisme au (1) 42.68.26.07.

CARTE EXECUTIVE. ELLE RECONCILIE VOYAGEURS ET FINANCIERS.

CHIRAC

EUROPE 1 NOUVEAU INSTANT

هكذا من الاجل

Politique

Les conséquences du « point de détail » sur les conseils régionaux

Les socialistes reprennent l'offensive contre les alliances entre la majorité et le Front national

Plusieurs conseils régionaux se réunissent en ce début de semaine. Les socialistes ont l'intention de poursuivre leur offensive contre les accords passés au niveau régional entre la majorité et le Front national. Les effets du « point de détail » se font encore sentir. L'enquête que nous publions ci-dessous a été réalisée avec l'aide de nos correspondants, Etienne Banzet à Rouen, Roger Béciaux à Montpellier, Michel Curie à Amiens, Claude Fabert à Besançon, Jean-René Lore à Lille, Ginette de Mathas à Bordeaux et Gérard Vallès à Toulouse.

L'émotion suscitée par les propos de M. Jean-Marie Le Pen, qui ne voit dans les élections à gaz qu'un « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », ne pouvait qu'être politiquement récupérée : dans la majorité, pour prendre des distances avec l'extrême droite ; à gauche, pour dénoncer les accords, ententes, connivences, ouverts ou tacites, entre la droite et le FN. Les résultats ont-ils été à la hauteur des calculs ?

L'exemple de l'Aquitaine donne une première indication. La réforme du système des aides aux entreprises était inscrite à l'ordre du jour de la séance du 28 septembre. Les socialistes et les communistes s'y opposant, M. Jacques Chaban-Delmas avait besoin de l'appui des élus du FN, qui approuvaient le dispositif proposé. D'autorité, le président du conseil régional retire le dossier avant le vote. Le maire de Bordeaux s'est-il précipité à faire capoter son projet pour « se dédouaner vis-à-vis du FN », comme l'analyse le socialiste M. Henri Emmanuelli ? A-t-il choisi la sagesse, comme l'assure M. Jean-François Poncet (UDF), en privant les socialistes d'un thème de polémique ?

En Aquitaine comme dans d'autres régions, les socialistes sont montés au créneau pour demander l'exclusion des élus FN de tous les postes de responsabilité. En Aquitaine comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur par exemple les mêmes s'engagent à ne pas remettre en cause la direction politique de l'institution. En Aquitaine comme en

Auvergne, en Bretagne, dans les Pays de la Loire... le PS exige que plus aucun conseiller FN ne siège dans les conseils d'administration des lycées. En Aquitaine comme ailleurs, la majorité est restée sourde. Il n'y a guère qu'en Ile-de-France que l'ouverture prévue de ces conseils au FN a été abandonnée.

Le PS est décidé à enfoncer le clou. Une lettre cosignée de MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, président de la FNSER (Fédération nationale des élus socialistes et républicains), demande aux conseillers municipaux et régionaux d'obliger les élus de la majorité à se démarquer des propos de M. Le Pen et d'exiger que les délégations et fonctions dévolues aux élus du FN leur soient retirées ou au moins qu'elles soient soumises au vote en séance plénière.

La droite entend afficher une sérénité de marbre. « Nous n'avons pas besoin des socialistes pour penser ce que tout démocrate doit penser de Le Pen », observe M. François Poncet. Pour un peu, M. Yves Marchand (CDS), maire de Sète (Hérault), se féliciterait des propos du président du FN. Hostile aux accords entre ce parti et M. Jacques Blanc (PR), président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, mais « discipliné », il constate que les « turpitudes » de M. Le Pen ont d'une certaine façon « sauvé l'unité de la majorité ». D'autant que la future dans cette région touche non pas la droite mais les élus du FN, dont trois sont en délicatesse avec la direction de leur parti.

Accusé : le mode de scrutin

Discipline aussi en Haute-Normandie avec la consigne « silence dans les rangs ». La présence de M. Laurent Fabius, attendant la rupture de l'alliance RPR-UDF-FN pour prendre le contrôle de l'exécutif régional, reste le meilleur antidote aux états d'âme. Un conseiller régional UDF se retranche sans enthousiasme derrière les décisions de son groupe : « Je suis un conseiller de base, je fais ce qui sera décidé. »

Indiscipline en revanche dans le Nord-Pas-de-Calais, où le CDS a

voté, le 28 septembre, avec les socialistes un des points d'une motion visant à exclure le FN des conseils d'administration des lycées, se distinguant ainsi des élus RPR et autres « libéraux » qui, eux, ajoutaient leurs suffrages à ceux du FN.

Aux soupçons, voire aux certitudes, que nourrit la gauche à l'égard de relations compliquées entre la droite et l'extrême droite, la parodie consiste à accuser le mode de scrutin.

Pour M. Dominique Baudis, « le FN a été élu grâce à la proportionnelle, c'est-à-dire grâce au PS ». Comme le dit M. François Poncet, « les socialistes sont les incendiaires qui jouent aux pompiers ; ils font montre d'une hypocrisie absolue ». Régionaliste convaincu, M. Michel Giraud n'en finit pas d'avoir des regrets : « Il n'était pas raisonnable de transférer des responsabilités à des régions qui pouvaient ne pas avoir de majorité politique ». Le président RPR du conseil régional d'Ile-de-France n'a pas, contrairement à ses intentions premières, attendu l'après-présidentielle pour déposer une proposition de loi, coignée de deux sénateurs UDF, MM. André Fosset et Jean-Pierre Fourcade, qui s'inspire de la proportionnelle majoritaire appliquée pour les municipales dans les communes de plus de trois mille cinq cents habitants. Reste que M. Giraud ne se fait guère d'illusion sur le vote de son texte avant la fin de la session.

A l'Assemblée nationale, les députés se préoccupent aussi de la question. M. Henri Bouvet (UDF) reprend également le modèle municipal mais à la différence de M. Giraud conserve la possibilité de fusion de listes pour le second tour.

Quant à M. Jean-Louis Meuron (RPR), il envisage d'organiser l'élection des conseils régionaux non pas dans le cadre régional comme ses collègues, mais dans les limites de l'arrondissement. Depuis mars 1986, neuf des vingt-deux régions métropolitaines ont un problème de majorité. Dans cinq d'entre elles, la gauche dispose d'une majorité relative face à la droite classique, tandis que dans quatre autres, la droite dispose de cette majorité relative. Elle est donc dépendante de toutes conjonctions entre gauche et extrême droite. Une fois de plus, la difficulté sera

majoritaire lors du vote des prochains budgets.

Pour les socialistes qui ont, entre responsables régionaux, traité de cette perspective à la mi-octobre, il faudrait une décision du bureau exécutif du Parti. La tentation est grande de se réfugier derrière une consigne qui reviendrait à prôner une certaine souplesse : puisqu'il s'agit d'apprécier budget par budget, en fonction des amendements socialistes acceptés. Le vrai test sera là.

Les socialistes ne sont pas impénétrables aux risques que comporte pour l'idée de la décentralisation et régionalisation le fait que le rejet de budget laisse aux commissaires de la République la responsabilité de les établir.

Quant au changement de mode de scrutin, ils savent que s'y opposer ne sera pas facile.

D'abord parce que beaucoup d'élus socialistes sont régionalistes de cœur et qu'ils avaient eu du mal à se laisser convaincre du choix du cadre départemental pour l'élection au suffrage universel des assemblées régionales, ensuite parce qu'une réforme de scrutin du type municipal est susceptible d'avoir pour conséquence heureuse la conquête de la majorité dans une ou deux régions supplémentaires.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● M. Le Pen à Chambéry : incidents. — En visite, le samedi 24 octobre, dans le département de la Savoie, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, lors d'une conférence de presse à Albertville, sa double certitude d'obtenir les cinq cents signatures nécessaires au parrainage de sa candidature et d'obtenir au moins 21 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. La venue, le soir, à Chambéry du président du Front national a donné lieu à quelques incidents. Après une manifestation contre le racisme ayant rassemblé quatre cents personnes dans les rues de la ville, une trentaine de jeunes Français et immigrés ont conspué M. Le Pen et M. Bruno Gollnisch, député du Rhône, venus se recueillir devant le monument du maréchal de Lattre de Tassigny. La police a dû intervenir pour mettre fin à une bagarre généralisée entre ces manifestants et les membres du service d'ordre de M. Le Pen.

● Exclusion au Front national. — M. Jean-Antoine Armengol, conseiller régional (Pyrénées-Orientales) du Languedoc-Roussillon, a été exclu, le vendredi 23 octobre, du Front national. M. Armengol, qui avait, en compagnie d'un autre conseiller FN, M. Alain Champ (Gard), démissionné, le 12 octobre, du comité central du Front national pour protester contre les incidents survenus à l'Assemblée nationale dans la nuit du 9 au 10 octobre, a fait savoir qu'il siégerait désormais en tant qu'indépendant au conseil régional du Languedoc-Roussillon. M. Champ a déclaré de son côté : « Je suis totalement solidaire de M. Armengol. Je m'exclus de moi-même. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Pandraud :

cinq cents parrains

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, interrogé, le dimanche 25 octobre, au « Club de la presse », d'Europe 1, a affirmé, à propos de la proposition de loi d'extension des possibilités de parrainage d'un candidat à l'élection présidentielle : « Les élections des conseillers régionaux ayant lieu au suffrage universel, il n'y a pas de raison de s'opposer à cette loi. » M. Pandraud n'est pas hostile à l'idée que M. Jean-Marie Le Pen puisse obtenir les cinq cents signatures dont il a besoin pour se présenter, car il souhaite que « les grands courants de l'opinion publique puissent s'exprimer lors de l'élection présidentielle ».

M. Giraud :

pas d'obstacle

M. Michel Giraud, président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, a souhaité, le dimanche 25 octobre, lors de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, « que l'on ne fasse pas obstacle à la candidature de Jean-Marie Le Pen ». Soucieux « de la démocratie », M. Giraud pense aussi qu'une candidature Le Pen ne peut que renforcer la volonté de l'UDF et du RPR de jouer l'union.

M. Poperen :

pas de signature

M. Jean Poperen, député socialiste du Rhône, et ancien numéro deux du PS, a appelé, le samedi 24 octobre, à Toulouse, « tous les partis politiques démocratiques à mener campagne afin que les élus ne donnent pas leur signature à M. Le Pen ». M. Poperen juge, à propos de la candidature de M. Pierre Juquin, que le PS ne peut pas « encourager la déperdition des voix au premier tour », mais que la démarche de M. Juquin est « intéressante (...) pour rassembler notre gauche ».

M. Lajoinie :

1 000 francs

par mois

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a affirmé, le samedi 24 octobre, lors d'une réunion publique à Marseille : « En trois jours, la France a dépensé pour la Bourse de quoi relever les bas salaires de 1 000 francs par mois pendant un an. »

M^{me} Veil :

les responsabilités de la CNCL

Interrogée dimanche 25 octobre au « Grand Oral » du Math de Paris,

et de Pacific FM, pour savoir si elle éprouvait du respect pour la CNCL, M^{me} Simone Veil, ancien ministre de la Santé, a répondu « non », à l'instar du président de la République. « La CNCL n'a pas suffisamment pris ses responsabilités », a expliqué la présidente du groupe libéral au Parlement européen, et le respect n'est pas mérité par tellement de choses ou tellement de gens, et en tout cas pas par une institution de ce genre. »

Estimant que, face à « la turbulence actuelle en matière d'audiovisuel », les conditions ne sont pas réunies pour désigner une institution de ce genre, M^{me} Veil a ajouté : « La terrain n'est pas suffisamment déblayé pour qu'on puisse simplement, par un texte de loi et la nomination d'un certain nombre de gens, tourner la page aussi facilement. Le désordre est en effet aujourd'hui à son comble, mais je crois que c'est en fait l'héritage de quelques années. »

« Je souhaite qu'on arrive à trouver quelque chose qui, véritablement, puisse donner confiance, mais ce sera long, a conclu l'ancienne ministre. D'une façon générale, je ne crois pas que le paysage audiovisuel soit suffisamment satisfaisant pour qu'une institution puisse vraiment s'imposer. »

M^{me} Simone Veil a estimé que les prévisions ne sont faites jusqu'à maintenant sur « un rythme modéré qui n'a pas asséché le marché de l'épargne », mais qu'il faut « aller maintenant très doucement » et « voir si on peut encore (...) absorber une [privatisation] d'ici à la fin de l'année. »

A propos de la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, M^{me} Simone Veil a déclaré, samedi sur A2, que « la démocratie veut (...) que le FN puisse avoir un candidat à la présidentielle ». Lors de l'émission « Grand Oral », dimanche, elle s'est déclarée « tout à fait » d'accord avec les possibilités d'extension des parrainages aux conseillers régionaux.

M. Leroy :

le retour dans l'OTAN

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, évoque dans l'édition de l'Humanité-dimanche, les récentes déclarations de M. François Mitterrand en RFA. L'éditeur communiste affirme : « Tout en évoquant les progrès du désarmement, François Mitterrand a pourtant répété sa volonté de construire une défense européenne commune, basée sur une entente franco-allemande, de mettre en commun l'arme nucléaire, de prévoir l'arme à neutrons. » Pour M. Leroy, c'est une préparation accélérée du retour de la France dans la commandement intégré de l'OTAN.

Le Monde
sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

3615 TAPÉZ LEMONDE

DROIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

• Stage session septembre

• Stage de pré-rentree

• Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé

46, bd Saint-Basile, Paris 6^e

Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

On vous dit.

Les impôts, c'est toujours trop lourd...

**PLAN
ÉPARGNE-RETRAITE
PREDICA**

Nous disons.

Alléger la facture 1988, c'est encore possible.

Au Crédit Agricole, il existe des solutions pour payer moins d'impôts qui, en plus, vous permettent de faire un bon placement.

Venez vite en parler à votre Conseiller du Crédit Agricole. Il vous recommandera par exemple le Plan Épargne-Retraite Frédica, grâce auquel vous pourrez économiser jusqu'à 1 000 F d'impôts plus 250 F par enfant à charge.

Le Plan Épargne-Retraite Frédica est également un excellent placement. L'année dernière, il a rapporté 7,5 % d'intérêts nets d'impôts*, soit trois fois l'inflation. Un solide capital en perspective au terme de votre Plan !

Alors pour préparer votre avenir, donner du poids à votre épargne et alléger vos impôts 1988, venez nous voir avant le 31 décembre.

C'est cela le bon sens en action.

*durée du contrat : 6 ans minimum.

**intérêt garanti plus participation aux bénéfices.

Le Plan Épargne-Retraite Frédica
a été mis au point par PREDICA
la Compagnie d'Assurance-Vie du Crédit Agricole.



Le bon sens en action.

Plus sûres mai

PROPOS ET DÉBATS

SHELL CHIMIE

C'EST BEAU, LE PROGRES.



disons.

Plus sûr, c'est encore possible.

Plus sûres mais aussi plus belles, les matières plastiques Shell Chimie sont utilisées dans la fabrication de jouets. Le progrès, c'est aussi très amusant.



Shell Chimie

مركزنا من الاجل

Sports

AUTOMOBILISME : le Rallye des pharaons

La lionne au milieu des sphynx

A trois jours de l'arrivée au Caire, le pilote finlandais Ari Vatanen (Peugeot 205 Grand Raid), qui précède l'Italien Klaus Sörgel (Mercedes AMG) de 2 h 24 min, et le motard italien Alessandro De Petri (Cagiva), qui devance son compatriote Gian Pietro Fissani (Suzuki DR7) de 41 min, font figure de vain-

queurs probables du sixième Rallye des pharaons. Après une semaine de course dans cette épreuve très sélective, trente-sept motos seulement sur cent vingt-et-un et cinquante-deux voitures sur cent trente ont rallié l'arrivée de la huitième étape, dimanche 25 octobre à Homsghada, sur les bords de la mer Rouge.

HOURGHADA

de notre envoyé spécial

Le sourire de Ramsès II à peine esquissé sur les lèvres des quatre colosses qui ornent la façade du temple d'Abou-Simbel aurait pu être celui du Finlandais Ari Vatanen à l'arrivée de la cinquième étape sur les bords de la mer Rouge. Comme le kintan souverain égyptien, le pilote nordique régnait déjà en maître absolu à mi-course du Rallye des pharaons et les classements, modernes communiés de victoire, traduisaient aussi clairement cette domination que le défilé des ennemis vaincus sculptés sur le socle des colosses.

Alors que l'Italien Seppi (Mercedes AMG), le Français Sarrazin (Toyota) et le Belge Coisoul (Mitsubishi Pajero), regroupés en 2 minutes, se battaient pour la deuxième place, le Finlandais le devançait déjà de plus de 2 h. Encore convenait-il d'ajouter à cette liste d'adversaires presque soumis des condamnés à des combats d'arrière-garde, comme le Belge Jacky Lich (Lada Poch), contraint par deux ruptures du pont avant à franchir des dunes en deux roues motrices, et des éliminés, comme le vainqueur 1986, l'Espagnol Prieto (Nissan Patrol), dans la troisième étape.

Cette hécatombe a peu prévenu le pilote finlandais qui, à la présence en Égypte de nouveaux prototypes alignés par quelques sociétés pour les tester dans les conditions de course à moins de deux mois du Paris-Alger-Dakar. C'était le cas de la Lada de Pierre Lartigue et, surtout, des motos monocylindre Suzuki à refroidissement par huile de l'écurie du Belge Gaston Rahier et des Yamaha XT 750 Ténéré à refroidissement par eau du Français Thierry Charbonnier et de l'Italien Franco Pico, qui, après des débuts prometteurs, ont dû capituler dans la sixième étape pour des problèmes d'alimentation.

Mais, pour sa sixième édition, le Rallye des pharaons est devenu beaucoup mieux qu'un simple banc d'essai du Dakar. Des grandes dunes de Siwa aux temples de la vallée des Lions, oubliés des guides touristiques et protégés des hommes par le désert, il offre un parcours hors du temps que les concurrents ne sont pas prêts d'oublier. Comme il reste avant tout une compétition, le Rallye des pharaons propose surtout des étapes variées et très sélectives qui expliquent aussi l'importance de la casse mécanique.

Soucieux de ne perdre personne dans les déserts traversés, Fencoll, l'organisateur des Pharaons, a apporté un soin particulier au balisage : il en découle une course plus rapide - propice en moto au bicylindre de la Cagiva d'Alessandro De Petri, ou le road-book et la naviga-

tion jouent un rôle moindre par rapport au Dakar. « C'est un pilotage fun où on frôle toujours ses limites », dit Jean-Claude Olivier, le directeur de Yamaha-Sonauto, qui, à quarante-deux ans, continue à partager l'expérience et la vie de ses pilotes en rallyes-raids.

Une opinion confirmée par Ari Vatanen : « Ce n'est pas le Rallye des pharaons qui me sert de préparation au Dakar, mais plutôt le contraire. Dans le Dakar, les étapes et la course sont si longues qu'on ne peut pas toujours conduire à son maximum. J'aime les Pharaons car, lorsque c'est nécessaire, on peut exploiter tout son potentiel. » L'écrasante domination du Finlandais en Égypte fait de lui l'incontournable favori pour sa propre succession dans le Dakar.

Aux Pharaons, la 205 Grand Raid bénéficiait des leçons tirées de l'expérience de janvier dernier : augmentation de la garde au sol ; radier plus important, rehaussé et reculé ; montage d'un troisième amortisseur de chaque côté à l'arrière pour diminuer la température de fonctionnement et supprimer leur système de refroidissement par eau ; capacité des réservoirs d'essence portée à 435 litres et raccourcissement des rapports de deuxième et de troisième vitesse pour mieux s'extraire du sable. De plus, elle est désormais équipée d'une injection électronique Solex et

chaussée de nouveaux pneus terre mixte au point par Michelin.

Peu prolifère sur les pilotes et les voitures qu'il engagera dans le prochain Dakar, Jean Todt, le directeur de Peugeot-Talbot Sport, reconnaît que le Rallye des pharaons lui a « coûté un équipement ». « Shekhar Mehta a une expérience incomparable des rallyes africains, et c'est lui qui devait effectuer les essais de la 405 turbo 16 puisque Ari Vatanen est engagé à la même date dans le rallye du RAC », explique-t-il.

Tout laisse supposer que le Finlandais Juha Kankkunen, champion du monde des pilotes 1986 avec la 205 turbo, reviendra dans l'écurie Peugeot pour le Dakar. Lancia ne lui a pas prolongé son contrat, et Toyota, son nouvel employeur, ne participera pas au Rallye de Monte-Carlo, qui se retrouve en concurrence avec le « marathon » africain.

Malgré le contre-temps des essais, la 405 turbo 16, qui n'a pas encore effectué son premier tour de roue, devrait être au rendez-vous du Dakar. « Nous ne devrions pas avoir de mauvaises surprises », estime Jean Todt. Le moteur (4 cylindres, 1700 centimètres cubes, suralimenté) est celui de la 205 turbo 16. Les modifications portent sur les structures, et la 405 bénéficie d'un meilleur CX. Les performances devraient être assez comparables. **GÉRARD ALBOUY.**

TRIATHLON : championnat du monde à Nice

Hervé Niquet : la preuve par trois

La fortune de l'Américain Mark Allen, quintuple vainqueur de l'épreuve, a permis au jeune Néozélandais Richard Wells de gagner, le 25 octobre, la sixième édition du triathlon de Nice (3 kilomètres de natation, 120 kilomètres de vélo, 32 kilomètres de course à pied) en 5 h 59 min 53 s. Il a devancé l'Américain Scott Tinley de 7 min et de 10 min un surprenant Français, Hervé Niquet. Chez les dames, les Américaines commentées par Kristin Hansen se sont octroyées les cinq premières places.

NICE de notre envoyé spécial

Massés sur les galets de la plage de Nice, ils sont 882 à attendre le départ du triathlon. Quelques 300 Français, 250 Européens et 400 autres venus du reste du monde s'agitent sur place avant de se jeter dans une mer plutôt fraîche. Mais le ciel gris et les 20°C de l'eau n'ont pas l'enthousiasme des participants. Ils se bousculent pour être les premiers à plonger.

Un petit millier d'hommes et de femmes adoptent inconsciemment ce sport né il y a une dizaine d'années aux États-Unis. Une foule se combine et bouscule de bain prête à souffrir pour réussir l'exploit. Car les 3 kilomètres qu'ils doivent parcourir dans les eaux calmes de la baie des Anges ne sont qu'un avant-goût des réjouissances qui les attendent au fil de la journée.

Premier des 200 premiers mètres, le monstache Richard Wells creuse l'écart. Le Néozélandais

vire les bouées en tête et sort de l'eau après une demi-heure de sprint. Il se précipite sur son vélo. Pour gagner du temps, ses chaussures sont fixées aux cale-pieds. Et l'homme file sur la promenade des Anglais avant d'attaquer les petites routes de l'arrière-pays nicois.

L'Anglais Robin Brew tente de s'accrocher à cette silhouette caennaise qui double avec facilité les cyclotouristes du dimanche. Mais les départementales qui serpentent entre les villages de Carce et de Roquebrun sont pleines de pièges. Un virage mal négocié : c'est la chute. Contusionnée, épaule et cuisses écorchées, le Britannique pleure, allongé dans le gravier.

Paris

« A vélo, j'ai préféré réduire la vitesse pour assurer », sage Hervé Niquet. Il savait, ce Français, que les risques étaient grands. Le président du Racing-Club de France a misé ses efforts, tout en profitant des qualités d'un nouveau prototype conseillé par Cyrille Guimard. Le directeur sportif de l'équipe cycliste Système U participe à la formation des triathlètes du Racing. Avec Claude Gauthier, le président de cette jeune section, il tente d'améliorer les performances des athlètes dans une discipline qu'il maîtrise parfaitement.

Peri gagné avec Hervé Niquet qui, après 3 h 24 min de vélo, se lance, encore frais, dans la course à pied. Et là l'enfant de Meudon fait merveille. A la surprise générale, il remonte une quinzaine de concurrents qui ont déposé leurs vélos avant lui. A la sortie de Cagnes-sur-

Mer, Hervé Niquet double le Hollandais Rob Barel, troisième en 1985.

Un Français sur le podium, les spectateurs assemblés près du Palais de la Méditerranée n'en reviennent pas. Ils ont pour encourager ce masseur kinésithérapeute de trente ans qui vient prendre la troisième place d'une épreuve où les professionnels australiens ou nord-américains sont légion. Martine, sa femme, n'est qu'à moitié surprise de cette performance. Son athlète de mari se lève à 6 heures du matin pour rouler et profite de la fermeture de son cabinet entre midi et 14 heures pour courir. « Le problème, c'est la natation, recommandelle, car depuis un an nous vivons à Comolau, dans le Gers, et les possibilités d'entraînement sont plus réduites ».

Hervé Niquet : soixante-septième l'an dernier, troisième aujourd'hui, sa progression est surprenante. Esaguer, ex-cycliste, ex-décathlonien - toujours au Racing - lui ne paraît pas étonnant. « J'aime courir vite, surtout de 16 kilomètres à l'heure, sinon je m'ennuie », assure-t-il en expliquant qu'il peut ainsi se permettre de laisser ses adversaires le distancer dans l'eau ou à vélo.

Lui qui juge cette épreuve « amusante » ne se doute pas de l'histoire. Il prépare déjà sa prochaine course à la Réunion, en revient à Hawaii, la Coupe des triathlètes. Mais son épouse interrompt le volubile champion en ajoutant que, pour faire son carrière internationale, « Hervé doit se reposer plus, donc travailler à mi-temps ». Une troisième place à Nice peut aider à trouver de généreux parrains.

SERGE BOLLOCH.

PARACHUTISME : « Voile-contact »

Le monde à l'envers

Le spectacle est... renversant ! Voilà en effet ce qu'on va le 18 octobre à Saint-Tropez les spectateurs du Grand Prix de France de parachutisme : quatre hommes sautent d'un hélicoptère et ouvrent leurs « pépins », puis ils entrent en contact, autrement dit, ils se superposent ; mais cette figure désormais classique ne dure pas : le parachutiste le plus bas se décale, vient à la hauteur de celui qui est au-dessus de lui, et il bascule.

Image à peine croyable : trois corolles blanches descendent normalement du ciel, les voiles gonflées retiennent les sauteurs, et la quatrième est à l'envers. Comme dans un dessin animé. Comme si la loi de la pesanteur était soudainement abolie.

« C'est un miracle », dit Patrice Girardin avant d'explorer du ciel. « En fait, c'est l'enfance de l'art. » Pour comprendre le phénomène, il faut en effet savoir que les « voiles » ne sont pas des parachutes classiques. Ce sont des assemblages de manches à air, des « caissons », qui réagissent comme des ailes d'avion. « Réaliser cette figure est à peu près aussi difficile que voler sur le dos pour un avion. Les principes

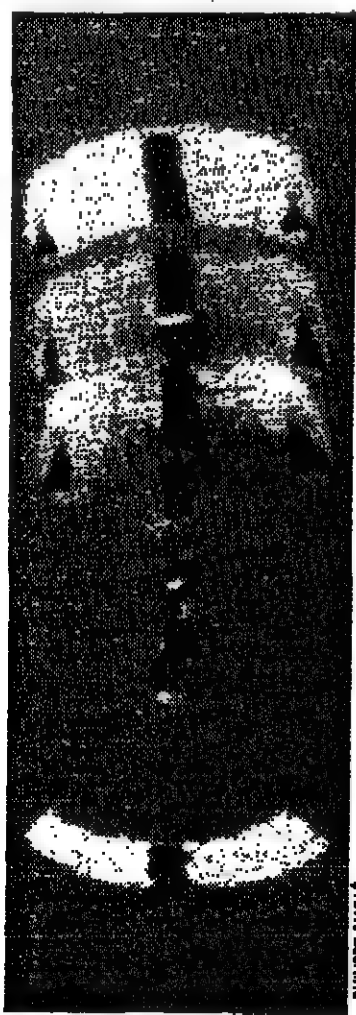
aérodynamiques sont les mêmes », explique Patrice Girardin.

Dans ces modèles très particuliers de parachutes, la vitesse linéaire est en effet supérieure à la vitesse de chute. « On va horizontalement à près de 60 kilomètres/heure. Cela permet de garder gonflés les caissons du parachute renversé et de donner ainsi l'impression de tomber à l'envers. En fait, à ce moment-là, on plane, on ne descend quasiment pas ».

C'est par hasard que cette figure très spectaculaire a été découverte. « L'hiver dernier, à la suite d'une fausse manœuvre, deux Néerlandais se sont trouvés en opposition avec leur voile perpendiculaire au sol. Avec des Suisses, nous avons suivi cela avec intérêt. Et en l'a refusé. A deux d'abord, puis à quatre. Mais, dans ce cas, la dissymétrie de l'ensemble et la portance supérieure des trois voiles du dessus font que la quatrième se retrouve en opposition la tête en bas. Cela se faisait comme un numéro de trapèze. Celui du bas se retourne, enlasse de ses jambes l'équipier numéro trois. Les deux autres assurent

la sécurité, comme dans tout numéro de voltige ».

Le spectacle est impressionnant. Mais pour Patin et ses trois camarades, Roger Boubat, Patrice Barazian et Hervé Vienne, qui sont champions du



PHILIPPE MATHIS

Les résultats

Basket-ball

TOURNOI DE MILWAUKEE

Privée de ses quatre meilleurs éléments, l'équipe professionnelle américaine des « Bucks » a facilement battu dimanche 25 octobre, l'équipe nationale d'URSS par 127 à 100, confirmant au cours de ce tournoi de début de saison le fossé qui sépare basket professionnel et amateur.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (huitième de finale)

Antibes b. Mulhouse 85-81
Nantes b. Caen 95-88
RCP Paris b. Vichy 95-88
Lorient b. Reims 93-79
Limoges b. Orléans 99-98
Cholet b. Angoulême 75-72
Macon b. Tours 103-97
Villeneuve b. Saint-Etienne 107-99
Classement. — 1. Nantes, 22 pts ; 2. Limoges et Orléans, 20 ; 4. Cholet, 19.

Billard

COUPE DU MONDE A PARIS

Après avoir donné fort beau divertissement au prétendant de Hollande, le 25 octobre, le souverain belge Raymond Ceulemans pensa que la meilleure façon d'assurer la pérennité de son royaume de Trois-Bandes était encore de se succéder à lui-même. Il le fit en remportant les quatre jeux (15-9, 15-5, 10-15 et 15-14) le deuxième Tournoi de Paris face au jeune prétendant tchèque Marco Zametti, prince de Bolzano, de Cadix et de la Bande, lequel a tenu son billard (queue) et poussé l'estafet (bille) magnifiquement devant une foule nombreuse et comblée venue s'ébattre à ce jeu royal.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Transfère divisions
Toulon et Auxerre 0-0
Lille et Laval 0-0

GROUPE A

*Montpellier b. Nice 4-1
Metz b. Paris-SG 2-0
Lens b. Le Havre 1-0
Nîmes b. Marseille 1-0
Moussy b. Nantes 2-1
Cannes b. Metz 3-1
Bordeaux b. Saint-Etienne 1-0
Toulon b. Brest 3-0

GROUPE B

*Istres b. Alès 2-1
Ajaccio b. Le Puy 1-0
Lyon b. Grenoble 2-0
Orléans b. Tours 1-0
Bastia b. Guingamp 1-0
Sète b. Martigues 1-0
Montceau b. Châtelleraut 4-0
Nîmes b. Dijon 2-0
Sochaux b. Caennais-L. 2-0

GROUPE C

*Reims b. Quimper 2-0
Remes b. Beauvais 2-0
Mulhouse b. Angers 1-0
Valenciennes b. Albi 2-1
Melun b. Dunkerque 0-0
Guingamp b. Rodez 3-2
Lorient b. Nancy 3-1

Caen b. Saint-Dizier 2-0

*La Roche b. Strasbourg 2-1
Classement. — 1. Strasbourg, 23 pts ; 2. Caen, 21 ; 3. Rodez, 18.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE (sixième journée)

Chamonix b. Amiens 6-3
Villard-de-Lans b. Briançon 4-3
Rouen b. Grenoble 11-5
Gap b. Tours 12-2
Mont-Blanc b. Français Volants 4-3
Classement. — 1. Mont-Blanc, 12 pts ; 2. Villard-de-Lans et Gap, 8.

Tennis

TOURNOI DE TOKYO

Le Suédois Stephen Edberg, en battant le Tchèque Jani Janelli 6-7 (4-7), 6-4, 6-4, a remporté, dimanche 25 octobre, le Tournoi de Tokyo comptant pour le Nabisco Grand Prix et doté de 375 000 dollars.

Voile

LA BAULE-DAKAR

Les autorités maritimes françaises et portugaises ont décidé le 25 octobre d'abandonner les recherches de Daniel Gilard, skinner de Jet Service Y tombé à la mer le 23 octobre au large des Açores. Son coéquipier Hervé Méhère, qui a fait escale à La Corogne, a déclaré : « Je pense que Daniel est parti en faisant un métier qu'il adorait ».

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans
"LES ANNONCES"
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meaux, 75011 PARIS. TEL. (1) 48.05.36.30.

FOOTBALL : championnat de France

Etat d'urgence au PSG

« Il faut maintenant songer à éviter la descente. » Cette réflexion d'Omer Sène, l'un des joueurs du Paris-Saint-Germain, en dit long sur la situation du club parisien moins de deux ans après son titre de champion de France. Au lendemain de la défaite face à Metz (0 à 2), la septième en huit rencontres dont quatre à domicile, le PSG se retrouve isolé au classement.

Le dimanche 25 octobre, Gérard Houllier a dû abandonner ses fonctions d'entraîneur sans pour autant quitter le club. Il a été nommé manager général avec mission d'étudier « les solutions qui permettraient au PSG de sortir de cette mauvaise passe ».

« Cette décision n'est ni un désaveu, ni un constat d'échec », a commenté Gérard Houllier. « J'ai décidé de prendre du recul avec le regret de ne pas avoir été assez exigeant sur certains choix. » Le choix des hommes ? Le recrutement qui a bouleversé l'équipe championne de France depuis juin 1986 n'a pas été judicieux. L'esprit de groupe s'est effrit et certains joueurs semblent en villégiature à Paris. Dimanche, le comité de gestion les a « mis en face de leurs responsabilités ». C'est Erick Mombaerts, trente-deux ans, successeur de Gérard Houllier après avoir été l'entraîneur de l'équipe réserve du PSG qui a pour tâche de susciter la « réaction attendue ». Le samedi 31 octobre, le PSG se rend à Auxerre.

GYMNASTIQUE : championnats du monde

Dobre auréolée

La gymnastique mondiale a retrouvé son roi et s'est donné une nouvelle reine à Rotterdam (Pays-Bas), lors des 24^e Championnats du monde.

Le Soviétique Dimitri Bilozerchev, qui effectuait sa rentrée au plus haut niveau après deux ans d'absence, a repris sa place de numéro un mondial. Mais « Dima » a eu très peu au dernier grand tournoi mondial, à la Coupe du monde de la Coupe du monde (1986) et (1987), a en effet obtenu un dix au saut de cheval, huitième en cela Silvio Kroll (RDA) à ce même appareil. Or un léger déséquilibre aux barres parallèles a coûté quelques dixièmes de point à Bilozerchev, qui ne devenait finalement Korolev que de 25 millièmes, et Vladimir Khranov de 25 dixièmes. Aux finales par appareil, Bilozerchev s'est adjugé deux autres médailles d'or, celles du cheval d'arçon et de la barre fixe, mais aux championnats d'Europe 1986 à Oslo il avait enlevé six titres sur sept.

La jeune Roumaine Aurelia Dobre, âgée de quatorze ans, pratiquement inconnue hors de son pays avant les championnats a remporté la médaille d'or du concours général individuel, en totalisant 78,880 points grâce à quatre dix. Elle en a obtenu un cinquième pour le titre de la poutre grâce à une équilibre latéral avec jambes tendues entre les bras réalisés pour la première fois. Ces véritables démonstrations lui ont permis de prendre l'ascendant sur la Soviétique Shoushounova et sa compatriote Silvas avant les Jeux olympiques.

SQUASH-RAQUETTES : championnat du monde

La dynastie Khan

En novembre 1986 à Toulouse, le Néozélandais Ross Norman avait mis un terme à soixante-six mois d'invincibilité du Pakistanais Jahangir Khan en finale du championnat du monde de squash- raquettes. Le 20 octobre à Birmingham, c'est son cousin Jahangir Khan qui a privé du titre mondial le « soldat Pathan ». Entre ces deux dates, le monde du squash avait enregistré l'inductible décès de Jahangir : sa première défaite avait été attribuée à l'absence de son coach et aux belles réflexions imposées par la télévision. Mais à vingt-quatre ans, celui qui était un monstre d'endurance a encore remporté cinq fois de suite au cours des onze derniers mois. Il a, en effet, été battu par les Australiens Chris Bittner et Rodney Martin et surtout trois fois par Jahangir.

A peine âgé de dix-huit ans, celui qui est déjà surnommé le « levier de Peshawar », en raison d'un silhouetonne frêle contrastant avec une vitesse exceptionnelle, a assuré en battant en finale Chris Bittner (9-5, 9-4, 4-8, 9-8) la suprématie de la dynastie des Khan. Les années 80 ; Monbubut, le père de Jahangir, a été finaliste du premier championnat du monde en 1976 ; et, outre Jahangir et Jahangir, il y avait deux autres Khan en quarts de finale à Birmingham, Hayat et Zarek.

Pourtant, Jahangir a annoncé qu'il allait reprendre en main les affaires familiales : « Je vais travailler dur pour remettre Jahangir à sa vraie place », a-t-il dit. La dernière fois qu'il avait pris une telle décision, c'était après la mort sur le court de son père l'orsan. Et il s'était tellement entraîné que personne n'avait pu le battre pendant cinq ans et demi.

ALAIN GRAUDO.

A. G.

APPEL DE LA CFTD A SES AMIS

LE 9 DÉCEMBRE 1987, PRÈS DE 13 MILLIONS DE SALARIÉS SERONT APPELÉS À ÉLIRE LEURS REPRÉSENTANTS AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES. A ces élections, la CFTD présente plus de 14 000 candidats. Ils seront, dans l'exercice de leurs responsabilités prud'homales, ce qu'est la CFTD dans son incessante action pour une société plus juste : généreux, attentifs, efficaces, compétents.

MALGRÉ LES DROITS GARANTIS À CHAQUE SALARIÉ PAR LA LOI, AUCUN N'EST À L'ABRI DE L'ARBITRAIRE, DE L'INJUSTICE. La justice prud'homale est alors l'ultime recours de ceux qui, par trop froide ou trop mauvaise raison, sont privés de leur emploi, lésés dans leurs intérêts, blessés dans leur dignité.

ANIMÉE DEPUIS TOUJOURS D'UN SENS DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ ET PORTEUSE D'UN SYNDICALISME D'AVENIR, la CFTD sera garante d'une bonne justice prud'homale dans la mesure même où les salariés lui accorderont leur confiance. Il lui faut donc, parce que la confiance, même méritée, n'est jamais acquise d'avance, se donner les moyens d'une vraie campagne électorale. L'effort de ses adhérents et de ses militants est considérable, mais la dépense est lourde.

PARCE QUE LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS, LES BONS AMIS PEUVENT AIDER À FAIRE LES BONS COMPTES. C'est donc à eux, à ses amis, que la CFTD en appelle ici afin qu'ils lui apportent le soutien de leur participation financière. Par cet appel, elle les invite à s'associer à cet important moment du débat social que sont les élections prud'homales.

SOUSCRIPTION PRUD'HOMALES CFTD
CCP N° 283-24 PARIS
OU CHÈQUE BANCAIRE À L'ORDRE DE LA CFTD
AVEC LA MENTION "SOUSCRIPTION PRUD'HOMMES"
4, BOULEVARD DE LA VILLETTE
75955 PARIS CEDEX 19

cfdt

هكذا من الاجل

Les difficultés de la lutte antiterroriste

Des juges en première ligne

(Suite de la première page.)

Tous les juges vous jurent la main sur le cœur qu'une telle protection est pénible. Pour eux et leur famille. Personne n'en doute. Mais lequel laisserait tomber des dossiers qui l'honorent, le blessent, l'angoissent, le ravissent ? Lequel accepterait sans regret d'en revenir à l'ordinaire, et souvent pénible, des petits brayages bécotés par de petits voyous ? Lequel rendrait son arme de protection le cœur léger ?

Leurs collègues ne les aiment pas trop. Cela n'est jamais dit aussi abruptement, mais cela se sent. C'est tellement vrai que le nouveau Service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, le SCLAT, a tout simplement mis plusieurs mois avant de trouver un logement décent dans l'enceinte du palais. Créé en octobre 1986, ce service a fini, en désespoir de cause, par négocier avec le ministère de l'Intérieur, et plus précisément M. Robert Pandraud, pour arracher les quelques centaines de mètres carrés nécessaires.

Du coup — est-ce un symbole ? — le voilà adossé au dépôt du palais, tout près du 36, quai des Orfèvres, beaucoup plus près de la police que de la justice. Comme si Thémis rougissait d'avoir pour enfant une section un peu particulière. Comme si le SCLAT, on ne sait jamais, pourrait être le rejeton infime de feu la Cour de sûreté de l'Etat.

Le gros mot est lâché. « Oui, bien sûr, soupire un juge d'instruction, la Cour de sûreté... Il ne faut pas que l'on se transforme en sections spéciales comme dirait Jean-Marcel

Rouillan, le chef d'Action directe. » Bouteade ? Bouteade. Mais il y a encore quelques jours, les balles ont sifflé aux oreilles du juge Michel Legrand, principal gestionnaire du dossier basque. Car la grosse descente punitive de deux mille gendarmes et policiers dans les Pyrénées-Atlantiques, opérant sous un mandat d'arrêt, le samedi 3 octobre, a fortement déplu à Bayonne et... au Palais de justice.

Le chef du SCLAT, Alain Marsaud, qui travaille sous la protection constante et vigilante de vitres blindées, admet que la grande rafle du 3 octobre, diligentée par le juge Legrand, fut « une opération médiatico-policière à la limite de l'hystérie ». Pourtant, il fallait faire vite. La police disposait depuis quarante-huit heures de documents tout à fait inédits : le bottin de la nomenclature de l'ETA-militaire en France. La preuve que « le gouvernement de l'ETA siège sur notre territoire ».

C'est dix-huit perquisitions

Juge d'instruction, Michel Legrand a pris ses responsabilités. Une réunion s'est ouverte à midi, la veille de la rafle dans son bureau. Les documents ont été étudiés. Gourmands, audacieux, les policiers ont demandé cent dix-huit perquisitions, alors qu'ils possèdent cinq cents adresses. Une heure plus tard, les répartitions, commission rogatoire en poche. « Je savais où on allait. Les objectifs étaient clairement définis, assure le juge. Mais j'ai été surpris de la dérive médiatique. Elle n'était pas prévue dans ma commission rogatoire ! » Et voilà comment le judiciaire dégaine en politique...

Dans ce cas comme dans bien d'autres, les mauvaises langues n'hésitent pas à s'en prendre au chef de service central, soupçonné des pires desseins, des plus noires collusions. Soupire et sourit Alain Marsaud : « M. M. Pasqua et Pandraud sont des amis, oui. J'ai des liens personnels et anciens avec eux. Ses yeux ajoutent, au sous-titre : et alors ? Je ne confonds pas les genres. Le chef du SCLAT pivote sur son fauteuil : « Il faut quand même dire que les choses ont changé depuis 1986. Désormais, les réunions avec la DST, elles se font ici. » Son doigt pointe vers la table de conférence spartiate, en disponibilité dans un coin de son bureau.

Mais le problème est-il bien là ? Qu'ils le veuillent ou non, ces juges très spéciaux, qu'ils soient au parquet ou à l'instruction, souffrent avec plaisir sur des dossiers éminemment politiques. Aucun n'a la tentation de le nier. Grand spécialiste des dossiers Action directe, connu pour son goût de l'indépendance, le juge Jean-Louis Bruguière constate froidement : « Nos affaires sont par définition politiquement sensibles. » Certes. « C'est même l'intérêt de nos dossiers, reconnaît le juge d'instruction M. Jean-Claude Vuillemin.

Ils s'inscrivent dans l'histoire contemporaine. Les ressorts criminels en jeu sont moins sommaires que dans les dossiers de droit commun. Ils sont même, parfois, savamment embrouillés. Que dire du dossier chite, dossier à trois, dans lequel on ne sait plus très bien quelle est la part du judiciaire, du politique et du diplomatique ?

L'opinion publique a donné sa langue au chat depuis longtemps et il faut de la persévérance, la foi du juge Boulogne, pour dire à nouveau : « Concernant Wahid Gerdji, j'aurais délivré un mandat d'arrêt si j'avais eu matière à l'inculper. Je n'exclus pas qu'il puisse être inculqué et déposé après son audition ou tout simplement sortir libre. » Imagine-t-on justice plus libre, plus indépendante ?

Certains se crispent. « Soyons sérieux, dit l'un. Nous n'avons pas les moyens de nos actions. C'est vrai en matière de droit commun mais plus encore quand il s'agit de subversion. Le risque de manipulation et de récupération est permanent quel que soit le pouvoir. Ne pas en être conscient est consternant. » Fin de l'enquête. Les juges chargés de la lutte antiterroriste ont parfois de ces sorties sincères qui vous réconcilient avec le bon sens. « On est coincés entre la police, la politique et les droits de la défense », souffle un autre.

Ces mouvements d'humeur qui fleurissent parfois l'autocritique ne leur épargnent pas des jugements extérieurs sanglants. Après l'arrestation d'Yves Stella, directeur de la publication U Ribombu, bulletin pro-FNLC, les plus sévères furent évidemment ses compagnons d'armes et les plus sévères, la poignée de hauts fonctionnaires en poste dans l'île qui vivent sur fond de guerre déclarée entre police et gendarmes. L'incarcération surprise et la libération tambour battant d'Yves Stella, le tout en moins d'une semaine, furent ainsi résumées par l'un d'eux : « Une semaine d'infos pour un épisode grotesque. » Peut-on être plus méchant ?

La contre-attaque est rapide. Si vous parlez « infos », disent nos juges, parlez résultats. Jean-Louis Bruguière rappelle que la paix civile est revenue pour un bon bout de temps en Guadeloupe. « Il n'y a pas d'Alliance révolutionnaire caribéenne », lâche-t-il. L'action du parquet, combinée avec la sienne, et le travail remarquable du préfet, Yves Bouquet, ont débouché en juillet dernier sur une série d'arrestations miraculeuses, dont celle de Luc Rénette, chef présumé de l'ARC.

REPÈRES

Catastrophes

Taiwan ravagé par un typhon

Le typhon Lynn, qui a ravagé Taiwan ces derniers jours, a fait de nombreuses victimes : la police décompte, le dimanche 25 octobre, vingt-quatre morts et huit disparus, alors que des informations diffusées par la télévision faisaient état de trente-deux morts et de dix disparus. Plusieurs régions, y compris la capitale, Taïpei, ont été touchées par des pluies torrentielles, des inondations, des glissements de terrain et des raz de marée. Selon le bureau central de météorologie, le typhon avait perdu de son intensité lorsqu'il se déplaçait lentement vers la mer de Chine. (AFP.)

Expulsion

Le lycéen congolais s'adresse à M. Chirac

Serge Mitoko, le lycéen congolais de dix-sept ans dont des militants des Jeunes communistes de Seine-Saint-Denis avaient empêché l'expulsion le 14 octobre, et qui vit caché depuis cette date, a envoyé au premier ministre une bande magnétique dans laquelle il déclare :

« Monsieur Chirac, il y a plus d'une semaine que je vis en cachette. J'ai peur. Je n'ai vraiment pas l'âme d'un clandestin, d'un héros. Ce que je demande est simple, pouvoir vivre normalement comme un jeune de mon âge avec mes copains de Bagnolet. J'ai besoin de reprendre mes études au lycée de Montreuil. Je suis orphelin, mon oncle m'attend. Je veux être en règle. Je l'ai toujours voulu. Alors, donnez-moi les tampons et les papiers qu'il faut. Je n'en peux plus, j'appelle au secours. »

Inscrit au lycée de Montreuil, en situation irrégulière, Serge Mitoko s'était vu refuser un renouvellement de visa long séjour.

Ce fut une sorte de western sur fond de cootiers. Un Transalpin militaire français vint cueillir quatre indépendantistes sur l'aérodrome de l'île indépendante de Saint-Vincent. Un coup d'alle et les terroristes se retrouvèrent à Pointe-à-Pitre devant Jean-Louis Bruguière tout juste débarqué de Paris. « Rapt légal », protestèrent les Guadeloupéens. Simple application de la loi, répétait la justice.

La loi du 9 septembre 1986 permet en tout cas la centralisation de dossiers autrefois répartis entre plusieurs tribunaux. L'exemple vaut tout autant pour Action directe, dont les dossiers commenceront — cela ne sera pas pour déplaire au gouvernement — à être jugés, à Paris, au début de l'année 1988.

Des maux nécessaires

Dans la série des « maux nécessaires », l'instauration d'une garde à vue de quarante-huit heures renouvelables serait mirifique. Gilles Boulogne, qui a fait écrouer les membres présumés d'un réseau terroriste chite tout au long du premier semestre 1987, affirme : « Au moins cinq de ces inculpés ont commencé à en venir aux faits seulement après trois jours. » Inutile, après cela, de lui dire qu'il est dans la malade de la Direction de la surveillance du territoire, omniprésente dans cette longue et difficile enquête. « Ce n'est pas un dossier de renseignement », vous coupe Gilles Boulogne. « Je travaille sur des éléments objectifs. » Le travail de la DST, selon lui, a eu l'immense avantage d'éviter à la France « une vague d'attentats trois fois supérieure à celle que nous avons connue en 1986 ». Les stocks d'explosifs extrêmement puissants saisis en fientelle font.

Les juges de l'antiterrorisme ont ceci de particulier qu'ils s'impliquent à fond dans leurs dossiers. Pas de repos, pas de répit. Jean-Louis Bruguière, depuis 1982, est devenu le Linné de l'ultra-gauche française, Gilles Boulogne, le Buffon de la nébuleuse chite, etc. Progressivement, ces petits juges mués en shérifs se voient déchargés de tout dossier de droit commun. « Sur le plan des principes, c'est naturellement très bien de séparer le droit commun, précise Jean-Claude Vuillemin. Mais c'est vrai que nos dossiers déterminent un trop gros boulot. »

Du coup, ces juges acquièrent une culture bien à eux et s'éloignent insensiblement du sort ordinaire des juges d'instruction, même s'ils ne disposent que d'un seul téléphone vieillot, sans ligne directe. Paro que leurs clients n'ont rien à voir avec des voleurs de poney, qu'un Fouad Saleh, un Jean-Marcel Rouillan ou une Nathalie Ménigon mettent le palais de justice sous des drapeaux à chacun de leurs interrogatoires en raison des gardes ombrageuses qui les entourent, il est fortement question de regrouper les juges d'instruction chargés de la lutte antiterroriste sous les combles du palais. Histoire de rationaliser la sécurité. Si les crédits ont été débloqués, les autorités judiciaires se pressent tout de même lentement, convaincu qu'un regroupement est indispensable mais qu'il nourrirait encore plus les soupçons de ceux qui ne cessent de prédire la résurrection de la Cour de sûreté de l'Etat.

En attendant, armés, protégés, couffés, bénéficiant d'un système informatique qui leur sert de mémoire, leurs collègues du service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris bénéficient d'études et d'analyses sur mesure. Un ancien membre du réseau palestinien Septembre noir leur fait même part de ses informations et de ses intruitions. Ils ont le moral. Sûrs de travailler pour le bien commun, persuadés d'être dans le droit chemin. Du reste, Alain Marsaud, comme l'on chuchote un communiqué de victoire, lance : « Il n'y a jamais eu autant d'autorité du judiciaire sur les enquêtes. » Croix de bois, croix de fer...

LAURENT GRELSAMER.

EN BREF

• Deux cadavres carbonisés dans un bois de Seine-et-Marne. — Les gendarmes de la région de Coulommiers enquêtent sur deux cadavres carbonisés, découverts le dimanche 25 octobre dans une voiture entièrement détruite par le feu, dans un bois près de Chevry (Seine-et-Marne).

L'état des corps n'a pas permis, jusqu'à présent, d'identifier les deux personnes, ni même de déterminer leur sexe. Les plaques minéralogiques du véhicule, une Renault 25, ont été détruites par l'incendie.

Inculpée depuis 1986

Une secrétaire de l'hôtel Matignon transmettait des documents confidentiels à son ami iranien

Une secrétaire administrative de la cellule diplomatique de l'hôtel Matignon a été arrêtée en juin 1986 par la DST pour avoir communiqué à son ami iranien, Mohamed Ansari, résident en République fédérale d'Allemagne, des documents confidentiels qu'elle était chargée de détruire. Diffusée par l'Agence France Presse, samedi 24 octobre, cette information a été confirmée, peu après, par les services du premier ministre.

Maryse Villard, âgée de quarante-quatre ans, a été interpellée par le contre-espionnage français, au début du mois de juin 1986, alors qu'elle débarquait, à l'aéroport de Roissy, d'un vol en provenance de Francfort. Dans ses bagages se trouvait un document classé « secret-défense » sur la guerre entre l'Iran et l'Irak. Interrogée, elle ne fit aucune difficulté pour raconter sa liaison avec Mohamed Ansari, un Iranien résidant en RFA, qui se serait présenté auprès d'elle comme un opposant au régime de Khomeiny. C'est pour « lui faire plaisir » qu'elle lui aurait montré certains documents provenant de la cellule diplomatique des services du premier ministre à laquelle elle avait été affectée quelques semaines auparavant.

Maryse Villard fut alors inculpée par M^{me} Françoise Canivet-Benati, juge d'instruction à Paris, sur le fondement de l'article 76 du code pénal, qui prévoit une peine de cinq à dix ans de prison pour quiconque divulguera « sans intention de trahison et d'espionnage » des documents secrets « dans l'intérêt de la défense nationale ». Inculpée, elle fut rapidement libérée et placée sous contrôle judiciaire, le 29 juillet 1986. Elle devait pourtant être convoquée et entendue de nouveau depuis que l'information judiciaire a été confiée à M. Gilles Boulogne, l'un des magistrats instructeurs spécialisés dans les affaires de terrorisme liées au Proche-Orient.

Le Point du 26 octobre, qui revient sur cette affaire, laisse sur l'origine politique de cette secrétaire

administrative, « séduite par un play-boy recruteur » et dont le salaire mensuel ne dépassait pas 6 000 F. « Cette militante socialiste a travaillé au cabinet de Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, à la direction des services administratifs et financiers de l'hôtel Matignon, puis à l'éphémère délégation aux nouvelles formations de Gilbert Trigano, avant d'être reprise à Matignon. Sous la gauche, elle s'active d'abord au secrétariat du cabinet du premier ministre Fabius. Et lorsque Chirac devient à son tour chef du gouvernement, en mars 1986, elle est transférée à la nouvelle cellule diplomatique. Sa mission : détruire les documents confidentiels. Beaucoup de dossiers lui sont ainsi passés entre les mains. »

La version donnée à la fin de la semaine par l'hôtel Matignon est moins alarmiste. On y précise qu'il s'agit d'une « très vieille affaire » et de « mens fressin ». Maryse Villard fut soumise, « au bout de trois semaines », de préchoce à la cellule diplomatique, à une enquête classique de surveillance ; c'est alors que la DST aurait découvert qu'elle avait un ami iranien qu'elle allait voir régulièrement. En d'autres termes, les dégâts auraient été limités, dans le temps et les documents auxquels la secrétaire aurait eu accès ne seraient pas les plus sensibles.

En fait, c'est surtout la personnalité de son ami iranien qui intéresse les services secrets français. Mohamed Ansari, qui n'a jamais été entendu par la justice française, serait l'un des délégués en RFA de la National Iranian Oil Company (NIOC), qui agit de paravent aux activités de renseignement, mais aussi d'achats d'armements, du pouvoir iranien. Selon le Point, il aurait été lié à une société française, la SOHEIL, dont le siège est à Versailles et qui s'intéresse aux ventes d'armes. Mohamed Ansari aurait été en relation avec d'autres « secrétaires », notamment à l'UNESCO, et aurait versé à Maryse Villard 73 000 francs en vingt fois.

Deux tours de France

L'intégration en marche

Les jeunes immigrés et leurs défenseurs ont un faible pour les tours de France. Comme s'ils avaient régulièrement besoin de se montrer, d'affronter le « pays profond », pour le rassurer ou le séduire, et, en même temps, de mobiliser leurs propres troupes.

Des Beurs avaient inauguré la formule, en novembre 1983, avec une « marche pour l'égalité » très remarquée. Elle devait être suivie de deux autres tours de France, moins réussies : en vélo-moteur (novembre 1984) puis en camionnette (novembre 1985).

Cet automne, le mouvement France Plus, animé par de jeunes Maghrébins, inaugure l'avion. Un « charter des droits civiques » — en réalité, une poignée de militants ayant obtenu des billets gratuits d'Air Inter — doit faire escale, du 18 octobre au 4 novembre, dans une douzaine de villes de France. De son côté, SOS-Racisme dépeche, du 22 octobre au 23 novembre, des « messagers de l'égalité » dans plusieurs dizaines de communes où « il se passe quelque chose ».

Lancées séparément, sans volonté de coordination, les deux initiatives n'ont pas le même objectif : si SOS-Racisme plaide pour « l'égalité des droits et de l'intégration », France Plus se préoccupe essentiellement de l'inscription des enfants d'immigrés sur les listes électorales. Mais ces deux associations, de vagues très légères et qui se détestent cordialement, tiennent désormais le même langage : mettant entre parenthèses les

anciennes revendications sur « la France multiculturelle », elles insistent toutes deux sur « le droit à la reconnaissance ». De part et d'autre, l'intégration est devenue le maître mot.

« C'est un voyage au cœur de l'intégration que nous entreprenons », affirme Harlem Désir, président de SOS-Racisme. Pour montrer qu'elle est en marche et pour l'aider à se développer. Dans la foule de son succès à « l'heure de vérité », la sœur de la « potes-génération » publie ce jour-là un livre dont le titre est tout un programme : SOS-Désirs (Calmann-Lévy, 182 pages, 58 F). Un livre qui, par des exemples concrets, veut montrer que « la France n'est pas raciste » et que « partout, les écoles, les entreprises et les administrations, des « entrepreneurs d'égalité » sont à l'œuvre, anonymes, discrets et efficaces ».

La thèse de Harlem Désir — comme d'ailleurs de France Plus — se résume d'une phrase : « Si l'on veut l'intégration, il y a un prix à payer : l'égalité des droits. » Egalité des la nation, avec l'attribution de la nationalité française à tous ceux qui naissent en France. Les prochaines initiatives de SOS-Racisme se feront dans cet esprit : une fête à Paris le 19 novembre, un concert le 17 janvier 1988, suivi en mars, à Montréal, du premier congrès international du mouvement.

R.S.

Indic, Mouchard, Corbeau...



DÉLATION

Du vilain petit rapporteur en passant par l'honorable correspondant à l'informateur « très spécial » des grands quotidiens, la délation : un archaïsme, une technique, un mode de gouvernement...

Avec André Halimi, Toni Negri, Gilles Perault, Léonid Pliouchitch.

176 pages, 80 F.

autrement

ROMACHIE

Lottida dans l'

Les élections générales de la République italienne ont été marquées par une victoire sans précédent de la gauche. Le parti communiste (PCI) a obtenu 34,1 % des voix, ce qui lui permet de former un gouvernement de coalition avec le parti socialiste (PSI) et le parti démocratique de gauche (PDG). Cette victoire est considérée comme un tournant décisif dans l'histoire récente de l'Italie, marquant la fin de la domination de la droite chrétienne. Le nouveau gouvernement, dirigé par Bettino Craxi, se concentre sur des réformes sociales et économiques, ainsi que sur la lutte contre la criminalité organisée.

STICE

Après cinq années

dossier René

pour «

Le dossier René, qui concerne l'ancien ministre de l'Intérieur, René Hurel, a fait l'objet d'une enquête approfondie. Les faits sont les suivants : Hurel a été accusé d'avoir détourné des fonds publics destinés à la lutte contre le terrorisme. L'enquête a été menée par la justice française et internationale. Hurel a été condamné à une peine de prison. Cette affaire a soulevé de nombreuses questions sur la transparence et la responsabilité des hauts fonctionnaires.

Les événements bordelais ont été marqués par une série de manifestations et de rassemblements. Les participants ont exprimé leur soutien à la cause de la paix et de la justice. Les autorités locales ont tenté de maintenir l'ordre, mais les tensions sont restées élevées. Les médias ont largement couvert ces événements, soulignant l'importance de ces moments pour la communauté.

Les suites de l'affaire ont été suivies de près par le public. Les décisions prises par la justice ont été accueillies avec intérêt. Les débats ont continué sur les implications de ces événements pour la société. Les acteurs impliqués ont été soumis à une intense pression médiatique et publique. L'affaire reste un sujet d'actualité et de réflexion.

Société

TAUROMACHIE

Corrida dans les rues de Floirac

BORDEAUX
correspondance

Malgré les démarches administratives et judiciaires engagées par les amis des bêtes, les novices des derniers jours autour de l'organisation d'une course de taureaux à Floirac, aux portes de Bordeaux, (*le Monde* du 24 octobre), la corrida s'est déroulée, normalement, le dimanche 25 octobre. Le succès d'affluence — sept mille spectateurs et des arènes comblées — s'est doublé d'un succès tauromachique, les toreros Francisco-Rodrigo Miguel et Nimenio II ayant obtenu cinq oreilles.

La partie était loin d'être gagnée d'avance et, jusqu'au dernier moment, les tentatives d'intimidation se sont multipliées. Dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 octobre, une voiture a été incendiée devant le domicile de M. Jean Derric, maire socialiste de Floirac, principal organisateur de l'événement. Le véhicule appartenait à l'une de ses voisines.

Dès dimanche matin, un important service d'ordre, fort de deux cents CRS, était mis en place aux abords du stade où avaient été installés des arènes mobiles. Cela n'empêcha pas les manifestants (au nombre d'une centaine), de prendre position aux portes de l'enceinte. Slogans hostiles, jets d'encre rouge sur les arrivants, bouclettes sans conséquences avec le service d'ordre.

Si Brigitte Bardot, annoncée depuis quelques jours, s'était décommandée, Antoine Wechter, futur candidat des Verts à l'élection présidentielle, avait tenu à être présent. Apparemment moins à l'aise et moins pagne que les représentants locaux de la SPA, il s'est contenté de diffuser et de commenter une déclaration où il disait notamment : « La corrida est une très vieille tradition dans le sud-ouest de la France. Mais n'est-elle pas aujourd'hui une tradition archaïque ? »

JUSTICE

Après cinq années d'information judiciaire

Le dossier René Lucet est transmis au parquet pour « classement sans suite »

Le dossier René Lucet, du nom de l'ancien directeur général de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des Bouches-du-Rhône retrouvé mort à son domicile le 4 mai 1982, a été transmis récemment au procureur de la République de Marseille pour « classement sans suite ».

Une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » avait été ouverte, le 25 mars 1982, après le décès suspect de René Lucet, atteint de deux balles dans la tête. La thèse du suicide avait été retenue dans un premier temps, mais, deux semaines après les obsèques de René Lucet, le parquet de Marseille, à la demande de la chancellerie, avait décidé de désigner des experts pour réexaminer les conditions de cette mort.

Le 18 mars 1982, le corps de René Lucet était exhumé et autopsié. Les expertises effectuées à ce moment-là n'avaient permis ni de conclure définitivement à aucune tumeur, suicide ou meurtre. L'information judiciaire menée depuis, confiée à M^{me} Bernadette Augé, juge d'instruction, n'a pas apporté d'éléments nouveaux sur les circonstances de la mort de René Lucet, qui, comme directeur général de la CPAM des Bouches-du-Rhône, avait été suspendu le 23 février 1982 par M^{me} Nicole Questiaux, alors ministre de la solidarité nationale.

Cette suspension, motivée selon le ministre par « des abus et des fraudes dans la gestion des deniers de la caisse », avait provoqué une vive polémique, qui avait rebondi après la mort violente de René Lucet. Au-delà, les investigations conduites pour tenter d'en établir les circonstances ont débouché sur un autre dossier, celui de fausses factures concernant, notamment, la mairie de Marseille et ayant entraîné depuis une série d'informations judiciaires. Certaines ont déjà abouti à des procès et à des condamnations. D'autres sont encore à l'instruction.

● Deux avocats bordelais suspendus pour cinq mois. — Le cour d'appel de Bordeaux a suspendu pour cinq mois, le 22 octobre, deux avocats au barreau de cette ville, M^{me} Denise Sutter et Daniel Lallande. Défenseurs de François Korber, les deux avocats avaient été récusés par leur client, le 11 mai 1987, au premier jour du procès de ce dernier devant les assises de la Gironde. Bien qu'ayant été commis d'office, les deux avocats avaient quitté la barre. Traduits devant le conseil de leur ordre, ils avaient été relaxés, mais le procureur général près le cour de Bordeaux avait fait appel de cette décision. M^{me} Sutter et Lallande ont décidé de se pourvoir en cassation.

● Les suites de l'affaire Ariane. — Dernier des inculpés dans l'affaire d'espionnage sur la fusée Ariane à être en détention provisoire, M. Jean-Michel Haury, cinquante-quatre ans, dessinateur industriel, a bénéficié d'une ordonnance de remise en liberté, rendue, le samedi 24 octobre, par la chambre d'accusation de Rouen. Principal inculpé, M. Pierre Verdier avait, pour sa part, été remis en liberté le 21 octobre (*le Monde* du 23 octobre). M. Haury reste néanmoins en prison à Rouen pour une affaire d'escroquerie.

● Trois ans de prison pour Lester Piggott. — L'ancien jockey et entraîneur britannique Lester Piggott, cinquante et un ans, qui a remporté plus de cinq mille victoires en trente-huit ans de carrière, a été condamné, vendredi 23 octobre, en Grande-Bretagne, à trois ans de prison pour une fraude fiscale portant sur 31 millions de francs.

qu'il ? (...) Je revendique ma responsabilité d'espion pensant. J'ai sur le taureau la supériorité de la conscience, conscience de ce qu'est la vie et la mort, de ce qu'est la souffrance.

Trois heures plus tard, à la nuit tombée, la corrida s'achevait. Les arènes tout entières applaudissaient le maire de Floirac, alors que, dehors, une vingtaine d'adolescents et de femmes, regroupés autour d'une banderole, maintenaient le flambeau de la protestation. Floirac venait de renouer avec une tradition interrompue depuis 1961.

(Interim.)

Frontières

Où peut-on organiser des corridas en France ? La réponse est apparemment simple : les corridas sont légales dans « les villes de tradition taurine ». En cas d'interruption, celle-ci ne doit pas dépasser dix ans. Mais peut-on, par exemple, autoriser une corrida à Nîmes et l'interdire au Grau-du-Roi, distant d'une quarantaine de kilomètres ? Quatre cours d'appel (Bordeaux, Montpellier, Nîmes et Toulouse), la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ont donc décidé d'étendre le bénéfice de la tradition locale à la région en tant qu'ensemble géographique ou démographique. Il reste que les pouvoirs publics, d'hier et d'aujourd'hui, n'ont toujours pas délimité officiellement ces fameuses « régions ». Le pays taurin est fixé au coup par coup, procès après procès, manifestation après manifestation. Le Parlement ne pourrait-il tracer les frontières de ces zones de tradition ne pouvant-elles être tracées par le juge (c'est-à-dire seize départements) et interdire la course de taureaux au-delà ?

JEAN PERRIN.

PARIS

Grands travaux aux portes de la capitale

Neuilly, côté jardin

Au nord-ouest de Paris, une partie de la « voie triomphale » sera bientôt souterraine, dans la traversée de Neuilly. C'est déjà plus qu'un projet : les travaux préliminaires ont commencé cet été. Le chantier est ouvert pour quatre ans ; la facture approche le milliard de francs.

L'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine sous un jardin : l'idée ne pouvait que séduire. Elle va devenir réalité sur une longueur de près de un demi-kilomètre. Sur le tracé de la célèbre voie triomphale rêvée par Colbert du rond-point des Champs-Élysées au pont de Neuilly, l'avenue Charles-de-Gaulle est l'artère nourricière entre la capitale et l'ouest parisien.

Avec l'achèvement de la Défense (1 800 000 mètres carrés de bureaux), avec l'essor de Cergy-Pontoise, le flux actuel de 150 000 véhicules qui aborde ou quitte la capitale chaque jour menaçait de croître sans embellir. Automobilistes immobilisés par les feux, riverains étrangers d'une rue à l'autre, piétons à l'aventure : les dégâts de cette configuration sont nombreux et quarante accidents chaque année noircissent le tableau.

La ligne 1 du métro (Château de Vincennes-Neuilly) sera prolongée jusqu'à la Défense. Le métro traversera la Seine en empruntant le pont de Neuilly élargi et renforcé. Mais ce prolongement ne suffira pas, bien évidemment à éponger le trop-plein de la circulation automobile. D'autant que le volume du trafic, estime le maire (RPR) de Neuilly, M. Nicolas Sarkozy, augmente de 1,5 % par an. La solution retenue en fait en quelque sorte les voitures avec le métro. Sur une longueur de 435 mètres, un tunnel sera construit. Il englobera l'actuelle station Pont de Neuilly et débouchera face au pont, rive droite.

Sur le toit du tunnel, une immense dalle de 70 centimètres d'épaisseur, les architectes Bruno Laplane et Louis Blanchet ont dessiné un paysage de fontaines et d'arbres. Des alignements de platanes (soixante-dix arbres de plus qu'il n'en existe sur les bords-actuels) encadreront des jardins symétriques.

Une étape

Selon M. Sarkozy, le tunnel, « formidable chance » pour Neuilly, est une première mondiale : « La seule autoroute de France à couper une ville en deux et se transformer en jardins au cœur de la cité ». La circulation routière en surface tombera à trente mille véhicules par jour, et les habitants des deux quartiers riverains pourront à nouveau se rencontrer.

Ambaie financière aussi. Le coût total du chantier — prolongement du métro, ouvrages routiers et terminal de bus — était évalué à 910 millions de francs à la mi-1985. Mais le maire de Neuilly assure qu'il n'aura aucune incidence sur les impôts locaux. Sa ville ne supportera que 3,4 % du

financement (1), alors que ses administrés, dit-il, « subissent 100 % des nuisances ». Ce qui n'est pas tout à fait exact, puisque les automobilistes qui sont ralentis par les feux tricolores économiseront, grâce à leur suppression, trois cent vingt mille heures par an.

Les nuisances que tout le monde devra affronter en tout cas seront celles que le chantier provoquera quatre années durant. La municipalité de Neuilly mise sur l'information pour en atténuer les rigueurs, M. Sarkozy regarde même au-delà : « Ce n'est qu'une étape ». Son rêve, inaccessable dans l'immédiat pour raison financière, serait de prolonger le tunnel-jardins jusqu'au seuil de Paris : la porte Maillot. L'occasion n'est pas hors de portée puisque ce rond-point doit être remodelé et inaugurerait

la liste des cinq grandes portes que le maire de Paris veut aménager (*le Monde* des 26 juillet et 1^{er} août 1986).

Mais la première maquette de la nouvelle porte Maillot a suscité tellement de critiques qu'elle a été remise dans les cartons. Pour l'heure, nul projet n'a les faveurs de la Ville de Paris. Avant que les embûches ne s'accumulent et que

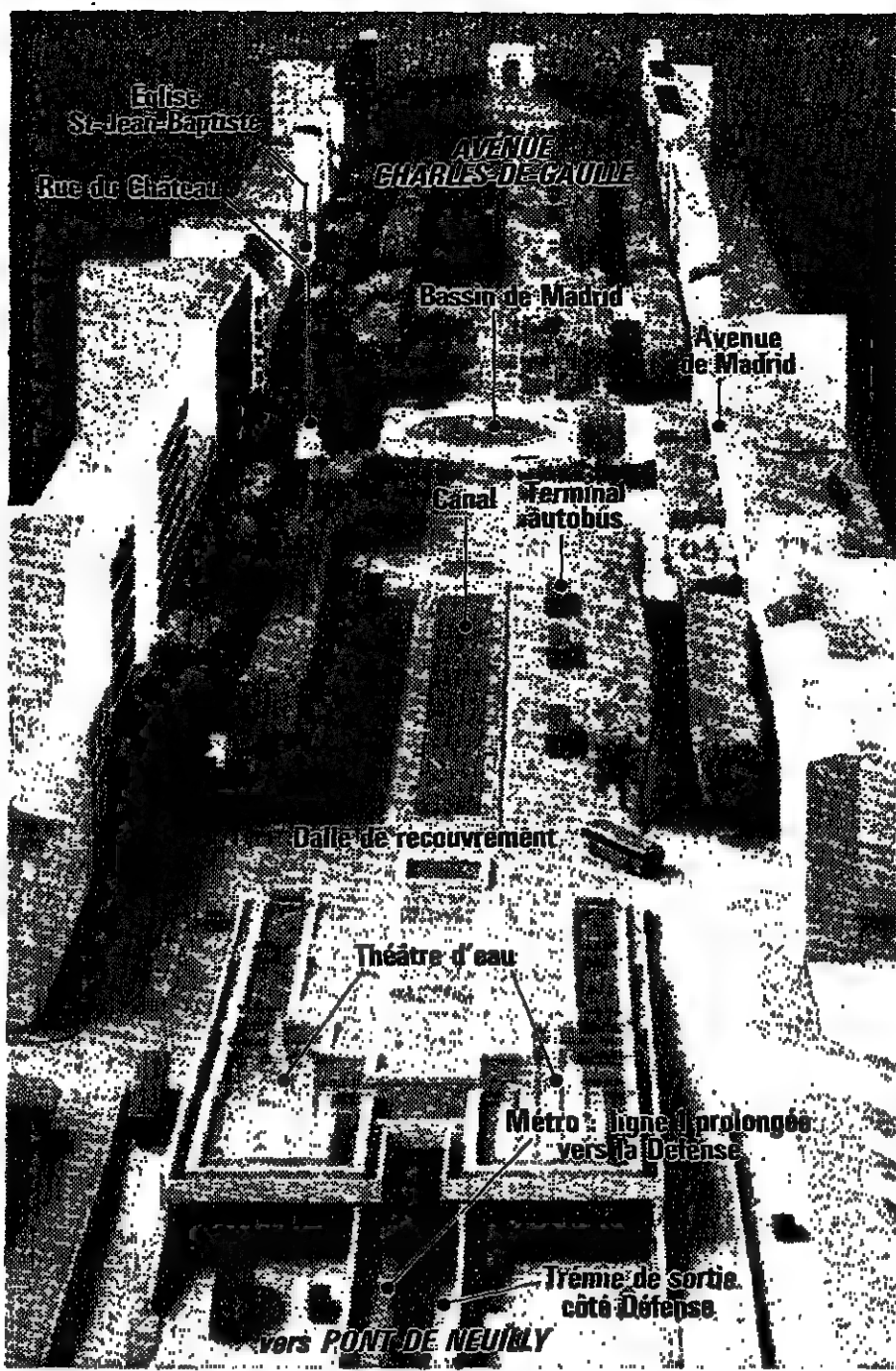
les travaux puissent commencer, le tunnel de Neuilly et son esplanade premier tronçon auront peut-être eu le temps de faire leurs preuves.

CHARLES VIAL.

(1) L'Etat prend 40 % à sa charge, la région 24,5 %, la RATP 20 %, le département 7,6 %, les villes de Courbevoie et Puteaux, chacune 2,1 %.

● Projet d'usine contesté à Saint-Germain-en-Laye. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, le samedi 24 octobre, dans les rues de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), pour protester contre le projet d'implantation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune voisine d'Achères. Ce projet, qui a déclenché une polémique entre les communes riveraines d'Herblay,

Montigny, Cormeilles, Maisons-Laffitte, Achères, Andrézy et Corbeil-Sainte-Honorine (*le Monde* du 4 août), met sur la sellette M. Michel Péricard, maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye et président du syndicat intercommunal, maître d'ouvrage. Celui-ci a indiqué, le 19 octobre, que le projet serait retardé de dix-huit mois pour préparer une étude d'impact climatique.



UN COUP DE FOUDRE ? FONCEZ.

CRÉDISPONIBLE

Vous offrir ce que vous désirez quand vous le désirez, c'est désormais possible avec le Crédispensible de la BNP. Le Crédispensible, c'est une ligne de crédit d'un montant adapté à votre budget, et qui se reconstitue au fur et à mesure de vos remboursements. Le Crédispensible est accordé immédiatement sur quelques critères simples aux détenteurs d'une carte bleue ou d'une carte Premier BNP. Rapide et souple, le Crédispensible vous permet d'étaier le règlement de vos dépenses à des conditions intéressantes. Désormais, n'hésitez plus. Avec la BNP, vos coups de foudre deviennent raisonnables.

LA BANQUE EST NOTRE MÊTRE

حکذا من الامم

55 قضا من الاعمال

05

Culture

ARTS

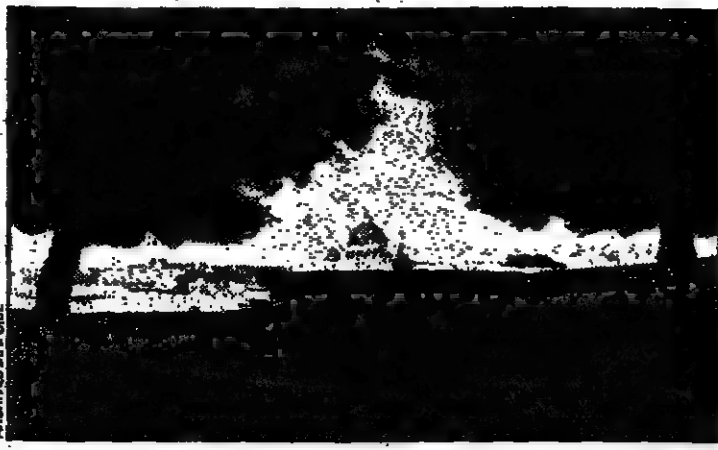
Une exposition Corot à Beauvais

Peintures autour d'une fontaine

Pour célébrer l'acquisition récente d'une toile de Corot, le Musée départemental de l'Oise à Beauvais a conçu un hommage au paysagiste et à deux de ses sujets favoris, Rome d'une part, la campagne picarde de l'autre.

À l'automne 1825, Jean-Baptiste Camille Corot, ancien élève de Michelangelo et de Bertin, part pour Rome, quoiqu'il n'ait pas obtenu le prix qui l'aurait fait élève de l'Académie de France. Il ne peut se passer d'un séjour italien, il lui faut connaître les lieux où peignit Poussin. À Rome, il choisit ses vues et ses angles. L'une le séduit plus que toutes : celles qui l'ont sur les toits et les coupoles de la ville depuis la terrasse ombragée qui s'étend devant l'Académie de France. Il y a là une vasque, installée à la fin du seizième siècle, quand s'achèverait l'aménagement de la ville Médicis. Cette vasque entre deux arbres, Corot la peint quatre fois pendant son séjour.

C'est l'une des versions, celle que Corot offrit jadis à Hyppolite Flanquin, que le musée de l'Oise a acquise. Des trois autres, l'une est à Reims, la seconde à Dublin et la troisième a disparu. Il était intéressant de reconstituer la série, ne serait-ce que pour permettre comparaisons et estimations. Ne serait-ce



Corot : « La Vasque de l'Académie de France à Rome »

ainsi que pour prouver que l'idée de série n'est pas, comme on s'obstine à la répéter, une invention impressionniste.

Corot, alors même que son motif est simple — la vasque au centre, de part et d'autre deux arbres, derrière le panorama romain, devant soi un « légionnaire » en sentinelle — ne se répète pas. Il exécute pas des répliques mais des variations, chacune se distinguant par sa lumière et par le degré de transparence de l'air. De la netteté, classique si l'on veut, le peintre glisse au brouillard des ombres, comme si le Corot de 1826 ou 1827, homme des formes claires

et des volumes anguleux, devenait le Corot des années 50 et 60, celui des formes dissoutes et des volumes incertains. Il est passionnant de le voir de la sorte se découvrir lui-même.

Autour de cette trinité qui justifierait à elle seule un voyage à Beauvais, on a développé deux expositions, l'une ayant la vasque pour sujet, et l'autre Corot. La première est la plus singulière, car les musées français, d'ordinaire, dédaignent l'iconographie. Ils ont tort. Il n'est pas indifférent de suivre l'histoire d'un thème, se redécouvrant comme ici à un simple bassin rond. Des gravures d'architecture aux esquisses et aux croquis de peintre, il y a de tout, et l'on suit l'évolution du paysage français de Michelangelo le néo-classique jusqu'à Maurice Denis le naïf. Tandis la vasque est au centre de l'œuvre, tantôt elle s'apparaît que comme élément accessoire d'un panorama qui se monte vers la Trinité-des-Monts ou s'enfonce vers le plac d'Espagne. Ingres la dessine en une plongée, d'autres y font boire un chien ou s'y reflète un crâne, selon qu'ils sont d'humeur poétique ou réaliste.

L'hommage à Corot surprend moins, mais il ne peut en être autrement à propos d'un peintre abondamment célébré. Comme il aimait la Picardie, et que Beauvais s'y trouve, c'est à Corot visiteur du Nord que cette exposition est dédiée. Pierrefontaine, Merfontaine, l'Oise, la Somme : aux campagnes humides, Corot demande le prétexte de toiles vertes, et aux cathédrales et aux châteaux, celui d'œuvres plus denses, plus solaires souvent, comme si existait une répartition des sujets suivant l'atmosphère. Les préteurs, et d'abord le Louvre, n'ont pas été trop avares, si bien qu'il a été possible de composer une petite galerie très dense, comme celle d'un amateur extrêmement éclairé du siècle passé qui préférerait les petites toiles aux grands panoramas plus compassés.

Tout le musée, il est vrai, a cet air de cabinet privé. Le dix-neuvième siècle y est vécu, ainsi que ce qui le prolonge au vingtième. Corot retrouve ainsi la compagnie de quelques-uns de ses contemporains : de paysagistes comme Dupré, Huot ou Chintreuil ou d'un peintre d'histoire, Thomas Couture. Ce dernier a trouvé à Beauvais « son » musée, réuni autour de l'Évêché des Volontaires de 1792, immense composition patriotique qui donne de son auteur une idée plus flatteuse que celle que l'on retire des *Romains de la décadence*, à Orsay. On peut se demander ce que pensait Corot d'une œuvre si tumultueuse et si contraire à son esthétisme de la contemplation.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée départemental de l'Oise, Beauvais, jusqu'au 30 novembre.

“UN CHEF-D'ŒUVRE”

PREMIÈRE

“UN PRODIGE DE MISE EN SCÈNE. BOULEVERSAANT, VERTIGINEUX... UN DIRECT AU CŒUR.”

LE POINT

“RIEN DE PLUS SECOUANT QUE KUBRICK.”

LE MATIN

“...SANS CONTESTE LE MEILLEUR FILM QU'ON AIT FAIT SUR LE VIETNAM EN PARTICULIER ET SUR LA GUERRE EN GÉNÉRAL.”

LIBÉRATION

“LES MOTS SONT IMPUISSANTS À DÉCRIRE UN TEL FILM.”

7 A PARIS



Un film de Stanley Kubrick

FULL METAL JACKET

PRODUCTION DE STANLEY KUBRICK

15 TOURS
7 ANNA DE
YOUR DREAM
INSTRUCTOR
1987

ACTUELLEMENT

Communication

La crise de la production

La SFP devrait perdre 130 millions de francs

Pour M. François Léotard, la semaine qui s'ouvre est celle de tous les dangers. Ce lundi 27 octobre, les artistes-interprètes mécontents devaient se réunir en assemblée générale, salle Gémier à Paris. Jeudi, ce sera au tour des exploitants de cinéma en colère de tenir congrès au Marignan-Concorde, sur les Champs-Élysées. Et vendredi enfin, le ministre de la culture et de la

communication devra défendre son budget à l'Assemblée nationale. Le tout sur fond de grève du doublage, de guerre cinéma-télévision et d'effondrement de la production de fictions (le Monde du 21 octobre), comme en témoignent les redoutables difficultés de la Société française de production (SFP).

Rarement, de mémoire de professionnels, la SFP n'avait connu pareille situation. Son chiffre d'affaires devrait baisser à 1,1 milliard de francs cette année, après avoir atteint 1,2 milliard en 1986 et 1,35 en 1985. Un exercice « noir » qui devrait se boucler par 130 millions de pertes, quand celui de l'an dernier — pourtant considéré comme « sinistré » — s'était traduit par un trou de fonctionnement de 100 millions... seulement ! Non que les dépenses aient dérapé. Au contraire, les effectifs ont diminué de 9 % en douze mois, comme l'a rappelé le PDG, M. François Lemoine, lors d'un récent conseil d'administration (le Monde du 11 juin).

Principale accusée : la chute des commandes de fictions, dont M. Léotard avait pourtant fait une priorité et l'enjeu essentiel du « retour-disant culturel ». Le chiffre d'affaires de la SFP dans ce secteur s'est effondré en un an de 40 %, régressant de 500 millions de francs à 320 millions de francs. Un effondrement que le « boom » du département variétés — malgré la crise de

la 5 et l'échec de Patrick Sabatier — n'a pas suffi à compenser. Avec des équipes en sous-emploi et des activités surchargées, la SFP est au contraire devenue plus difficile à gérer.

« Les problèmes économiques sont d'une particulière gravité, reconnaît le directeur général de la société, M. Francis Brun-Buisson, même si l'Etat a joué son rôle de principal actionnaire en assurant une certaine stabilité financière, en capital et en trésorerie ». Le gouvernement a en effet promis une aide de 290 millions de francs, dont 170 millions ont déjà été versés. « Mais, poursuit M. Brun-Buisson, si l'on veut que la SFP ait un avenir, il faut lui donner les moyens d'investir et de développer une véritable stratégie d'entreprise ».

Non que rien n'ait été fait : compression des frais fixes sans licenciements ; un « point mort » abaissé de 1,4 à 1,25 milliard de francs en deux ans ; taux d'utilisation de la vidéo et de la post-production en hausse respectivement de plus de 40 % et 30 % ; mise en place d'une direction commerciale ; lancement de copro-

ductions internationales malgré les difficultés dont témoignent, par exemple, les tensions existant au sein du consortium liant la SFP au groupe Berlusconi et à Harmony Gold ; ouverture du nouveau complexe de Bry-sur-Marne... La Société française de production a déjà fortement évolué ces dernières années.

« Mais comment aller plus loin, s'interroge un membre du conseil d'administration, quand l'équipe actuelle ne connaît toujours pas le sort qui lui est réservé ». Depuis des mois, la SFP attend que le gouvernement désigne son nouveau conseil d'administration, confirme ou renouvelle son PDG et transforme l'entreprise en une société d'économie mixte comme l'exige la loi. Des décisions toujours repoussées, faute d'un consensus autour du nom de son futur responsable. M. François Lemoine comme le souhaite le personnel, ou M. Philippe Guillaume comme le veulent les politiques, malgré l'hostilité des cabinets ? La SFP... ou le libéralisme administratif ?

PIERRE-ANGELO GAY
et ALAIN WOODROW.

Tentant de confier l'extension de son réseau à la DGT

M. Hersant se heurte au refus de la CNCL

Dialogue de sourds entre la Commission nationale de la communication et des libertés et M. Robert Hersant. Le propriétaire de la 5 reproche à la CNCL de « faire obstacle » à l'extension de son réseau, condamnant ainsi sa chaîne au déficit. « Nous voici confrontés à l'indéfinissable responsabilité d'assurer le service de la 5 à tous les Français ou à cesser d'exister », écrit le 8 octobre M. Hersant à M. Gabriel de Broglie. La réponse du président de la CNCL, dans une lettre du 21 octobre, est des plus fermes : « Loin d'envisager les reproches de l'extension, la Commission a, au contraire, exercé ses responsabilités ». Et M. de Broglie met en garde le président de la 5 : « Votre cahier des charges comporte des obligations. (...) Vous ne pouvez en aucun cas prendre prétexte de votre non-conformité nationale pour ne pas les respecter. »

À la suite de la polémique : le refus des « treize sages » de laisser M. Hersant contourner Télédiffusion de France. La société nationale a planifié l'installation progressive d'émetteurs puissants sur les sites déjà occupés par les trois premières chaînes. La procédure est relativement lente, car elle nécessite, outre l'harmonisation des fréquences, la fabrication de multiplexeurs, qui demande quatre à cinq mois de délai.

M. Hersant, lui, défend un plan plus rapide : laisser la direction générale des télécommunications installer au centre d'une centaine de petites villes des mini-émetteurs de 5 watts à 25 watts reliés entre eux par le satellite Télégom 1. Une solution qui ne tiendrait pas compte du monopole de fait de TDF et confierait la réalisation du réseau à son

principal concurrent, l'administration des PTT.

Le conflit est remonté jusqu'à Matignon, qui a arbitré en faveur de Télédiffusion de France. Le gouvernement ne veut pas priver la société nationale d'une de ses principales ressources au moment où elle est confrontée à l'hypothétique financement du satellite de télévision directe. De plus, les pouvoirs publics redoutent l'effet de contagion : si on laisse la 5 et la DGT installer partout des mini-émetteurs, M6 et les nombreux projets de télévisions locales demanderont les mêmes faveurs. Qui empêchera alors ces mini-émetteurs d'augmenter progressivement leurs fréquences et de faire régner en télévision la même

anarchie que sur la bande radio FM ? Le recours de TF1 devant le Conseil d'Etat est venu à point nommé pour conforter le refus de la CNCL.

La loi de septembre 1986 ayant retiré à TDF son monopole, M. Hersant est tout à fait en droit de confier son réseau à la DGT, mais il s'est imprudemment engagé, lors de sa candidature devant la CNCL, à traiter avec TDF. Et cet engagement figure aujourd'hui dans son cahier des charges. Reste à savoir si le propriétaire de la 5, qui s'apprête déjà à réduire ses dépenses de programmes, respectera longtemps ce cahier des charges.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

UN NOUVEAU THEATRE DANS PARIS

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION JORGE LAVELLI

La construction du théâtre est achevée.

Nous vous invitons à visiter le théâtre et à rencontrer ses artistes le mercredi 28 octobre à partir de 17 heures

Pierre Gambetta
Metro Gambetta
15 rue Molière-Bay
Paris 20^e
tel. 43 66 43 60

Recevez gratuitement le programme
Retournez ce bulletin au Théâtre National de la Colline 15, rue Molière-Bay 75020 Paris

Nom

Adresse

سكننا من الامم

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
tél. 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

93-1
32-8
PLATE 204

112	22.1
114	22.8
116	22.8

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ à la Chaîne d'œuvre ou classique.

Lundi 26 octobre

TF 1

20.30 **Château** : *Souvenirs, souvenirs* ■ Film français d'Ariel Zeitoun (1984). Avec Christopher Malavoy, Pierre-Loup Rajot, Gabrielle Lazzari, Claude Brasseur, Marianne Jobert. 22.40 **Magazine** : *Méditerranée*. Émission présentée par François de Closets. Le dossier médical : doit-il appartenir au salarié ? 23.40 **Journal**. 23.55 **La Source**. 23.58 **Paroles de...**

A 2

20.30 **Téléfilm** : *Parties de voleurs*. De Nelly Kaplan, avec Pierre Arditi, Michel Bouquet, Bernadette Lafont, Caroline Sihol. 22.05 **Documentaire** : *Trente ans de 1968-1969*. Trente ans de vie de couple, vie de famille, racontés par Marie-Françoise Lévy. 23.25 **Magazine** : *Strophes*. De Bernard Pivot. 23.45 **Informations** : 24 heures sur l'A 2. 0.15 **Série** : *Brigade criminelle* (rediff.).

FR 3

20.35 **Château** : *la Gifle* ■ Film français de Claude Pinoteau (1974). Avec Lino Ventura, Isabelle Adjani, Annie Girardot, Francis Perrin, Jacques Spiesser, Marcel Amont. 22.25 **Journal**. 22.50 **Magazine** : *Océaniques*. Aimé Césaire, le musicien des mots, de Sarah Maldoror. 23.40 **Magazine** : *musique*. Une acoustique dans les jardins d'Éliane Lamandier. 23.55 **Sports** : *hockey sur glace* : Français vaincus de Saint-Jovis contre Mont-Blanc de Megève.

CANAL PLUS

20.30 **Château** : *Sauvez le Neptune* ■ Film américain de David Grease (1977). Avec Charlton Heston, David Carradine, Stacy Keach, Ned Beatty, Ronny Cox. 22.15 **Flash** : *Professions*. 22.20 **Magazine** : *Canal foot*. 22.50 **Les drames de Canal Plus**. 23.50 **Football américain**. Un match du championnat professionnel américain. 1.00 **Château** : *Corps et âme* ■ Film français de Benoît Jacquot (1986). Avec Dominique Sanda, Lambert Wilson, Danielle Darrieux, Jean-Pierre L  aud, Ingrid Isler-Held, Sabine Haudepin. 2.35 **Série** : *Les sorcières*.

LA 5

20.30 **Château** : *le Silencieux* ■ Film français de Claude Pinoteau (1972). Avec Lino Ventura, Suzanne Flon, L  a Massari. 22.25 **Série** : *Madlock*. Le professeur. 23.20 **Série** : *Nero Wolfe*. Ce arrive dans les meilleures familles. 0.10 **Série** : *Max la meute*. (rediff.). 0.35 **Série** : *Les chevaliers du ciel*. 1.00 **Feuilleton** : *Le temps des copains*. 1.25 **Les cinq dernières minutes**. Tarif de nuit (rediff.).

M 6

20.30 **Château** : *la carte* : 1   choix : *Orca* □ Film américain de Michael Anderson (1967). Avec Charlotte Rampling, Richard Harris, Will Sauton, Bo Derek. 2   choix : *Mimi* métallo b  n   dans son honneur ■ Film italien de Lina Wertm  ller (1972). Avec Giancarlo Giannini, Agostina Belli, T  ti Ferro, Mariangela Melato. 22.10 ou 23.20 **Série** : *Brigade de nuit*. Viande froide. 23.00 ou 23.20 **Journal**. 23.10 ou 23.30 **Métro**. 23.15 ou 23.35 **Magazine** : *Club 6*. De Pierre Bontellier. 0.00 ou 0.20 25 images seconde. 0.30 ou 0.50 **Musique** : *Boulevard des clips*. 1.40 **Clip des clips**.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Récital** : *concert*. Concert (en direct du Théâtre des Ch  mps-  lys  es) : Concerto pour piano et orchestre né 1 en ut majeur, op. 15, Symphonie né 3 en mi bémol majeur, op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Rudolf Barshai ; sol. : Jeremy Memon, piano ;    23.30, *feuilleton* : *De Popus 1    Popus 145* (Carl Loebe, un génie inconnu du Lied et de la ballade) ;    23.05, La musique par celui qui agit sur elle : Symphonie né 6 en si mineur, op. 74, de Tchaikovski. 0.00 **Musique de chambre**. Amy, Stravinski, Carter, Copland, Brahms.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Le grand débat**. L'intégrité musulmane : fantasmes et réalités (2   partie). 21.30 **Dramatiques** : *Ch   mémorielles* de Jules Laforgue. 22.40 **La nuit sur un plateau**. 0.05 **De jour en lendemain**.

Mardi 27 octobre

TF 1

14.20 **Feuilleton** : *C'est déjà*. 14.45 **Variétés** : *La chance aux ch  m  ses*. Avec Josy Andrien, Stéphane Chomont, Gloria Lasso, Zina et les Accords de France. 15.15 **Téléfilm** : *Bel ami*. De Pierre Cardinal, d'après Guy de Maupassant. Avec Jacques Weber, Aur  re Clément, Michel Audoir (2   partie). 16.45 **Club Dorothée**. 17.00 **Magazine** : *France sur la 1  *. Métro, Rédacteur, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Christophe Malavoy, Willy De Ville, Pierre Bachelot, Spagna. 17.58 **Flash** : *Informations*. 18.00 **Série** : *Musica*. 19.00 **Feuilleton** : *Sainte Barbara*. 19.30 **J  ** : *La rose de la fortune*. 20.00 **Journal**. 20.25 **Métro**. 20.28 **Télé** : *20-20*. 20.30 **Ch  -  ** : *P  n  *. 18.59 **Variétés** : *Un DB de la vie*. Le répétiteur. Avec S  ckle, D  tel, Stéphane Grappelli, Gil Kaplan, Didier Rey. 19.15 **Actualités régionales**. 19.40 **J  ** : *Le bon mot* P.A. 2. 20.00 **Journal**. 20.30 **Ch  ** : *la Sept  me Ch  * ■ Film français de Claude Pinoteau (1984). Avec Lino Ventura, L  a Massari, Jean-Pierre L  aud, Béatrice Artaud, Jean-Pierre L  aud, Jean-Carmet, Robert Hossein, et de nombreux amis de com  dian disparus. 23.30 **Informations** : 24 h sur l'A 2. 0.00 **Série** : *Brigade criminelle* (rediff.).

A 2

15.00 **Flash** : *Informations*. 15.05 **Magazine** : *Domestic A2* (suite). 15.30 **Feuilleton** : *Une femme*. 16.00 **Flash** : *Informations*. 16.05 **Magazine** : *Domestic A2* (suite). 17.15 **N  r   A2**. R  c  r   P  p   : Les contes d'Hoffmann, d'Offenbach ; Bouquet copain ; Les Campbells. 17.55 **Flash** : *Informations*. 18.00 **Série** : *M   sorcière*. 18.05 **Série** : *Quand l'amour commande*. 18.25 **J  ** : *Des chiffres et des lettres*. D'Arnaud, Jean-Louis, présenté par Patrick Laffont. 18.59 **Variétés** : *Un DB de la vie*. Le répétiteur. Avec S  ckle, D  tel, Stéphane Grappelli, Gil Kaplan, Didier Rey. 19.15 **Actualités régionales**. 19.40 **J  ** : *Le bon mot* P.A. 2. 20.00 **Journal**. 20.30 **Ch  ** : *la Sept  me Ch  * ■ Film français de Claude Pinoteau (1984). Avec Lino Ventura, L  a Massari, Jean-Pierre L  aud, Béatrice Artaud, Jean-Pierre L  aud, Jean-Carmet, Robert Hossein, et de nombreux amis de com  dian disparus. 23.30 **Informations** : 24 h sur l'A 2. 0.00 **Série** : *Brigade criminelle* (rediff.).

FR 3

15.00 **Flash** : *Informations*. 15.05 **Feuilleton** : *Ne manquez pas les marguerites*. 11   épisode : *Que fait votre mari ?* 15.30 **Déclaration du gouvernement sur les privatisations**. En direct de l'Assemblée nationale. 17.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.00 **Journal**. 18.05 **Magazine** : *Deschamps*. 18.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 18.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 19.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 20.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 21.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 22.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 23.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 24.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 25.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 26.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 27.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 28.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 29.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 30.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 31.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 32.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 33.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 34.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 35.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 36.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 37.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 38.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 39.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 40.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 41.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 42.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 43.55 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.00 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.05 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.10 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.15 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.20 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.25 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.30 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.35 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.40 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.45 **Deschamps** : *Deschamps*. 44.50 **Deschamps** : *Deschamps*. 44

Société

MÉDECINE

En France

Les tests-minute de dépistage du SIDA ne seront pratiqués que sous contrôle médical

Le premier symposium international de réflexion sur le SIDA auquel participaient les représentants de vingt-huit pays, s'est terminé le 23 octobre à Paris sur un consensus, résumé par M. Michèle Barzach (ministre délégué chargé de la santé), au cours d'une conférence de presse : « Au-delà du nécessaire renforcement de la coordination internationale, il nous est apparu fondamental qu'aucune mesure n'aille dans le sens de l'exclusion des malades ou d'un dépistage systématique et obligatoire de la population. »

La mise à disposition immédiate de tests de dépistage-minute du SIDA, risque de mettre à mal ces principes de base. Au-delà du problème de leur fiabilité, ces tests soulèvent en effet d'importantes questions éthiques. Peut-on les laisser pratiquer par n'importe qui : une personne anxieuse d'avoir été contaminée, mais aussi, pourquoi pas, un douanier, un policier, un employeur ?

M. Barzach s'est montré catégorique : « Avant toute chose, il convient de s'assurer de la fiabilité de ces tests. En sachant qu'en toute hypothèse, ils doivent être pratiqués sous contrôle médical et biologique. » Cela signifie que lorsque ces tests seront disponibles, seuls des médecins pourront les pratiquer. Permettant d'obtenir un diagnostic en quelques minutes, ils pourraient être très utiles, par exemple, pour un patient qui doit être opéré en urgence. En sachant, encore une fois, que ce test, comme les autres, d'ailleurs (Elisa, Western Blot), doit être « librement consenti » par la personne à qui on le propose : « Le respect du refus du

Arrêt de l'expérimentation de la THA dans la maladie d'Alzheimer. — La Food and Drug Administration (FDA) américaine a décidé, le dimanche 25 octobre, d'arrêter l'expérimentation de la tétra-hydro-aminoacrine (THA) dans la maladie d'Alzheimer. Dans 20 % des cas environ, les patients traités ont développé des effets secondaires hépatiques graves. La FDA avait fait naître de grands espoirs il y a quelques mois, de nombreux spécialistes ayant estimé que ce médicament pourrait corriger la perte de mémoire (le Monde du 14 novembre 1986).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extraits d'un arrêt rendu le 11 décembre 1986 par la 4^e chambre B de la Cour sur l'appel d'un jugement rendu le 15 novembre 1984 par la 3^e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Entre : la société Yves Saint Laurent, 5, avenue Marceau, Paris-16^e, ayant pour avocat Philippe Combeau. Et : les sociétés Burton of London, en réalité Montague Burton, 14, boulevard Poissonnière, Paris-9^e, et Metal Moda, 52100 Arezzo (Italie).

Jugement du tribunal : « Dit qu'en fabricant et exportant, en important et en offrant à la vente ou vendant des boucles de ceinture revêtues des lettres Y et S entrelacées les sociétés Metal Moda et Montague Burton ont commis des actes d'imitation illicite de la marque n° 277 381/1 049 092 dont est titulaire la société Yves Saint Laurent.

» Leur fait défense d'utiliser le signe dont s'agit sous quelque forme et à quelque titre que ce soit sous astreinte. »

» Fixe à 50 000 F le montant de la réparation due.

Arrêt de la Cour : « Confirme le jugement en toutes ses dispositions attaquées en élevant toutefois le montant de l'indemnité à 100 000 F. »

Pour extraits certifiés conformes, MOREAU, avoué à la Cour.

patient doit être absolu », a déclaré M. Barzach. L'Irak est, semble-t-il, le seul pays à imposer un dépistage obligatoire aux frontières pour toute personne désirant y séjourner au moins cinq jours. Mais, au cours du symposium, qui était réuni à huis clos, le représentant d'un pays africain a reconnu que, « à titre temporaire », des tests de dépistage « clandestins » étaient pratiqués dans son pays, dans le seul but de « connaître l'incidence exacte de la maladie ».

La plupart des participants au symposium se sont félicités du rôle de coordonnateur joué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la lutte contre le SIDA. Le docteur Jonathan Mann, qui dirige à l'OMS le programme spécial de lutte contre la maladie, a contesté les informations parues dans le Monde du 23 octobre selon lesquelles, lors de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies qui a lieu actuellement à New-York, plusieurs pays africains se sont opposés au renforcement du rôle de l'OMS dans la lutte contre le SIDA. « Tout est réglé, il n'y a plus de problème », a affirmé le docteur Mann, indiquant que la résolution finale qui devait être présentée le lundi 26 octobre en altérail.

F.N.

EN BREF

● La Maine-et-Loire refuse les déchets nucléaires. — Les habitants de huit communes de Maine-et-Loire, consultés le dimanche 25 octobre par référendum, ont repoussé à une écrasante majorité des suffrages exprimés le projet de stockage de déchets radioactifs dans la région de Segré. Il s'agit d'un des quatre sites retenus en France pour l'étude du stockage à grande profondeur de déchets radioactifs à vie longue.

● CNOUS : l'UNI conserve son second siège. — Le nouveau scrutin organisé, vendredi 23 octobre, pour l'élection des représentants étudiants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) n'a pas modifié le résultat du vote de mai dernier, qui avait été contesté devant le tribunal administratif sur recours du CELF (Collectif des étudiants libéraux de France). L'UNEF indépendante et démocratique confirme sa prédominance avec 56 voix et trois sièges, comme en mai. L'UNI (Union nationale interuniversitaire) en passant de 24 à 27 voix, conserve le second siège, qui ne lui avait été attribué qu'au bénéfice de l'âge. Le CELF reste à égalité avec l'UNEF-solidaire étudiante avec 23 voix et un siège tandis que la liste « indépendante » garde un siège avec 16 voix.

LOTO		Tirage du samedi 24 octobre 1987	
12	30	33	37
38	40	34	
PROCHAIN TIRAGE, EN DEROULE SUR 351			
ET SANS 21 OCTOBRE 1987 A 20 H 30			
TIRAGE SUR 49 NUMÉROS			
A LA SORTE IMMÉDIATE			
6 BULETIN	3 009 385,00 F		
5 BULETIN	98 780,00 F		
4 BULETIN	8 670,00 F		
3 BULETIN	1 400 075		
TIRAGE DU SAMEDI 24 OCTOBRE			
5 BULETIN COMPLET, TIRAGE 25 OCTOBRE			
TIRAGE SUR 49 NUMÉROS			
33 MILLIONS			
A LA SORTE IMMÉDIATE			

JEU GAGNANT		N° 43	
LOTO SPORTIF			
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ÉDUCATION

Les directeurs des IUT d'informatique demandent une troisième année

L'Europe et l'échéance de 1992 ont été évoquées dans plusieurs rencontres d'enseignants, d'étudiants et de parents qui ont eu lieu pendant le week-end.

Les directeurs des départements d'informatique des instituts universitaires de technologie, réunis à Villeurbanne (Rhône), souhaitent que ces établissements puissent créer une troisième année, de façon que la France dispose d'un diplôme technologique au niveau bac + 3, comparable à celui qui existe dans de nombreux pays européens. Une telle formation répondrait, estiment-ils, au vœu des élèves et aux attentes de nombreuses entreprises. Une troisième année de spécialisation (en intelligence artificielle, robotique ou synthèse d'images) existe déjà dans six IUT (Orsay, Villeurbanne, Clermont-Ferrand, Metz, Montpellier, La Rochelle), et celui de Lyon devrait inaugurer une année spéciale en janvier. Plus de la moitié des trente départements d'informatique des IUT auraient de tels projets, en dépit de la résistance opposée, semble-t-il, par le CNRF, pour des raisons de sélectivité.

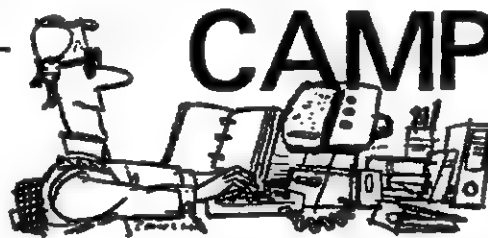
Favoriser les jumelages

Les directeurs de départements d'informatique ont annoncé d'autre part, pour le 17 novembre,

une « Journée de mobilisation », pour protester contre l'inculpation de M. Claude Christment, professeur d'IUT, accusé d'avoir effectué des copies de logiciels.

« L'Europe universitaire, le défi de la qualité », tel était le thème du congrès du Collectif des étudiants libéraux qui s'est réuni à Clermont-Ferrand. Le CELF met notamment l'accent sur l'harmonisation de l'organisation et du contenu des études, la reconnaissance globale des équivalences de diplômes, la mobilité des étudiants et des enseignants, et l'apprentissage des langues. Il propose la création d'un « bureau européen des universités », qui serait un intermédiaire entre tous les établissements, pour favoriser les jumelages et les échanges d'informations, gérer les problèmes de mobilité et favoriser les procédures de reconnaissance des diplômes.

M. Jacques Hui, président de la fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), a déclaré à Lille, au cours du congrès régional de cette organisation, que « le système socio-éducatif français doit absolument évoluer, dans la perspective de la construction de l'Europe ». Il estime notamment qu'il faut « élargir, dans une perspective européenne, l'enseignement de l'histoire et celui des langues ».



Rouen, université câblée

L'UNIVERSITÉ de Rouen va installer un système « Voix, images, données » qui fera de Mont-Saint-Aignan le premier campus européen équipé d'un réseau fibres optiques dans sa totalité.

Conçu et mis en place par Mestra-Communications, ce système fonctionnera dès le printemps 1988 et permettra d'intégrer l'ensemble des transmissions téléphoniques et des données et images informatiques. Ce nouveau dispositif se substituera à l'ancien, devenu inefficace et coûteux par la multiplication des lignes autonomes. Il facilitera les communications externes et internes entre les différents services de l'université (UER, cités et restaurants universitaires, bibliothèques...). Il devrait conduire à une meilleure communication entre les chercheurs.

« Nous souhaitons », a dit M. Dominique Gambier, président de l'université de Rouen, lors de la présentation du système à la presse, que ce dispositif puisse être le départ d'un réseau de communications au-delà de l'université, vers nos partenaires qui sont le Parc d'activités technologiques (PAT) voisin, l'école supérieure de commerce, l'ADEPA et, à l'étranger, le campus américain, pour faire ainsi du plateau de Mont-Saint-Aignan un véritable pôle de la communication et de la technologie. » — (Corresp.)

E.B.

Les lipides en 92

Les étudiants de l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG) organisent, mardi 24 novembre à Paris, leur colloque annuel. Thème choisi cette année : « Lipides et alimentation animale ».

Les participants feront le point sur les dernières recherches, les techniques de production, les conséquences nutritionnelles pour l'homme et l'évolution de ce secteur avec l'ouverture du marché européen en 1992. (Bureau de colloque : Centre de Grignon, 78850 Thiverval-Grignon, tél. : (1) 30-54-45-14).

L'entreprise et la communication

L'équipe de recherche « Modes de vie, communication et développement » du CNRS organise un nouveau séminaire sur « L'entreprise et la communication » : thèmes, risques et limites. Dirigé par M^{me} Anne-Marie Laulan, présidente de la Société française des sciences de l'information et de la communication, il est

ouvert aux chercheurs et aux responsables des entreprises. Première séance : le 5 novembre de 10 heures à 13 heures à l'IRESCO sur : « Les lieux de la communication occultes dans l'entreprise ».

(Renseignements et inscriptions : IRESCO, 99-61, rue Pouchet, 75049 Paris Cedex 17, tél. : 46-25-11-60.)

M. Jacques Delors passe l'oral

M. Jacques Delors inaugure, mardi 29 octobre, à 15 h 30, les Rencontres 1987-1988 IEP-Sud-Ouest, à Bordeaux, avec le grand oral présidé par Franck de Bondt, journaliste à Sud-Ouest, et composé d'étudiants de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Ces Rencontres, dont c'est la quatrième édition, associent étudiants et journalistes pour interroger un ou des invités, au cours d'un grand oral, d'une « table ronde » ou d'une conférence. — (Corresp.) IEP, 484 Avenue, BP 101, 33400 Talence, tél. : 56-80-80-57.

ANALYSTE INFORMATICIEN EN 9 MOIS

FORMATION POUR CADRES ET JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (bac + 4 ans)
3^e session du 16 novembre 87 au 31 juillet 88
Métro Porte d'Orléans - Tél. 42-53-18-01

afc **epf**

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christine AUBREY et Pascal BONIFACE, ont la joie de faire part de la naissance de
Akhia,
le 19 octobre 1987.
104, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris.

— Bruno MERCIER, Florence SLOVE-MERCIER, Isma, Gaëlle et André, ont la joie d'annoncer la naissance de
Anne-Mahaut,
le 3 octobre 1987.

— Michèle LEVY André BOUZERAU et Basile, ont la joie d'annoncer la naissance de
Roujania,
Paris, le 14 octobre 1987.

— Hélène HAYAT-HART et Howard HART, ont la joie d'annoncer la naissance de
Sarah,
le 22 septembre 1987, à Santa-Monica.

— Nous apprenons le décès, survenu le 24 octobre 1987, à l'hôpital militaire de Val-de-Grâce à Paris, de
colonel (ER) Charles ARNOULD,
dont les obsèques seront célébrées le 29 octobre, à 8 h 30, au Val-de-Grâce.

(Agé de quatre-vingt-sept ans, ancien officier de cavalerie, Charles Arnaud est né, en 1940, dans la Somme, au château des Dunes et sur la Meuse contre les troupes allemandes. À l'indépendance, il rejoint le réseau de résistance libération. Il organise notamment les réseaux vespéraux. En septembre 1944, cependant, le capitaine Arnaud accepte de déposer les armes, avec ses deux cent cinquante hommes, dans le département des Ardennes, qui se trouvent alors sous l'occupation allemande, dans la région de Gendrey-le-Bois (Vosges) et qui manœuvrent d'un flanc les habitants. Fait prisonnier avec ses hommes, il est condamné à mort et déporté avec eux à Sobibor, Neuengamme et à Dachau. Cont le sort de ces résistants ne reviennent pas.

Président de l'Association des anciens déportés de Dachau et de l'Association des résistants militaires de la Résistance, le colonel Charles Arnaud était grand-officier de la Légion d'honneur.)

— M^{me} Jean-Pierre Chauvet, Ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. Jean-Pierre CHAUVET, conseiller des affaires étrangères, ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer,
survenu le 12 octobre 1987, à l'âge de cinquante-trois ans.

Une messe sera dite pour le repos de son âme, le jeudi 29 octobre 1987, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e.

40, boulevard de la Libération, 92370 Chaville.

— Sa famille Et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de
Suzanne DAUMAS, née Degès.

L'inhumation a eu lieu à Montparnasse, le 20 octobre 1987.

— On nous prie d'annoncer que
Raymond Michel HUTTEAU a quitté les siens le 18 octobre 1987.

Sa femme, Ses enfants, Sa petite-fille ne désirent rien d'autre que le silence.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 60 F
Albums 60 F
Communications diverses 72 F
Renseignements : 42-47-95-03

RÉGÈNE DESFORGES GENEVIEVE DORMAÏN signent leur ouvrage
MARQUIERS
Éditions Albin Michel et la
CANEVAS - ORSAY
(édition M.C. - R.M.N.)

le jeudi 29 octobre de 18 h à 21 h à la librairie du musée d'Orsay (entrée par le quai)

— M^{me} André Lambert, M. et M^{me} François-André Lambert, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Pierre Court et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond Lambert et leur fille, M^{me} Jacques Lambert, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. André ISAMBERT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, secrétaire général de la Haute Commission d'occupation de l'Allemagne (1920-1925), président fondateur à la CGE de l'électro-énergie (électrobenne) (1925-1958), directeur des Nouvelles Cahiers (1937-1940), président de l'École des parents et des éducateurs (1948-1958), président fondateur de la Fédération internationale pour l'éducation des parents (1964-1973).

leur épouse, leur beau-père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,

survivent pieusement le 19 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 23 octobre, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Orgeret.

Il est inhumé au cimetière d'Orgeret.

51, rue de la Chapelle, 75020 Paris.
122, avenue Aristide-Briand, 92120 Montrouge.
5 bis, rue de Paris, 94470 Boissy-Saint-Leger.

— Les conseils d'administration Et le personnel de l'École des parents et des éducateurs, ont le très grand regret de faire part du décès de
M. André ISAMBERT,

leur président d'honneur, survenu le 19 octobre 1987.

Ses enfants, Alexandre Justit, Et Anne Salvi, Tous en famille, Et ses amis, font part du décès de
M. Siegfried SALVI,

survenu le 21 octobre 1987, à l'âge de cinquante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-parisien, le mardi 27 octobre à 14 h 15.

— M^{me} Jean-Pierre Chauvet, Ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. Jean-Pierre CHAUVET,

survenu le 12 octobre 1987, à l'âge de cinquante-trois ans.

Une messe sera dite pour le repos de son âme, le jeudi 29 octobre 1987, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e.

40, boulevard de la Libération, 92370 Chaville.

— Sa famille Et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de
Suzanne DAUMAS, née Degès.

L'inhumation a eu lieu à Montparnasse, le 20 octobre 1987.

— On nous prie d'annoncer que
Raymond Michel HUTTEAU a quitté les siens le 18 octobre 1987.

Sa femme, Ses enfants, Sa petite-fille ne désirent rien d'autre que le silence.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 60 F
Albums 60 F
Communications diverses 72 F
Renseignements : 42-47-95-03

RÉGÈNE DESFORGES GENEVIEVE DORMAÏN signent leur ouvrage
MARQUIERS
Éditions Albin Michel et la
CANEVAS - ORSAY
(édition M.C. - R.M.N.)

le jeudi 29 octobre de 18 h à 21 h à la librairie du musée d'Orsay (entrée par le quai)

— M^{me} André Lambert, M. et M^{me} François-André Lambert, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Pierre Court et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond Lambert et leur fille, M^{me} Jacques Lambert, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. André ISAMBERT,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, secrétaire général de la Haute Commission d'occupation de l'Allemagne (1920-1925), président fondateur à la CGE de l'électro-énergie (électrobenne) (1925-1958), directeur des Nouvelles Cahiers (1937-1940), président de l'École des parents et des éducateurs (1948-1958), président fondateur de la Fédération internationale pour l'éducation des parents (1964-1973).

leur épouse, leur beau-père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,

survivent pieusement le 19 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 23 octobre, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Orgeret.

Il est inhumé au cimetière d'Orgeret.

51, rue de la Chapelle, 75020 Paris.
122, avenue Aristide-Briand, 92120 Montrouge.
5 bis, rue de Paris, 94470 Boissy-Saint-Leger.

— Les conseils d'administration Et le personnel de l'École des parents et des éducateurs, ont le très grand regret de faire part du décès de
M. André ISAMBERT,

leur président d'honneur, survenu le 19 octobre 1987.

Ses enfants, Alexandre Justit, Et Anne Salvi, Tous en famille, Et ses amis, font part du décès de
M. Siegfried SALVI,

survenu le 21 octobre 1987, à l'âge de cinquante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-parisien, le mardi 27 octobre à 14 h 15.

— M^{me} Jean-Pierre Chauvet, Ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. Jean-Pierre CHAUVET,

Important centre de
d'un grand groupe
Rockwell

Jeune ingénieur électrotechnicien

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à combustion interne.

Une entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation de machines à vapeur et de moteurs à

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important centre de recherches
d'un grand groupe nationalisé
recherche

Jeune ingénieur électronicien

Pour s'intégrer dans une équipe dynamique chargée de la conception de nouveaux systèmes dans les domaines de la transmission d'informations et de la robotique pour engins mobiles. Ces études déboucheront sur des équipements industriels mis au point en liaison avec les utilisateurs.

Une formation d'ingénieur diplômé, de très bonnes connaissances en électronique analogique et numérique (circuits et systèmes) sont indispensables.

Une première expérience en télétransmission, ou des notions en radio fréquence seraient appréciées.

Poste à 50 km de Paris. Possibilité logement de fonction. Rémunération selon expérience.

Ecrire sous réf. 43 A 787-M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GÉNÉRALE DE TRANSPORTS
ET D'INDUSTRIE
16000 personnes, leader européen
recherche

Responsables de services marketing et commerciaux

Au sein de filiales à taille humaine, rattachées au Directeur de celles-ci et faisant partie du Comité de Direction, ils ont une activité complète : études des marchés, conception des services adaptés aux besoins, qualité des prestations, promotion des ventes, relations avec les collectivités locales. Ils animent une équipe et sont responsables du chiffre d'affaires.

Ces postes particulièrement vivants, impliquent qualités de terrain et de conception, conviendront à des candidats ESC ou équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, dynamiques, créatifs et de bon contact. Réelles possibilités d'évolution dans un groupe leader.

Actuellement, les postes à pourvoir se situent à :

- Caen
- Chartres
- Metz

réf. 39 A 764-7M
réf. 39 A 766-7M
réf. 43 A 800-7M

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Pour une carrière en entreprise

Audit... aujourd'hui Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, poursuivant son développement tant sur le plan international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP, MBA.

Le poste proposé au sein du holding permet :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ;
- de participer aux études liées à l'organisation financière du Groupe ;
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 43 A 801-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Société Industrielle Française. 550 personnes. 210 millions de chiffre d'affaires, dont 40 % à l'EXPORT, filiale d'un groupe américain, spécialisée dans la METALLURGIE HAUTE TECHNOLOGIE, pour poursuivre le développement de ses EXPORTATIONS, recherche :

Jeune Responsable de Zone Export Europe

A cet Ingénieur Commercial, seront confiés les marchés de la Zone ANGLETERRE, IRLANDE, NORVEGE pour développer les Ventes en animant un réseau d'Agents exclusifs et en direct auprès d'une clientèle diversifiée. Le candidat recherché, Ingénieur (Mines, INSA, ECAM, ICAM, Arts et Métiers) avec une formation commerciale ou marketing complémentaire, devra posséder une excellente connaissance du contexte britannique. Il aura une parfaite maîtrise de la langue anglaise ; une bonne pratique de l'Allemand est souhaitée ; la connaissance de l'Italien sera appréciée. Ce poste conviendrait à un ingénieur débutant ou ayant une expérience d'une ou deux années dans un poste similaire sur l'un des pays de la Zone.

Responsable de Zone Grand Export

A cet Entrepreneur/Négociateur, seront confiés les marchés de la Zone CORÉE, SINGAPOUR, MALAISIE/INDONÉSIE, CHINE pour accroître les Ventes, rechercher de nouveaux Agents, assurer un flux permanent d'affaires. Le candidat recherché, âgé de 27 ans environ, doit avoir soit une formation Ingénieur (Mines, INSA, ECAM, ICAM, Arts et Métiers), soit une formation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...) avec une formation scientifique de base. Il aura une parfaite maîtrise de l'anglais ; une bonne pratique du Portugais est souhaitée ; la connaissance de l'Espagnol sera appréciée. Ce poste conviendrait à un jeune professionnel de l'export pouvant justifier de 2 ans environ de vente de produits industriels (si possible dans l'un des pays de la Zone).

Ces postes sont basés dans la proche banlieue parisienne et impliquent de fréquents déplacements à l'étranger. Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous référence choisie.

CREA
CONSULTANTS

Créative Resources for European Access conseil en ressources humaines 4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

CHEF DE PRODUCTION

Cette société filiale d'un important groupe industriel est spécialisée dans le domaine des produits destinés au bâtiment. Elle possède une division "polyester" qui fabrique des produits de couverture et de bardage.

Le Chef de Production de cette division assure la responsabilité de l'ensemble des productions, ce qui implique une responsabilité technique (qualité, amélioration process), une responsabilité humaine (animation des équipes et organisation des ateliers) d'environ 40 personnes et une responsabilité économique (budget, coût de production).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (25 ans minimum) possédant une expérience de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel dans des fonctions de production et de fabrication. La connaissance des techniques liées aux automatismes serait vivement appréciée.

La poste est basée dans la région de Tours.

Les perspectives d'évolution au sein de la société ou du groupe sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 8/135 AA à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Filière à 100 % du
4^e groupe financier U.S.
MANUFACTURERS
HANOVER BANK/
FRANCE offre aux
grandes entreprises
une large gamme de
services financiers.
Nous souhaitons intensifier nos efforts dans les secteurs ingénierie financière et produits nouveaux et recherchons

RESPONSABLE RELATIONS MULTINATIONALES

Pour assurer le développement de votre carrière, vous souhaitez rejoindre une équipe internationale responsable des relations multinationales avec les multinationales. Vous avez une expérience de 5 à 7 ans en milieu bancaire international, ou vous êtes intéressé aux nouvelles techniques bancaires tant sur le plan de la gestion des opérations de change, SWAPS... que de l'ingénierie financière.

Notre filiale, basée à Paris, vous offre une opportunité de développer votre capacité d'adaptation aux méthodes de travail multinationales : en effet, au sein de notre banque, vous serez amené à négocier et monter d'importantes opérations en liaison étroite avec les multinationales du groupe.

Vous souhaitez exercer une responsabilité : merci d'adresser votre lettre manuscrite, photo et prétentions, à MANUFACTURERS HANOVER BANK/FRANCE - 10, rue de Valenciennes - 75008 PARIS.



CHEF DE PRODUIT

DEVENEZ LE CRACK DES CRACKERS

Diplômé(e) d'une ESC, vous possédez déjà une expérience Marketing d'environ 3 ans, complétée dans l'idéal par une pratique de la vente. Vous savez conduire les analyses, vous êtes de ceux qui passent à l'action, en motivant leur entourage. Maîtrisant l'anglais, vous ajoutez à toutes ces qualités dynamisme et enthousiasme.

Alors venez gérer et développer notre gamme de CRACKERS (500 millions de francs de CA, 50 % du marché des Biscuits à apéritif). Nous vous confierons l'animation et la coordination

des services internes (production, vente, achats, R & D) et des prestataires extérieurs (Agences de Publicité, packaging, promotions...). A vous de manager le développement des nouveaux produits et d'optimiser un budget publicitaire important. Nos structures souples vous permettront d'exercer des responsabilités importantes sur un budget d'envergure, tout en bénéficiant au sein du groupe Nabisco Brands France, des compétences marketing d'une équipe très professionnelle.

Faites part de vos motivations, sous réf. CP/MO 87 à Bernard FRANOT - NBF - BP 83 - 91003 Evry Cedex.



CÔTE D'AZUR

Organisme du Ministère de la Défense Nationale évoluant dans des techniques de pointe (système de défense antiaérien) recherche

Deux jeunes ingénieurs électroniciens ESE, ESTA, ENST, ISEP...

- Le premier poste recouvre la responsabilité dans la définition, la réalisation et l'interprétation d'essais de radars de veille ainsi que le choix des moyens mis en œuvre (matériels et logiciels). Cette fonction suppose des contacts fréquents avec les industriels constructeurs dès la phase de développement. Une formation en radar et des connaissances dans le domaine du traitement signal seraient appréciées.

réf. 43 A 803-7M

- Le deuxième poste concerne la participation aux études et aux essais d'intégration de divers capteurs (équipements infrarouges, détecteurs, radars...) dans les systèmes de veille des futurs bâtiments de la Marine Nationale. Outre des connaissances dans le domaine des radars et du filtrage, il implique des compétences en informatique pour la définition des logiciels d'exploitation.

réf. 43 A 782-7M

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour ces deux postes.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



SETOR

Bureau d'Etudes Béton Armé
recherche pour créer et animer sa filiale
à NOUMEA (Nouvelle-Calédonie)

INGÉNIEUR ECP, INSA ou équivalent

2 ans expérience B.E. souhaitées.
Rémunération et avantages selon profil.

Ecrire SETOR-SETI, B.P. 63, 13275 MARSEILLE CEDEX 09.

هكذا من الامم

Le Monde CADRES

La Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



POLE INDUSTRIEL

LEADER MONDIAL sur le marché des produits diélectriques de haute technicité et des produits pour emballages spéciaux.
LEADER EUROPEEN sur le marché des produits : autocapteurs, optiques et médicaux à usage unique.
FILIALES aux USA et au JAPON.
2 000 personnes. CA 1,5 MILLIARDS DE FRANCS dont 85% à l'EXPORTATION.

DIVISION CONDENSATEUR ET EMBALLAGES SPECIAUX

Notre division condensateur est N°1 mondial dans sa spécialité (films et films métallisés) et voit son développement s'accroître. Cette année nous investissons 170 MF pour accroître nos capacités et réimplanter notre service commercial en Bretagne. Dans ce cadre, nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

basé à QUIMPER

Il est responsable de l'ensemble du CA du secteur (500 MF), anime son équipe et assure des contacts de haut niveau avec l'ensemble de la clientèle mondiale. Il rapporte au directeur de division.
Le candidat recherché est issu d'une école supérieure de commerce et de gestion, a au moins 35 ans et 5 ans d'expérience, dont quelques années à l'exportation de produits industriels, il parle anglais couramment.
Salaire attractif en fonction de l'expérience.
Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions à Direction du Personnel
BOLLORE TECHNOLOGIES - BP 607 - 29195 QUIMPER CEDEX.

UNE PRESENCE MONDIALE

La MAIF CA 5 milliards de F, 4 000 personnes

créée, au sein de son service communication, le poste de

RESPONSABLE COMMUNICATION INTERNE H/F

Après une courte période d'intégration, le responsable recherché aura pour missions principales de proposer au responsable de la Communication et à la Direction générale les lignes directrices de la politique de communication interne, et à mettre en œuvre au niveau de l'ensemble de la société (siège, 5 centres et 126 délégations départementales) les options retenues, par les moyens existants (journal d'entreprise) ou qu'il jugera adaptés.
Ce poste, d'une importance stratégique réelle, requiert de fortes capacités conceptuelles et d'initiative, une évidente aisance dans les contacts à tous niveaux, un goût affirmé pour l'organisation et le travail d'équipe, et d'excellentes qualités rédactionnelles.

Il s'adresse à un candidat âgé de 30-35 ans, de formation supérieure (bac + 5 ou équivalent, avec spécialisation dans les sciences et techniques de la communication), justifiant au minimum d'une première expérience réussie dans le domaine de la communication d'entreprise. La rémunération ainsi que les possibilités d'évolution, à terme, de la fonction seront à la mesure de la compétence de son titulaire.
Le poste est basé à Niort.

Merci d'adresser, sous quinzaine, une lettre manuscrite + CV + photo, sous référence CIMO, à Jean-Marie GUILHOT - MAIF - 79038 NIORT CEDEX.

Société de promotion immobilière
située à Paris-8^e
spécialiste d'opérations de bureaux de prestige

ASSISTANT POUR SON DÉPARTEMENT « PROJECT MANAGEMENT »

- Vous avez 35 ans environ, vous êtes architecte ou vous en avez la formation.
- Vous avez déjà suivi des chantiers de rénovation de bureau.
- Vous avez de bonnes connaissances en structures, mécanique et électricité du bâtiment.
- Vous avez une forte personnalité mais vous savez aussi ne pas en abuser.
- Vous pourrez alors suivre nos projets de la conception à la livraison aux utilisateurs.
- Une bonne connaissance de l'anglais (parlé, écrit) vous permettra de dialoguer avec nos partenaires internationaux.

Cet emploi évoluera vers un poste de project manager.

Adresser c.v., photo et prétentions sous n° 8107

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, PARIS-7^e.

Lyon

Jeune collaboratrice de haut niveau

Notre société de conseil en ressources humaines connaît, depuis sa création, un développement important. Nous sommes conduits à étoffer notre équipe et recherchons une nouvelle collaboratrice

Vous participerez étroitement à la vie du cabinet et prendrez en charge un certain nombre de responsabilités liées au déroulement des missions (recherche d'informations, exploitation de documents et contacts téléphoniques). Vous vivrez avec nous la mise en place de l'information et aurez en charge la gestion des informations et de la documentation.

Vous avez 25-30 ans et une formation supérieure (Bac +2 minimum). Votre première expérience en entreprise vous a permis de mettre en pratique votre sens de l'initiative, votre dynamisme et votre vivacité d'esprit.

Rigueur, fiabilité et sens développé du service sont les atouts indispensables pour réussir dans notre métier.
Merci d'adresser CV photo et rémunération actuelle sous réf. 311, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

par voie de détachement ou de contrat

UN DIRECTEUR

pour le service départemental d'action économique

FONCTIONS :

- Analyse de la vie économique du département, rassemblement et étude des données en matière financière, technique, commerciale, de formation et d'emploi ;
- Mise en œuvre des décisions du département en matière économique ;
- Rôle d'intermédiaire en matière de formation professionnelle (relations avec les entreprises et organismes de formation, recensement des besoins et des formations existantes).

CONDITIONS :

- Par voie de détachement :
- Être titulaire d'un grade conférant un indice de début de carrière égal au minimum à l'indice brut administratif 701.
- Par voie de contrat :
- Être titulaire au minimum d'un bac + 4, et justifier d'une réelle expérience dans ce domaine.

Les dossiers de candidatures comprennent :

- Une lettre motivée accompagnée d'un c.v. ;
- La photocopie du dernier arrêté de promotion ou celle des diplômes ;
- Une photographie d'identité ;

devront parvenir à l'adresse suivante au plus tard le :

LUNDI 30 NOVEMBRE 1987

dernier délai, le cachet de la poste faisant foi :
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du personnel départemental, bureau de recrutement, pièce 404, avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRETEIL CEDEX.

Dans le cadre de son développement, institut de formation, leader dans son domaine

recherche

UN RESPONSABLE MARKETING-VENTE (H/F)

MISSION : en relation avec la direction générale.

- Définir et mettre en œuvre la stratégie marketing et commerciale.
- Établir et suivre des contacts techniques et commerciaux de haut niveau.

PROFIL : Formation ingénieur ou équivalent.

Exercant depuis environ 3 ans une fonction commerciale dans le domaine de l'automatisme ou de l'instrumentation.
Personne d'initiative sachant motiver et mobiliser.
Disponible.
35 ans environ.

POSTE BASÉ dans les Bouches-du-Rhône.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente,

Cabinet SEP - ATTY/Elisabeth LALLEMENT

51, rue des Tables-Claudiennes, 69001 LYON.

DEVEZ-VOUS ÊTRE UNE PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNICATION

Vous avez fait des études supérieures d'économie, de langues, de lettres... et vous êtes attirée par le domaine de la communication.

La Préfecture de Paris vous offre la possibilité de valoriser votre culture en intégrant le Programme COM-TEL de l'Institut TELESYSTEMES qui prépare aux fonctions de

"Consultant en communication"

Ce Programme est une formation de 7 mois au management, à l'organisation et aux techniques informatiques et de communication.

Ce Programme est entièrement financé et rémunéré par l'Etat.

Envoyez votre CV à :
l'Institut TELESYSTEMES (M. COM-TEL)
11/15, rue Sarrette - 75014 Paris
Tél. : (1) 43.20.14.26

AIR INTER

GESTION RESSOURCES HUMAINES

NOUS AVONS POUR OBJECTIF de développer les ressources humaines de l'entreprise : plus de 8 000 collaborateurs dont 300 cadres, et voulons renforcer l'équipe GESTION PREVISIONNELLE du personnel par un CADRE EXPERIMENTE

CADRE EXPERIMENTE

Fortement motivé par cette activité, vous souhaitez prendre directement en charge des missions de recrutement et d'orientation, et participer à des études sur les fonctions et les carrières.

Vous avez une formation supérieure préparant à la Fonction Personnel, complétée par une formation économique et une expérience de 2 ans minimum dans le recrutement.

Cette annonce vous concerne.

Le poste est basé à Orly.

Adressez votre CV, photo et prétentions, sous la référence DP1, au Département Carrières et Emploi - AIR INTER - 1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91551 PARAY-VEILLE-POSTE Cedex.

PORON

absorba

INGENIEUR LOGISTIQUE

CHARGE ETUDES - ORGANISATION Troyes

La maîtrise de notre expansion passe par l'optimisation des flux et des procédures. Nous réalisons 560 MF de CA, dont 50% à l'export.

Notre Directeur de la Logistique souhaite intégrer un diplômé Ingénieur CENTRALE - SUPÉLEC - ARTS & MÉTIERS - INSA (option informatique), dont la préoccupation permanente sera l'analyse et la reforme des schémas de circulation des flux sur l'ensemble du processus de production, jusqu'au stockage et à l'expédition, et depuis la commande jusqu'à la livraison.

Il aura 3 ou 4 années d'expérience de la fonction, dans un environnement fortement informatisé. Toutefois, un débutant pourvu d'un diplôme de 3^e cycle en logistique.

Homme de communication, il a le sens de l'organisation, des priorités, il est l'interlocuteur privilégié des autres services de la société.

Le poste sera rendu évolutif à tout candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 906 M1, à Chantal CARLIN - KEY MEN
10 rue de Rome - 75008 PARIS - en précisant votre niveau de représentation actuelle.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

INGENIEUR D'AFFAIRES INTERNATIONALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NANTES

A Nantes, le Centre Atlantique de Commerce International et la Zone Internationale Atlantique deviennent un axe pôle d'échanges. Ils concentrent les moyens des entreprises et des collectivités de la Basse-Loire.

Une équipe autonome est chargée de l'international : elle prépare, coordonne et entreprend. Sur les pistes ouvertes par les consultants en mission à l'étranger, il faut capter des opportunités d'investissement et d'affaires, puis les implanter dans notre région. Pour compléter cette équipe d'ingénieurs, de juristes et de linguistes, se crée un poste à dominante commerciale.

Agé de 25-32 ans au moins, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, notre candidat présente une expérience réussie de l'ouverture ou du développement d'affaires internationales, de préférence en entreprise industrielle. D'un bon niveau d'expertise, il est aussi clairvoyant et réaliste. Une bonne connaissance des U.S.A. ou du Japon est nécessaire. La pratique de l'anglais est indispensable.

Rémunération : 250 - 300 KF.

Poste basé à Nantes avec déplacements à l'étranger.

Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous la référence EXP 8733 M à notre Conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic 44000 NANTES. Permanence téléphonique au (01) 40.89.63.04.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Le Groupe de CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE recherche un

DELEGUE REGIONAL

POUR SA REGION MIDI-PYRENEES

qui sera chargé :

- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les 5 départements rattachés à la Délégation.
- d'informer et d'apporter son aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi.
- d'assurer le montage des dossiers d'animation et de suivi des entreprises.

Une formation supérieure est exigée, ainsi qu'une expérience commerciale ou bancaire, acquise de préférence dans le crédit aux entreprises.

Le poste est basé à AUCH et comporte des déplacements fréquents.

Adresser CV, prétentions et photo sous référence LARON 82 à : C.A. Gestion des Personnes - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.

INTERDITE

ANISME AG

CHARGE DE

RESPONSABLE

CONSEIL JUR

Banque

activités

immov

Responsable

JURIS

IL S'AGIT

Société de contrôle

dans le N

1 DIPLA

titulaire

LE MONDE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ORGANISME AGRICOLE

recrute
pour deux filiales à PARIS

CHARGÉ D'ÉTUDES

pour son secteur de conseil et d'étude en matière économique, financière et commerciale touchant l'agriculture et son environnement économique.

Ingénieur Agri-Agro spécialisé en commerce et gestion. Débutant ou première expérience en entreprise.

RESPONSABLE FORMATION

pour son centre de formation de chefs d'entreprise et de techniciens agricoles.

Formation supérieure (bac + 4).

Connaissance de l'entreprise agricole. Sans de contact.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous le n° 8120 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Cabinet d'expertise comptable et de conseil pérenne en pleine expansion recherche un(e)

CONSEIL JURIDIQUE

ayant une expérience minimum de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection.

L'objectif que nous poursuivons, est une association à court terme.

Envoyer lettre manuscrite de candidature et C.V. s/réf. 1808, à PIERRE LEBLANC, 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

BIENS D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

Leader dans notre domaine, notre société (1800 personnes) a une forte expansion, de bons résultats et, étant indépendante, ses circuits de décision sont courts et ses cadres sont réellement responsables. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons.

• Le Directeur commercial d'une de nos filiales (CA actuel 180 millions)

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, désireux et capable d'assumer des responsabilités complètes :

- marketing : participation à la définition des produits et à l'élaboration de la politique commerciale, détermination des objectifs, actions promotionnelles...
 - animation d'une équipe de ventes étroite;
 - contacts avec les grands clients.
- La réussite dans ce poste implique :
- une formation ESC ou équivalente;
 - environ 10 ans d'expérience dans un domaine équivalent (électroménager, ameublement, revêtements sols et murs...) impliquant l'animation d'équipes de vente et la connaissance des circuits de distribution;
 - un dynamisme commercial marqué allié à un sens aigu de la gestion.
- référence 43 A 777-7M

Ces deux postes se situent à Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

Ambition : Manager

Un groupe papeterier important propose à un Ingénieur débutant haut niveau (Centrale, Mines de Paris, Ponts...) des opportunités de carrière attractives favorisées par sa politique d'expansion.

Doté d'un large potentiel, il se verra confier auprès de l'équipe de direction d'une filiale industrielle performante une première mission : concevoir et mettre en œuvre, en fonction des besoins futurs de l'entreprise, les évolutions du plan informatique après avoir réalisé l'audit de l'organisation administrative et gestion.

Cette première étape, particulièrement formatrice quant à la connaissance et à la pratique des rouages d'une entreprise, lui donnera les bases nécessaires pour prouver sa valeur dans une responsabilité de management opérationnel dans l'une des sociétés du groupe.

Ecrire sous réf. 43 B 656-7
à Avenue SAINTAMARIA
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

Chef de produits

Un groupe européen produits grand public, marque renommée, recherche pour une de ses filiales françaises (CA 350 millions) un Chef de Produits confirmé.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant 3 à 4 ans d'expérience marketing, capable de gérer et de développer une gamme de produits au sein d'une équipe marketing jeune et performante. Connaissance de l'anglais ou allemand nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 43 A 802-7M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

Banque, nouvelles activités de marchés... innover, construire

Contribuer à la réussite de la diversification d'une banque de grande notoriété, concevoir et optimiser de nouveaux produits financiers, tel est le challenge proposé à un :

Responsable études et développement

Interface entre la Direction Générale, le Responsable Commercial et la salle des marchés, il est responsable de l'étude des nouveaux produits de marché, arbitrages et services à la clientèle.

Il audite et perfectionne les moyens de contrôle en liaison avec les informaticiens.

Diplômé d'une Grande Ecole (X, Centrale, Sup'agro...), il a une bonne connaissance des nouveaux produits, acquise idéalement dans le bureau d'études d'une banque, d'un agent de change.

D'une grande rigueur intellectuelle, il est créatif et pédagogue.

Ecrivez sous référence 71005/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

JURISTE SOCIAL : IL S'AGIT D'ASSURER...

Quoi de plus normal dès lors que notre groupe compte parmi les plus importants de son secteur d'activité ?

Rattaché au responsable des affaires juridiques et sociales, vous l'assisterez dans 2 grands domaines :

- JURIDIQUE : • préparation des négociations et des accords (accords d'entreprise, droit syndical, accords des salariés...)
- gestion des dossiers
- suivi des conventions collectives

- SOCIAL : • suivi de la législation et de sa bonne application
- suivi des contentieux

Jeune juriste de formation (27 ans environ), votre expérience (2/4 ans) en entreprise ou cabinet vous encourage à postuler valablement. Cette expérience a aiguisé vos qualités d'analyse, de réflexion.

Vous estimez enfin qu'un travail d'équipe profite à l'ensemble de votre mission.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo et d'une lettre mentionnant votre salaire actuel sous référence 137Q à notre Conseil HB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

Société de contrôle technique fortement implantée dans le Nord de la France, recherche

1 DIPLOMÉ Hygiène et Sécurité possédant 2 à 3 ans d'expérience minimum. Débutant s'abstenir, on

TITULAIRE d'une maîtrise d'ergonomie

En plus des contrôles techniques dont il aura la responsabilité, il assurera des missions et sera chargé, s'il s'en montre capable, du développement de notre service au sein de la région Picardie après un passage dans notre direction régionale Nord.

Réponse rapide souhaitée. Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/réf. 8117 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

Jeune Chef de Marché Export, donnez du punch à nos ventes !

De formation supérieure commerciale, vous avez une expérience de 3 ans, ou plus, en vente, marketing ou fonction export ; si l'agro-alimentaire vous est familier, c'est encore mieux ! Vous pratiquez couramment l'anglais et si possible l'espagnol.

Votre sens de l'autonomie et de la créativité n'est plus à démontrer, et vous êtes très à l'aise dans les négociations.

Rejoignez-nous ! Nous sommes prêts à vous confier un poste d'envergure : vous prendrez en charge le marché Export de la zone Europe Sud (Espagne, Italie...), ainsi que l'activité DOM TOM.

Votre mission sera de développer les ventes pour chaque

zone (parts de marché, marges...). Pour ce faire vous déterminerez la politique de promotion adéquate. Vous animerez et motiverez sur place nos agents. Vous travaillerez en synergie avec les Directions Marketing des filiales, dans les pays concernés, pour faire évoluer nos produits.

Notre dimension internationale et notre ambiance novatrice vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Bernard FRANOT attend votre candidature sous référence CM/MO 87 à NBF - BP 63 - 91003 EVRY Cedex.



Jeunes auditeurs

Dans le cadre de sa direction comptable de groupe, la banque PARIBAS recherche l'adjoint du responsable de la consolidation.

Outre la responsabilité opérationnelle du fonctionnement de la consolidation et de l'établissement des comptes consolidés de l'ensemble des filiales, le candidat participera à l'élaboration et à la mise en place d'un nouveau système au sein du groupe.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure + DECS, il aura une expérience de 3 à 5 ans au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon et une bonne expérience des outils informatiques.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6990 à : Organisation et Publicité, 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PARIBAS

Pour faire face à son développement

et dans la gestion d'équipements en France et Outre-mer, recherche

INGENIEURS CHARGES D'OPERATIONS

répondant à l'un des deux profils suivants :

- soit une formation ingénieur (EST, INSA...) ayant des compétences dans le bâtiment pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de superstructures
- soit des gestionnaires (Sup de Co...) pour des opérations d'aménagement classique.

Postes à pourvoir : région parisienne, Centre, Sud-Ouest, Sud, Ouest, DOM-TOM. (réf. ED/19368).

NEGOCIATEURS FONCIERS

ayant de préférence une formation juridique et une première expérience dans le domaine foncier.

Postes à pourvoir : Nord, Est, Sud, Sud-Ouest, Guedeloupe. (réf. NF/19368).

GESTIONNAIRES DE SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION

justifiant d'une formation supérieure, de quelques années d'expérience de la gestion et de la connaissance du milieu local.

Postes à pourvoir : Est, Ouest, région parisienne. (réf. GSE/19368).

ECONOMISTES D'AFFAIRES

ayant l'expérience des montages d'affaires en milieu local et une bonne connaissance de l'entreprise. (réf. ED/19368).

Notre groupe offre des perspectives d'avenir à des candidats ambitieux désireux accéder à des postes de direction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, réf. choisie à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

هكذا من الاجل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Meneur d'hommes plein d'expérience... ...pour produits pleins d'assurance !

La trentaine ou un peu plus, vous avez prouvé que vous êtes fait pour le commercial, que vous l'avez découvert dans le secteur Banque-Assurances en promouvant des produits financiers, ou dans tout autre secteur. Vous savez animer un réseau. Vous êtes créatif et êtes capable de trouver des solutions originales pour lancer de nouveaux produits.

Voulez-vous prendre aujourd'hui en charge la totalité de la fonction et devenir notre

Directeur commercial - marketing

pour développer et diversifier notre fonds de commerce, pour concevoir, lancer et promouvoir de nouveaux produits, en imaginant de nouvelles formes de distribution ?

Nous sommes une COMPAGNIE D'ASSURANCE française, dynamique, filiale d'un grand Groupe Européen. Notre part de marché nous place dans le peloton de tête du secteur en France et nous voulons encore progresser... Nous vous offrons une gamme de produits performants, des responsabilités réelles, et un salaire à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), sous la référence C/DRLM, à notre Conseil Denis SEBOUE, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES



CHAUVIN BLACHE Ce laboratoire pharmaceutique possède, outre des départements de commercialisation France et international, un centre de recherche et une unité de production, soit 300 personnes dont 50 cadres.

Dans le cadre de son développement, il crée le poste de directeur des ressources humaines, rattaché au P.D.G.

pharmacie Ses deux principales missions sont la gestion administrative du personnel (paye, politique salariale, législation du travail...) et la mise en place de la communication interne au sein de la société (dans le but d'une entrée future sur le second marché de la bourse).

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (I.E.P., Sup de Co., Maîtrise de droit). Ils possèdent une expérience réussie de 5 ans comme adjoint au directeur des ressources humaines d'une société possédant si possible un centre de recherche et une usine.

Des compétences techniques, mais surtout des qualités de communication, le goût du travail en équipe sont déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 12/1761 F.A. :

EGOR BIOMEDICAL

8, rue de Barri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL RUSSIE CANADA JAPON

egor

Ingénieur commercial documentation technique

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DOCUMENTATION
EN EXPANSION

recherche

SPECIALISTE DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

pour développer l'action commerciale
à haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre de motivation + C.V. + photo)
à S.E.D. - 55, rue Benoît-Malon, 94250 GENTILLY.

CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes un cabinet de conseil et cherchons à étoffer une de nos équipes dynamiques, en pleine expansion. Vous êtes diplômé de psychologie, avec au moins 2 ou 3 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines (formation, conseil, recrutement, évaluation, commercialisation de services...). Vous aimez les contacts, l'autonomie, le travail en équipe. Vous êtes aussi sensible à la notion d'efficacité qu'à celles de qualité et d'éthique personnelle. Vous êtes positif et imaginatif. Vos fonctions chez nous seront variées et axées notamment sur le développement d'actions commerciales, des missions de conseil et d'évaluation, ainsi que sur l'animation de stages de formation. Veuillez adresser C.V. et lettre de candidature au journal en indiquant sur l'enveloppe, si nécessaire, les cabinets de conseil auxquels votre dossier ne doit pas être transmis. "Confidentialité garantie". Ecrire au MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy 75007 PARIS - Réf. 6987.



ECS, groupe international dans le domaine de la location d'ordinateurs IBM, recherche pour son département

Négoce International

de jeunes spécialistes du commerce international, attirés par ce métier original dans le monde de l'informatique.

Après une période de formation, nous vous proposerons d'assurer, à partir de Paris, la responsabilité des transactions d'achats et de ventes de matériels informatiques. A terme, des opportunités sont ouvertes en Europe ou en Asie.

De formation supérieure vous avez déjà une expérience de la négociation et maîtrisez parfaitement l'anglais. Une langue supplémentaire serait un atout appréciable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MR/815 à



Relations Humaines
15, rue Washington
75008 PARIS

Crédit National

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Juriste d'Affaires

Apporter vos conseils à nos différents services, et en particulier à nos Cadres Financiers. Participer au montage d'opérations nouvelles pour le Crédit National et ses filiales : fonds propres, crédit-bail, LMBO, rapprochement d'entreprises...

Cette mission, nous souhaitons la confier à un juriste de haut niveau, doté d'esprit critique et de créativité. Il devra posséder le doctorat en droit, bien maîtriser le droit des affaires et plus spécialement le droit des sociétés grâce à une expérience professionnelle de 5 à 10 ans acquise dans les services juridiques d'un établissement bancaire, d'une grande entreprise ou dans un cabinet juridique.

Parce que le Crédit National accorde une grande importance à ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique, 75000 PARIS.

MEDECIN

SERVICE "ESSAIS CLINIQUES RECHERCHE"

Ayant de préférence des connaissances en immunologie, en statistique médicale et parlant anglais.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 0420 à Lévi Tournay/Asscom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon qui transmettra.

CENTRE DE
RECHERCHE
recrute

TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

H/F

DUT informatique ou équivalent.

Expérience professionnelle 2-3 ans appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. 47585 à Consores Puchon - 3, rue Pierre Robin, 69383 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

Locations
ORION

recherche, pour son développement en France et à l'étranger.

directeur commercial adjoint

Il secondera le Directeur Commercial et animera les différentes équipes de vente aux particuliers, sociétés, professionnels du tourisme, collectivités.

Il attaquera les marchés nouveaux et négociera personnellement les contrats importants. Le candidat idéal à 30 ans. Il assume depuis quelques années des responsabilités d'encadrement au sein de l'équipe commerciale d'un grand groupe.

Il parle obligatoirement anglais et allemand. Des connaissances en espagnol et italien seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, Cur-Vitae, photo et présentations sous référence DCA, à Madame ROBIN, 37, rue de Surène - 75008 PARIS

MANAGEMENT DE L'EMPLOI

Consultant Senior en Recrutement

Le Groupe MILO intervient dans les entreprises pour les aider à concevoir et à réaliser leur stratégie de développement des Ressources Humaines.

Une équipe pluridisciplinaire et complémentaire de Consultants, à partir de techniques parfaitement maîtrisées, répond aux préoccupations de ses clients dans les domaines suivants : recherche, analyse et évaluation de potentiels, gestion des évolutions professionnelles, appréciation des performances, bilans professionnels, communication interne et institutionnelle, conseil en recrutement... L'équipe de Direction souhaite intégrer un Consultant Senior pour manager l'activité recrutement et participer au développement de l'ensemble des activités du groupe : son expérience opérationnelle du recrutement devra s'insérer dans une approche globale du management de l'emploi.

Il s'agit d'une opportunité très intéressante d'enrichissement de compétences pour un Consultant qui s'estimerait trop spécialisé.

Merci de nous écrire sous la référence 2029, pour un premier rendez-vous absolument confidentiel.

MILO Ressources Humaines
3, avenue des Ternes 75017 PARIS
Tél.: 47 64 05 18

PARIS - MILAN - MADRID



Marketing Achats

Nous recherchons un cadre connaissant bien le marché des COMPOSANTS ELECTRONIQUES.

Au sein de la Direction des Achats, il se verra déléguer les responsabilités principales suivantes :

- Participation aux décisions, dans le choix des composants électroniques, au niveau de la conception.
- Mise en place de la base de données permettant l'élaboration des DEVIS.
- Liaisons avec les fournisseurs, les ingénieurs d'études, les acheteurs.

La candidature souhaitée est celle d'une personne d'expérience, connaissant de façon approfondie le domaine des COMPOSANTS ELECTRONIQUES - actifs et passifs - et particulièrement intéressée par l'ensemble des phénomènes économiques liés aux approvisionnements.

De formation INGENIEUR, il aura déjà exercé des responsabilités similaires au sein d'une Direction Achats, Qualité, ou Recherche et Développement.

Notre entreprise, spécialisée dans la production de terminaux téléphoniques de haute technologie, est en expansion. Elle propose, à un candidat de valeur, une situation de travail attrayante, dans un secteur particulièrement porteur : celui des COMMUNICATIONS.

Ecrire à H.P.F. - Direction du Personnel
Avenue de Savoie - 74130 BONNEVILLE

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 291 à SYSECA SELECTION, 315, Bureau de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

PORTANTE SOCIÉTÉ

ADJOINT RESPONSABLE RECRUTEMENT FORMATION

Gestetner

2 ans

Participer au développement de la formation

Réf. 101

à l'adresse

de la

direction

des

recrutement

et de la

formation

de la

société

Gestetner

à

l'adresse

de la

direction

des

recrutement

et de la

formation

de la

société

Gestetner

à

l'adresse

de la

direction

des

recrutement

et de la

formation

de la

société

Gestetner

à

l'adresse

de la

direction

des

recrutement

et de la

formation

de la

société

Gestetner

à

l'adresse

de la

direction

des

recrutement

et de la

formation

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE,
RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL :ADJOINT AU
RESPONSABLE
RECRUTEMENT
FORMATION
(H/F)

Nous souhaitons rencontrer soit :

- un jeune professionnel ayant acquis, après un 3^{ème} cycle, une première expérience de la fonction (2 ans environ) en Entreprise ou en Cabinet.
- un jeune diplômé Gestion du Personnel (DESS Droit Social, DAUPHINE, GFFOP, CELSA, IEP, ESC...).

Rejoignant notre petite équipe de Gestion du Personnel, il participera activement :

- au recrutement des Ingénieurs et Cadres,
 - à la mise en œuvre de notre Communication Recrutement (annonces, messages institutionnels, relations écoles...),
 - à l'élaboration, au suivi de la politique de formation.
- Homme d'action et de communication, son implication et son goût des responsabilités lui permettront d'acquiescer la crédibilité nécessaire à son évolution.
- Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous réf. ACP-M à notre Conseil :

Publi-Marketing

156, boulevard Haussmann 75008 PARIS

Ingénieur travaux-neufs

Carrière de granulat - Mayenne - Cette PME de l'industrie extractive, filiale d'un groupe industriel diversifié, reconstruit entièrement ses installations pour faire face à l'évolution de ses marchés. Elle recherche, pour mener à bien un projet de 70 millions de francs, l'ingénieur qui sera responsable des études, des coûts, de la qualité et de la sécurité. Sous l'autorité du directeur général, l'ingénieur travaux-neufs participera à l'élaboration des cahiers des charges, à la mise au point des plans d'excavation et assure le suivi des travaux, la réception des matériels sur le site, la coordination des réglages ainsi que la mise en route des installations. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant une première expérience de la maîtrise d'œuvre de travaux importants incluant génie civil, charpentes métalliques, électricité moyenne et basse tension et automatismes. Une expérience dans l'industrie extractive est évidemment un atout. A terme de deux ans, à la fin du projet, une évolution est envisagée au sein du groupe soit vers un poste similaire soit vers une responsabilité opérationnelle dans une exploitation. Le poste est à pourvoir en Mayenne. Ecrire à PHL LESAGE en précisant la référence A/DZB94M. (PA Minéral 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.64

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION
DE L'ASSURANCE ET D'ORGANISATIONS
SOCIALES PROFESSIONNELLES,
soucieux de renforcer son image et ses parts de marché auprès de ses adhérents,
recherche leRESPONSABLE
DE SON SECTEUR
FORMATION AU MANAGEMENT

Avec une équipe de 3 formateurs responsables de lignes de stages, il :

- assurera avec succès des missions de conseil et d'assistance débouchant sur le développement des actions de formation au management (gestion des ressources humaines, animation des hommes, efficacité personnelle, action qualité...)
- animera et dynamisera son équipe en lui donnant le goût du challenge,
- négociera avec chacun, ses objectifs de résultats, ses budgets et plans d'action,
- organisera et managera les actions de promotion de son secteur en direction des adhérents.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant : environ 5 ans d'expérience orientée vers le management, la gestion des ressources humaines ; une formation de leader ; une grande capacité de communication ; une forte implication professionnelle ; et la disponibilité.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre manuscrit de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil sous référence RESM.2

ceforpe

marc forget
et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

COMMUNICATION par CABLE

Société Opératrice des Services de Communication
par Câble dans l'Est de la France recherche :RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER (AF)
et RESPONSABLE MARKETING (M)

MISSION : sous l'autorité du Directeur Général :

(AF) :

- Définir l'organisation et les méthodes de travail de Service Administratif et Financier
- Assurer la tenue et la qualité de la gestion comptable
- Intervenir en matière juridique (notamment en matière de contentieux, contentieux)

(M) :

- Analyser et faire valoir les besoins de public
- Définir, mettre en place et contrôler une politique de marketing et de vente de produits nouveaux
- Préparer des conférences de programmation

PROFIL :

(AF) :

- Expérience professionnelle certaine et diversifiée de gestion d'un service de direction (notamment gestion comptable)
- Connaissance approfondie de la gestion comptable
- Expérience d'encadrement d'équipe
- Niveau universitaire minimum
- 35 - 45 ans

(M) :

- Formation générale type HEC, ESC, IEP ou CP
- Niveau minimum pour le marketing et l'innovation
- Expérience professionnelle de marketing
- Goût de la compétition
- Niveau universitaire minimum
- 35 - 45 ans

Postes à pourvoir TRÈS PROCHAINEMENT - REMUNERATION selon QUALIFICATION

Envoyer votre manuscrit + CV + photo + prétentions à G. MISSONNIER
GRECOM, BP 32 - 78240 CHAMBOURCY, chargé de l'insertion des candidatures

CHARGE DE
RECRUTEMENT,
UNE CARRIÈRE
EVOLUTIVE...Jeune diplômé,
psychologue, vous avez
1 à 3 ans d'expérience du
choix des hommes et en entre-
prises ou en cabinet.

Au sein de notre Direction des Relations Humaines et Sociales nous vous formons à notre approche et vous prenons la responsabilité d'une partie de nos recrutements. Votre réussite dans cette mission vous permettra de dimensionner votre carrière au sein d'un grand groupe qui sait reconnaître les talents.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 19097 à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Gestetner

2 animateurs de formation (H/F)

Participez au développement de nos investissements dans le domaine de la formation (notre budget augmenté de 40%). L'attention que nous portons à la formation de notre force de vente et à son encadrement nous amène à créer deux nouveaux postes :

REF. 101 :

• Votre profil

De formation supérieure, niveau maîtrise, 25-30 ans. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience de la formation auprès notamment d'une population d'encadrement et de force de vente.

Vous avez développé vos talents d'animateur non seulement dans le domaine de la vente mais aussi dans le domaine de l'organisation et du management.

• Votre mission

Concevoir et animer les stages de vente s'adressant à des commerciaux, d'organisation et de management pour l'encadrement. Assurer le suivi de cette formation.

REF. 102 :

• Votre profil

Formation bac + 3 minimum.

2 ans d'expérience de l'animation et conception de stages pour une population de commerciaux.

• Votre mission

Assurer la formation à nos produits mais surtout aux techniques de ventes, méthodes de financement, etc. Concevoir les outils et supports nécessaires à nos stages, animer et assurer le suivi de la formation.

Vous serez appelé rapidement à former l'encadrement de notre force de vente.

Ces deux postes offrent de réelles possibilités d'avenir à des candidats de valeur. Déplacements occasionnels à prévoir.

La maîtrise de l'univers document

Merci d'envoyer lettre de motivation, CV et prétentions en indiquant la référence du poste choisi, au Département Recrutement, 62, avenue du Général-Moynet-Joinville - 94400 Vitry

2 CONSULTANTS
LOGISTIQUE

Chef de Projets

Environ 35 ans, diplômé de grande école (Centrale, AM, INSA...), vous avez une expérience réussie en logistique de production ou de distribution dans des sociétés importantes ou des cabinets spécialisés.

Responsable de projets importants, vous savez dialoguer à haut niveau, convaincre, et animer une équipe de jeunes ingénieurs.

La qualité de vos interventions et l'action commerciale que vous savez développer vous permettront une évolution dans l'ensemble du groupe.

Ingénieur d'Etudes

Diplômé de grande école, vous avez une première expérience en logistique de distribution et savez utiliser les possibilités de la micro-informatique.

Sous l'autorité d'un chef de projets, vous participerez aux missions d'étude et d'organisation de systèmes logistiques en France et en Europe.

Votre motivation pour l'activité de conseil, votre profil d'organisateur et votre grande capacité de travail doivent vous permettre d'évoluer vers un poste de chef de projets.

Adresser lettre de candidature manuscrite et C.V. en précisant sur votre enveloppe la réf. 26834 M à BIEU Publicité, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Postes basés en très proche
Banlieue OuestPARFUMS
GIVENCHY

Juriste International

À environ trente ans, de formation DEA Droit International privé, Droit des Affaires ou CAPA et pratique du droit international, vous bénéficiez d'une solide expérience en entreprise ou en cabinet international. Rattaché à la Direction Générale, seul juriste, vous aurez à prendre en charge tous les problèmes d'ordre juridique qui se posent à la société (notamment propriété industrielle, contrats internationaux, concurrence, distribution et autres aspects du droit commercial...).

Autonome et rigoureux, vous êtes un homme de dialogue, maîtrisant parfaitement l'anglais juridique et commercial. Cette fonction très diversifiée, dans un milieu attractif nécessitant de courts déplacements et une grande disponibilité d'horaires.

Pour ce poste, situé au siège de Levallois, merci d'adresser votre dossier de candidature manuscrit, CV et photo à la Direction du Personnel, 7, avenue Montaigne 92091 LEVALLOIS.

NEGOCIATEUR
FONCIER

Important organisme immobilier réalisant des opérations variées (logements collectifs, maisons individuelles, localités, accession...) recherche pour la région parisienne deux jeunes négociateurs fonciers pour prospecter auprès des collectivités locales et des professionnels de l'immobilier, participer à la définition des programmes et négocier jusqu'à la signature de l'acte chez le notaire.

Une formation supérieure et une première expérience similaire chez un promoteur sont nécessaires.

Adresser candidature en indiquant prétentions et disponibilité sous réf. 4211 à PIERRE LICHOU - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

حکذا من الاحمل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MERCEDES-BENZ FRANCE

Dans le cadre de notre expansion et en prévision de l'ouverture européenne de 1993, nous renforçons notre Département ETUDES et PLAN, et recherchons un :

JEUNE CADRE STRATEGIE ET PLAN

Il aura pour mission de participer, en liaison avec l'ensemble des services de l'entreprise, à l'animation et à l'enrichissement des méthodes de veille et de planification stratégique, en particulier dans les domaines de l'économie et du processus planning.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure à dominante ECONOMIE (ESSEC, IEP ou équivalent) et une expérience de 3 à 5 ans en entreprise (marketing, vente, stratégie, planification...) ou en cabinet. Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et/ou anglaise.

Passionné par l'animation de structure, vous avez un sens aigu de l'écoute et de la communication ; un esprit rigoureux et pragmatique ; des capacités réelles d'analyse et de synthèse.

En fonction de votre réussite, notre Société vous offrira de réelles opportunités d'évolution.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1700 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Artiman

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche un

ASSISTANT DE ZONE EUROPE SUD

pour participer au développement et au suivi d'une clientèle d'entreprises non résidentes,

pour gérer et développer un réseau de correspondants bancaires.

FORMATION ET EXPERIENCE SOUHAITEES :

- Expérience bancaire de 5 ans environ

si possible acquise dans un département international.

- Excellente pratique de l'analyse financière, du correspondant banking

- Anglais courant et bonne connaissance de l'espagnol.

Adressez votre CV détaillé, prétentions et photo à PUBLIVAL1106

27, Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

...et pourquoi pas consultant?

HF

Poursuivant sa pénétration nationale, le GROUPE CONSULTEC propose à des cadres dynamiques décidés à se lancer dans le conseil aux entreprises, de procéder à leur réussite selon une formule nouvelle excluant droits d'entrée ou royalties. C'est FORMATION 2 qui peut encore manager 4 à 6 participants.

Vous avez 40/50 ans, études supérieures, vous présentez un parcours professionnel sans failles d'au moins 15 ans en plusieurs entreprises et vous êtes détenteur d'un savoir-faire précieux à mettre au service des PME de votre environnement. Vos relations locales étendues sont aussi nécessaires à votre démarrage qu'une trésorerie couvrant vos besoins personnels pendant vos six

premiers mois d'activité. Première tentative parfaitement réussie, FORMATION 1 a permis l'installation de 7 consultants indépendants, aujourd'hui membres du GROUPE CONSULTEC. FORMATION 2 c'est un stage intensif à l'ON du 4 janvier au 31 mars 88, couronné par l'ouverture de votre cabinet, chez vous en AVRIL. Le Président du groupe F.K. COME31 rue Vennay, 93360 VOURLES, étudiera votre candidature, vous soumettra un dossier complémentaire et achèvera ce recrutement en séance collective organisée dans les locaux de l'AFEC-Lyon le mardi 23 novembre à 14 h.

Consultec

EN VAL-DE-LOIRE

Important groupe alimentaire recherche pour l'une de ses unités (500 personnes), son

CHEF des SERVICES TECHNIQUES Ingénieur ELECTRICITE + AUTOMATISMES

Rattaché au Directeur d'unité, il sera responsable d'une structure de 60 professionnels (électricité, fluides, mécanique) assurant la maintenance d'un outil de production de plus en plus automatisé. Il aura notamment à faire évoluer l'organisation de son service pour une meilleure efficacité (développement de l'entretien préventif, maintenance assistée par ordinateur).

Il participera à l'étude de nouveaux matériels intégrant électronique et automatismes.

Ingénieur diplômé (base électricité, + automatismes), il a environ une dizaine d'années d'expérience acquise en production ou maintenance.

Merci d'écrire sous réf. 7102 M avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés

116, Champs-Élysées 75008 PARIS.

MAISON ÉDITION
EN PLEINE EXPANSION

SON RESPONSABLE LITTÉRAIRE

(Environ 30 ans)
En collaboration étroite avec l'éditeur, il sera chargé de développer la politique éditoriale et d'assurer la mise au point des ouvrages retenus. De formation philosophique, imaginaire et créative, ce responsable devra manifester à la fois un grand intérêt pour l'articulation des concepts et un goût net pour le style et l'écriture.

Envoyer CV, détail, photographie et lettre manuscrite sous n° 8118 M.
LE MONDE PUBLISSE
8, rue de Montevideo, Paris-7.

BAT ACHETEUR INTERNATIONAL

SECTEUR BATIMENT
- Exp. gestion de stock.
- Rech. fournies, négociat.
Démarches douanières.
Mission de 10 mois en Lib. Haut. salaire. Statut cadre. Tél. 43-42-33-44
ou écrire C.V. + photo + prét. BAT ETI - 10, r. Cassini, PARIS-12.

CABINET D'AUDIT TAXE PROFESSIONNELLE

(département, département...)
Rémunération mensuelle pouvant atteindre
500 KF
Dernière, 42-23-18-20.

GABINET D'AUDIT JEUNE FISCALISTE

Niveau D.E.S.S. avec excellente maîtrise de la fiscalité.
Formation interne haut niveau.
Tél. : 42-23-18-20.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Haut niveau, compétences juridiques. Responsable :
- superv. du secrétariat (8 p.) ;
- coord. 20 consultants, importants responsables, dans une équipe jeune et dynamique.
42-23-18-20.

LA COMMUNE DE VIGNY-SUR-SEINE

recherche d'urgence
1 CHARGÉ DE MISSION
(niveau attaché)

Responsable notamment de la gestion de la commune, de la comptabilité analytique et à service des finances.
Salaire net : 6.718 F.
Régime BAC + 4 ou 5.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

offre carrière commerciale à COLLABORATEURS COLLABORATEURS
25 ans min., bonne culture générale, formation assurée, salaire mensuel, poste stable. Tél. : 46-36-66-71.

Systemes

Lectra

ADJOINT TRESORERIE EXPORT

réf. ATE 3100

● Diplôme(s) Études Supérieures avec parfaite connaissance des techniques bancaires.

Vos atouts :

● Esprit d'analyse et de synthèse.

● Goût des contacts et des voyages.

● Expérience de 3 ans minimum dans une fonction identique.

Missions :

● Contrôle des trésoreries des filiales et opérations de compensation et d'équilibrage des comptes.

● Application et amélioration des procédures de trésorerie.

● Suivi des engagements fiscaux.

● Anglais courant et bonnes connaissances en Allemand.

Poste basé à BORDEAUX avec de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo en précisant la référence à

LECTRA SYSTEMES S.A.

Chemin du Maricot 33610 CESTAS.

VALORISER VOTRE PREMIERE EXPERIENCE JEUNE INGÉNIEUR RISQUES INDUSTRIELS

pour renforcer son équipe siège (Paris)

Il apportera assistance et conseils techniques à son réseau régional chargé de

travailler avec les industriels locaux.

Le candidat recherché aura : « une formation d'ingénieur (ENSAM ou équivalent) » une première expérience en courtage ou en compagnie « le goût pour un

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

travail alliant réflexion et action » une rapidité et une pertinence dans l'analyse

Communiquer pour recruter



LA COMMUNICATION POUR LE RECRUTEMENT

Le S.N.P.A.C. Ressources Humaines (Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées) regroupe les agences et les professionnels de la communication pour le recrutement :

Axial Publicité - 27 rue Taibout - 75009 Paris.
Carre Turenne - 129 rue de Turenne - 75003 Paris.
Cofap (Contesse) - 20 avenue de l'Opéra - 75001 Paris.
Consensus - 61 rue de Turenne - 75003 Paris.
Curriculum - 6 passage Lathuile - 75018 Paris.
Deb's Publicité - 103 rue Jouffroy - 75017 Paris.
Dessein - 15 rue du Louvre - 75001 Paris.
Editions Bleu Publicité - 17 rue du Docteur Lebel 94307 Vincennes.
Havas Contact - 1 place du Palais Royal - 75001 Paris.
Jonction - 32 avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly.
Mazet Publicité - 104 rue Réaumur - 75002 Paris.
Media P.A. - 71 avenue Victor Hugo - 75016 Paris.
Media System - 2 rue de la Tour des Dames -

75009 Paris.
Organisation et Publicité - 2 rue Marengo - 75001 Paris.
Parfrance Annonces - 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris.
Pierre Lichau - ORC - 10 rue de Louvois - 75002 Paris.
Projets - 12 rue des Pyramides - 75001 Paris.
Publicité Muratet - 15 rue Taibout - 75009 Paris.
Publicité Roger Blev S.A. - 101 rue Réaumur - 75002 Paris.
Sources - 168 rue Saint-Honoré - 75001 Paris.
L'homme - 110 boulevard de Sébastopol - 75003 Paris.

Si vous êtes Chef d'entreprise, Responsable des Ressources Humaines, envoyez-nous votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre plaquette.

S.N.P.A.C.
163 rue Saint-Honoré
75001 Paris

SNPAC
Ressources Humaines

le marketing des compétences

CHEF DU SERVICE

INCAN (Institut National de la Carrière) propose à des cadres dynamiques décidés à se lancer dans le conseil aux entreprises, de procéder à leur réussite selon une formule nouvelle excluant droits d'entrée ou royalties. C'est FORMATION 2 qui peut encore manager 4 à 6 participants.

Vous avez 40/50 ans, études supérieures, vous présentez un parcours professionnel sans failles d'au moins 15 ans en plusieurs entreprises et vous êtes détenteur d'un savoir-faire précieux à mettre au service des PME de votre environnement. Vos relations locales étendues sont aussi nécessaires à votre démarrage qu'une trésorerie couvrant vos besoins personnels pendant vos six

premiers mois d'activité. Première tentative parfaitement réussie, FORMATION 1 a permis l'installation de 7 consultants indépendants, aujourd'hui membres du GROUPE CONSULTEC. FORMATION 2 c'est un stage intensif à l'ON du 4 janvier au 31 mars 88, couronné par l'ouverture de votre cabinet, chez vous en AVRIL. Le Président du groupe F.K. COME31 rue Vennay, 93360 VOURLES, étudiera votre candidature, vous soumettra un dossier complémentaire et achèvera ce recrutement en séance collective organisée dans les locaux de l'AFEC-Lyon le mardi 23 novembre à 14 h.

Consultec

CHARGE DE

MARCHE

recherche un

le challenge

● Analyser les besoins des clients et les proposer des solutions adaptées.

● Gérer les relations avec les clients et les fournisseurs.

● Créer et développer de nouveaux produits.

● Produire et commercialiser des services.

● Assurer la maintenance et le développement des services existants.

● Assurer la gestion administrative et financière des services.

● Assurer la gestion des ressources humaines des services.

● Assurer la gestion des relations publiques des services.

● Assurer la gestion des relations avec les médias des services.

● Assurer la gestion des relations avec les associations des services.

● Assurer la gestion des relations avec les collectivités locales des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

● Assurer la gestion des relations avec les clients des services.

● Assurer la gestion des relations avec les fournisseurs des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

● Assurer la gestion des relations avec les clients des services.

● Assurer la gestion des relations avec les fournisseurs des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

● Assurer la gestion des relations avec les clients des services.

● Assurer la gestion des relations avec les fournisseurs des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

● Assurer la gestion des relations avec les clients des services.

● Assurer la gestion des relations avec les fournisseurs des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

● Assurer la gestion des relations avec les clients des services.

● Assurer la gestion des relations avec les fournisseurs des services.

● Assurer la gestion des relations avec les partenaires des services.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE

PARIS

Une Société Française (chiffre d'affaires 170 millions de France), spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de manutention et qui occupe une place de leader en France et dans le monde de par la qualité de ses produits, recherche un **CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE**. Rattaché à la Direction Générale et en liaison avec les services Administration Commerciale et Fabrication, il sera responsable de l'ensemble des opérations de distribution des produits de la société. Il organisera le magasin de produits finis, tant au niveau implantation (modes de stockage, optimisation des stocks...) que dans son fonctionnement (exécution des expéditions, gestion informatique...). Il cherchera à optimiser constamment les coûts d'emballage et de transport. Il définira, coordonnera et animera les activités d'une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste conviendra à un homme âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure technique, et possédant une première expérience de 3 à 4 ans acquise dans une fonction semblable qui lui aura permis de faire preuve de réelles qualités d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire.

Ecrire sous référence 950/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discretion assurée.

Jeune assistant Relations publiques

Grande ville universitaire de l'Ouest - Cette entreprise de 1800 personnes recherche un assistant pour son département "Relations Publiques". Dans le cadre d'une petite équipe dynamique et très professionnelle, la fonction se décomposera en trois volets principaux :

- promotion de l'image de marque de l'entreprise,
- organisation de manifestations sportives et culturelles et responsabilité sur le "terrain",
- négociation de contrats de partenariat financier et de parrainage.

Les candidats devront posséder une première expérience qui les aura confrontés à ces trois aspects de la fonction : habitude de contacts à tous les niveaux, capacité d'organisation et sens des responsabilités, sens des relations commerciales.

Possédant surtout une excellente culture générale, de formation supérieure, le candidat retenu sera d'une grande disponibilité d'esprit et de temps, ayant une forte mobilité géographique et une excellente capacité d'adaptation tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à S. ENGRAND, en précisant la référence n° 1477.

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Daguerre - 44000 NANTES - Tél. 40.46.48.42

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A/115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.

**Critère**

Nous souhaitons développer notre réflexion MARKETING en intégrant un

CHARGE D'ETUDES

M A R C H E G R A N D P U B L I C

Le marketing que vous construirez intégré à la stratégie globale de l'entreprise, sera avant tout concret, et répondra aux attentes des segments qui vous seront confiés.

notre challenge

- Analyser les besoins des marchés
- Etudier les produits et services adaptés
- Proposer, une stratégie de développement
- Créer d'éventuels nouveaux produits et services
- Proposer et mettre en œuvre des politiques et actions commerciales.

De formation commerciale supérieure, vous êtes débutant de personnalité affirmée ou avez une première expérience. Votre sens de l'analyse, de la synthèse et aussi de la communication vous permettront de réussir dans cette fonction.

Envoyer nous votre dossier de candidature complet au service du Recrutement CREDIT AGRICOLE
26 Quai de la Rapée 75012 PARIS.

CREDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

consultant recrutement

PARIS

Un Groupe diversifié dans le domaine des services vient de racheter un Cabinet de Recrutement (sérieux et coté).

Il recherche un Consultant expérimenté pour lui confier la responsabilité du développement de cette activité.

Le domaine d'intervention du Groupe permet des synergies intéressantes. Ce challenge peut offrir un Cadre autonome, ayant l'expérience de l'entreprise, capable de s'impliquer personnellement.

A moyen terme, après réussite, le partenariat est prévu.

Adresser lettre manuscrite, résumé de carrière, photo, rémunération actuelle, sous référence 6085-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Premier cabinet de courtage en assurances de personnes, dans le cadre de notre expansion (+ 25% de CA annuel), nous créons à Paris un Centre de formation autonome pour nos 400 collaborateurs.

ANIMATEUR DE FORMATION

Rattaché au Directeur de la formation, vous serez vous-même formé puis chargé d'animer les formations de nos futurs conseillers financiers à nos produits et à nos méthodes de commercialisation. Vous coordonnerez d'autres interventions ponctuelles.

Vous participerez à la conception et à l'exécution de la politique de formation de l'ensemble du cabinet.

Agé de 25-30 ans, vous avez une formation de type ESC et une première expérience qui vous a permis d'affirmer dynamisme, qualités relationnelles et intérêt pour le secteur financier.

Plus encore, votre potentiel, votre enthousiasme, votre implication seront les garants d'une évolution rapide vers de plus larges responsabilités, compte tenu des opportunités nombreuses offertes par notre développement actuel.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel à notre Conseil :

ALCANE

10, rue de la Paix 75002 PARIS

Directeur de Région

BORDEAUX

30 ans environ, HEC, ESC..., Manager.

Leader du travail temporaire (3 milliards de F), nous voulons confier les 20 centres de profit de notre région Aquitaine, pour en assurer l'animation et le développement, à un candidat qui s'impliquera totalement dans la vie économique de son environnement.

Passionné, professionnel du service et ayant exercé des responsabilités d'encadrement commercial, ECCO vous propose de relever ce défi. Les dimensions du groupe et nos projets d'expansion dans les services, en France et à l'Etranger, ouvrent des perspectives réelles à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 31412 à
Marc DEPINOIS
ECCO - 4, rue Louis Guérin,
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE

Publication sociale et juridique - Paris - recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION JURISTE

Appelée à collaborer avec la rédaction de la publication, l'imprimerie, à organiser les contacts extérieurs, à assurer une partie de secrétariat.

Poste de confiance

Niveau minimum : licence en droit. Bonnes qualités rédactionnelles et de contact. Expérience de plusieurs années acquise de préférence dans la presse.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. ADJ/LM, à notre conseil KER - 23, rue du Fbg Poissonnière 75009 PARIS, qui vous assurera une totale discrétion.

KER

Importante société immobilière RECHERCHE A PARIS RESPONSABLE D'OPERATIONS

- Le candidat doit être capable d'assumer, dans les meilleurs délais, la responsabilité d'opérations immobilières (prospection, engagement, suivi, commercialisation) ;
- Ses compétences s'exerceront au sein d'une équipe spécialisée de dynamisme et d'esprit de synthèse ;
- Sa formation supérieure et une première expérience en promotion immobilière doivent lui permettre de maîtriser tous les aspects du montage et du suivi des opérations.

URGENT. Adresser c.v. et prétentions sous le n° 8116, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. Montessuy, Paris-7°.

Cabinet d'expertise comptable de dimension nationale

recherche pour ses bureaux de GRENOBLE, LYON et TOULOUSE

D.E.C.S.

+ SCIENCES ECO ou E.S.C. souhaité

Intéressé par le conseil et l'assistance comptable de structures de l'économie sociale et de comité d'entreprise.

Envoyer c.v. et prétentions sous le n° 8109 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7°.

BANQUE DE TAILLE MOYENNE recherche

Responsable Formation

260 KF +

De formation supérieure, véritable professionnel agé de 30-35 ans et justifiant d'une expérience de 2/3 ans de la fonction, vous souhaitez développer vos compétences et mettre à profit votre dynamisme au sein d'une unité en pleine expansion. Sous la responsabilité de notre direction du personnel et avec la collaboration de votre équipe, vous prendrez en charge la conception et la mise en place de la formation. Vous assurerez les contacts internes (direction de département, partenaires sociaux...) et externes (AFB, CFB, intervenants extérieurs). Vous participerez à la gestion prévisionnelle des carrières. Une bonne compréhension des mécanismes financiers et monétaires est indispensable pour votre réussite au sein de la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo et prétentions sous référence 1003 à Adicom, 19 avenue George V - 75008 Paris qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

recherche

Inspecteur de Banque HF

Le candidat retenu aura une formation supérieure économique (Maîtrise de Gestion, Ecole Supérieure de Commerce, ITB ou CESB), une expérience bancaire de 5 ans, de bonnes qualités de contacts et des aptitudes pédagogiques sont indispensables.

Ce poste implique de fréquents déplacements en province de courte durée.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à
N. 6196 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75544 Paris Cedex 11 qui tr.

Chargé (e) d'études

POUR LA DIRECTION MARKETING D'UN GRAND GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS, recherchez

Vous assurerez le traitement et la gestion de l'information :

- suivi et analyse des données statistiques (Panels NIELSEN, Secodip, Vences, etc...)
- création et développement de banques de données informatisées, de nouveaux outils de suivi Marketing
- participation à la réalisation des études consommateurs du groupe.

De formation supérieure (ENSAE, ISUP, Econométrie, Sciences PO, ESC...) vous avez 2 ans d'expérience, de solides connaissances de programmation ainsi qu'une parfaite maîtrise des statistiques et du logiciel des panels NIELSEN et SECODIP.

Rigueur, sens des contacts et fort potentiel sont des qualités essentielles pour réussir dans ce poste et pour évoluer ultérieurement.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions réf. 31231 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

سكن من الاحول

Cabinet International de premier plan, recherche :
**Jeune directeur de mission
expertise-comptable**

Jeune Expert-Comptable diplômé ou mémorialiste, vous êtes un chef de mission confirmé dans un cabinet d'expertise-comptable où vous avez acquis une solide expérience des missions comptables diversifiées (révision, conseil, tenue et surveillance...).

Vous cherchez à élargir vos responsabilités dans un environnement dynamique et motivant.

Nous vous proposons de rejoindre notre département Expertise-Comptable en pleine expansion, en qualité de Directeur de mission ("Manager") pour en assurer la direction opérationnelle : outre la supervision technique des travaux, vous serez chargé de l'animation de l'équipe (10 personnes) et des relations avec la clientèle (principalement d'origine étrangère).

La pratique de la langue anglaise est nécessaire et une familiarisation avec les règles comptables anglo-saxonnes est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence MAPBAS à Sylvie Meslé qui vous assure de sa totale discrétion.

Audit Continental S.A. Membre de Peat Marwick International - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Développez nos outils de management

Important GROUPE FINANCIER (2 500 personnes) spécialisé dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Notre DIRECTION des ETUDES FINANCIERES travaille dans un environnement informatique évolué et utilise des outils d'aide à la décision très élaborés. Elle recherche un jeune

HEC, ESSEC, ESCP, IEP...

Vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre pour la Direction Générale et les Directions Opérationnelles des systèmes d'information, d'animation et de pilotage de l'ensemble des activités de financement des agences commerciales de notre groupe. Après 2 à 3 ans, vous aurez une bonne connaissance de nos mécanismes financiers et serez alors à même d'évoluer vers un autre poste de responsabilité dans l'une de nos directions. Vous êtes débutant ou avez une première expérience d'une à deux années.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7106 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Senanque

gsi FINANCES

Notre groupe, GENERALE DE SERVICE INFORMATIQUE représente aujourd'hui plus de 2300 personnes en France et à l'étranger et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1986. Placée dans le peloton de tête des SSI européennes, GSI dispose d'une puissante présence sur les marchés français et étrangers : filiales, agences et distributeurs.

Nous sommes la filiale spécialisée dans l'élaboration et la commercialisation de systèmes d'information de gestion financière et comptable. Nous comptons 120 personnes et nous réalisons un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Notre réussite est essentiellement liée à l'expertise de nos collaborateurs, à la qualité de nos produits et à la confiance de plus de 300 entreprises.

Nous développons à travers la division **Business Management** notre savoir-faire dans les systèmes d'information de gestion en Europe et aux Etats-Unis.

Notre métier : concevoir et mettre en œuvre des systèmes d'information hautement performants intégrant les réseaux, les progiciels et les services (conseil, installation, formation, assistance...).

Atlante MX - Tolas Finance - Tolas Finance 36

Nos solutions financières et comptables.

Conçues en plusieurs versions, nous proposons une gamme très étendue de solutions intégrées ou indépendantes, adaptées aux besoins spécifiques des grands groupes comme des petites et moyennes entreprises.

- TOLAS FINANCE et ATLANTIS MX couvrent l'ensemble des grands sites IBM et DIGITAL.

- TOLAS FINANCE 36 est destiné exclusivement aux sites IBM 36.

Ingénieurs commerciaux

- TOLAS FINANCE et ATLANTIS MX.

• Prospecter et développer de nouveaux marchés, telle est la mission que nous souhaitons vous confier.

• Gérer et participer à l'évolution de nos grands comptes nécessitent aussi une expertise.

De formation supérieure (écoles de commerce), vous possédez une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la vente de solutions informatiques auprès d'une clientèle «grandes entreprises».

La connaissance des systèmes d'information ainsi qu'une approche «progiciels» serait appréciée (réf. LM 01).

- TOLAS FINANCE 36

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez valoriser votre première expérience de la vente de solutions aux entreprises.

Leader sur le marché IBM 36, nous souhaitons vous confier le développement national, mais aussi régional de notre activité.

De nombreux postes sont à pourvoir à Paris, Grenoble, Strasbourg et Lyon. (réf. : LM 02)

Consultants application

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous êtes le garant fonctionnel de nos solutions : mise en place et évolution.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez acquis une première expérience en cabinet d'organisation et/ou en SSI. La participation à l'installation ou à la réalisation d'un progiciel de gestion serait un atout. (réf. : LM 03)

Outre le management participatif, nous offrons de réelles perspectives d'évolution, à des candidats de valeur, dans une équipe jeune et performante.

Ces opportunités vous intéressent. Nous vous remercions d'écrire à notre Conseil en précisant la référence choisie.

Danielle GABILLON - INFORAMA - 7 rue Pasquier 75008 Paris.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

Une importante Banque Etrangère recherche un

**Exploitant
Senior**

Paris

Réf. YB 56 MO

Sous la responsabilité du Directeur du Département "Clientèle privée et Entrepreneurs", il devra gérer un portefeuille de clients (entreprises personnelles, professions libérales ou grandes entreprises dirigées par un entrepreneur) et développer ce portefeuille par la recherche de nouveaux clients.

A 30-35 ans, avec au moins 5 ans d'expérience d'exploitation bancaire, vous avez de bonnes connaissances d'analyse de bilan, savez monter un crédit, et votre esprit commercial vous permet de vous adapter à une clientèle d'entrepreneurs. Imaginatif et rigoureux, vous souhaitez développer votre carrière et manager l'équipe que vous aurez à monter au fur et à mesure du développement de ce département. Vous avez bien sûr un bon niveau d'anglais.

Contactez Yves Roissant au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire

Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

La Direction Financière du Groupe Roussel-Uclaf recherche pour son Département Gestion Financière et acquisitions :

**Chargé
d'études financières**

Au sein de l'équipe chargée de préparer les décisions du Groupe sous l'angle financier, vous assurerez le suivi de plusieurs filiales françaises et étrangères et vous participerez à l'élaboration du Plan Financier.

De formation supérieure économique et financière (HEC, ESSEC, Sciences Po...) ou diplômé d'une école d'ingénieur + formation complémentaire en gestion, vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise au sein de la direction financière d'un groupe international ou dans un cabinet d'audit.

Vous parlez couramment l'anglais, si possible l'allemand ou l'espagnol.

Votre goût des contacts et votre sens du travail en équipe vous assureront une rapide intégration.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous référence 114/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation - 85, bd. des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

**Crédit National****Cadre Informaticien**

Principal Etablissement Spécialisé dans le financement des investissements des entreprises recherche pour son département informatique à Paris, équipé de 2 IBM 4381 sous MVS, CICS.

Analyste Fonctionnel

de formation supérieure (diplôme d'études supérieures ou d'écoles d'ingénieur).

Ayant 4 ans minimum d'expérience, pour participer, en liaison avec un chef de projet, à la conception et la mise en service d'applications de gestion.

Il est offert pour ce poste une rémunération compétitive, une formation soutenue et des possibilités de progression.

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du personnel étudiera votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint-Dominique 75007 PARIS.

Trésoriers H/F

Notre Direction Financière recherche de Jeunes diplômés Bac + 2 et Bac + 4 (1^{re} expérience souhaitée).

Vous aurez à gérer notre trésorerie en utilisant tous les outils financiers et informatiques mis à votre disposition. Pour réussir pleinement dans ce poste, une bonne connaissance de l'économie mondiale, une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables ainsi qu'un esprit vif, le sens de la rigueur et de l'implication personnelle.

Aujourd'hui, vous souhaitez exploiter vos compétences. Notre Groupe à vocation internationale vous en offre les moyens (C.A. 19 MdF).

Merci d'envoyer votre C.V., lettre manuscrite et rémunération actuelle sous réf. 66178 à DEBS, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ETABLISSEMENT FINANCIER
SPECIALISE DANS LE CREDIT AUX ENTREPRISES

- Vous participez à l'élaboration de la stratégie commerciale de l'établissement. Vous concevez des nouvelles méthodes de commercialisation, en particulier, vous bâtissez une politique de relations avec les prescripteurs.
- Au sein d'une petite équipe rattachée directement au Directeur Général Adjoint, vous aurez l'opportunité d'exercer votre créativité, votre rigueur et de mettre en valeur vos qualités relationnelles.
- Diplômé(e) HEC, ESSEC, Sup de Co Paris, IEP ou justifiant d'un 3^{ème} cycle marketing, vous avez entre 25 et 35 ans et vous souhaitez valoriser une première expérience développée dans le secteur bancaire ou financier.

Envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 3957, qui sera transmis par :

Pierre Lichau
18, rue de la Madeleine - 75002 PARIS
JEUNE CONTROLEUR
DE GESTION

ayant une première expérience

Nous sommes un Groupe de distribution, leader dans notre secteur d'activité et en pleine expansion.

Nous recherchons un jeune contrôleur de gestion 26/28 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce et ayant une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction.

Il assurera la mise en place du contrôle de gestion de nouvelles activités au sein de la Direction du Contrôle de Gestion du Groupe et dans le cadre des procédures existantes.

Lieu de travail : Paris avec quelques déplacements.

Adresser CV, photo et prétentions à Jonction 32, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine, sous référence 3008.

Managers audit

Jeunes Managers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez mené à bien des missions d'audit financier au sein d'un grand cabinet international d'audit externe et vous possédez une expérience approfondie dans un secteur spécialisé (banque, assurance, etc.).

Nous vous proposons de valoriser cette expérience au sein d'un des premiers réseaux mondiaux d'audit qui vous offre une perspective de carrière exceptionnelle dans un cadre jeune et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence MA 87 à Sylvie Meslé qui vous assure de sa totale discrétion.

Audit Continental S.A. Membre de Peat Marwick International - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

RESPONSABLE
COMPTABLE

Animer une équipe de 5 personnes, il aura la responsabilité de la comptabilité des prêts et assurera la mise au point de procédures complexes de comptabilisation des emplois de fonds. Il garantira la sécurité des procédures existantes et saura en proposer de nouvelles.

De plus, il prendra en charge, sur le plan fonctionnel, un projet de refonte informatique du système comptable.

Pour ce poste qui exige autant d'esprit de rigueur que de goût pour les contacts, nous souhaitons rencontrer un titulaire du DECS ayant une expérience opérationnelle de la comptabilité d'environ 3 ans. Une connaissance de la comptabilité bancaire constituera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 31208 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Lyonnaise des eaux

recherche

CADRE
COMPTABLE

30 - 35 ans

- Il sera responsable de l'établissement et du respect des règles et procédures comptables du Groupe.
- Il jouera un rôle de conseil aux filiales en matière de législation comptable.
- Doté du DECS et d'une formation Ecole de Commerce ou équivalent, le candidat recherché a pu être responsable comptable et administratif d'une PME ou de la filiale d'un groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à Lyonnaise des Eaux - Alain NEBOIT Division Ressources Humaines Groupe 52, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

Filiale française d'un groupe chimique international recherche dans le cadre de son développement

Contrôleur de gestion

Paris

MF

Vous interviendrez dans le contrôle de gestion de nos usines de fabrication.

Cela veut dire développer des outils de gestion, assurer le suivi budgétaire et des investissements, participer à la mise en place d'un nouveau système informatique de gestion de production et de comptabilité analytique.

Vous êtes INGENIEUR + formation complémentaire en gestion type GEMMA, IAE ou équivalent, ou ESC avec 1 à 2 ans d'expérience similaire. La candidature de débutants à potentiel est envisagée.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions, sous la référence 5331, à notre Conseil ou transmettez-le sur Minitel en composant le 3615 code CV PLUS

Ressources & Développement
6, rue Cassini-Delaunay - 75008 PARIS

AGENT DE CHANGE

recherche

GÉRANT DE PORTEFEUILLES
OBLIGATAIRES

Expérience confirmée.

Envoyer CV, détail, lettre manuscrite et prétentions s/réf 8113 M - LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS.

PARIS 500.000 F +
Dans Important groupe de l'immobilier logement
Forte opportunité pour un Manager

Nous devons notre croissance rapide depuis 6 ans à l'esprit d'équipe et à la compétence de nos collaborateurs. Nous recherchons notre développement dans nos métiers : promotion, gestion locative, crédits... Nous cherchons notre

Patron de l'Organisation
et des Moyens Fonctionnels
du groupe

Vous avez exercé avec succès ces responsabilités dans un groupe important de notre secteur.

Membre du Comité de Direction, vous optimiserez et gèrerez nos systèmes de gestion.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce), vous dialoguez avec les opérationnels et vous animez une équipe, car vous aimez la communication et la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + salaire actuel) sous la réf. 710.02-M à Monique Herbert, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL
Un poste clé et passionnant du fait de notre activité mondiale
reconnue dans le domaine de la carte de paiement et des services annexes, de notre appartenance à un puissant groupe international et des volumes traités (CA 11 milliards de francs).Financial Controller
dans un établissement financier international

Rattaché à notre Directeur Financier, animant et supervisant une équipe d'environ 45 personnes, vous prendrez en charge tous les aspects comptables, financiers, fiscaux et de contrôle financier de notre activité principale dans un environnement international fortement informatisé.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, MSTCF...) et titulaire du DECS, parfaitement bilingue Anglais, vous avez acquis, depuis 6 ans au moins, une solide expérience de la comptabilité et de la gestion en cabinet d'audit international et/ou dans une société de services financiers. Vous êtes dynamique, enthousiaste et ouvert. Vous êtes rompu aux méthodes de gestion anglo-saxonnes ainsi qu'au management d'équipes importantes et travaillant dans des domaines variés.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + salaire actuel) sous la réf. 710.02-M à Monique Herbert, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

CENCEP



Les Caisses d'Epargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseaux qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, chef du Réseau Ecureuil recherche pour sa Direction de l'Animation du Réseau :

Responsable
de l'organisation

Vous serez plus particulièrement chargé :

- de conseiller et d'assister les entreprises du réseau dans tous les domaines de l'organisation.
- de proposer les moyens d'améliorer la productivité et d'adapter l'organisation des services à l'évolution rapide du réseau.
- de participer à des missions d'audit, ou de les superviser.

A 35 ans environ, vous avez une expérience réussie d'au moins 7 ans à un poste similaire au sein d'un établissement de crédit ou de conseil.

Ce poste, à large autonomie d'action, requiert de son titulaire de l'engagement personnel mais également des qualités de contact et une grande motivation pour animer la fonction dans l'ensemble du réseau avec l'aide d'une équipe à constituer.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence G.1787 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.


Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Pontieu - 75006 PARIS
PARIS - LYON - BARCELONE

Ariane search

118, rue de Tocqueville - 75017 Paris

BLAO
AFRIBANK

recherche pour son Département Trésorerie Changes

Maîtrise de Maths Appliquées
+ IAE

Libéré des obligations militaires

pour prendre en charge à terme la responsabilité du back office de ce département.

Adresser curriculum vitae + photo sous réf. 872 à la Direction du Personnel BLAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Vos débuts de généraliste dans un groupe financier



Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filial à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA. Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du financement.

Nous recherchons un jeune ATTACHÉ de DIRECTION de formation

X, MINES, ECP, HEC, ESSEC, ESCP...

pour lui confier des missions d'organisation très variées. Rattaché directement au Directeur Technico-Commercial, vous participerez à des études concernant le regroupement et la restructuration de services de sociétés du groupe. Vous serez chargé de l'analyse et de l'amélioration de nos systèmes d'organisation très informatisés et participerez à la conception de procédures d'approche et d'animation commerciales.

Vous êtes débutant ou avez une première expérience de 2 ans. Vous pourrez acquérir ou cours de ces différentes missions une expérience de généraliste vous permettant d'appréhender le fonctionnement global d'une grande société financière. Cette première étape vous permettra d'accéder à des responsabilités d'encadrement et à des perspectives de carrière très motivantes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7107 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Société de Crédit Bail, Filiale du Crédit Lyonnais, offre poste vacant :

Directeur des services comptables, informatiques et financiers

Le candidat âgé de 32 ans minimum, aura une formation HEC, ESSEC, Sciences-Po ou équivalent et si possible le DECS et une expérience confirmée dans poste similaire. Bon organisateur, il aura acquis de solides compétences en comptabilité, en gestion de trésorerie, en informatique. Une connaissance pratique en leasing mobilier serait très appréciée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, sous la référence 8472, à HERTZ Consultants - 34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS.

Un financier dans la Pub !

Gérer la fonction finance du groupe **SIQUER COURCELLE et ASSOCIÉS** (150 personnes, 5 agences), filiale du groupe **PUBLICIS** et leader de la communication business to business et équipements. Développer des stratégies qui favorisent le développement de ce groupe en pleine expansion, tel est le challenge proposé au

Directeur administratif et financier

Membre du Comité de Direction, il anime une équipe de 15 collaborateurs et est responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, des comptabilités, de la trésorerie, des services généraux et de l'informatique (IBM 36). De formation commerciale supérieure (option gestion-finances), âgé d'au moins 30 ans, il a acquis une solide expérience dans le domaine des services. Il possède le DECS et une bonne pratique de la gestion analytique. L'informatique lui est très familière.

Écrivez sous réf. 710 604/M

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Lyonnaise des eaux
recherche

REVEUR COMPTABLE

Vous avez 25/28 ans, vous êtes de formation DECS avec 2 à 3 ans d'expérience soit en cabinet d'expertise, soit en audit comptable d'entreprise.

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables et administratives des directions régionales «eau» et des filiales. A terme, vous évoluerez vers la responsabilité comptable d'une filiale. De nombreux déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à Alain NEBOU Division Ressources Humaines Groupe - 52, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

CENCEP

Les Caisses d'Épargne Eureuil viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, chef du Réseau Eureuil recherche pour sa Direction de l'Animation du Réseau, Département Techniques de Gestion.

Analyste Financier

Âgé de 28 à 30 ans environ, possédant une bonne formation financière et comptable ainsi qu'une expérience bancaire, vous avez travaillé chez un Commissaire aux Comptes et utilisé la micro-informatique.

Vous serez chargé de la réalisation des audits de gestion, de la mise au point et/ou de la promotion de nouvelles techniques financières au sein de notre réseau. (Gestion budgétaire, analyse financière...).

Grâce à vos qualités relationnelles, de persuasion et votre sens de la diplomatie, vous travaillerez en étroite collaboration avec les responsables financiers de nos établissements.

Votre engagement personnel, votre mobilité et votre potentiel vous permettront de vous exprimer dans un contexte évolutif.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence G.1786 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.
PARIS - LYON - BARCELONE

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Expert comptable

Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou à la Direction Financière d'un Groupe International. Vous avez participé à l'élaboration de comptes consolidés internationaux. Vous parlez et vous écrivez couramment l'anglais.

Basé à Paris, vous participerez aux travaux de la Direction Administrative et Financière et vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, à CAP GEMINI SOGETI SA - Audit Interne, 11 rue de Tilsitt - 75017 Paris, en précisant la référence HMA10

IFG Formation courte et systèmes pédagogiques
recherche son

Chef de Département Intra

Rattaché au Directeur de Division, il aura en charge la qualité pédagogique, le développement commercial, la gestion administrative et le suivi budgétaire du département et assurera lui-même quelques journées de formation.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé école supérieure de commerce, 30 ans minimum, ayant une solide expérience pédagogique acquise dans un service formation en entreprise ou en activité de services.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 5308 A

INTERCARRIÈRES
5, rue du Halder - 75008 Paris

Importante société agro-alimentaire Sud de la France, 1000 salariés recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATION PERSONNEL

Ce cadre de formation supérieure, DESS gestion personnel, DEA droit du travail aura :

- une première expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans au sein d'une Direction des Ressources Humaines,
- le sens du contact, de l'organisation, de la précision, de la rigueur et de l'efficacité.

Rattaché au D.R.H., celui-ci :

- lui confiera la gestion administrative du personnel sous tous ses aspects (fichiers-paie informatisés - bilans sociaux - tableaux de bord...) à la tête d'une équipe compétente qu'il dirigera et animera,
- lui demandera de le secondar, dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux et du droit du travail.

Nous sommes la filiale française (CA : 130 millions de francs, 150 personnes) d'un groupe international (CA : 400 millions de dollars), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des biens intermédiaires pour l'industrie agro-alimentaire et recherchons notre

Directeur financier

VOTRE MISSION : membre du comité de Direction, vous devrez :

- prendre la responsabilité de la comptabilité et du reporting auprès de notre maison mère,
- participer à l'élaboration du budget, à son suivi, et à la définition de la politique financière,
- assurer les relations avec les banques et les organismes financiers pour notre information.

VOTRE PROFIL :

- de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans ce type de fonction,
- de solides connaissances en langues anglaises,
- homme de relation privilégiant la communication, vous avez déjà supervisé et animé une équipe comptable.

Poste basé à l'Ouest de Paris.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle à **MERCURI URVAL**, 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 43-1032 L.M., portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU recherche

DIRECTEUR COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

H/F, 35 ans environ, formation supérieure (École de commerce, maîtrise de gestion + DECS).

Pour prendre en charge les fonctions budget, trésorerie, comptabilité et contrôle de gestion avec le support d'une équipe de 6 personnes et d'importants moyens informatiques.

Le contexte multiculturel et la structure décentralisée requièrent de grandes qualités relationnelles en plus que de rigueur, supportées par une compétence professionnelle indiscutable.

L'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, prétentions à **Raymonde LEFRANCOIS - Service du Personnel INSEAD** - bd de Constance 77503 FONTAINEBLEAU Cedex.

Si cette fonction vous motive, adressez votre candidature (lettre manuscrite - CV - photo et rémunération actuelle) à

LE MONDE PUBLICITÉ sous réf. 7069 - 3, rue de Montessuy 75007 PARIS.

Société multinationale spécialisée dans l'électronique médicale (IRM, scanner, ultrasons) recherche un :

Cadre financier

Rattaché au directeur financier. Il sera en charge des opérations de trésorerie, des relations quotidiennes avec les banques, du suivi des comptes clients et des comptes fournisseurs.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, devra avoir, outre une pratique courante de l'anglais, une expérience réussie de la fonction de trois à cinq ans au sein de la filiale d'un groupe international.

La rémunération proposée ne sera pas inférieure à 200 000 Francs. Le poste nécessite de la rigueur et de la diplomatie, réelles perspectives de carrière.

Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence 2569 M à :

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

هكذا من الاعمال

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MATRA DATASYSTEME produit, commercialise et supporte une gamme intégrée de mini-ordinateurs et de stations de travail. Nous avons aujourd'hui une envergure internationale : Italie, Espagne, Benelux, Moyen-Orient... Autant d'implantations (filiales, succursales ou réseaux de distribution) où nous avons les mêmes ambitions de succès. Dans le cadre de ce développement, nous recherchons :

Contrôler pour nos Filiales Internationales

Rattaché à la direction financière, votre mission comporte 2 volets :

- **FINANCIER** : - Contrôler et valider avec les responsables locaux les informations financières émanant des filiales (budgets, prévisions de résultats, dépenses...); en faire le suivi, proposer si besoin est des mesures correctives. - Harmoniser les méthodes, proposer des outils de gestion.
 - **ADMINISTRATIF** : - Superviser l'administration courante des filiales, en relation avec les cabinets et organismes compétents (vous intervenez notamment dans le choix de ces prestataires). - S'assurer du respect des législations en vigueur (fiscale, sociale...).
- Dans les deux cas, vous êtes le trait d'union entre notre siège et ses filiales, vous garantissez la fiabilité des informations que vous faites remonter aux interlocuteurs concernés. Après votre formation supérieure (commerce et/ou DECS) vous avez acquis une première expérience comme contrôleur de gestion d'au moins 3 ans, dans une structure internationale (vous savez appréhender la législation des pays concernés). Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE DES GRANDS PROJETS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EXPORTATEUR

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

CADRE FISCALISTE

POUR :

- participer à l'étude des solutions des problèmes fiscaux du Groupe,
- assurer la gestion des dossiers courants (impôts locaux...).

LE CANDIDAT RETENU aura impérativement :

- une première expérience professionnelle,
- une pratique courante de l'anglais.

Prérez adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 31333 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ORGANISER LA COMPTABILITE
D'UNE GRANDE BANQUE REGIONALE

**DIRECTEUR
DE LA
COMPTABILITE**

Nous sommes une importante banque régionale de province, 750 personnes sur 6 départements, 85 points de vente, 4 Mds de dépôts, dotée d'une nouvelle équipe dirigeante. Patron d'une équipe de qualité d'une dizaine de personnes, sous l'autorité directe d'un membre de l'état-major, vous devrez coordonner l'ensemble des travaux comptables, assurer les relations avec les commissaires aux comptes et participer aux évolutions des systèmes informatiques. Vous aurez de plus un rôle de conseil et d'assistance au réseau. En parallèle à cette mission, vous aurez à

établir notre nouvelle organisation/comptabilité dans sa phase de conception et de mise en œuvre.

Pour réussir dans cette fonction passionnante, le directeur de la comptabilité que nous recherchons devra posséder une formation supérieure (un DECS serait apprécié) et une expérience confirmée de préférence dans la banque.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions et lettre manuscrite, sous réf. 19253, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Après 5 à 10 ans
d'audit ou d'organisation ?

**NOUS VOUS PROPOSONS DE REJOINDRE
L'UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE-VIE**

Rattaché au Directeur du Département Finances-Comptabilité, votre mission consistera à concevoir et à mettre en place un nouveau système d'informations financières. Vous appuyant sur une équipe pluridisciplinaire représentant les différentes entités de ce département, vos principaux objectifs seront :

- de définir le traitement des flux financiers en relation avec la gestion trésorerie dans le cadre d'un nouveau système comptable,
- de développer la documentation concernant les circuits financiers et l'information sur les moyens modernes d'encaissement et de paiement.

Vous avez une formation supérieure en gestion doublée d'une expérience de 5 à 10 ans de l'organisation ou de l'audit, si possible dans le secteur financier.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 31282 à ConTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

mathématiques et gestion...



Important GROUPE FINANCIER (2 500 personnes) spécialisé dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Nous recherchons pour notre DIRECTION des ETUDES FINANCIERES un jeune

ATTACHE DE DIRECTION

Il sera chargé de mener des études concernant la rentabilité de nos divers types de financements et les modalités de refinancement de notre groupe (nouveaux marchés financiers). Il travaillera dans un contexte très informatisé. Cette fonction conviendrait à un jeune diplômé de formation scientifique et gestion : ENSAE, MASS, Econométrie, Ingénieur Economiste... A l'issue d'une période de 2 à 3 ans il aura de larges perspectives d'évolution à l'intérieur des diverses directions du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7105 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Observer, Organiser, Prévoir

Des produits qui se renouvellent, une clientèle large et fidèle, une expansion régulière sur de nouveaux créneaux : cet établissement financier, de dimension régionale (Région Parisienne Ouest), se porte bien. 60 agences, 400 personnes, l'appartenance à un réseau national reconnu en font une entreprise moderne et dynamique qui s'étend aujourd'hui d'un

AUDITEUR INTERNE BANQUE

300.000 F/an

chargé de concevoir, mettre en œuvre, suivre et développer les systèmes de contrôle interne (budget, management, organisation, circulation de l'information, sécurité). Interlocuteur privilégié de la Direction Générale, c'est un homme de confiance qui a 30 ans environ, une formation supérieure de type ESC et un niveau DECS. Ses 3 ou 4 ans d'expérience de l'audit interne dans le secteur bancaire ou financier ont développé chez lui les compétences techniques et les qualités d'animation indispensables pour assumer cette responsabilité.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 27157/M à notre Conseil, Edif Giachetti CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris.

La Banque d'un Important Groupe Français d'Activités de Services
recherche pour assurer son développement

CADRE
BANCAIRE CONFIRME

30-35 ans.
Il secondera le Directeur Général pour le développement des activités de financement de la Banque.
Nous demandons au candidat une solide formation de base commerciale et financière : HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES PO (section ECO-FI).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 504785 en précisant le poste choisi à COFAP 20, Av de l'Opéra 75001 PARIS.

CADRE
SECRETARIAT BANCAIRE

Il sera chargé de :
• l'analyse financière des risques clients -
• la gestion des comptes clients
• la rédaction des déclarations périodiques (Banque de France...)
Ce poste nécessite une expérience bancaire de 2 à 5 ans dans un poste similaire et implique des connaissances comptables précises.

Jeune diplômé
Futur trader

Marchés financiers - Matières Premières

Notre activité industrielle nous a conduit à devenir l'un des premiers importateurs/exportateurs d'un métal non ferreux. Par notre constant souci d'innovation et notre esprit d'entreprise, nos départements trésorerie et achat sont devenus d'importants centres de profit. Pour renforcer cette activité en expansion, nous créons le poste d'Adjoint des Opérations marchés. Au sein d'une équipe motivée, vous participerez à la mise en place de nouvelles techniques de gestion du risque financier et matériel, ainsi qu'à l'utilisation d'instruments financiers élaborés (MATIF, Option...). Progressivement, vous vous formerez au trading. Diplômé d'une G.E. Commerciale ou d'un DESS (marchés financiers ou matières premières), ou équivalent, vous êtes débrouillard et disposez d'une première expérience. Votre motivation pour un métier en pleine évolution, votre ouverture d'esprit et votre rigueur seront pour nous déterminants. Anglais indispensable. Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 77/M à MEDIA-SYSTEM, 2 rue de la tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

P.M.E. INDUSTRIELLE
EN EXPANSION
à EVREUX (groupe 100 pers.)
recherche

UN(E) CONTROLEUR
DE GESTION

après 2 à 3 ans d'expérience,
diplôme universitaire exigé.

Envoyer C.V. et prétentions à
Cabinet FONTAINE,
25 rue Dupleix,
75116 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE
COMPTABLE ET COMMISSAIRE
AUX COMPTES

recherche
REVEISEUR CONFIRME

2-3 ans d'expérience
minimum
avec responsabilité
de dossiers.

Envoyer candidatures à :
M^{me} HUI BON HOA,
Cabinet COMPTANTAL,
68, rue de Courcelles,
75008 PARIS.

Vallée du Rhône

Vous avez envie d'orienter votre carrière vers une entreprise performante de l'industrie
mécatronique qui met en œuvre des technologies de pointe ; devenez

Adjoint au chef
du service comptable

Le site de travail (650 personnes) est dans une agréable petite ville.
La société (1600 personnes, 1 milliard de CA HT), 2 usines en France et une à l'étranger est filiale d'un des premiers groupes français.
Vos principales missions : comptabilité générale et analytique, consolidation des comptes, suivi de la trésorerie.
Vous avez 27 ans minimum, vous êtes diplômé d'une école de commerce, option finances/comptabilité, plus D.E.C.S. Vous êtes peut-être en possession de l'expertise comptable.
Vous avez le goût de l'informatique, la conduite des hommes vous intéresse et des responsabilités importantes ne vous effraient pas, alors nous vous remercions de nous écrire (Réf. 3012).

DB SA, Les 4N - Chemin du Petit Bois - BP 18 - 69131 Ecully Cedex.
91 rue du Faubourg Saint-Hippolyte - 75008 Paris.

DOMINIQUE BARRÉ SA
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

SEERI VILLAGE
(Groupe SEERI)

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

UN(E) RESPONSABLE
DE PROGRAMME

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

Optimiser la
de nos Comptes

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

Les métiers du
participez avec nous

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

Responsable du
secteur gestion - direction

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

Cadre gestion

Vous êtes diplômé d'une formation supérieure en gestion (type ESC) et avez acquis une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et/ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offrent à vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf. 718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Népoc, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SEERIS
VILLAGE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEERI VILLAGES (Groupe SEERI - SARI)

Société de promotion immobilière du groupe SEERI, spécialisée dans la maison individuelle en villages, dont l'activité s'étend sur toute l'île-de-France, recherche pour son Département Opérationnel

UN(E) RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Son rôle consistera à participer au montage puis à assurer la conduite financière et administrative de plusieurs opérations immobilières. Une expérience de plusieurs années dans cette fonction est requise. Pour faire acte de candidature, écrire sous réf. RP à :



SEERI VILLAGES
20 bis, Jardin Boileau - Cédex 55
92083 PARIS LA DÉFENSE

Le Président de plusieurs PME régionales, titulaire d'un groupe de dimension internationale étend son équipe de direction pour appuyer sa stratégie de développement, et crée un poste de

CONSEILLER FINANCIER

Département Opérationnel (ESF/Finances comptables, DECS...) vous apportera vos observations, analyses approfondies et propositions et aura pour mission :
- Le contrôle de gestion des différents filiales que vous visiterez.
- Les audits comptables et financiers de petites sociétés de service, en vue de leur rachat par le groupe.
Le poste basé à REIMS nécessite de fréquents déplacements et est éligible pour un candidat à fort potentiel.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et photographies + photo d'identité) avec référence 1561/M à notre Conseil.

Cabinet GENTILHOMME
Cabinet de recrutement
8 rue du Commerce 1035 - 51052 REIMS Cedex
5 rue du Helder 75009 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

Directeur administratif et financier

Franche-comté

Un important laboratoire pharmaceutique français employant plus de 300 personnes et jouissant d'une très forte notoriété dans sa spécialité, recherche son directeur administratif et financier. En relation directe avec le président-directeur général, il sera responsable d'une équipe d'une quinzaine de personnes comprenant le contrôle de gestion, la comptabilité générale et analytique, la trésorerie, l'information, et le juridique. Membre du comité de direction, il participe à l'élaboration de la stratégie financière de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, plus DECS, et disposant d'une solide expérience dans une fonction similaire. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience, est de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire en précisant la référence S/8299M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au GABON un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bras droit du Directeur de la Filiale, il aura un rôle très opérationnel et assurera le suivi des aspects financiers, comptables, juridiques et administratifs de la filiale, ainsi que l'animation de l'équipe comptable.

Agé d'environ 28 ans, diplômé ESC, vous avez une première expérience réussie, êtes motivé par l'expatriation et des possibilités d'évolution en management.

Merci d'adresser lettre + CV, sous réf. S1273 à
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Lectra Systèmes

Conception - Fabrication - Commercialisation de biens d'équipement haute technologie - IA moyenne gamme SI 1/2 - 1/3 - 1/4 - 1/5 - 1/6 - 1/7 - 1/8 - 1/9 - 1/10 - 1/11 - 1/12 - 1/13 - 1/14 - 1/15 - 1/16 - 1/17 - 1/18 - 1/19 - 1/20 - 1/21 - 1/22 - 1/23 - 1/24 - 1/25 - 1/26 - 1/27 - 1/28 - 1/29 - 1/30 - 1/31 - 1/32 - 1/33 - 1/34 - 1/35 - 1/36 - 1/37 - 1/38 - 1/39 - 1/40 - 1/41 - 1/42 - 1/43 - 1/44 - 1/45 - 1/46 - 1/47 - 1/48 - 1/49 - 1/50 - 1/51 - 1/52 - 1/53 - 1/54 - 1/55 - 1/56 - 1/57 - 1/58 - 1/59 - 1/60 - 1/61 - 1/62 - 1/63 - 1/64 - 1/65 - 1/66 - 1/67 - 1/68 - 1/69 - 1/70 - 1/71 - 1/72 - 1/73 - 1/74 - 1/75 - 1/76 - 1/77 - 1/78 - 1/79 - 1/80 - 1/81 - 1/82 - 1/83 - 1/84 - 1/85 - 1/86 - 1/87 - 1/88 - 1/89 - 1/90 - 1/91 - 1/92 - 1/93 - 1/94 - 1/95 - 1/96 - 1/97 - 1/98 - 1/99 - 1/100 - 1/101 - 1/102 - 1/103 - 1/104 - 1/105 - 1/106 - 1/107 - 1/108 - 1/109 - 1/110 - 1/111 - 1/112 - 1/113 - 1/114 - 1/115 - 1/116 - 1/117 - 1/118 - 1/119 - 1/120 - 1/121 - 1/122 - 1/123 - 1/124 - 1/125 - 1/126 - 1/127 - 1/128 - 1/129 - 1/130 - 1/131 - 1/132 - 1/133 - 1/134 - 1/135 - 1/136 - 1/137 - 1/138 - 1/139 - 1/140 - 1/141 - 1/142 - 1/143 - 1/144 - 1/145 - 1/146 - 1/147 - 1/148 - 1/149 - 1/150 - 1/151 - 1/152 - 1/153 - 1/154 - 1/155 - 1/156 - 1/157 - 1/158 - 1/159 - 1/160 - 1/161 - 1/162 - 1/163 - 1/164 - 1/165 - 1/166 - 1/167 - 1/168 - 1/169 - 1/170 - 1/171 - 1/172 - 1/173 - 1/174 - 1/175 - 1/176 - 1/177 - 1/178 - 1/179 - 1/180 - 1/181 - 1/182 - 1/183 - 1/184 - 1/185 - 1/186 - 1/187 - 1/188 - 1/189 - 1/190 - 1/191 - 1/192 - 1/193 - 1/194 - 1/195 - 1/196 - 1/197 - 1/198 - 1/199 - 1/200 - 1/201 - 1/202 - 1/203 - 1/204 - 1/205 - 1/206 - 1/207 - 1/208 - 1/209 - 1/210 - 1/211 - 1/212 - 1/213 - 1/214 - 1/215 - 1/216 - 1/217 - 1/218 - 1/219 - 1/220 - 1/221 - 1/222 - 1/223 - 1/224 - 1/225 - 1/226 - 1/227 - 1/228 - 1/229 - 1/230 - 1/231 - 1/232 - 1/233 - 1/234 - 1/235 - 1/236 - 1/237 - 1/238 - 1/239 - 1/240 - 1/241 - 1/242 - 1/243 - 1/244 - 1/245 - 1/246 - 1/247 - 1/248 - 1/249 - 1/250 - 1/251 - 1/252 - 1/253 - 1/254 - 1/255 - 1/256 - 1/257 - 1/258 - 1/259 - 1/260 - 1/261 - 1/262 - 1/263 - 1/264 - 1/265 - 1/266 - 1/267 - 1/268 - 1/269 - 1/270 - 1/271 - 1/272 - 1/273 - 1/274 - 1/275 - 1/276 - 1/277 - 1/278 - 1/279 - 1/280 - 1/281 - 1/282 - 1/283 - 1/284 - 1/285 - 1/286 - 1/287 - 1/288 - 1/289 - 1/290 - 1/291 - 1/292 - 1/293 - 1/294 - 1/295 - 1/296 - 1/297 - 1/298 - 1/299 - 1/300 - 1/301 - 1/302 - 1/303 - 1/304 - 1/305 - 1/306 - 1/307 - 1/308 - 1/309 - 1/310 - 1/311 - 1/312 - 1/313 - 1/314 - 1/315 - 1/316 - 1/317 - 1/318 - 1/319 - 1/320 - 1/321 - 1/322 - 1/323 - 1/324 - 1/325 - 1/326 - 1/327 - 1/328 - 1/329 - 1/330 - 1/331 - 1/332 - 1/333 - 1/334 - 1/335 - 1/336 - 1/337 - 1/338 - 1/339 - 1/340 - 1/341 - 1/342 - 1/343 - 1/344 - 1/345 - 1/346 - 1/347 - 1/348 - 1/349 - 1/350 - 1/351 - 1/352 - 1/353 - 1/354 - 1/355 - 1/356 - 1/357 - 1/358 - 1/359 - 1/360 - 1/361 - 1/362 - 1/363 - 1/364 - 1/365 - 1/366 - 1/367 - 1/368 - 1/369 - 1/370 - 1/371 - 1/372 - 1/373 - 1/374 - 1/375 - 1/376 - 1/377 - 1/378 - 1/379 - 1/380 - 1/381 - 1/382 - 1/383 - 1/384 - 1/385 - 1/386 - 1/387 - 1/388 - 1/389 - 1/390 - 1/391 - 1/392 - 1/393 - 1/394 - 1/395 - 1/396 - 1/397 - 1/398 - 1/399 - 1/400 - 1/401 - 1/402 - 1/403 - 1/404 - 1/405 - 1/406 - 1/407 - 1/408 - 1/409 - 1/410 - 1/411 - 1/412 - 1/413 - 1/414 - 1/415 - 1/416 - 1/417 - 1/418 - 1/419 - 1/420 - 1/421 - 1/422 - 1/423 - 1/424 - 1/425 - 1/426 - 1/427 - 1/428 - 1/429 - 1/430 - 1/431 - 1/432 - 1/433 - 1/434 - 1/435 - 1/436 - 1/437 - 1/438 - 1/439 - 1/440 - 1/441 - 1/442 - 1/443 - 1/444 - 1/445 - 1/446 - 1/447 - 1/448 - 1/449 - 1/450 - 1/451 - 1/452 - 1/453 - 1/454 - 1/455 - 1/456 - 1/457 - 1/458 - 1/459 - 1/460 - 1/461 - 1/462 - 1/463 - 1/464 - 1/465 - 1/466 - 1/467 - 1/468 - 1/469 - 1/470 - 1/471 - 1/472 - 1/473 - 1/474 - 1/475 - 1/476 - 1/477 - 1/478 - 1/479 - 1/480 - 1/481 - 1/482 - 1/483 - 1/484 - 1/485 - 1/486 - 1/487 - 1/488 - 1/489 - 1/490 - 1/491 - 1/492 - 1/493 - 1/494 - 1/495 - 1/496 - 1/497 - 1/498 - 1/499 - 1/500 - 1/501 - 1/502 - 1/503 - 1/504 - 1/505 - 1/506 - 1/507 - 1/508 - 1/509 - 1/510 - 1/511 - 1/512 - 1/513 - 1/514 - 1/515 - 1/516 - 1/517 - 1/518 - 1/519 - 1/520 - 1/521 - 1/522 - 1/523 - 1/524 - 1/525 - 1/526 - 1/527 - 1/528 - 1/529 - 1/530 - 1/531 - 1/532 - 1/533 - 1/534 - 1/535 - 1/536 - 1/537 - 1/538 - 1/539 - 1/540 - 1/541 - 1/542 - 1/543 - 1/544 - 1/545 - 1/546 - 1/547 - 1/548 - 1/549 - 1/550 - 1/551 - 1/552 - 1/553 - 1/554 - 1/555 - 1/556 - 1/557 - 1/558 - 1/559 - 1/560 - 1/561 - 1/562 - 1/563 - 1/564 - 1/565 - 1/566 - 1/567 - 1/568 - 1/569 - 1/570 - 1/571 - 1/572 - 1/573 - 1/574 - 1/575 - 1/576 - 1/577 - 1/578 - 1/579 - 1/580 - 1/581 - 1/582 - 1/583 - 1/584 - 1/585 - 1/586 - 1/587 - 1/588 - 1/589 - 1/590 - 1/591 - 1/592 - 1/593 - 1/594 - 1/595 - 1/596 - 1/597 - 1/598 - 1/599 - 1/600 - 1/601 - 1/602 - 1/603 - 1/604 - 1/605 - 1/606 - 1/607 - 1/608 - 1/609 - 1/610 - 1/611 - 1/612 - 1/613 - 1/614 - 1/615 - 1/616 - 1/617 - 1/618 - 1/619 - 1/620 - 1/621 - 1/622 - 1/623 - 1/624 - 1/625 - 1/626 - 1/627 - 1/628 - 1/629 - 1/630 - 1/631 - 1/632 - 1/633 - 1/634 - 1/635 - 1/636 - 1/637 - 1/638 - 1/639 - 1/640 - 1/641 - 1/642 - 1/643 - 1/644 - 1/645 - 1/646 - 1/647 - 1/648 - 1/649 - 1/650 - 1/651 - 1/652 - 1/653 - 1/654 - 1/655 - 1/656 - 1/657 - 1/658 - 1/659 - 1/660 - 1/661 - 1/662 - 1/663 - 1/664 - 1/665 - 1/666 - 1/667 - 1/668 - 1/669 - 1/670 - 1/671 - 1/672 - 1/673 - 1/674 - 1/675 - 1/676 - 1/677 - 1/678 - 1/679 - 1/680 - 1/681 - 1/682 - 1/683 - 1/684 - 1/685 - 1/686 - 1/687 - 1/688 - 1/689 - 1/690 - 1/691 - 1/692 - 1/693 - 1/694 - 1/695 - 1/696 - 1/697 - 1/698 - 1/699 - 1/700 - 1/701 - 1/702 - 1/703 - 1/704 - 1/705 - 1/706 - 1/707 - 1/708 - 1/709 - 1/710 - 1/711 - 1/712 - 1/713 - 1/714 - 1/715 - 1/716 - 1/717 - 1/718 - 1/719 - 1/720 - 1/721 - 1/722 - 1/723 - 1/724 - 1/725 - 1/726 - 1/727 - 1/728 - 1/729 - 1/730 - 1/731 - 1/732 - 1/733 - 1/734 - 1/735 - 1/736 - 1/737 - 1/738 - 1/739 - 1/740 - 1/741 - 1/742 - 1/743 - 1/744 - 1/745 - 1/746 - 1/747 - 1/748 - 1/749 - 1/750 - 1/751 - 1/752 - 1/753 - 1/754 - 1/755 - 1/756 - 1/757 - 1/758 - 1/759 - 1/760 - 1/761 - 1/762 - 1/763 - 1/764 - 1/765 - 1/766 - 1/767 - 1/768 - 1/769 - 1/770 - 1/771 - 1/772 - 1/773 - 1/774 - 1/775 - 1/776 - 1/777 - 1/778 - 1/779 - 1/780 - 1/781 - 1/782 - 1/783 - 1/784 - 1/785 - 1/786 - 1/787 - 1/788 - 1/789 - 1/790 - 1/791 - 1/792 - 1/793 - 1/794 - 1/795 - 1/796 - 1/797 - 1/798 - 1/799 - 1/800 - 1/801 - 1/802 - 1/803 - 1/804 - 1/805 - 1/806 - 1/807 - 1/808 - 1/809 - 1/810 - 1/811 - 1/812 - 1/813 - 1/814 - 1/815 - 1/816 - 1/817 - 1/818 - 1/819 - 1/820 - 1/821 - 1/822 - 1/823 - 1/824 - 1/825 - 1/826 - 1/827 - 1/828 - 1/829 - 1/830 - 1/831 - 1/832 - 1/833 - 1/834 - 1/835 - 1/836 - 1/837 - 1/838 - 1/839 - 1/840 - 1/841 - 1/842 - 1/843 - 1/844 - 1/845 - 1/846 - 1/847 - 1/848 - 1/849 - 1/850 - 1/851 - 1/852 - 1/853 - 1/854 - 1/855 - 1/856 - 1/857 - 1/858 - 1/859 - 1/860 - 1/861 - 1/862 - 1/863 - 1/864 - 1/865 - 1/866 - 1/867 - 1/868 - 1/869 - 1/870 - 1/871 - 1/872 - 1/873 - 1/874 - 1/875 - 1/876 - 1/877 - 1/878 - 1/879 - 1/880 - 1/881 - 1/882 - 1/883 - 1/884 - 1/885 - 1/886 - 1/887 - 1/888 - 1/889 - 1/890 - 1/891 - 1/892 - 1/893 - 1/894 - 1/895 - 1/896 - 1/897 - 1/898 - 1/899 - 1/900 - 1/901 - 1/902 - 1/903 - 1/904 - 1/905 - 1/906 - 1/907 - 1/908 - 1/909 - 1/910 - 1/911 - 1/912 - 1/913 - 1/914 - 1/915 - 1/916 - 1/917 - 1/918 - 1/919 - 1/920 - 1/921 - 1/922 - 1/923 - 1/924 - 1/925 - 1/926 - 1/927 - 1/928 - 1/929 - 1/930 - 1/931 - 1/932 - 1/933 - 1/934 - 1/935 - 1/936 - 1/937 - 1/938 - 1/939 - 1/940 - 1/941 - 1/942 - 1/943 - 1/944 - 1/945 - 1/946 - 1/947 - 1/948 - 1/949 - 1/950 - 1/951 - 1/952 - 1/953 - 1/954 - 1/955 - 1/956 - 1/957 - 1/958 - 1/959 - 1/960 - 1/961 - 1/962 - 1/963 - 1/964 - 1/965 - 1/966 - 1/967 - 1/968 - 1/969 - 1/970 - 1/971 - 1/972 - 1/973 - 1/974 - 1/975 - 1/976 - 1/977 - 1/978 - 1/979 - 1/980 - 1/981 - 1/982 - 1/983 - 1/984 - 1/985 - 1/986 - 1/987 - 1/988 - 1/989 - 1/990 - 1/991 - 1/992 - 1/993 - 1/994 - 1/995 - 1/996 - 1/997 - 1/998 - 1/999 - 1/1000 - 1/1001 - 1/1002 - 1/1003 - 1/1004 - 1/1005 - 1/1006 - 1/1007 - 1/1008 - 1/1009 - 1/1010 - 1/1011 - 1/1012 - 1/1013 - 1/1014 - 1/1015 - 1/1016 - 1/1017 - 1/1018 - 1/1019 - 1/1020 - 1/1021 - 1/1022 - 1/1023 - 1/1024 - 1/1025 - 1/1026 - 1/1027 - 1/1028 - 1/1029 - 1/1030 - 1/1031 - 1/1032 - 1/1033 - 1/1034 - 1/1035 - 1/1036 - 1/1037 - 1/1038 - 1/1039 - 1/1040 - 1/1041 - 1/1042 - 1/1043 - 1/1044 - 1/1045 - 1/1046 - 1/1047 - 1/1048 - 1/1049 - 1/1050 - 1/1051 - 1/1052 - 1/1053 - 1/1054 - 1/1055 - 1/1056 - 1/1057 - 1/1058 - 1/1059 - 1/1060 - 1/1061 - 1/1062 - 1/1063 - 1/1064 - 1/1065 - 1/1066 - 1/1067 - 1/1068 - 1/1069 - 1/1070 - 1/1071 - 1/1072 - 1/1073 - 1/1074 - 1/1075 - 1/1076 - 1/1077 - 1/1078 - 1/1079 - 1/1080 - 1/1081 - 1/1082 - 1/1083 - 1/1084 - 1/1085 - 1/1086 - 1/1087 - 1/1088 - 1/1089 - 1/1090 - 1/1091 - 1/1092 - 1/1093 - 1/1094 - 1/1095 - 1/1096 - 1/1097 - 1/1098 - 1/1099 - 1/1100 - 1/1101 - 1/1102 - 1/1103 - 1/1104 - 1/1105 - 1/1106 - 1/1107 - 1/1108 - 1/1109 - 1/1110 - 1/1111 - 1/1112 - 1/1113 - 1/1114 - 1/1115 - 1/1116 - 1/1117 - 1/1118 - 1/1119 - 1/1120 - 1/1121 - 1/1122 - 1/1123 - 1/1124 - 1/1125 - 1/1126 - 1/1127 - 1/1128 - 1/1129 - 1/1130 - 1/1131 - 1/1132 - 1/1133 - 1/1134 - 1/1135 - 1/1136 - 1/1137 - 1/1138 - 1/1139 - 1/1140 - 1/1141 - 1/1142 - 1/1143 - 1/1144 - 1/1145 - 1/1146 - 1/1147 - 1/1148 - 1/1149 - 1/1150 - 1/1151 - 1/1152 - 1/1153 - 1/1154 - 1/1155 - 1/1156 - 1/1157 - 1/1158 - 1/1159 - 1/1160 - 1/1161 - 1/1162 - 1/1163 - 1/1164 - 1/1165 - 1/1166 - 1/1167 - 1/1168 - 1/1169 - 1/1170 - 1/1171 - 1/1172 - 1/1173 - 1/1174 - 1/1175 - 1/1176 - 1/1177 - 1/1178 - 1/1179 - 1/1180 - 1/1181 - 1/1182 - 1/1183 - 1/1184 - 1/1185 - 1/1186 - 1/1187 - 1/1188 - 1/1189 - 1/1190 - 1/1191 - 1/1192 - 1/1193 - 1/1194 - 1/1195 - 1/1196 - 1/1197 - 1/1198 - 1/1199 - 1/1200 - 1/1201 - 1/1202 - 1/1203 - 1/1204 - 1/1205 - 1/1206 - 1/1207 - 1/1208 - 1/1209 - 1/1210 - 1/1211 - 1/1212 - 1/1213 - 1/1214 - 1/1215 - 1/1216 - 1/1217 - 1/1218 - 1/1219 - 1/1220 - 1/1221 - 1/1222 - 1/1223 - 1/1224 - 1/1225 - 1/1226 - 1/1227 - 1/1228 - 1/1229 - 1/1230 - 1/1231 - 1/1232 - 1/1233 - 1/1234 - 1/1235 - 1/1236 - 1/1237 - 1/1238 - 1/1239 - 1/1240 - 1/1241 - 1/1242 - 1/1243 - 1/1244 - 1/1245 - 1/1246 - 1/1247 - 1/1248 - 1/1249 - 1/1250 - 1/1251 - 1/1252 - 1/1253 - 1/1254 - 1/1255 - 1/1256 - 1/1257 - 1/1258 - 1/1259 - 1/1260 - 1/1261 - 1/1262 - 1/1263 - 1/1264 - 1/1265 - 1/1266 - 1/1267 - 1/1268 - 1/1269 - 1/1270 - 1/1271 - 1/1272 - 1/1273 - 1/1274 - 1/1275 - 1/1276 - 1/1277 - 1/1278 - 1/1279 - 1/1280 - 1/1281 - 1/1282 - 1/1283 - 1/1284 - 1/1285 - 1/1286 - 1/1287 - 1/1288 - 1/1289 - 1/1290 - 1/1291 - 1/1292 - 1/1293 - 1/1294 - 1/1295 - 1/1296 - 1/1297 - 1/1298 - 1/1299 - 1/1300 - 1/1301 - 1/1302 - 1/1303 - 1/1304 - 1/1305 - 1/1306 - 1/1307 - 1/1308 - 1/1309 - 1/1310 - 1/1311 - 1/1312 - 1/1313 - 1/1314 - 1/1315 - 1/1316 - 1/1317 - 1/1318 - 1/1319 - 1/1320 - 1/1321 - 1/1322 - 1/1323 - 1/1324 - 1/1325 - 1/1326 - 1/1327 - 1/1328 - 1/1329 - 1/1330 - 1/1331 - 1/1332 - 1/1333 - 1/1334 - 1/1335 - 1/1336 - 1/1337 - 1/1338 - 1/1339 - 1/1340 - 1/1341 - 1/1342 - 1/1343 - 1/1344 - 1/1345 - 1/1346 - 1/1347 - 1/1348 - 1/1349 - 1/1350 - 1/1351 - 1/1352 - 1/1353 - 1/1354 - 1/1355 - 1/1356 - 1/1357 - 1/1358 - 1/1359 - 1/1360 - 1/1361 - 1/1362 - 1/1363 - 1/1364 - 1/1365 - 1/1366 - 1/1367 - 1/1368 - 1/1369 - 1/1370 - 1/1371 - 1/1372 - 1/1373 - 1/1374 - 1/1375 - 1/1376 - 1/1377 - 1/1378 - 1/1379 - 1/1380 - 1/1381 - 1/1382 - 1/1383 - 1/1384 - 1/1385 - 1/1386 - 1/1387 - 1/1388 - 1/1389 - 1/1390 - 1/1391 - 1/1392 - 1/1393 - 1/1394 - 1/1395 - 1/1396 - 1/1397 - 1/1398 - 1/1399 - 1/1400 - 1/1401 - 1/1402 - 1/1403 - 1/1404 - 1/1405 - 1/1406 - 1/1407 - 1/1408 - 1/1409 - 1/1410 - 1/1411 - 1/1412 - 1/1413 - 1/1414 - 1/1415 - 1/1416 - 1/1417 - 1/1418 - 1/1419 - 1/1420 - 1/1421 - 1/1422 - 1/1423 - 1/1424 - 1/1425 - 1/1426 - 1/1427 - 1/1428 - 1/1429 - 1/1430 - 1/1431 - 1/1432 - 1/1433 - 1/1434 - 1/1435 - 1/1436 - 1/1437 - 1/1438 - 1/1439 - 1/1440 - 1/1441 - 1/1442 - 1/1443 - 1/1

LA CRISE FINANCIÈRE ET LA MENACE PROTECTIONNISTE

Une dernière chance pour le GATT

Quarante ans après sa création
le système commercial international doit être rajeuni.

La crise financière a eu comme détonateur le déficit commercial des États-Unis, dont la persistance suscite une accentuation de la menace protectionniste outre-Atlantique. Les Américains se déchaînent avec des niveaux de subventions jamais atteints sur les marchés des céréales. Leur offensive, pour gêner la commercialisation de l'Airbus, devient pressante. Et l'Europe redoute que le dialogue entre le président et le Congrès n'aboutisse, finalement, à l'adoption d'une nouvelle législation restrictive. Une remise en cause aussi flagrante du système multilatéral qui régit les échanges depuis la guerre pourrait porter un coup fatal à l'Uruguay Round, le huitième cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) lancé en septembre 1986 à Punta-del-Este. Et du même coup au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), cet arrangement provisoire — qui fête, le 30 octobre, son quarantième anniversaire — dont le renouveau est intimement lié au succès de ce cycle qui portera notamment sur les politiques agricoles et les échanges de services. Il s'agit d'une course de vitesse armée d'embûches qui a commencé il y a treize mois et qui devrait durer quatre ou cinq ans. Les partisans d'un système d'échanges contractuel vont essayer d'atteindre sans tarder des résultats suffisamment probants pour convaincre les plus sceptiques que le GATT peut être revitalisé. Ils pourraient être aidés par la crainte nouvelle, mais salutaire, que l'annonce de décisions protectionnistes susciterait des réactions brutales sur les marchés des changes et les Bourses de valeurs.

« **E**n avril dernier, lorsque les États-Unis ont imposé des surtaxes sur des importations de produits japonais sensibles, parce qu'ils reprochaient à Tokyo de ne pas respecter l'accord conclu sur les semi-conducteurs, Wall Street a réagi en enregistrant sa plus forte baisse de l'année », raconte M. John Weekes, l'ambassadeur du Canada auprès du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), pour démontrer que désormais les décisions ayant trait aux échanges ont une réelle influence sur l'ensemble de la vie économique. C'est là une situation nouvelle confirmée avec éclat par les événements récents.

Hier, on ne croyait pas, surtout aux États-Unis, que le commerce, simple résultante des politiques économiques, pouvait jouer un rôle important. Mais il a perdu cette place de parent pauvre depuis qu'il est apparu que l'amplification politico-médiatique de ses résultats avait un impact sur le cours des actions, le niveau des investissements et, par voie de conséquence, sur la croissance.

« Les États-Unis ont découvert le commerce international », s'exclame M. Tran Van Thinh, le chef de la délégation de la Commission européenne à Genève. Ils ne sont pas les seuls puisque la Chine et l'URSS frappent à la porte de l'Accord général, lequel rassemble aujourd'hui quatre-vingt-cinq « parties contractantes », contre une quarantaine voici vingt ans.

Cette prise de conscience récente pourrait, paradoxalement, sauver le GATT et l'organisation multilatérale contractuelle des

échanges qu'il établit. Paradoxalement, car c'est aussi l'observation assidue des indices du commerce extérieur américain et la colère provoquée par la persistance de son déficit — malgré la chute du dollar — qui, à Washington, incitent la majorité du Congrès à préconiser l'adoption d'une législation protectionniste. L'administration, favorable au libre-échange, ne parviendrait-elle pas plus facilement à tempérer ce

zèle isolationniste, si elle pouvait convaincre sénateurs et représentants que leur projet pourrait avoir des répercussions négatives immédiates en termes de croissance et d'emploi ?

L'administration américaine souffre le chaud et le froid. « Nous sommes très critiques à l'égard du GATT, qui ne répond plus aux besoins du commerce. Ceux-ci changent rapidement et

le GATT ne l'a pas pris en compte. Dans certains cas, par exemple en matière de sauvegarde, les règles sont dépassées. S'agissant de l'agriculture, elles n'ont donné que des résultats médiocres. Comment ne pas être frustré par la lenteur des procédures de règlement des différends ? Il nous a fallu seize ans pour régler le conflit qui nous opposait à la CEE au sujet des exportations d'agrumes », com-

mente M. Charles Blum, l'un des adjoints de M. Clayton Yeutter, le représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales.

L'opinion du Congrès est pire : « A Washington, on appelle le GATT : General agreement to talk and talk, poursuit M. Blum. Le fait que le nouveau cycle de Négociation commerciale multilatérale (NCM) ait été lancé en septembre 1986 à Punta-del-Este (Uruguay) et que l'exercice se soit jusqu'ici plutôt bien passé, ne convainc guère. Seuls des résultats calmeront le Congrès ».

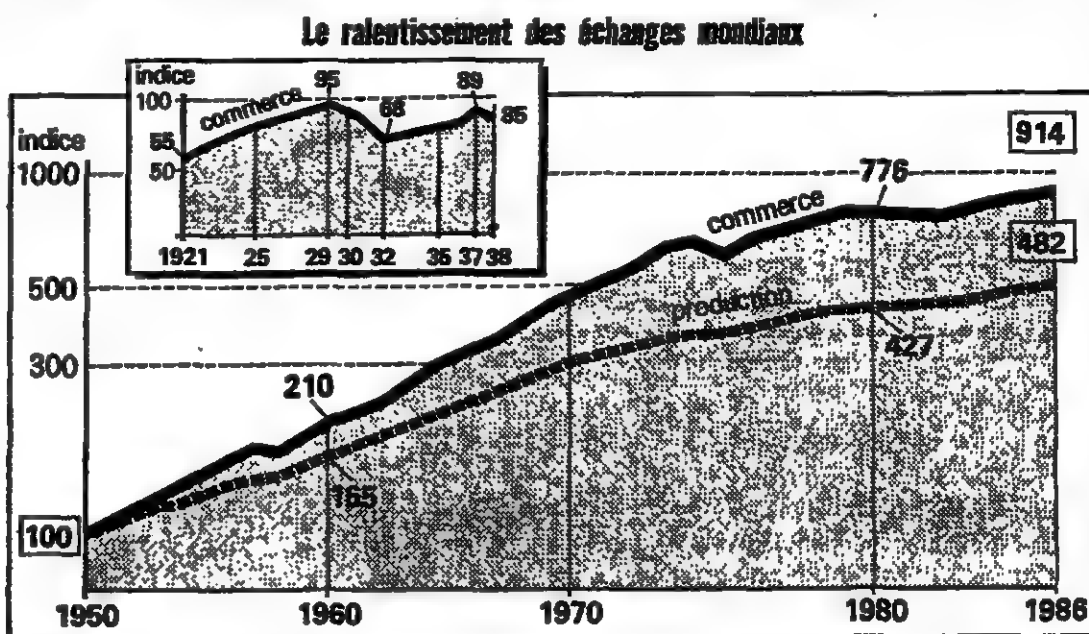
Est-ce à dire que l'Uruguay Round — tel est le nom donné au nouveau cycle, — dont l'objet est de rétablir la confiance entre les parties contractantes, n'a aucune chance d'aboutir, anéanti avant même par un Congrès destructeur ? M. Blum se veut rassurant : « Le court terme sera sans doute difficile, mais il y a une chance sur deux que la législation approuve une législation raisonnable. Les parlementaires réalisent qu'on ne peut pas tout régler sur une base bilatérale, que même les représailles sont difficiles à gérer... Bref, qu'il n'y a pas d'alternative au GATT. Si la législation n'est pas acceptable, le président y opposera son veto. Alors, il n'y aura pas de mandat donné à l'administration, mais on peut s'en passer pour négocier ».

Dans l'insécurité

Pour les partenaires des États-Unis, une telle situation signifie négocier dans l'insécurité. Cependant, d'autres scénarios, tout aussi peu réjouissants, sont envisagés. M. Tran Van Thinh croit que le Congrès adoptera bientôt une législation férocement protectionniste, à laquelle le président opposera son veto. Le Congrès ne trouvera pas la majorité des deux tiers, requise pour annuler le veto présidentiel. Mais, afin d'éviter le vide juridique, les deux parties trouveront finalement un compromis.

« Ce sera probablement peu conforme au GATT et, pour nous, passablement insupportable », prévient M. Tran Van Thinh. La négociation connaîtrait alors — vers la fin de l'année — une zone de tempête. Comment réajuster les partenaires des États-Unis à une telle situation, parfaitement contraire à l'engagement de « stand still » (c'est-à-dire à la promesse de ne pas adopter de nouvelles dispositions protectionnistes), pris à Punta-del-Este ?

de Genève,
PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 38.)



Il n'y a pas de fumée sans feu

par MICHEL AGLIETTA (*)

LES derniers événements boursiers ont suscité d'étranges commentaires parmi les spécialistes financiers. On a entendu les mêmes personnages dire à la fois qu'il y avait eu panique et qu'il s'agissait d'une correction technique sans incidence sur une économie mondiale fondamentalement saine. Tenir simultanément ces deux opinions est illogique.

Si on admet que l'effondrement boursier est indépendant de la situation économique réelle, c'est l'éclatement d'une bulle spéculative. Il faut alors tenir dans la même suspension l'euphorie précédente qui avait emporté les Bourses à des sommets dont la contemplation arrachait des cris d'admiration aux mêmes spécialistes. Dans ces conditions on doit se demander, car les taux de change sont sensibles au même genre de comportement que les prix boursiers, à quel servent les marchés financiers dans la détermination générale des années 80.

Il se pourrait bien que les gouvernements aient laissé se développer et même aient encouragé un système financier global à forte instabilité endogène. En ce cas, les avantages microéconomiques supposés de la mobilité des capitaux seraient largement détrempés par les perturbations macroéconomiques qu'elle engendrerait.

Un signal avancé

Si, au contraire, on pense que les marchés financiers sont efficaces, qu'ils rassemblent toute l'information pertinente pour prendre des décisions rationnelles, la Bourse est un signal avancé, quoique amplifié, des évolutions économiques futures. La chute des cours nous dit quelque chose sur ce qui nous attend dans l'avenir prochain. Il est alors parfaitement ridicule de dire que la Bourse se trompe parce qu'on ne constate pas encore aujourd'hui de détérioration grave de la conjoncture mondiale.

Comment concilier ces points de vue ? En vérité, les marchés financiers sont mis par des anticipations collectives. Ce sont des opinions publiques, comme telles sensibles à la psychologie de masse. Mais il n'y

a pas de fumée sans feu. Lorsque une opinion publique exprime une inquiétude très forte sur le climat économique, les pouvoirs publics seraient sages de la prendre au sérieux. Encore faut-il interpréter correctement ce que le message veut dire.

Dans les vingt dernières années, on a pu observer maintes fois que les marchés financiers étaient très sensibles aux incompatibilités qu'ils percevaient entre les politiques économiques des grands pays industrialisés. Ces incompatibilités proviennent elles-mêmes des carences d'un système monétaire international incapable d'imposer des ajustements correctifs suffisamment tôt. Car la souplesse du financement permet d'absorber des déséquilibres cumulatifs dans les paiements internationaux, sans que personne puisse apprécier à l'avance où sont les seuls critiques. C'est pourquoi les marchés peuvent être portés longtemps par l'optimisme de l'expansion à crédit avant de se rendre compte brutalement de la fragilité des positions.

A l'heure actuelle les débiteurs américains, publics et privés, sont lancés dans un processus d'endettement qui dure depuis cinq ans et qui soutient une expansion de plus en plus précaire. Les déficits ainsi créés font en permanence pression à la baisse sur le dollar. Cela a permis de relancer les exportations ; mais le refus du gouvernement américain de prendre des mesures d'accompagnement restrictives empêche de calmer les importations. Aussi l'émission de dettes en dollars que l'étranger doit absorber continue à un rythme effréné. Depuis un an ces dettes ont fini par rencontrer la suspicion des créanciers.

Les banques centrales ont alors pris le relais sans toutefois, par crainte d'un emballement monétaire, empêcher la remontée des taux d'intérêt à long terme de s'affirmer depuis le printemps. Les marchés ont fini par se convaincre que cette hausse était là pour durer. Les obligations ont été les premières à subir le choc. En voyant que les

marchés à terme continuaient à prévoir l'érosion de leurs prix, on pouvait se douter que les cours des actions allaient enregistrer brutalement une évolution que les prix des obligations avaient décrit progressivement.

Il est vrai que le bras de fer entre les autorités monétaires américaines et allemandes n'est pas fait pour arranger la situation. Les premières font un chantage récurrent à l'effondrement du dollar. Les secondes sont obsédées par l'inflation à un point tel qu'elles contrevent l'effet sur le dollar de l'augmentation des taux d'intérêt américains en poussant leurs propres taux à la hausse.

Comme les taux allemands sont directeurs en Europe et que les autres pays européens ont déjà bien du mal à respecter les parités du SME, c'est toute la structure des taux d'intérêt mondiaux à long terme qui est tirée vers le haut. Il est difficile de s'attendre que cette évolution, dans une Europe à la croissance anémique et au chômage qui continue de s'étendre comme une lépre, puisse à l'optimisme !

Le yen et l'ECU

On n'a aucune chance de sortir de ce piège à coups de redondances et de déclarations flatteuses qui font perdre un peu plus de crédibilité aux dirigeants politiques qui les professent. Éviter une récession mondiale déclenchée aux États-Unis, après que les deniers feux d'une orgie déclinante de crédit se soient éteints, est devenu difficile. Il y faudrait une clairvoyance dans la coordination des politiques économiques que rien ne laisse espérer. Il faudrait surtout engager des réformes structurelles, pour remettre de l'ordre dans les relations monétaires qui traitent à l'encouragement de la philosophie complaisante du laissez-faire financier sous l'hégémonie du dollar par défaut d'initiative de l'Europe.

La tâche la plus urgente est d'alléger les pressions sur le dollar avant que les déficits américains ne commencent à se résorber. Cela veut dire que les dettes nouvelles

émises ne le soient pas seulement en dollars. Les débiteurs américains doivent accepter de prendre leur part du risque de change. La promotion du yen et de l'ECU comme monnaies de financement international en résulterait. Ce réajustement des forces dans le système monétaire international concerne l'ECU, et pas le mark.

En effet, la taille du marché financier allemand est très insuffisante pour que le mark soit le support d'une monnaie internationale de financement. Mais, pour contribuer au réajustement des paiements internationaux, l'Europe doit exister monétairement. Il faudrait accélérer le renforcement du SME, timidement esquissé par l'accord de Nyborg et mener en permanence une politique de change commune à l'égard du dollar et du yen.

L'accord du Louvre n'a de chances d'être efficace que si la réorganisation tripartite des relations monétaires internationales permet d'engager effectivement l'expérience des zones cibles. Des propositions précises ont été faites à cet égard par les économistes. Plutôt que de multiplier les interrogations sceptiques, ne vaudrait-il pas mieux prouver le progrès en marchant ?

Mais on peut d'ores et déjà se douter que la monnaie ne peut pas tout faire. Les gouvernements des pays européens ne devraient raisonnablement exiger une réduction du déficit budgétaire américain que s'ils sont prêts à prendre le relais d'une expansion budgétaire suffisante pour éviter la récession mondiale qui menace.

(*) Conseiller scientifique au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Deux interprétations

Jean Saint-Geours

Eloge de la complexité

« ... Le débat sur la complexité bien relancé par J. S.-G. est passionnant. »

Pierre Drouin, le Monde

« La France saura-t-elle, à la fin du 20^e siècle, réussir une révolution mentale ?... »

Gérard Moatti, l'Expansion

Dogan/Pelassy

Le Moloch en Europe occidentale

● ETATISATION DE LA SOCIÉTÉ économiques mixtes : mi-capitalistes, mi-socialistes
l'Etat protecteur : la providence organisée
la Sécurité sociale : un colosse aux pieds d'argile
le procès de l'Etat-providence

● CORPORATISATION DE L'ETAT l'articulation des intérêts : prolifération l'agrégation des intérêts : engorgement la gestation du compromis : acteurs et sites systèmes politiques et types d'arbitrage

● Demain, quelle société : hyper-étatisée ou civile ?

Economica, 49, rue HÉRICART 75015 Paris. Tél. : 45-79-93-56

حکومت من الاصل

Etats-Unis : la préférence pour les produits étrangers

DEUX ans après les accords du Plaza, malgré une dépréciation du dollar de l'ordre de 40 %, la balance commerciale américaine ne donne pas de signes d'amélioration, mais bien plutôt d'aggravation surtout durant les trois derniers mois. La déception est telle qu'elle a suscité à New-York une panique boursière, la plus grave depuis 1929.

On attendra d'ailleurs longtemps que l'évolution du déficit des échanges obéisse aux thèses rassurantes illustrées par la courbe en « J ». Celles-ci, fondées sur les prix, ne prennent pas en compte des facteurs essentiels de l'économie des Etats-Unis, dont la plupart ne peuvent évoluer que très progressivement.

Le gonflement fantastique de la consommation, renforcé par le déficit budgétaire, en un moment de désaffection grandissante pour les biens américains a suscité une demande croissante de produits étrangers. Et ce comportement des consommateurs ne semble pas près de changer. De plus la répartition inégale des investissements et le déséquilibre de la production avec la désindustrialisation qui s'ensuit dans certains secteurs traditionnels limitent le champ possible des progrès à l'exportation.

La porte est ouverte aux produits étrangers dans les secteurs négligés (cf. « Vers un déficit commercial permanent » du 18 novembre 1986). Cela demeure essentiel et toujours d'actualité. Enfin la stratégie des multinationales et leur vaste réseau de filiales industrielles à l'étranger apporte d'autres limites aux perspectives d'exportation.

Dans un monde où tout change si vite, il serait ridicule de voir, où que ce soit, une fatalité de fermer les yeux sur les signes favorables sensibles à l'intérieur des Etats-Unis. Mais les progrès enregistrés récemment dans l'industrie américaine, sa meilleure productivité et l'effort pour la qualité, n'agissent qu'à

terme, n'ayant guère d'effet immédiat sur les échanges.

La raison principale du déficit est la croissance des importations due à une consommation sans frein, que ne satisfait plus la production américaine. En cinq ans la part des Etats-Unis dans les importations mondiales de produits manufacturés est passée de 11 % à 21 %. Cela correspond à un détournement de 10 % des exportations mondiales vers le marché américain et montre l'ampleur du problème car les habitudes ainsi prises ne se modifient pas rapidement. Les Etats-Unis vivent ainsi largement au-dessus des capacités de leurs industries : la part des produits manufacturés est passée en dix ans de 65 % à 80 % dans les importations hors pétrole qui montent en flèche.

La dépréciation du dollar n'est en tout cas efficace que si elle entraîne un retour aux produits nationaux. L'accroissement des achats de produits manufacturés en 1986, soit 35 milliards de dollars, a été du même ordre qu'en 1985, ce qui indique, compte tenu de la dévaluation du dollar, une légère réduction en volume. Mais, pour les huit premiers mois de 1987, est réapparue une nouvelle augmentation non seulement en valeur mais en volume.

Depuis que s'est amorcée la baisse du dollar en février 1985, la part des articles importés dans la demande de produits finis a progressé de trimestre en trimestre de façon à peu près continue, passant en deux ans de 21,8 % à plus de 24,5 %. La forte hausse des prix des produits étrangers n'a donc pas été dissuasive pour les consommateurs américains. Il est vrai que les producteurs nationaux n'ont pas fait le maximum pour reconquérir le marché local et beaucoup ont obtenu des bénéfices inhabituels par d'importantes réductions des prix intérieurs.

Ainsi la préférence marquée pour des produits étrangers est à la racine du déficit commercial des Etats-

Unis. Il ne s'agit plus seulement du comportement du consommateur courant, mais tout autant de l'industriel marquant une méfiance à l'égard de certains équipements américains. Il est symptomatique que le matériel électrique et non électrique à lui seul (matériel de transports exclu) entre pour 26 % dans les importations des Etats-Unis hors pétrole en 1986 et au premier semestre 1987 (contre 19,5 % en 1980).

Des succès inégaux

Cependant, il ne faut pas négliger les succès des exportateurs américains. Ils montrent à la fois le dynamisme de l'industrie américaine à l'étranger, ses limites et son incapacité à compenser l'afflux des importations. Dès 1986, leur valeur nominale s'était accrue avec une monnaie nettement affaiblie. Les effets regrettables du dollar fort ont donc été assez rapidement surmontés ; mais le redressement était moins

important que prévu et surtout très inégal, réparti entre biens de consommation (dont le niveau initial était très faible), chimie, télécommunication et informatique, aéronautique. L'automobile était en recul, et surtout l'équipement industriel spécialisé.

En 1987, d'après certains, ce sont les exportations qui apportent le plus de satisfaction aux industriels américains et « tirent » la production. Elles ont, durant les huit premiers mois, atteint un niveau nettement supérieur à celui de l'année précédente, surtout pour les produits manufacturés. Mais les résultats sont toujours inégaux selon les secteurs, et un palier semble atteint. Par ailleurs, ces résultats demeurent toujours étroitement liés au contexte international, caractérisé par le marasme des marchés industriels.

Si le front des échanges extérieurs se présente mal et sans perspective de changement rapide, divers signes

favorables enregistrés récemment aux Etats-Unis auraient pu contribuer à terme à rétablir un meilleur équilibre. Ainsi une reprise importante des investissements était prévue pour la deuxième semestre 1987, après la baisse de 1986. Mais leur répartition n'est pas connue et, surtout, il s'agit de prévisions que la crise boursière ne peut que bouleverser.

En fait, dans la désaffection des consommateurs, comme dans les difficultés de nombreux articles pour s'imposer à l'étranger, c'est la production américaine qui est en cause et très souvent sa qualité. Le label « made in USA » ne représente plus la même garantie que dans les années 50. Les Américains le constatent avec amertume. Une enquête à ce sujet laisse révéler, concluant que, en moyenne, un ouvrier américain sur quatre serait occupé non à produire mais à repérer les défauts de fabrication ou à les corriger, sans réussir à éviter la sortie d'articles défectueux.

les exportations. Depuis dix-huit mois, la productivité progresse à un rythme annuel de 3,5 %.

Le réseau de production et d'échanges constitué par les filiales industrielles des multinationales à l'étranger apporte aussi un pouvoir supplémentaire considérable aux Etats-Unis. Mais, du fait même de son existence, il limite le développement des exportations américaines, au moins dans certains secteurs.

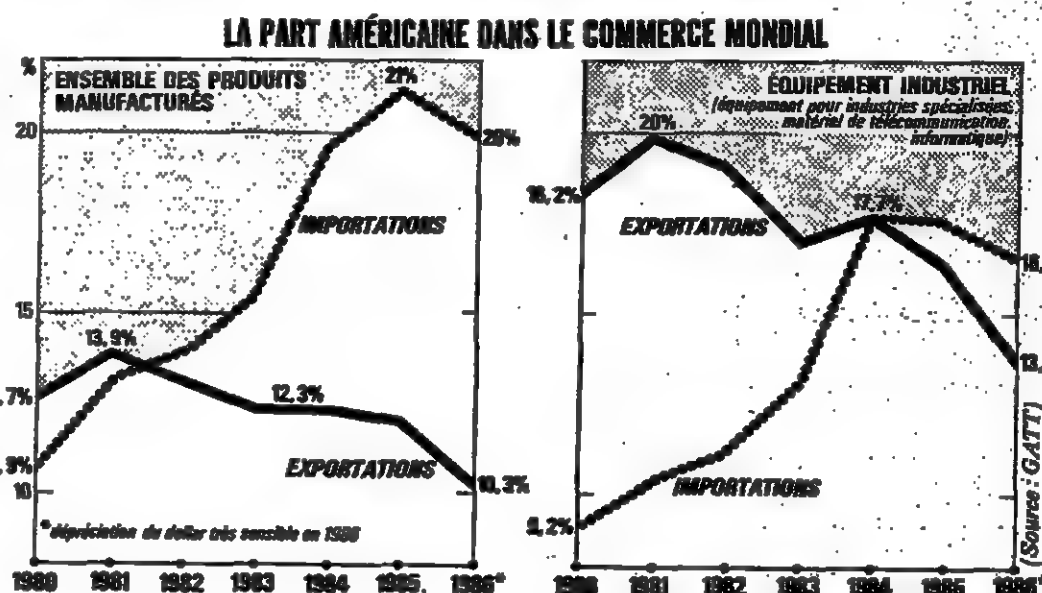
A elles seules, les ventes des filiales sur les marchés tiers (comptes comme exportations pour le pays d'implantation) excèdent, en 1984, voisines de 120 milliards de dollars, soit un peu plus de la moitié des exportations des Etats-Unis. En Europe, leurs ventes aux pays voisins sont même supérieures aux livraisons des Etats-Unis, sans parler des ventes dans le pays d'implantation.

Le plus souvent, les filiales ne prennent pas la place d'exportateurs américains, car les positions qu'elles occupent n'auraient guère pu être occupées à partir des Etats-Unis. Il va de soi que, lorsque leurs filiales occupent avantageusement des marchés, les multinationales ne cherchent pas à les doubler par des livraisons directes depuis les Etats-Unis.

Les Américains en sont conscients, et certains pensent que, pour beaucoup d'articles, de nouveaux progrès sur les marchés extérieurs ne pourront être effectués que par des entreprises spécialisées moins importantes, qui n'ont pas bénéficié jusqu'ici des appuis financiers nécessaires. Mais ce serait alors une question de concurrence entre firmes américaines.

Paradoxalement, la crise boursière pourrait créer de nouvelles conditions ouvrant la voie à une réduction du déficit. La baisse probable du dollar, le renchérissement des importations et surtout les réductions de ressources de nombreux consommateurs, imposant une austerité forcée, devraient réduire considérablement la demande de biens de consommation durable, comme d'équipement, surtout pour les produits importés. Mais dans le cadre d'une récession américaine, la grille serait encore plus étroite pour les pays partenaires qui perdraient au pire moment le meilleur amortisseur des effets de la crise.

JEAN L'EMPEREURE,
conseiller commercial.



Un vigoureux effort est certes demandé aux industriels. Mais il faut du temps pour que cette campagne pour la qualité avec les réorganisations qu'elle implique porte ses fruits. Cependant, l'amélioration de la productivité dans l'industrie manufacturière, si elle se maintient, est un facteur qui devrait favoriser assez vite

POUR LE TGV A AMIENS LA LUTTE CONTINUE

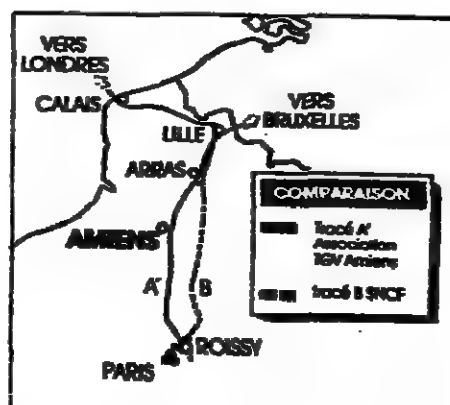
Qui oserait construire une ligne TGV allant de Paris à Espagne par la façade Atlantique en évitant Bordeaux ?

Qui oserait construire une ligne TGV allant de Paris à Brest en évitant Rennes ?

Nous nous opposons au "Déménagement du Territoire" d'une région de 2 millions d'habitants (avec arrêt dans une commune de 1800 habitants).

Pour aller vers Londres comme vers Bruxelles et l'Allemagne le tracé par Amiens (Capitale Régionale aussi) est :

LE PLUS DIRECT,
LE MOINS CHER,
LE PLUS RENTABLE



AMIENS

Association TGV Amiens : 6, Bd de Belfort 80000 Amiens Tél. 22.92.34.56

Une dernière chance

(Suite de la page 37.)

« Le fait même que l'Uruguay round ait été lancé, qu'un mécanisme de surveillance a été mis sur pied, sensibilise les parties contractantes à la violation de la légalité et à des comportements hors GATT », observe M. Pierre-Louis Girard, l'ambassadeur de Suisse. Cependant, personne ne semble croire que la négociation puisse être brisée. « L'Uruguay round était nécessaire, on faisait du surplace : la négociation est le seul moyen de revitaliser le GATT », fait valoir M. Felipe Jaramillo, l'ambassadeur de Colombie, qui a joué un rôle déterminant pendant la phase de préparation du nouveau round.

Au temps des bateaux à vapeur

Nul doute : le GATT a vieilli. Il a été conçu à un moment où le commerce opérant à la vitesse des bateaux à vapeur ; aujourd'hui, il va à la vitesse supersonique et résonne à sa façon. M. Tran Van Thinh, Conseiller économique, les protagonistes sont de plus en plus souvent sortis de l'épure. Les accords bilatéraux d'autolimitation - ce qu'on appelle la zone grise - ont proliféré, affaiblissant la crédibilité du système. Ils couvrent des pans entiers de la production - les textiles, l'acier, l'agriculture - au point que, pour M. Blum, « la majorité du commerce s'opère hors des règles ».

L'accord sur les semi-conducteurs, conclu en 1986 entre le Japon et les Etats-Unis, a été ressenti comme une alerte particulièrement sérieuse. « C'est une claire violation de l'esprit du GATT, un vrai danger, car c'est le premier accord de ce type dans un secteur porteur », commente le délégué de la France, M. Jean-François Boitard. L'accord de libre-échange, récemment conclu entre les Etats-Unis et le Canada, bien que légal aux yeux du GATT, témoigne, lui aussi, à sa manière, de la crise de confiance à l'égard du multilatéralisme.

« Le meilleur moyen de surmonter cette crise est de progresser, de réussir le nouveau cycle », souligne M. Weekes. Un refrain souvent entendu à Genève. La phase de préparation s'achève à peine. Le bilan en sera établi à la mi-décembre. La négociation pro-

prement dite se penche en 1988. Sur quoi l'attend-on ? L'aménagement des dispositions régissant les échanges agricoles ; la prise en compte de ce qu'on appelle les nouveaux thèmes, c'est-à-dire les échanges de services, et la défense de la propriété intellectuelle ; enfin, même si ce n'est pas à une tête de chapitre officielle, l'application effective du GATT par le Japon et par les nouveaux pays industrialisés (NPI).

La partie de bras de fer agricole, qui opposera surtout la Communauté européenne aux Etats-Unis, mais où interviennent d'autres acteurs importants - tels l'Australie, le Canada, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, voire, même si c'est contre son gré, le Japon - s'engage dans des conditions peu propices. « Les producteurs ont comme objectif commun de rechercher à réduire le coût que représente, pour leurs finances publiques, le soutien des marchés », remarque M. Alan Oxley, l'ambassadeur d'Australie. Assurément. Mais ils ont des idées sensiblement différentes sur la manière de procéder.

Le CEE vient de proposer de calmer le jeu sur les marchés, par la conclusion d'arrangements ponctuels instaurant fin à la guerre des prix que se livrent les principaux exportateurs. Mais les Etats-Unis, qui subventionnent à tous crins leurs exportations, ne semblent guère tentés par une trêve. Ils préfèrent, ils le recommandent, garder ce moyen de pression dans la négociation.

Bref, un an après Punta-del-Este, et malgré les progrès apparemment accomplis au sein de l'OCDE ou à l'occasion du sommet de Venise, l'affaire agricole demeure hautement conflictuelle. Pour sa part, le débat sur la manière de réglementer les échanges de services est à peine esquissé.

Les pays du tiers-monde, conduits par le Brésil et par l'Inde, qui, jusqu'à Punta-del-Este, étaient hostiles à la volonté d'extension des règles du GATT manifestée par les Etats-Unis, participent sans défaillance aux travaux préparatoires. Mais leurs préventions sont-elles pour autant tombées ? Rien ne l'indique, même si le danger que représente la montée du protectionnisme américain les incite, aujourd'hui,

Pour le GAT

Un avantage qu'hier, la Communauté européenne, mais aussi les autres pays industrialisés, ont tous menagés aux Etats-Unis, sera bientôt délaissé à l'étranger. Les Etats-Unis ont pour leur part, pour le moment, une position très favorable. Ils ont, en effet, l'initiative de la négociation. Ils ont, en outre, l'expérience de la négociation. Ils ont, enfin, l'expérience de la négociation.

« Le GATT a été conçu à un moment où le commerce opérant à la vitesse des bateaux à vapeur ; aujourd'hui, il va à la vitesse supersonique et résonne à sa façon. M. Tran Van Thinh, Conseiller économique, les protagonistes sont de plus en plus souvent sortis de l'épure. Les accords bilatéraux d'autolimitation - ce qu'on appelle la zone grise - ont proliféré, affaiblissant la crédibilité du système. Ils couvrent des pans entiers de la production - les textiles, l'acier, l'agriculture - au point que, pour M. Blum, « la majorité du commerce s'opère hors des règles ».

L'accord sur les semi-conducteurs, conclu en 1986 entre le Japon et les Etats-Unis, a été ressenti comme une alerte particulièrement sérieuse. « C'est une claire violation de l'esprit du GATT, un vrai danger, car c'est le premier accord de ce type dans un secteur porteur », commente le délégué de la France, M. Jean-François Boitard. L'accord de libre-échange, récemment conclu entre les Etats-Unis et le Canada, bien que légal aux yeux du GATT, témoigne, lui aussi, à sa manière, de la crise de confiance à l'égard du multilatéralisme.

« Le meilleur moyen de surmonter cette crise est de progresser, de réussir le nouveau cycle », souligne M. Weekes. Un refrain souvent entendu à Genève. La phase de préparation s'achève à peine. Le bilan en sera établi à la mi-décembre. La négociation pro-

prement dite se penche en 1988. Sur quoi l'attend-on ? L'aménagement des dispositions régissant les échanges agricoles ; la prise en compte de ce qu'on appelle les nouveaux thèmes, c'est-à-dire les échanges de services, et la défense de la propriété intellectuelle ; enfin, même si ce n'est pas à une tête de chapitre officielle, l'application effective du GATT par le Japon et par les nouveaux pays industrialisés (NPI).

produits étrangers

FINANCIÈRE...

De la nécessité de protections

par JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

Le 30 octobre 1947 un Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, communément appelé GATT d'après les initiales de son titre anglais (General Agreement on Tariffs and Trade), fut signé à Genève par les représentants de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique, bientôt suivi par ceux de 15 autres pays, soit au total 22 pays industrialisés et 11 pays en voie de développement.

Depuis lors le nombre des pays adhérents s'est élevé à 95. Ainsi, à des décisions unilatérales ou à des accords bilatéraux régissant les échanges extérieurs, a été superposée une réglementation multilatérale à vocation mondiale.

L'objectif énoncé dans le préambule de l'accord est « la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours plus croissant du revenu réel et de la demande effective, la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de produits ». L'accroissement souhaité des échanges internationaux comme le montre le paragraphe suivant de l'accord, selon lequel il s'agit d'aboutir à « une réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges ».

Cette prise de position libératrice résultait du souvenir encore vif des maux des restrictions quantitatives au commerce mondial que la Grande Dépression avait provoqués. Elle procédait aussi de la volonté des États-Unis, alors dominants à tous égards, car tout pays détenant une supériorité technique majeure est — l'histoire le montre — partisan du libre-échange.

Le GATT vise à réduire progressivement et systématiquement le montant des droits de douane. Tout avantage tarifaire accordé par un pays à un autre doit être immédiatement et sans condition étendu à tous les autres

pays ayant adhéré au traité (article premier) sauf le cas d'un douanier ou de zone de libre-échange (art. 24). Toute hausse de droits de douane doit être compensée par des baisses (art. 28). D'autre part, les restrictions quantitatives au commerce doivent, en principe, être toutes éliminées (art. 11). Certaines exceptions à ces règles ou des assouplissements sont cependant prévus, particulièrement en faveur des pays les moins développés (art. 18).

Avec conciliation ou intransigence

L'application de traité a donné lieu à d'innombrables négociations, les unes bilatérales ou par groupes restreints, les autres au sein de grandes conférences qui ont périodiquement abouti à des réductions de droits de douane. Mais la disparition des restrictions quantitatives n'a pas été de pair. Certaines ont certes été supprimées, mais d'autres se sont multipliées sous diverses formes, surtout depuis les années 70, car le secrétariat du GATT et les pays adhérents se sont montrés conciliants lorsqu'il s'est agi d'établir des contingents à l'importation, soit-disant provisoires, tandis qu'ils ont condamné avec intransigence les augmentations de droits de douane n'ayant pas donné lieu à négociation et compensation.

Ainsi a-t-on abouti à une économie mondiale où les droits de douane n'ont presque plus aucun rôle dans la répartition géographique des productions, mais où des restrictions non tarifaires de diverses sortes s'appliquent à environ 40 % des échanges. Malgré celles-ci le commerce mondial a, de 1947 à 1980, augmenté en volume au taux moyen de 7 % l'an. Depuis lors, il a crû beaucoup plus lentement, mais davantage encore que les PNB, dont les croissances ont été fortement ralenties. Au cours des années fastes le commerce international a été certainement un des moteurs

de la prospérité. Depuis 1974, au contraire, il est devenu trop souvent perturbateur (1).

L'expansion de ce commerce mondial, célébré comme le signe d'un progrès, n'est pas un bien en soi. Elle l'est seulement dans la mesure où elle favorise effectivement le plein emploi des hommes et la hausse des niveaux de vie. Certes, des spécialisations internationales permettent de tirer parti au mieux d'avantages naturels et de capacités humaines différentes selon les régions du monde. Elles rendent possibles des économies d'échelle.

Mais ces spécialisations résultent de plus en plus de concurrences fondées sur les inégalités des coûts de main-d'œuvre d'un continent à un autre. Il est des pays où les salaires et les conditions de travail sont tels que, dès l'instant où des entreprises y deviennent capables de mettre en œuvre des techniques modernes, leurs exportations détruisent les concurrents des pays à hauts salaires, sans que rien garantisse pour autant que d'autres productions puissent être substituées chez eux.

Le palliatif que constitue le recours à des restrictions quantitatives, largement toléré en fait, est néfaste. Car les contingents sont arbitraires, aucun raisonnement économique valable ne permettant d'en justifier les montants. Ils ouvrent la voie à des turpitudes administratives et commerciales. Et surtout ils empêchent de confronter par la concurrence les écarts de coûts

internationaux, ce que des droits de douane permettent au contraire parfaitement, car ils ne s'opposent pas au jeu des mécanismes de marché, se bornant à en modifier l'une des données, comme le ferait une hausse des coûts des transports internationaux.

Mais aussi sont les obstacles non tarifaires constitués par des normes techniques, des contrôles sanitaires, des conditions restrictives d'accès aux marchés publics, abusivement utilisés pour se défendre contre des concurrences étrangères. Ces procédés subreptices constituent la « zone grise » du protectionnisme.

Un recours aux droits de douane

Le quarantième anniversaire du GATT devrait être l'occasion d'une remise en cause de ses principes et de leurs applications. Il ne faudrait certes pas revenir à un système où le commerce international ne serait régi que par des décisions unilatérales des gouvernements ou par des accords commerciaux particuliers intervenant de façon totalement arbitraire. Une régulation des échanges mondiaux demeure nécessaire.

Mais la réduction des « distances économiques » entre toutes les régions du monde et la rapide diffusion des techniques de production les plus neuves risquant

de faire surgir plus brusquement que jamais des concurrences massives et ruineuses, on doit permettre aux États de s'en protéger. Ainsi seulement ils pourront sauvegarder ou créer des structures productives correspondant mieux aux besoins d'emploi de leur main-d'œuvre et capables d'assurer une croissance de leur économie plus régulière, parce que moins dépendante des aléas extérieurs. (« Du bon usage du protectionnisme », *Le Monde* daté 21-22 novembre 1982.)

Il s'agirait de proclamer :

— qu'un bon emploi de la main-d'œuvre disponible est l'objectif premier des politiques économiques, la croissance du revenu réel étant le second ;

— que la croissance du commerce extérieur n'est souhaitable que si elle contribue à l'atteinte de ces deux objectifs ;

— qu'en conséquence tout pays ou ensemble de pays formant une union douanière est en droit, pour se rapprocher de ces objectifs, d'élever ses droits de douane ou d'en instaurer de nouveaux, à condition que ces droits ne soient ni prohibitifs ni trop nocifs pour des économies étrangères ;

— que l'extension à tous les pays d'un avantage tarifaire accordé ou d'un désavantage imposé à certains n'est plus automatique parce que n'étant plus obligatoire ;

— mais que cette possibilité doit avoir pour contrepartie l'interdiction absolue de toute limitation quantitative des importations ou des exportations, quelles que soient les circonstances, et qu'est nécessaire un

contrôle d'un organisme international sur tous les autres obstacles non tarifaires qui n'auraient pas de solides justifications techniques.

Un collège international d'experts, placé auprès du secrétariat du nouveau GATT, aurait pour mission d'examiner toute décision douanière d'un État membre qui serait contestée. Il aurait à indiquer si elle lui paraît effectivement propre à y réduire à court ou à long terme le chômage ou à limiter son aggravation sans, pour autant, nuire trop gravement à d'autres pays. Un verdict négatif n'interdirait pas à cet État de prendre la mesure censurée, mais il légitimerait des représailles de la part d'autres, ce qui aurait un effet dissuasif. Ce collège aurait aussi pour mission de déconcerter les artifices protecteurs, dits de « zone grise ».

Certes, le volume total du commerce mondial se trouverait peut-être réduit quelque peu par ce nouveau protectionnisme, fût-il épuré. Mais qu'importe si, grâce à cela, nombre d'économies nationales pourraient mieux développer des productions bien adaptées à leurs capacités humaines et naturelles ! Tous les autres pays, y compris les moins avancés, en bénéficieraient, car la prospérité est contagieuse.

(1) Relations historiques entre l'intensité des échanges extérieurs et la croissance des produits nationaux, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), février 1983. *Chômage en Europe et commerce mondial*, lettre de l'OFCE, mai 1987.

Une dernière

pour le GATT

encore davantage qu'hier, à la modération.

Le Japon, mais aussi les nouveaux pays industrialisés, jusqu'ici trop ménagés aux yeux des Occidentaux, seront bientôt sur la sellette à Genève. « Les difficultés concrètes que rencontrent les Européens pour pénétrer sur le marché japonais ne sont pas traitées par l'Accord général : le GATT ignore les problèmes que soulève le comportement des opérateurs, des industriels, des distributeurs japonais. L'Uruguay round sera un échec s'il ne permet pas, d'une manière ou d'une autre, de régler ce problème d'accès », insiste M. Borlin.

Quant aux NPI, Européens, Américains et Australiens considèrent unanimement qu'il devient absurde de les traiter, sur ce plan du commerce, comme des nations sous-développées. « Le GATT établit des liens contractuels. Il convient que des pays comme le Brésil appliquent eux aussi ses disciplines », estime M. Blum.

Le salut par la négociation ! Les acteurs genevois, ragaillardis par l'effervescence studieuse des premiers mois du nouveau cycle,

font preuve d'optimisme. Franchissant les étapes — autrement dit les difficultés de la négociation, dont on peut penser qu'elles seront amplifiées par les turbulences venues de Washington, — ils décrivent volontiers un Accord général régénéré, promu plutôt qu'affaibli, afin de tenir compte de l'importance croissante du commerce dans la psychologie économique collective.

Ce renouveau du multilatéralisme d'une organisation des échanges fondée sur la non-discrimination, devrait, chacun le souligne, avoir des prolongements institutionnels. Le GATT, simple cadre juridique, doté d'un secrétariat au rôle opérationnel modeste, deviendrait une organisation à part entière. Un forum de négociations où les ministres, à l'instar de ce qui se passe au FMI, se retrouveraient de façon régulière pour piloter le commerce. Ne s'agit-il pas de faire naître l'Organisation internationale du commerce (OIC) qui, suite à l'opposition américaine, n'avait pas vu le jour en 1948 ?

PHILIPPE LEMAITRE.

(Publié)

US WEST

Des informations parues dans « Le Monde Affaires » daté du samedi 10 octobre laissent entendre que la société US WEST aurait déposé sa candidature dans le cadre de la « privatisation » du radiotéléphone et aurait remis une proposition technique et commerciale qui aurait été écartée.

Il n'en est rien.

Le président d'US WEST INTERNATIONAL, M. Marcel GRUNBERG, a écrit au ministre des PTT le 11 septembre 1987 pour manifester l'intérêt de sa société et indiquer qu'elle était prête à intervenir éventuellement au sein d'un consortium candidat par une participation minoritaire.

Cette lettre de deux pages ne peut, bien entendu en aucun cas, être considérée comme un dossier de candidature, et a fortiori, comme un dossier technique ou commercial.

US WEST est l'un des plus grands opérateurs de radiotéléphone cellulaire aux États-Unis.

L'ouverture à un opérateur privé du service du radiotéléphone public français ne peut le laisser indifférent. C'est pourquoi US WEST étudie actuellement les caractéristiques techniques et les possibilités du marché français, et en tirera les conclusions en temps opportun.

LA NOUVELLE BOITE PARISIENNE FAIT LE PLEIN DE SUCCÈS.



Quand un fabricant de conteneur aussi expérimenté qu'Allibert Environnement lance une nouvelle corbeille à papier. L'innovation est au rendez-vous. Belle, pour s'intégrer à tous les styles, grande (50 l.) pour répondre à tous les besoins, fonctionnelle, la corbeille à papier Allibert Environnement se pose sur n'importe quel support vertical et demande le minimum d'entretien. Une boîte si facile à vivre que Paris, à tout de suite adoptée : près de 10.000 seront bientôt installées. Le début d'un plein succès.

ALLIBERT
ENVIRONNEMENT
Le Doublon - 11, avenue Dubonnet
92407 Courbevoie Cedex
Tél. 01.47.04.13.41. Telex 810951

CORBEILLE A PAPIER ALLIBERT ENVIRONNEMENT

Congrès des Maires - Paris - 27 au 30 octobre 1987
Niveau 5 - Stand B5

هكذا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

Le SME : un étalon-deutschemark ou une zone franc ?

DANS un article récent (le Monde du 23 octobre), j'essayais de montrer que l'accord du Louvre sur la stabilisation du dollar revenait à faire rentrer les monnaies du SME dans la zone dollar. Je précisais que cela est probablement encore plus vrai depuis le lundi 19 octobre, jour du krach de Wall Street et de l'entrevue à Bonn du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, et du ministre allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, au cours de laquelle la RFA a certainement été amenée à faire de nouvelles concessions. On a, en effet, tout lieu de penser que la « confirmation » de l'accord du Louvre obtenue des Américains par les Allemands comporte deux volets.

Premièrement, les autorités monétaires allemandes continueront de soutenir coûte que coûte le cours actuel de la devise américaine en acceptant, en cas de baisse, d'en racheter sur le marché. C'est par ce procédé, et par nul autre, qu'une monnaie devient « monnaie de réserve internationale ». Le dollar n'a jamais cessé de l'être, en ce sens que les banques centrales non américaines ont continué à détenir une partie importante de leurs actifs dans cette monnaie (sous forme de bons du Trésor américains). Mais, depuis la signature de l'accord du Louvre du 22 février dernier, il a retrouvé la plénitude de son statut. L'accumulation des dollars, de facultative qu'elle était devenue depuis que le cours de cette monnaie peut varier librement sur le marché (change flottant), est redevenue en fait obligatoire, puisqu'il a été convenu de le stabiliser et que le seul moyen de le faire actuellement est, pour les instituts d'émission d'Europe et du Japon, de racheter les montants qui trouveraient bien preneurs sur le marché, mais à un cours plus bas que le cours officiel fixé actuellement autour de 1,8 DM pour 1 dollar (autour de 6 F).

Deuxièmement, le pays obligé d'acheter se voit imposer une servitude supplémentaire, celle de ne plus annuler les effets (potentiellement inflationnistes) de cet achat forcé par des ventes portant sur d'autres actifs. Une banque centrale émet de la monnaie en contrepartie des actifs qu'elle possède — or, mais surtout ordres divers nationaux ou étrangers (bons du Trésor américains). La Bundesbank, à la suite de l'entrevue Baker-Stoltenberg, toute « indépendante », qu'elle est, ne serait plus tout à fait libre d'alléger son compartiment de créances libellées en deutschmarks pour faire de la place aux ordres sur le Trésor des États-Unis, récemment ajoutés à ses réserves. Même si cet engagement est souscrit pour la « bonne cause », ou plutôt dans de bonnes intentions (l'enfer monétaire en est pavé), à savoir contrebalancer par de l'inflation

l'effet de déflation créé par la crise boursière, il est difficile de ne pas y voir une soumission encore plus complète au « système dollar ». Dans toute la mesure où le deutschmark est la monnaie phare du SME, c'est pratiquement toute l'Europe continentale de l'Occident qui, pour le pire beaucoup plus que pour le meilleur, voit ainsi ses monnaies rattachées au dollar.

La France, qui est, avec James Baker, le principal architecte de l'accord du Louvre, a poussé de toutes ses forces dans ce sens, parce qu'elle ne peut pas se permettre de voir le franc se revaloriser encore par rapport au dollar. Elle n'a laissé à l'Allemagne que le choix entre le rattachement de concert à la zone dollar ou bien la surévaluation isolée du deutschmark, ruineuse pour l'économie germanique et ses associés les plus proches, néerlandais et suisses. Voilà donc, à gros traits, mais sans fiorir, l'histoire récente du SME dans ses mésaventures avec l'extérieur.

L'histoire de ses relations internes laisse malheureusement voir des divergences de points de vue aussi grandes, des préoccupations aussi opposées et, ce qui est plus grave pour des pays censés préparer ensemble un grand marché unifié pour 1992 (lequel impliquera, si les mots veulent dire quelque chose, une certaine stabilité monétaire interne), une absence à peu près totale de compréhension mutuelle. Chaque administration nationale reste, pour l'essentiel, murée dans sa propre expérience et ses propres schémas de pensée, sourde aux arguments et aux préoccupations du partenaire. Cela n'est pas dû principalement à la malignité des hommes (la bonne volonté ne manque pas non plus et l'effort est souvent fait), mais à des différences de conception. On ne se fait pas, notamment des deux côtés du Rhin, la même idée du rôle de l'émission monétaire et de la monnaie. Ce qui paraît un progrès souhaitable pour l'un passe pour une dangereuse facilité pour l'autre.

Une façon de prendre conscience de ces discordances est de comparer les idées que l'on a du SME à Paris et à Francfort-Bonn. Pour essayer de les caractériser, on serait tenté de dire ceci. À Paris, c'est d'abord un aspect à prendre en considération — on reste fasciné par la solidité du deutschmark, on cherche simultanément à rendre moins rigide le fonctionnement du dispositif commun. Le SME est perçu comme un

« étalon-deutschemark » dont la discipline, acceptée en principe, appelle des assouplissements. D'où la grande manœuvre qui a consisté, en accueillant l'Allemagne à sousscription à l'accord du Louvre, à revenir à l'étalon-dollar, tout en ne maintenant une parité fixe officielle reconnue qu'avec le deutschmark (mais désormais le deutschmark et le dollar sont eux-mêmes liés l'un à l'autre, selon des modalités, il est vrai, mal définies).

Si, en France, le SME est plus ou moins assimilé à une association avec le deutschmark (d'où, par compensation, l'attachement au symbole de l'ECU), en Allemagne, on redoute par-dessus tout de voir ce même SME se transformer subrepticement en source autonome d'inflation. Il ne l'est pas actuellement, mais il le deviendrait incontestablement si, comme cela pourrait être réalisé très facilement (moyennant un amendement apparemment « technique »), on changeait les statuts du SME pour en faire... une zone franc (et accessoirement une zone lire), qui serait comme un sous-compartiment de la zone dollar. Cela mérite explication.

L'OCCASION de la dernière réunion des ministres des finances de la CEE tenue à Nyborg au Danemark, au cours de laquelle furent adoptées un certain nombre de réformes du SME sans doute utiles (pour les pays à monnaie faible), mais somme toute mineures, la France est revenue à la charge pour essayer d'en faire adopter une qui aurait changé la nature du système. Il s'agissait, sous couvert de renforcer le caractère européen du dispositif, d'organiser la détermination, à titre de réserve de change, des monnaies des pays partenaires. Ainsi, la Banque de France, dont on affecte de déplorer qu'elle ne détient pas assez de deutschmarks dans ses actifs, pourrait en avoir davantage ; réciproquement, la Bundesbank pourrait — entendez : devrait — conserver des francs français, des francs belges, des lire italiennes, etc. ; de même pour la Banque des Pays-Bas et ainsi de suite. N'est-ce pas « choquant » — tel est en tout cas, à l'usage des médias, le maître-mot — que les pays européens détiennent des dollars dans leurs actifs, mais pas, ou très peu, de monnaies de leurs partenaires au sein de la CEE ?

La réalité est, comme on le voit pour le dollar, qu'une Banque centrale ne peut accumuler en quantité significative une monnaie étrangère qu'à la condition que

celle-ci soit, bon en mal en, plutôt orientée à la baisse qu'à la hausse. Voit-on la Banque de France acheter régulièrement des deutschmarks sur le marché, alors que cette devise a déjà une fâcheuse propension à se valoriser toute seule par rapport à notre monnaie ? Autant demander à notre institut d'émission de jouer contre le franc ! L'opération inverse aurait, selon toute probabilité, beaucoup plus d'occasions de se réaliser : chaque fois que la Bundesbank interviendrait sur le marché pour soutenir notre monnaie, il lui serait « recommandé » de conserver, à titre de réserve, une partie des francs achetés. Comme elle ne garderait ces avoirs que sous forme de comptes à vue non rémunérés, elle serait amenée à souscrire des bons du Trésor français et autres titres à court terme de notre dette publique.

La France serait ainsi promue au rang de vraie monnaie de réserve. Quant à la RFA, qui possède déjà de grosses quantités de bons du Trésor américains, elle ajouterait à son portefeuille des bons émis par les Trésors français, belge, italien, etc. L'Europe monétaire en serait-elle renforcée ? Ce n'est pas sûr. Le nouveau système mis en place, à l'instar du système dollar déjà en vigueur, serait une machine (moins performante, il est vrai) à fabriquer et à entretenir l'inflation. Le pays créancier, en l'occurrence la RFA, émettrait des deutschmarks pour financer les déficits de ses partenaires. Que ce mécanisme d'intervention soit formidablement déstabilisateur, les événements en cours en apportent déjà une preuve aussi éclatante qu'effrayante.

La réforme proposée, et jusqu'ici repoussée avec succès par la RFA, serait un changement total par rapport à la pratique actuelle. Selon les règles d'origine du SME, toujours appliquées, la Banque de France, si c'est le franc qui est attaqué sur le marché des changes, doit, dans un délai de quelques mois, racheter les francs que la Bundesbank a accumulés pour sa défense. Autrement dit, la Banque de France doit rembourser la totalité des concours illimités qu'elle a reçus (seule concession à la facilité : le délai, à l'origine de quarante-cinq jours, en moyenne, a été rallongé depuis lors). Cette rigueur fait, si l'on peut dire, la beauté du SME : elle assure la neutralité à l'égard de l'inflation. Celle-ci peut bien exister en Europe, le SME en tant que tel n'y est pour rien.

Il fut un temps où M. Jacques Chirac (un peu avant et un peu après les élec-

tions de mars 1986) voulait redonner à la Banque de France son indépendance. Il a depuis lors renoncé à ce projet. Il explique son revirement par l'argument suivant : « Regardez les technocrates de la Bundesbank, qui s'opposent à tous les projets de réforme du SME : ils m'ont convaincu qu'un institut d'émission n'est pas moins technocratique qu'un ministère des finances, les fonctionnaires des finances, au moins, sont contrôlés plus étroitement par le pouvoir politique. »

Mais croire que la Bundesbank tient sa force de la toute-puissance de sa technocratie, n'est-ce pas là, précisément, une interprétation très « ENA » ? Il est une raison de douter de la justesse de cette interprétation : si la Bundesbank n'était qu'une technocratie (ce qu'elle est forcément en partie), elle exercerait son pouvoir sans légitimité, et un pouvoir sans légitimité n'aurait pas pu durer si longtemps, d'autant plus que les hommes politiques allemands sont souvent les premiers à s'impatier de l'indépendance inconcommodante de l'institut d'émission de Francfort. (Le statut d'autonomie de la Bundesbank est la croix que le porte, a écrit l'ancien chancelier Helmut Schmidt.)

Le secret de la stabilité monétaire allemande est sans doute implicitement révélé dans les propos que m'a tenus un haut fonctionnaire (français) de la Commission européenne (présidé par M. Jacques Delors). Il croyait être très critique ; il prononçait à son insu un dogme : « La grande obstacle à la construction de l'Europe monétaire est l'essor de l'ECU, me disait-il, c'est la constitution de la Bundesbank : songez que, à son conseil d'administration, ce sont les onze représentants des Länder (États allemands) qui ont la majorité. Ce sont des provinciaux nommés, parce qu'ils ont l'appui des autorités élues par les Parlements locaux... »

C'est parce que des « provinciaux » ont la possibilité d'exercer une influence sur la politique monétaire que celle-ci ne dérive pas trop des objectifs conformes aux intérêts et aux soucis des électeurs « locaux », c'est-à-dire de la population tout entière. Les électeurs français, si ils avaient leur mot à dire, dans ces affaires réputées « hors de leur portée », exprimeraient-ils des préoccupations très différentes ? L'exemple de la Bundesbank, qui a prouvé qu'un pouvoir d'achat stable, des taux d'intérêts bas (en tout cas très inférieurs, de 40 % au moins, aux taux français) étaient possibles, n'est-il pas pour l'avenir de la construction européenne un meilleur gage que les interventions technocratiques, au sein de la « grille de pensée », l'ECU « unité de compte, mais monnaie à part entière quand même », et l'en passe ?

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 1987

Robert Solow, théoricien néoclassique de la croissance

par PIERRE-YVES HÉNIN (*)

L'AMÉRICAIN Robert Solow, qui vient de se voir attribuer le prix Nobel d'économie 1987, est un membre éminent de l'école keynésienne américaine. Ses travaux sur la croissance, au cours des dernières années, ont contribué à renouveler l'analyse du chômage.

Robert Solow est d'abord le père de l'analyse néoclassique, théorique et empirique, de la croissance économique. Pourtant, à ne retenir de son œuvre que cette face la mieux connue, on risquerait de ne pas rendre justice à l'envergure intellectuelle du nouveau prix Nobel d'économie.

Après avoir contribué au développement des modèles linéaires, sur lesquels il consigna en 1958 un ouvrage fondamental avec P.-A. Samuelson et R. Dorfman, R. Solow publia à trente-deux ans les deux articles fondateurs d'une nouvelle approche de la croissance.

En 1956, il énonça les conditions et les propriétés d'une croissance régulière de plein emploi. En 1957, il proposa et met en œuvre une méthode empirique de mesure des contributions à la croissance qui conduisit à dégager un important facteur résiduel, identifié au progrès technique. Sans doute R. Solow a-t-il eu des précurseurs, comme J. Tinbergen sur le plan empirique, mais la maîtrise qui caractérise ses contributions devait imposer celles-ci comme textes de référence.

Pendant dix ans, R. Solow est à la pointe des développements de l'approche nouvelle : incorporation du progrès technique aux biens d'investissement, fonction de production plus générale que la « Cobb-Douglas » traditionnelle (avec notamment K. Arrow), substitution de facteurs limités au moment de l'installation des équipements. Il relève les grands défis de la critique cambridgienne en

traitant, en termes de taux de rendement, des biens capitaux hétérogènes et en montrant, en collaboration avec J. Tobin et d'autres, que la croissance équilibrée peut être stable même en l'absence complète de substitution entre les facteurs de production.

En un sens, R. Solow est devenu, aux yeux d'innombrables étudiants de par le monde, le prisonnier du succès de ses premiers articles, en attachant son nom à un modèle très simplifié dont la pertinence immédiate est relative à une économie fortement idéalisée. La fécondité du paradigme ainsi constitué s'est cependant confirmée lorsque, dans les années 70, le modèle néoclassique de croissance s'est révélé le cadre le plus adéquat pour traiter de l'exploitation des ressources naturelles épuisables. La contribution de R. Solow en 1974 s'attache à dégager en particulier des normes

d'une répartition équitable d'un stock de ressources entre les générations, sur la base du critère de justice de Rawls.

La théorie néoclassique de la croissance équilibrée s'inscrit dans la perspective macro-

entre lesquelles doit choisir la politique économique. On le retrouve en 1969, s'opposant à M. Friedman, pour lequel l'indexation complète des salaires sur l'inflation anticipée ramène nécessairement l'économie dans le long terme à un taux naturel de chômage.

Ni Pangloss ni Candide

Un article de 1968, avec J. Stiglitz, sur l'équilibre macroéconomique à court terme est généralement cité parmi les travaux précurseurs de la théorie moderne des déséquilibres. Pourtant, l'essai ne sera pas transformé, sans doute parce que le néokeynésisme américain, auquel il se rattache désormais, s'interdit, même à titre d'hypothèse de travail, de poser *a priori* les salaires ou les prix comme fixés, convention qu'adoptent au contraire les néokeynésiens européens comme J.-P. Benassy ou E. Malinvaud.

R. Solow considère que la théorie économique doit expliquer dans le même temps les rigidités salariales et le chômage qu'elles peuvent entraîner, et ce principe constitue la trame de ses travaux récents. Il anticipe en 1979, ce qui deviendra l'argument du « salaire d'efficience », en remarquant que les entreprises peuvent renoncer à ajuster les salaires à la baisse pour ne pas dégrader la productivité du travail.

Il montre, avec J. Mac Donald, comment les processus de négociation entre syndicats et employeurs peuvent stabiliser les salaires au détriment de l'emploi. Dans ce sens, il souligne, en 1985, le poids différent que ces négociations attachent aux intérêts des salariés déjà employés par l'entreprise, par opposition aux outsiders, qui postulent de l'extérieur.



PANGLOSS

économique du keynésianisme de la synthèse. Elle est une théorie de la croissance possible que devait illustrer A. Okun avec le concept de produit national potentiel. A court terme, une politique économique active doit arbitrer au mieux entre la recherche d'un niveau élevé d'emploi et le risque de l'inflation.

En 1959, avec P. Samuelson, qui fut son maître, c'est R. Solow qui propose de réinterpréter la courbe de Phillips comme l'ensemble des combinaisons taux d'inflation-taux de chômage,

(*) Professeur à l'université Paris-L.

Ces travaux comportent un enseignement méthodologique auquel R. Solow, qui participe à l'administration démocrate du président Johnson, est très attaché : les outils de l'analyse économique moderne ne doivent pas être utilisés à masquer les dysfonctionnements profonds de nos économies occidentales, mais peuvent, en revanche, par le choix d'hypothèses appropriées, permettre d'en rendre compte et de les combattre.

Nul doute que, dans la conférence que prononce traditionnellement à Stockholm le lauréat du prix Nobel, R. Solow n'ait l'occasion de réaffirmer la ligne de conduite qu'il s'assignait en 1980 dans son discours de président de l'American Economic Association : « Ni Pangloss ni Candide », il assume la tension entre l'efficacité des marchés et leurs défaillances.

Rectificatif

Dans le graphique sur le volume d'affaires dans la City publié dans le Monde Économique du 20 octobre dernier, les tranches fonctionnelles reflétaient les opérations de la clientèle et les tranches claires celles des intermédiaires, et non le contraire, comme la légende l'indiquait à la suite d'une inversion.

L'explosion des marchés financiers

Un numéro entier de *Dossiers et Documents* sera consacré en novembre à la Bourse, à la déréglementation et à l'énorme poussée des transactions, ainsi qu'aux déséquilibres entre le monde financier et l'économie réelle auxquels la crise d'octobre sert de révélateur. En vente dans les kiosques à partir du lundi 9 novembre.

Découvrez le meilleur de la Floride...

Tout un choix de voyages individuels

- séjour à Miami Beach et Orlando à partir de 4780F*
- location voiture à partir de 470F/semaine
- circuit libre (voiture ou motorhome) à partir de 4990F**

et aussi

La Floride en version française "Floridarama" circuit accompagné pour grands et petits (même si vous ne parlez pas anglais) : Miami Beach, Les Everglades, Sea World, Disney World avec EPCOT, Cox Kennedy, Palm Beach, et bien plus encore.

avec la qualité Camino

Accompagnateurs bilingues spécialisés ; vols réguliers directs ; hôtel 1^{er} ordre ; nombreux repas inclus.

* 1 semaine Avion + Hôtel
** 1 semaine Avion + véhicule/hébergement (forfait : réduction de 1.500F)

Recevez gratuitement les programmes Floride 87/88 de Camino

Nom : _____ Profession : _____

Adresse : _____

Remarque : votre Agent de Voyages est CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris Tel (01) 45.72.08.31

SOMMAIRE

Le marché de l'immobilier a vu ses prix baisser de 30 % en octobre, jour de la signature, alors qu'il bénéficiait d'un plan important des aides monétaires pour accroître la demande. Le marché a connu une baisse de 5 %.

Le Congrès du CNPF, à Paris, a élu pour président M. Grand Jury, qui a déclaré que le mouvement doit viser la privatisation des entreprises publiques.

Le CGT Renault a poursuivi pour la première fois le site de Billancourt. Il bénéficie d'un soutien de la CGT et du PCF. Les ouvriers plantent des préoccupations pour le nouveau plan de restructuration.

Il faut pousser M. Perigot au « G... »

Il faut pousser M. Perigot au « G... »

Le ministre de l'Énergie, M. Perigot, a déclaré que le gouvernement ne peut pas se permettre de laisser les prix de l'énergie augmenter sans contrôle. Il a appelé à une action plus ferme pour maîtriser les coûts de production.

Le ministre de l'Économie, M. Pons, a déclaré que le gouvernement ne peut pas se permettre de laisser les prix de l'énergie augmenter sans contrôle. Il a appelé à une action plus ferme pour maîtriser les coûts de production.

Le ministre de l'Économie, M. Pons, a déclaré que le gouvernement ne peut pas se permettre de laisser les prix de l'énergie augmenter sans contrôle. Il a appelé à une action plus ferme pour maîtriser les coûts de production.

Le ministre de l'Économie, M. Pons, a déclaré que le gouvernement ne peut pas se permettre de laisser les prix de l'énergie augmenter sans contrôle. Il a appelé à une action plus ferme pour maîtriser les coûts de production.

SOMMAIRE

■ Le marché de Hongkong a vu ses cours baisser de 30 %, lundi 26 octobre, jour de sa réouverture, alors qu'il avait bénéficié d'un concours important des autorités monétaires locales pour accroître ses liquidités. Le marché de Tokyo a connu une chute de près de 5 % (Lire ci-contre). ■ Le président du CNPF, M. François Perigot, a estimé au « Grand Jury RTL-le Monde » que le gouvernement doit continuer les privatisations, au moment même où le Parti socialiste hausse le ton et demande l'arrêt du programme. (Lire ci-dessous). ■ Huit délégués de la CGT Renault sont poursuivis pour violence sur le site industriel de Billancourt en 1986. Ils bénéficient d'un fort soutien de leur confédération et du PC. A la Régie, les ouvriers semblent préoccupés avant tout par le nouveau plan de restructuration. (Lire page 44). ■ Le climat social se détériore dans le secteur public italien, notamment dans les transports aériens, où les initiatives de la base non contrôlées par les syndicats se multiplient. (Lire page 45).

Les marchés financiers dans l'attente des négociations budgétaires américaines

Nervosité et incertitude dominent plus que jamais la scène internationale en ce début de semaine. Les marchés asiatiques ont prouvé que le tourment n'est pas encore calmé, même si l'écroulement de la Bourse de Hong Kong constitue une réaction tardive après quatre jours de fermeture. Les cambistes s'interrogent pour leur part sur l'attitude de la Réserve fédérale américaine. En cas d'interventions concertées des banques centrales, les Américains joueraient-ils à nouveau la carte pour stabiliser le billet vert ? Tout dépendra en fait de la capacité de la Maison Blanche et du Congrès américain à trouver un terrain d'entente sur un sujet majeur, la

réduction du déficit budgétaire américain. En admettant, le jeudi 22 octobre, la nécessité de trouver rapidement un compromis, le président Ronald Reagan a lancé des grandes manœuvres dans les marchés financiers et monétaires suivront le déroulement, pas à pas. L'allocation hebdomadaire radiodiffusée du chef de l'exécutif n'aura pas apporté grand éclaircissement. En réaffirmant qu'une poussée protectionniste ne ferait qu'aggraver les problèmes liés au déficit commercial américain, M. Reagan a sans doute partiellement rassuré ses partenaires. En indiquant que, sur le thème budgé-

taire, chaque « partie doit apporter sa contribution », il a laissé la porte ouverte à toutes les hypothèses. Le responsable des conseillers de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel a indiqué, le dimanche 25 octobre, qu'un gel des dépenses constitue l'une des « options considérées » ainsi que la limitation de certains « abris fiscaux » pour augmenter les recettes. Mais tous les spécialistes sont d'accord pour estimer extrêmement difficile à relever le défi d'une réduction des déficits. La baisse de 23 milliards de dollars prévue par la loi Gramm-Rudman pour l'exercice budgétaire de 1988 et qui sera automatiquement appliquée en l'absence d'un accord avant le 20 novembre,

constituait déjà un objectif ambitieux. Si l'économie américaine se ressent, comme on peut le penser, de l'électrochoc boursier de la semaine dernière, il sera encore plus difficile au gouvernement fédéral de compenser des recettes amoindries.

Dans cette optique, M. Daniel Lebeque, directeur général de la BNP et ancien directeur du Trésor, préconise dans une interview accordée à la Tribune de l'économie de reprendre l'idée chère au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, de définir au sein du groupe des sept principales puissances industrielles les moyens « de compenser, au moins en partie

l'effet dépressif que pourrait avoir » un ajustement de la politique économique américaine en assurant une croissance supplémentaire de 1 % en Europe.

En attendant de pouvoir mieux évaluer les rapports de forces aux Etats-Unis comme entre Washington et ses partenaires, l'humeur des marchés des changes était à l'attente. La glissade du dollar, amorcée le vendredi 23 octobre après-midi avec un recul de plus de 1 % ne s'est pas poursuivie le lundi 26 octobre. Les cours du billet vert s'établissaient à 1,776 marks contre 1,80 trois jours plus tôt, 5,95 F contre 6 F et 141,90 yens contre 142,50 yens. F. Cr.

Hongkong : chute de 30 % lundi

La réouverture de la Bourse de Hongkong le lundi 26 octobre, s'est opérée dans un climat de panique de vente. « On attendait une crucifixion et elle s'est produite », commente un agent de change de la colonie. A la clôture, l'indice Hang seng avait chuté de 1 126 points, soit presque un tiers de sa valeur à l'ouverture (3 362). La fermeture du marché, le lundi 19 octobre, lorsque l'indice était tombé de 400 points, n'a fait que différer la chute des cours d'un marché hyper-sensibilisé. Et, bien que les observateurs estiment que le marché devrait se stabiliser, on craint une poursuite de la « plongée » dans les prochains jours.

Le marché à terme, qui est le plus sensible, compte tant des opérations en cours estimées à une valeur de 2 milliards de dollars, a chuté de manière spectaculaire, perdant 150 points, le maximum autorisé. Les contrats pour novembre et décembre ont dû être suspendus.

Les mesures prises par les autorités financières de la colonie pour enrayer la chute des cours se sont révélées peu efficaces : le gouverne-

ment de Hongkong a accordé un effet, le dimanche 25 octobre, une aide de 2 milliards de dollars Hongkong, soit 1,5 milliard de francs à la Bourse de Hongkong, le fonds de garantie qui couvre les défaillances sur le marché à terme de la colonie. La moitié de cette somme sera accordée directement par le gouvernement, l'autre provenant des principaux opérateurs sur le marché à terme et des détenteurs du fonds de garantie, parmi lesquels des banques locales et internationales. Cette aide, selon le secrétaire aux finances de Hongkong, permettra au fonds de garantie de s'acquitter de ses obligations envers les opérateurs en difficulté sur le marché à terme à la suite de la baisse brutale des cours.

Toujours dans un souci d'éviter l'écroulement des cours, le gouvernement de Hongkong avait également autorisé l'un des plus puissants hommes d'affaires de la colonie, M. Li Ka-shing, à acheter 35 % des actions de ses propres sociétés sans faire d'offre publique afin d'éviter un krach prévisible.

Dès l'ouverture de la Bourse, le 26 octobre, les cours tombaient rapi-

dement de 25 %. Une légère remontée était enregistrée en milieu de matinée, mais la chute reprit jusqu'à la clôture. A l'ouverture se mit en scène un scénario de fermeture de la Bourse de Hongkong, le lundi 19 octobre, afin de donner aux opérateurs le temps d'ajuster les transactions à été très contestée, certains faisant valoir qu'elle visait surtout à protéger quelques gros spéculateurs de la place. En fait, les transactions qui se sont opérées pendant les quatre jours de la fermeture sur ce qu'il est convenu d'appeler le « marché gris » (avant les cotations officielles) se sont soldées par une chute de facto de l'indice de 500 points, qu'il a fallu rattraper à l'ouverture du marché - ce qui explique la chute vertigineuse des cours dès les premières minutes. La fermeture du marché boursier de Hongkong et l'aide financière du gouvernement, non seulement n'ont pas évité le krach, mais encore elles risquent d'entamer la réputation de la colonie comme place de l'ultra-libéralisme.

PHILIPPE PONS.

Tokyo : la baisse, encore la baisse

TOKYO correspondance

La baisse, encore la baisse. Avant de plonger à nouveau, le lundi 26 octobre, le marché de Tokyo n'a hésité qu'un moment. Une apparence de fermeté après l'ouverture était suivie d'une chute verticale dans la matinée. A 11 heures, l'indice Nikkei avait chuté de 949,41 yens. Après la pause du déjeuner, le Nikkei continuait de baisser, atteignant encore près de 700 yens, représentant les 22 000 yens.

A 14 heures, la chute s'accroissait à 1 678,70 yens. Le Nikkei touchait alors 21 820 yens, enfonçant le plancher atteint le 20 octobre, au plus fort de la crise.

Et puis, soudainement, peu avant la clôture, les grandes maisons de courtage et les investisseurs, demeurés fermes au pied la semaine dernière, intervenant massivement. Les autorités de tutelle, autrement dit le ministère des finances, étant passées par là, affirme un spécialiste étranger, qui dénonce un marché « sous influence politique ». Les « quatre grandes » maisons de courtage (Nomura, Daiwa, Nippon et Yamaguchi) ont acheté pour leur propre compte et non pour leurs clients, ajoutent-ils sur la place. Bilan de la journée : le Nikkei cède tout de même 1 096 yens, près de 5 %, le troisième recul le plus important après ceux du « mardi noir » et de vendredi dernier.

Coupable : le dollar, qui a reculé brutalement sur le marché des changes. Le billet vert a perdu 2,30 yens dans la journée, à 141,85 yens, après s'être

approché dangereusement des 141 yens.

Les mauvaises nouvelles venues du marché des changes précipitent la baisse des valeurs de l'exportation, électriques et automobiles. Le quotsi-totalité des autres valeurs de la cote s'effondre.

La journée de lundi a donc démenté les propos rassurants, sur le thème : Le pire est passé. Le potentiel de baisse est encore considérable, estime un spécialiste. Sur les écrans, les projections laissent prévoir une chute du Nikkei en dessous des 20 000 yens, dans un avenir très proche. Les plus pessimistes n'excluent pas désormais, un retour au niveau du début de l'année, un peu au-dessus de 18 000 yens.

Les perspectives sont très sombres pour le dollar. A Tokyo, tous les opérateurs ont à l'esprit l'énorme vente aux enchères de bons du Trésor américain à la fin novembre (28 milliards de dollars). « Cela va se passer très mal », estime un courtier, reflétant le sentiment général. « Les Japonais n'ont pas à s'alarmer, mais ils ne peuvent pas financer les déficits américains. Une ruine insistante circule même sur la place : cette vente pourrait être retardée ou annulée. »

Les banques centrales vont être mises au défi, dans les heures ou les jours qui viennent, estime-t-on à Tokyo. Le dollar a, paradoxalement bien résisté à la tempête boursière de la semaine dernière. Mais l'épreuve de force est encore à venir. « Le pire est, sans doute, devant nous », confie un courtier.

BERNARD HAMPE.

Le débat sur l'avenir des privatisations

« Il faut poursuivre le programme » déclare M. Perigot au « Grand Jury RTL-le Monde »

L'ouvrage qui s'est abattu sur les marchés financiers internationaux, et qui est venu d'ailleurs, c'est-à-dire des Etats-Unis, a touché la France mais n'a pas ébranlé les entreprises françaises, qui s'en sont tout à fait indifférentes », a déclaré dimanche 25 octobre, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. François Perigot, président du CNPF.

Le « patron des patrons » a ajouté « qu'il ne fallait donc pas changer le cap qui a été pris, qu'il était nécessaire de continuer le redressement du pays et de poursuivre les privatisations ». M. Perigot s'est déclaré convaincu que le marché financier dispose d'importantes réserves et que « les épargnants répondront positivement lorsque de nouvelles privatisations leur seront présentées ». « Il faut que l'entreprise revienne au secteur privé. Les pays dans lesquels ce n'est pas l'initiative privée qui est aux commandes de l'économie ne sont pas les plus performants ». A nouveau, il a dénoncé un satisfait à la politique économique suivie depuis mars 1986, mais a souhaité que le gouvernement prenne des mesures de stimulation de l'investissement.

Après avoir assuré que le CNPF avait encore un rôle à jouer, « même dans une ambiance de dérégulation de l'Etat et de libéralisation de l'économie, notamment pour veiller à

la définition et au respect des règles du jeu, et pour faciliter l'internationalisation des entreprises », M. Perigot a exprimé son opinion sur les salaires : « Les salariés ont accepté que soient déconnectés le coût de la vie et les augmentations de salaires. Il faut absolument revenir au principe. Mais, chaque fois que c'est possible, chaque fois qu'une entreprise a restauré ses marges, il est souhaitable qu'elle fasse appel à toutes les formules de participation et d'intéressement qui existent. Lorsque les résultats sont bons, les salariés doivent en profiter. »

Enfin, le président du CNPF a prononcé un vigoureux plaidoyer en faveur de l'Europe, « une chance fabuleuse pour les entreprises ». Mais il existe « trois risques » : « Que cette Europe devienne « la revanche des bureaucraties » ; « Que l'Europe sociale soit « mal comprise » ; « Il faut se méfier de la tentation de régenter les conditions de travail pour l'ensemble des entreprises européennes ».

« Que les Européens « fassent preuve de naïveté vis-à-vis de l'étranger ». « Certes, l'Europe devra être ouverte sur le monde, mais nous devons exiger de nos partenaires la réciprocité aux avantages que nous leur donnerons. »

Le raidissement du Parti socialiste

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a confirmé, le samedi 24 octobre, le durcissement — perceptible depuis mercredi dernier (le Monde du 23 octobre) — des positions de son parti sur les privatisations. Jusqu'à la récente tempête boursière, les socialistes, à travers des prises de position en ordre dispersé, dominaient surtout l'impression de chercher leurs marques, tout en se montrant soucieux de ne pas prêter le flanc à des accusations de parti pris idéologique. Nul ne se risquait à affirmer que toutes ces sociétés seraient rationalisées. La position la plus précise, et la plus radicale, était celle exprimée par M. Jean-Pierre Chevènement au « Club de la presse d'Europe 1 » le dimanche 11 octobre : rationaliser tout ce qui, à partir d'aujourd'hui, serait privatisé. Cette position avait été reprise à son compte par M. Mauroy.

Après quelques hésitations, M. Jospin affirmait que telle serait l'attitude de son parti.

Il justifie cette radicalisation en affirmant qu'elle répond à l'obstination du gouvernement à continuer son programme de privatisations. Ce durcissement a aussi ses justifications internes. En imposant au parti la ligne la plus dure, quitte à

contraindre certains dirigeants, soit au silence, soit à l'expression de leur désaccord, soit à un tête-à-tête brutal. M. Jospin a probablement voulu empêcher M. Chevènement, et surtout M. Mauroy, de le doubler sur sa gauche. Plusieurs dirigeants socialistes, notamment M. Bérégovoy et M. Cresson, qui ont émis des avis plus modérés, sont ainsi placés en situation inconfortable.

En procédant ainsi, M. Jospin prend le risque de placer son parti en porte à faux avec la fraction de l'opinion « flottante » susceptible de voter à gauche en 1988, mais qui ne veut pas que le PS retourne à son passé « sectaire ». Selon un sondage IPSOS paru dans le Journal du dimanche (1), 47 % des Français donnent tort au PS (28 % l'approuvent) pour avoir engagé une polémique avec le gouvernement à ce propos. 8 % seulement jugent que le gouvernement porte la part de responsabilité dans la crise boursière à cause de sa politique de privatisation. Toutefois, 56 % des personnes interrogées souhaitent une « pause » dans les privatisations.

(1) Sondage réalisé par téléphone les 23 et 24 octobre sur un échantillon représentatif de 802 personnes.

Bonn négocie un crédit de 4 milliards de marks à la RDA

Des négociations sont en cours entre Bonn et Berlin-Est sur l'octroi d'un crédit bancaire ouest-allemand de 4 milliards de marks (13,2 milliards de francs) indique l'hebdomadaire Der Spiegel du 26 octobre. La banque bavaroise Bayerische Vereinsbank doit à nouveau diriger le consortium chargé de ce crédit dont une part sera garantie par

l'Etat fédéral. En 1983, M. Franz Josef Strauss avait été à l'origine d'un premier crédit ouest-allemand à la RDA pour un montant d'un milliard de marks. Cette fois-ci, l'Allemagne de l'Est s'engageait à utiliser une part des crédits octroyés à la modernisation des voies de communication entre Berlin-Ouest et la RDA.

Ça vous dirait de devenir milliardaire ?

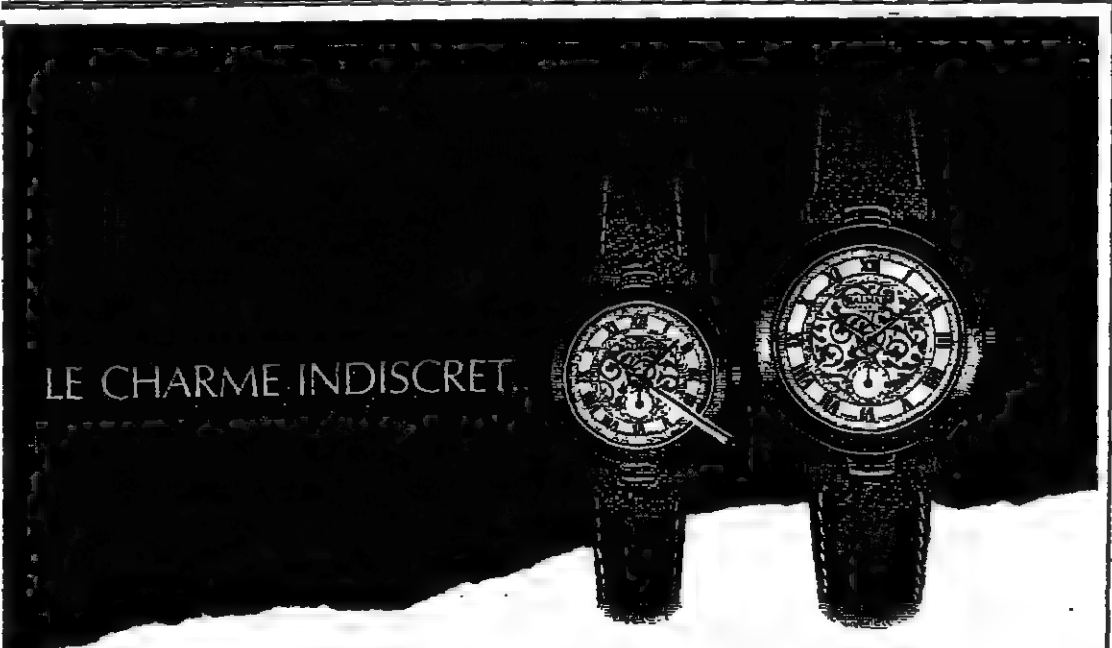
• Séjour à Brighton pour 305 F*

Oui, pour devenir milliardaire c'est à Brighton qu'il faut aller ! Brighton, c'est la ville du jeu, de tous les jeux ! Toutes les machines à sous y sont, les plus sophistiquées, les plus gracieuses, les plus inattendues. Tentez votre chance pour 305 F* A ce prix, et par personne, Sealink vous propose la traversée aller-retour de la voiture, de ses quatre passagers et une nuit mémorable à l'hôtel 3 étoiles "Royal Albion" où, à votre réveil, un petit déjeuner anglais sera là pour éveiller votre palais. Et même si vous revenez avec une Rolls, Sealink vous ramènera en France comme prévu.

* En vente chez votre agent de voyages. Réservations Sealink : (1) 47.42.86.87.

SEALINK FERRIES

Embarquement immédiat dans votre agence de voyages.



BALMAIN PARIS

MODÈLE QUARTZ PLAQUÉ OR. CADRAN AVEC ARABESQUES EN RELIEF. LUNETTE MÉTALLISÉE. ÉTANCHE. FABRICATION SUISSE. BALMAIN Montres, un département de LONGINES FRANCE, 78, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. 1/42.78.06.27.

سكن من الاحل

Les rem

26 OCTOBRE

Les chiffres clés de l'informatique

— La Banque : un secteur phare.
A l'aube du grand marché européen de 1992, quelle stratégie suivent les directeurs informatiques de la Banque?

**Un numéro exceptionnel
chez votre marchand de journaux.**

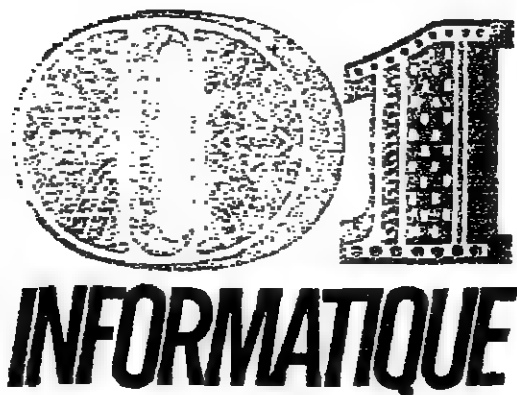
28 OCTOBRE

OCTOBRE Le Forum 01 Informatique

Gérard Bauvin, Président de Syntec Informatique, Président-Directeur Général de Sligos; Daniel Blonde, Président du Club de la Péri-Informatique Française, Vice-Président-Directeur Général d'Intertechnique; Jean-Jacques Dufy, Directeur Scientifique d'IBM France; Gilles Kalin, Président du Comité des Projets - Inria; Francis Lorentz, Président-Directeur Général de Bull S.A.; Marcel-Henri Louvet, Président-Directeur Général d'Unisys France; Philippe Moreau-Defarges, Chargé de Mission à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris; Bernard Paulré, Président de l'AFCEI; Claude Porcherot, Président du CIGREF (Club Informatique des Grandes Entreprises Françaises), Directeur Central à la BNP; Bernard Robinet, Premier Vice-Président de l'AFCEI; François Salle, Directeur Scientifique de Bull S.A.; Claude Soumanc, Directeur Général de Digital Equipment France; Jacques Stern, Président-Directeur Général du Groupe Bull; Carlo Valerio, Président-Directeur Général d'Olivetti-Logibax.

**Claude Andreuzza, Directeur Général de la
Compagnie IBM France; Jean-Paul Baquiast, Secrétaire
Général du CIIIA (Comité Interministériel pour
l'Informatique et la Bureautique dans les Administrations);**

Renseignements: Catherine Oberlander - tél: (1) 42402201



PREMIER JOURNAL FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

POINT DE VUE

La bai

SECRET

[illegible]

Se faire interdire de jeu

[illegible]

Pour une

n'aurez pa

Buckingham

• Séjour à Lon

[illegible]

SEALINK

Embarquement immédiat

Tous les
yoga, l'astrologie, le
les médec
la LIBRAIRIE DES SCI
6, rue de Saumur 75004

北 郭

BOU

Plus que jamais, nos

3615 TAPR

IGNES D'INFORMA

s clés
atique

m
tique

De toute façon, Buckingham c'est un peu démodé, vous ne trouvez pas ?
A partir de 355 F par personne Sealink vous propose la traversée en une nuit souverainement douce dans un hôtel 5 étoiles, au Gros Caillou, par exemple, situé au plein cœur de Londres. Et à votre réveil, un petit déjeuner anglais vous sera servi. Que tout cela ne vous empêche pas de faire une petite visite à Buckingham.
Si vous êtes accompagné d'un enfant, Sealink lui offre en nuit d'hôtel dans la chambre de deux adultes.
En vente chez votre agent de voyage. Réservations Sealink: (1) 47.42.36.37.

SEALINK

Embarquement immédiat dans votre agence de voyage.

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Le Monde
sur minitel

BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille
36.15 TAPEZ LEMONDE

AS D'INFORMA

Économie

Les remous sur les marchés monétaires

POINT DE VUE

La baisse n'est pas terminée

par Eric Helbronner
gérant de portefeuilles
indépendant

COMPARÉ à ce que les épargnants et les investisseurs viennent de vivre, Waterloo ne fut qu'un aimable pique-nique. Il est en effet assez rare de voir des joueurs s'échapper d'un casino en courant (cf. la première heure de transaction du mardi 20 octobre). Comme tous les accidents, les causes sont connues : déficits budgétaires et commerciaux des Etats-Unis démentiels, taux d'intérêt anormalement élevés, désaccords monétaires au sein des grands argentiers, etc. Les commentateurs de la presse à sensation financière ont parfaitement décrit les faits.

La chute salubre du cours des actions a sévèrement et provisoirement d'innombrables intouchés du gain facile, elle n'a rien résolu. La baisse désirée ou voulue du dollar par les autorités américaines est une facilité, en aucun cas une thérapie. L'Amérique consomme trop, exporte trop peu. De ce fait, l'affaiblissement de leur devise est un leurre. Il ne permet pas une amélioration significative de leur solde extérieur.

Se faire interdire de jeu

Venant de subir des pertes considérables (impossibles à chiffrer en milliards de dollars) des millions d'actionnaires de l'autre rive — les bourses américaines — doivent non seulement liquider une partie de leur actif pour couvrir ce qu'ils ont perdu à terme (facteur baissier pour Wall Street fin octobre, début novembre) mais surtout ne considèrent plus comme acquiesces des plus-values fictives. Chacun sait, ou ne sait pas encore, que lorsque l'on se croit riche, on joue à l'ère. L'Améri-

can va se sentir appauvri et va rechercher sa situation passée. Comment ?

En reconstituant une épargne jusqu'ici la plus faible en pourcentage du revenu disponible des pays riches, en faisant moins appel au crédit bon marché. Le redressement du commerce extérieur américain passe par cette réduction drastique de la consommation des ménages. On peut anticiper à cet effet une amélioration réelle en novembre, chiffre connu vers le 15 janvier. D'ici là, chaque intervenant français devrait se faire interdire de jeu auprès de la Chambre syndicale des agents de change, autorité compétente : les raisons sont à la fois objectives et psychologiques.

Pour les premières :

1) Persistance de taux d'intérêt élevés. En effet, le financement du déficit budgétaire des Etats-Unis est une œuvre sociale et lucrative. N'y voyez aucune antinomie, le contrat français devrait se faire interdire de jeu auprès de la Chambre syndicale des agents de change, autorité compétente : les raisons sont à la fois objectives et psychologiques.

2) A quatorze mois de son terme, l'administration Reagan, après sept années de myopie, n'acceptera pas par coquetterie de porter des verres de contact. Après tout, un credo c'est comme un péché : quand on en a trouvé un bon, pourquoi en changer ? On contournera le nombre de trombones utilisés par chaque ministre, cela ne suffira pas à mettre en application la loi Gram-Rudman — équilibre budgétaire révisé à l'horizon de cinq ans. Laissons à nos successeurs le soin d'être impopulaires, préférons pour l'instant l'inflation à la récession ;

3) Les spéculateurs français vont prochainement massacrer le marché au comptant et le second marché pour couvrir leurs dettes : la non-liquidité de ces marchés offrira de

superbes opportunités aux plus patients.

Pour les secondes :

1) A l'heure actuelle, et pour l'heure suivante d'ailleurs, il existe autant d'affinités entre M. Baker et M. Stoltzberg qu'entre le fétard habitué des nuits parisiennes et le pilleur de la Grande Charonne. On nourrit donc les marchés drogués à coups d'expédients : injections massives de liquidités, affirmations de accords négatifs passés : Louvre, Venise et répétition... ;

2) Un grand traumatisme de la route vers la richesse ne sort jamais indemne de son établissement financier. Des semaines, des mois seront nécessaires pour lui permettre de recouvrer toute sa lucidité.

3) On a proposé à trois millions de Français de prendre des risques. Ce n'est pas leur métier.

Vendeurs à découvert, acheteurs de « puts », vendeurs de « calls », personne n'a gagné. Les boursiers savent maintenant qu'il n'existe plus que des valeurs de « collabataires ». Toute la profession se doit de faire une « pause », après un tel choc. La quatrième vague d'Elliott (1) nous a jetés sur le sable. Pour le cinquième et dernière annonce, attendons pour remonter sur la planche, le surf est un sport dangereux.

(1) Selon l'Américain Nelson Elliott, qui a étudié, sur une longue durée, les cycles de variation des cours sur les marchés des changes et des actions, ces variantes revêtent la forme de « vagues ». De telles vagues déferlent, avec des vaguelettes intermédiaires, sur un rythme de trois à la baisse pour cinq à la hausse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMINVEST
Société Immobilière
d'investissement
27, rue Laffitte, 75009 Paris

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 octobre 1987, sous la présidence de M. Jacques Rousseau, pour prendre connaissance de la situation au 30 juin 1987 et de l'activité de la société.

La progression du résultat courant, qui s'établit à 8,36 MF contre 7,07 MF au premier semestre 1986, est essentiellement due à la mise en location des bureaux de Levallois intervenue en décembre 1986.

La variation du résultat net (8,4 MF contre 11 MF au premier semestre 1986) n'est pas significative, une cession d'immeuble étant intervenue durant le premier semestre 1986.

Dans le cadre de la politique d'arbitrage précédemment entreprise par la société, les derniers bureaux du Belvédère ont été vendus en août dernier.

Les conversations engagées avec les sociétés SIMNOR et COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIÈRE, afin d'étudier les possibilités d'un regroupement, se déroulent favorablement.

Compte tenu des résultats au 30 juin 1987 et des éléments connus à ce jour, le bénéfice net de l'exercice devrait permettre une sensible augmentation de dividende.



Le conseil d'administration, réuni le 22 octobre 1987, a arrêté les comptes semestriels au 30 juin 1987, qui font ressortir pour la société un bénéfice de 25,9 millions de francs, contre 14,6 millions de francs au 30 juin 1986. Au cours du second semestre, la progression constatée se poursuivra.

En ce qui concerne les données consolidées, il se confirme que le chiffre d'affaires de l'exercice 1987 sera de l'ordre de 9,5 milliards de francs, contre 8,7 milliards de francs l'année dernière, et que le bénéfice net consolidé, qui s'était élevé à 140 millions de francs en 1986, dépassera cette année les 160 millions de francs prévus antérieurement.

COLAS reste en tête de sa spécialité et aura réalisé cette année, tant en France qu'à l'étranger, de nombreux ouvrages routiers, en particulier en Amérique du Nord.

Une gamme de Sicav adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

NOM DE LA SICAV	Capital (en millions de francs)	Part de l'Etat (en %)	Part de la clientèle (en %)	Part de la clientèle (en %)
LAFFITTE-EXPANSION	835,84	28,94	32,94	15,04
LAFFITTE-FRANCE	665,51	33,35	34,76	25,29
LAFFITTE-IMMOBILIÈRE	91,08	34,93	2,17	18,07
LAFFITTE-IMMOBILIÈRE	658,83	34,58	57,85	22,44
LAFFITTE-JAPON	1.558,84	1.331,83	54,15	11,07
LAFFITTE-TOKYO	223,41	275,41	11,07	11,07
LAFFITTE-AMÉRIQUE	75,44	34,95	23,93	14,82
LAFFITTE-AMÉRIQUE	168,01	284,59	13,44	12,09
LAFFITTE-AMÉRIQUE	343,25	39.372,36	17,31	15,28
LAFFITTE-AMÉRIQUE	381,91	138,32	17,31	15,28
LAFFITTE-AMÉRIQUE	62,47	58.638,70	18,94	9,48
LAFFITTE-AMÉRIQUE	1.118,92	64.941,51	13,34	6,38
LAFFITTE-AMÉRIQUE	1.674,17	388.373,25	4,97	4,97

Les Sicav de
L'Européenne de Banque
21, rue Laffitte - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

FF 400.000.000

Obligations Série A 1987-1996
à taux révisable annuellement

Prix d'émission: 101% plus les intérêts courus depuis le 14 mai 1987, à 8,79% l'an

Les obligations sont inconditionnellement garanties par la
République Française

Crédit Commercial de France

Nouvelle Emission • le 30 septembre 1987

هكذا من الاصل

Économie

Billancourt du rouge au noir

(Suite de la première page.)

Même les démonstrations publiques n'attirent plus, comme celle qui fut organisée sous les fenêtres de l'inspection du travail. Il y avait bien 500 manifestants, mais seulement un gréviste venu de Billancourt. Tous les autres étaient des salariés mandatés de Renault ou de la région parisienne.

« Il n'y a que pour les dix », répètent les ouvriers, démotivés. « Qu'est-ce que ça peut faire à tous ceux qui portent jour après jour, les Mohamed et les autres ? » Ils évitent de signer des pétitions ou, s'ils le font, parfois par crainte, dissimulent leur nom. « De toute manière, ça n'a pas d'importance », confient-ils d'un air las.

« C'est scandaleux », s'exclame Abdou, un Sénégalais de cinquante-deux ans, vingt-trois ans d'ancienneté. Tous les jours la CGT et le PCF distribuent des tracts pour défendre les dix. On ne parle jamais de nous. »

Sans heurts ni illusions, le divorce est consommé. Depuis toujours, le vote immigré allait massivement à la CGT (80 %), bien relayé par les délégués africains et surtout maghrébins. « Le système ne fonctionne plus », assure Djoudi, quarante-huit ans, vingt-deux ans d'ancienneté. « Maintenant, c'est le savoir-qui-peut. » Nombreux sont ceux qui ont abandonné en silence ou simplement pris leurs distances.

La cassure est devenue effective il y a un an ou deux, l'occupation d'octobre 1985 ayant servi de déclencheur. A l'époque, tous le disent, la CGT, réduite à une poignée de dirigeants, s'enferme derrière les portes après « un vote bidon ». A propos d'une revendication, il y avait certes eu 3 000 voix pour et 800 contre, mais l'action elle-même avait été une surprise. « En fait, juge Azzedine, responsable CFTD, approuvé par les autres, nous avons assisté à une lutte d'influence entre la CGT et la

Un procès pour violences intenté à huit militants CGT de Renault-Billancourt. Des licenciements annoncés. La « forteresse ouvrière » sombre dans le désespoir et dans les divisions.

direction. » Contraints de demeurer à l'extérieur de l'usine, les ouvriers, pour la plupart immigrés, se sont déclarés prêts à travailler et ont perçu leur salaire. Débordée, la CGT a conseillé à ses troupes d'en faire de même, et rares ont été les retenués.

Productivité en hausse

Dès ce moment, tout était joué. Majoritaire, le syndicat s'approchait « par délégation » le pouvoir de protester en lieu et place d'une masse absente. Il pouvait continuer selon sa propre logi-

que et développer une stratégie déconnectée de la réalité et des besoins. L'« immigré de service », ainsi que se qualifie Ahmed, quarante-quatre ans, ancien délégué CGT, savait à quoi s'en tenir, suppléant devenus mutuels et désormais ignorés. En revanche, le climat changeait dans l'usine.

Les mêmes ouvriers immigrés se mettaient à travailler « comme des fous », battant les records de production. « La productivité a augmenté, l'absentéisme a chuté », note Daniel Labbé, dirigeant de la CFTD-Renault. Billancourt est la deuxième usine du groupe pour la qualité. Les fourgonnettes Express rivalisent avec les R 25 alors que les installations sont vieillottes. « C'est simple, reprend Azzedine, la CGT sert de défouloir psychologique et la direction a récupéré la force de travail. Le partage est honteux. »

Les immigrés sont doublement victimes de cette redistribution des cartes. Abandonnés par leur syndicat, ils se retrouvent seuls ou presque, menacés de perdre leur emploi. Or ils sont particulièrement représentés dans les catégories visées par les réductions d'effectifs, les agents de production (ex-OS) et les ouvriers P1. Opposés à toute idée de plan social (1), la CGT ne les défend pas individuellement quand ils sont convoqués « rue de la Ferme », leur hantise. Amenée, « par peur », à se surprendre à leur poste de travail, ils se découvrent isolés, entraînés dans une course d'autant plus inévitable que, âgés, usés, malades ou handicapés, ils subissent les aléas du travail, ils éprouvent des difficultés à suivre les cadences. Hamidou, un Sénégalais de cinquante-deux ans, à Billancourt depuis février 1968, enrage. Diabétique et malade du cœur, il se sent « Je suis au pays des droits de l'homme, de la démocratie. On n'a pas le droit de me faire ça. J'ai toujours été un honnête travailleur. » Fric de ne plus venir pointer, ayant opté pour la mobilité, à Douai ou à Flins, peu importe, il attend qu'on lui fasse savoir s'il sera accepté, mais ne se fait pas d'illusions. Tant d'autres, qui sont dans son état, ont déjà essuyé des refus et ont été condamnés au licenciement « sec ».

GUY HERZLICH.

enfants - huit aujourd'hui - sont trop jeunes », dit Amadi, un Sénégalais. « En France ou au Maroc, que voulez-vous que je fasse », demande Barok, cinquante-deux ans. « Mon avenir est fini... et je n'ai pas de formation. »

A l'usine, ceux qui restent et s'efforcent de retrouver les habitudes d'autan, quand ils étaient jeunes immigrés. Durs à la peine, dociles jusqu'à l'excès, ils font tout pour se maintenir alors qu'ils n'en ont plus toujours les moyens physiques. « Je suis entré comme un taureau dans l'arène, se souvient Ahmed, terrassé par son licenciement, hébété. J'étais le plus rapide. Quand il fallait faire tenir deux ou trois postes par un seul, on m'utilisait comme prototype. Je réussissais, je n'y arrivais plus. »

Sur la chaîne, le climat s'est tellement dégradé que chacun redoute de se faire repérer. Une course par élimination est engagée où, à tout instant, le chef peut dire : « Si tu n'es pas content, tu peux aller rue de la Ferme. » Quand on dit à quelqu'un que son poste est supprimé, raconte Omar, ses copains l'évitent. Il a la perte. »

Dans les conversations, reviennent des angoisses, liées à l'« effet Le Pen », à la crainte quotidienne de l'expulsion. Ils évoquent les précédents de Citroën-Aulnay et sont encore meurtris par les événements de Talbot-Poitry. Certains y trouvent d'ailleurs une explication de l'attitude incohérente de la CGT. « Ce n'est plus la CGT-Renault, c'est la CGT-PCF », constate Amadou, quarante-cinq ans. Le syndicat ne veut plus se confondre avec les immigrés et fait en sorte que l'électorat ne soit pas troublé par une effervescence incontrôlable.

Au-delà, font remarquer les plus lucides, tel Farouk, c'est la fonction du travailleur immigré qui est en cause. « Personne ne s'est soucié de préparer la reconversion des OS, pas plus la direction que la CGT », explique-t-il. Les deux camps opposés de l'entreprise se sont objectivement accordés sur ce point, au détriment de la formation et, donc, du personnel. S'il y avait modernisation, arrivée de nouvelles technologies, il était sous-entendu que cela se ferait « sans eux ».

Du vent

Parmi les victimes, rares sont celles qui s'inquiètent des conséquences, sauf à respecter le temps où Billancourt était encore un phare. La puissance syndicale et celle, par conséquent, de la CGT, il y a belle lurette que, pour eux, « c'est du vent ». Les opérations d'aujourd'hui, menées autour des « dix », ne peuvent que masquer une extraordinaire faiblesse.

« L'histoire qui pèse sur ce site ne correspond plus à rien. Il y a une distorsion totale », insiste Farouk, licencié depuis quelques semaines. Billancourt est devenu un lieu, un mythe. Mais il ne s'en réjouit pas. Derrière l'effacement indéfectible, il diagnostique la dilution des relations ouvrières, de la solidarité et de tout ce qui composait la « culture du travail ». Les oripeaux déchirés, les images jannées de la place Nationale, du Point-du-Jour ou, encore, le souvenir des travailleurs faits juges en 1968 des accords de Grenelle, l'émeuvent moins que ce qu'il pressent, avec d'autres : « Les acquis de la classe ouvrière sont perdus ici, et perdus pour tout le corps social », affirme-t-il.

Billancourt vit dans une ambiance incroyable. Tandis que les « sureffectifs » s'en vont par dizaines, lâchés, les ouvriers du montage acceptent des primes. Pour 1,50 franc par voiture supplémentaire, ils produisent chaque jour dix fourgonnettes au-delà de l'objectif des deux cents fixés à chaque équipe. Les syndicats ont refusé de signer un accord à ce sujet, mais la direction applique sa décision unilatéralement, tout en dénonçant, par tract, l'attitude des meneurs. Pendant les pauses, le travail se poursuit malgré tout. « On court pour aller pisser, dit Mansour, on n'a plus le temps de fumer une cigarette. »

Aucun signe d'espoir n'apparaît. Pour se retrouver et comprendre, les Noirs avaient tenté de créer une « Panafrique », vite vouée à l'échec. Avec le même objectif, les maghrébins se réunissaient dans une association, « l'Algèbre », jusqu'au jour où ils se sont fait injurier par des délégués CGT. On leur reprochait de chercher des solutions, d'essayer de trouver des compromis.

A longueur de journée, Azzedine et Daniel Labbé s'en vont soutenir des cas individuels plus éprouvants les uns que les autres. La tragédie se joue pour les ouvriers âgés de quarante-huit à cinquante-deux ans, perdus, mais clairvoyants. « Dans dix-huit mois, nous serons en fin de droits », disent-ils. Sur les 900 qui sont déjà partis cette année, un tiers a obtenu une mutation dans une autre usine. Les autres resteront sur le pavé. Pendant ce temps, la CGT orchestre la défense des « dix ». Pour l'exemple. Pour l'honneur perdu de la forteresse ouvrière.

ALAIN LEBEAUCHE.

(1) Le plan social comporte quatre mesures : l'aide au retour dans le pays d'origine, la convention de conversion de cinq mois, la mutation dans une usine du groupe et le licenciement « sec », accompagné de primes, en fonction de l'ancienneté et des charges de famille, auxquelles s'ajoutent les indemnités de licenciement.

Huit militants CGT devant le tribunal de Nanterre

Huit militants de la CGT de l'usine Renault de Billancourt devaient comparaitre le lundi 26 octobre devant le quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Nanterre, à la suite d'incidents survenus dans l'établissement à la fin de juillet et au début d'août 1986.

Le 1^{er} août 1986, peu de temps après l'annonce de 685 suppressions d'emplois à l'usine de Billancourt, une manifestation de quelques centaines de salariés s'achève mal. Quelques dizaines de manifestants - une quinzaine, dira la direction, - certains munis de barres de fer et masqués, se dirigent vers la direction du personnel de l'usine, forcent les portes, mettent des bureaux à sac, emportent certains dossiers et des listings informatiques. Deux responsables du service, dont l'adjoint du chef du personnel, sont d'abord séquestrés, puis injuriés, molestés, entraînés en cortège à travers l'usine, avec des inscriptions à la peinture sur le dos ; l'un d'eux, emmené sur le pont qui surplombe le Seine, sera menacé d'être jeté à l'eau. Un chef d'atelier, emmené au passage, reçoit un coup de tête et est légèrement blessé à l'œil.

Déjà, le 25 juillet, à l'issue d'une autre manifestation de quatre cents personnes, une quinzaine avaient dévasté le bureau du directeur de l'usine.

La direction de Renault déposera une plainte contre X, pour violation de domicile, destructions, dégradations et vol de documents avec

effraction ; de leur côté, les trois cadres malmenés le 1^{er} août portent plainte pour séquestration, coups et blessures volontaires et injures publiques.

Reconnus par des témoins parmi les manifestants, les huit militants de la CGT ont été licenciés par la direction à l'automne 1986 et se retrouvent sur le banc des inculpés. Quatre sont accusés d'avoir figuré dans le groupe qui malmenait les trois cadres : MM. Pierre Léri, trente-six ans, secrétaire du syndicat CGT et délégué du personnel ; Abdelatif Hamzaoui, quarante-deux ans, délégué et membre du bureau du syndicat ; Michel Bouin, trente-huit ans, élu CGT au comité d'établissement ; Serge Biard, quarante-huit ans. Cinq sont accusés d'avoir participé au sacage des bureaux : MM. Said Illoul, trente-huit ans, délégué du personnel CGT ; Jean-Pierre Lamisse, trente-neuf ans, secrétaire du syndicat et élu au comité d'entreprise ; deux élus au comité d'hygiène et de sécurité - Joël Jégouzo, vingt-neuf ans et Jean-Pierre Quilgarn, trente-deux ans - ainsi que Pierre Léri déjà cité.

Pour la direction de Renault, ces hommes ont participé à une action violente « de commando », notamment le 1^{er} août, voire ont animé. Leurs défenseurs affirment au contraire que s'ils n'avaient pas été là, les incidents auraient pu être plus graves et évoquent des menaces proférées par des salariés de Billancourt que les militants CGT auraient dissuadés les jours précédents.

Mais ils ne contestent pas la présence des inculpés sur les lieux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLACEMENT J
SICAV

Situation au 30 septembre 1987

SICAV monétaire investie en rémises et en obligations à taux variable. Placement Premier, au 30 septembre 1987, a vu son actif net atteindre 2 575 009 705,85 et sa performance s'établir à 7,83 % en base annuelle depuis le début de l'année. Cette performance est voisine de l'évolution du TNP sur la même période, ce qui est son objectif de gestion.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société Marseillaise de Crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois, la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte, la Société financière et foncière et l'Union de banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement J ainsi que tout autre renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-Banque 4, rue Auber, 75009 Paris

PLACEMENT PREMIER
SICAV

Situation au 30 septembre 1987

Sicav long terme, première catégorie, Placement Premier, au 30 septembre 1987, a vu son actif net atteindre 272 493 516,19 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 9,21 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société Marseillaise de Crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois, la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte et l'Union de banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement Premier ainsi que tout autre renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-Banque 4, rue Auber, 75009 Paris

PLACEMENT PREMIER
SICAV

Situation au 30 septembre 1987

SICAV long terme, première catégorie, Placement Premier, au 30 septembre 1987, a vu son actif net atteindre 272 493 516,19 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 9,21 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société Marseillaise de Crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois, la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte et l'Union de banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement Premier ainsi que tout autre renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-Banque 4, rue Auber, 75009 Paris

PLACEMENT COURT TERME
SICAV

Situation au 30 septembre 1987

Sicav court terme classique, Placement Court Terme, au 30 septembre 1987, a vu son actif net atteindre 272 493 516,19 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 9,21 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société Marseillaise de Crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois, la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte et l'Union de banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement Court Terme ainsi que tout autre renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-Banque 4, rue Auber, 75009 Paris

Locafrance

Le conseil d'administration de LOCAFRANCE, réuni le 21 octobre 1987, sous la présidence de M. Gérard Billaud, a pris connaissance de l'activité du groupe pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Cette période a été marquée par une progression relativement modérée des contrats signés (+ 3 %) et des investissements réalisés (+ 4,6 %). L'exercice en cours est en effet marqué par une très vive concurrence concurrentielle à la dégradation du crédit et à la libération des marchés financiers. Cependant, compte tenu de l'accroissement de la production habituellement constatée en fin d'exercice, le niveau de progression sur l'ensemble de l'année en cours devrait s'améliorer par rapport à celui constaté au 30 septembre 1987.

Le résultat financier de LOCAFRANCE au 30 juin 1987, déterminé sur la base des amortissements financiers compris dans les loyers, s'élève à 43 248 000 F contre 51 066 000 F à la fin du premier semestre de l'exercice précédent. La baisse du résultat financier de LOCAFRANCE est due au transfert sur les filiales spécialisées du groupe d'une part notable de l'activité de crédit-bail, qui était jusqu'à l'exercice dans le cadre de la société mère, et à la diminution des marges. Cependant, les résultats nets consolidés, part du groupe, pour l'ensemble de l'exercice 1987, devraient se situer sensiblement au même niveau que ceux enregistrés au titre de l'exercice antérieur.

VALEURS
DE FRANCE

Le 15 octobre 1987, la valeur liquidative de la SICAV « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 348,29 F (365,74 F le 30/9/87).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 355 F (368 F le 30/9/87).

« Mon avenir est fini »

C'est que le drame humain de Billancourt s'amplifie de maux plus anciens, particuliers à cet ancien site. Depuis les années 1973-1974, on n'embauche plus guère. Les plus dynamiques sont partis, écartés. Reste une population vieillie, finalement peu qualifiée, longtemps assistée, voire maternée, qui fonctionne « dans un monde clos » et ne comprend pas ce qui lui arrive. « L'un prochain je devais avoir la médaille du travail », rappelle Hamidou, mi-ironique, mi-amère, condamné au départ.

Tous arrivés à des âges respectables - quarante-sept ou quarante-huit ans en moyenne, - ils se savent sacrifiés, l'aide au retour tout comme la reconversion survenant trop tard. « Mes

SICAV MONORY-CEA. Placement A, au 30 septembre 1987, a vu son actif net atteindre 190 952 137 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 7,7 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société Marseillaise de Crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois, la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte et l'Union de banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement A ainsi que tout autre renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-banque, 4, rue Auber, 75009 Paris.

AFFAIRES

La percée d'Airbus dénoncée par les Américains

Année	Airbus	Boeing	Douglas	Divers
1980	15	45	35	5
1981	20	45	30	5
1982	25	45	25	5
1983	35	45	15	5
1984	45	40	10	5
1985	55	35	5	5
1986	65	30	5	5
1987	75	25	5	5

Les Américains rediront, le mardi 27 octobre à Londres, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), combien la concurrence faite par Airbus à leurs constructeurs est déloyale. Leur attitude s'explique notamment par la percée commerciale de l'aviation européenne sur le marché mondial. Après des années de vaches maigres, Airbus grignote des parts de marché et ses constructeurs ne font pas mystère qu'ils veulent obtenir un tiers des ventes d'avions civils. Au grand dam de McDonnell Douglas qui chute lourdement.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

TRANGER

La révolte des

« L'histoire qui pèse sur ce site ne correspond plus à rien. Il y a une distorsion totale », insiste Farouk, licencié depuis quelques semaines. Billancourt est devenu un lieu, un mythe. Mais il ne s'en réjouit pas. Derrière l'effacement indéfectible, il diagnostique la dilution des relations ouvrières, de la solidarité et de tout ce qui composait la « culture du travail ». Les oripeaux déchirés, les images jannées de la place Nationale, du Point-du-Jour ou, encore, le souvenir des travailleurs faits juges en 1968 des accords de Grenelle, l'émeuvent moins que ce qu'il pressent, avec d'autres : « Les acquis de la classe ouvrière sont perdus ici, et perdus pour tout le corps social », affirme-t-il.

Nouvel échec
des importations fra

« L'histoire qui pèse sur ce site ne correspond plus à rien. Il y a une distorsion totale », insiste Farouk, licencié depuis quelques semaines. Billancourt est devenu un lieu, un mythe. Mais il ne s'en réjouit pas. Derrière l'effacement indéfectible, il diagnostique la dilution des relations ouvrières, de la solidarité et de tout ce qui composait la « culture du travail ». Les oripeaux déchirés, les images jannées de la place Nationale, du Point-du-Jour ou, encore, le souvenir des travailleurs faits juges en 1968 des accords de Grenelle, l'émeuvent moins que ce qu'il pressent, avec d'autres : « Les acquis de la classe ouvrière sont perdus ici, et perdus pour tout le corps social », affirme-t-il.

BONNE

1^{er} novembre
TVA sur les Tél

Communiquer pour l'essentiel. Les télécommunications

Économie

ÉTRANGER

ITALIE : vague d'agitation sociale

La révolte des « comités de base » contre les appareils syndicaux

ROME
de notre correspondant

Une paralysie quasi complète du transport aérien à la fin de la semaine écoulée, de sévères perturbations le 26 octobre encore, des prévisions très pessimistes pour les jours à venir : tels sont les récents effets du mouvement de mécontentement social accompagné ces derniers mois d'une révolte d'une partie de la base dans divers secteurs de la fonction publique et des secteurs nationalisés contre les appareils syndicaux.

Samedi 24 et dimanche 25 octobre, l'Italie a été quasiment isolée du reste du monde : plus des deux tiers des vols internationaux (et inté-

rieurs) ont été annulés, et sur le tiers restant d'importants retards ont été enregistrés en raison du débrayage d'une fraction importante du personnel au sol et alors que les trois centrales (la CGIL, la dominante communiste ; la CISL, démocrate-chrétienne, et l'UIL, à majorité socialiste) avaient demandé à leurs adhérents de suspendre une agitation endémique ces dernières semaines. Lundi 26 octobre, une grève de trois syndicats de pilotes devait aboutir à une paralysie quasi complète.

L'agitation de ce qu'on appelle ici de façon générique les « comités de base » ou COBAS, a commencé timidement il y a onze mois dans le secteur de l'éducation nationale. Au

printemps, elle avait pris des proportions plus vastes. Après une partie de bras de fer de deux mois, les COBAS avaient consenti à reporter à l'automne la défense de leurs revendications.

Or, à la rentrée de septembre, c'est un autre secteur, les transports — les chemins de fer d'abord et à présent le domaine aérien, — qui ont subi de plein fouet une vague de grèves sauvages déclenchées par des comités de base convaincus de l'inefficacité non seulement des grandes confédérations, mais même des syndicats autonomes, traditionnellement plus réticents ces dernières années.

« Serrer les boulons »

« L'automne sera chaud », avaient prophétisé peu après la rentrée les leaders de la CGIL. On connaît le fait la modération syndicale, ces dernières années, dans un pays où la grève était devenue, à partir du véritable « automne chaud », celui de 1969, le fer de lance de l'agitation sociale dans les années 70. Les grandes organisations avaient considérablement assoupli leur position depuis la « contre-révolution » partie de Turin le 14 octobre 1980, jour de la fameuse « marche des 40 000 » qui avait mis fin à une grève de trente-cinq jours à la Fiat. L'échec, le 10 juin 1985, d'un référendum promu par le Parti communiste visant à annuler une mesure de limitation de la progression automatique des salaires (échelle mobile) prise par le gouvernement dirigé par Bettino Craxi avait convaincu la CGIL elle-même de faire sienne et presque de théoriser cette nouvelle modération.

Ce changement de cap à 180 degrés n'a cependant pas été du goût de tous les adhérents de base. Le mécontentement, évidemment très compréhensible, des usagers

face à cette nouvelle explosion de grèves sauvages dans des secteurs particulièrement sensibles, comme les chemins de fer, a récemment conduit M. Giorgio Benvenuto, le secrétaire général socialiste de la UIL, à demander au président du conseil, le démocrate-chrétien Giovanni De Michelis, de prendre une disposition législative en vue de réglementer le droit de grève dans les services publics. Il a assorti cette demande d'une menace de recours à une « initiative populaire » (consistant à recueillir cinquante mille signatures) en vue de contraindre le gouvernement à proposer un texte au Parlement.

Les deux autres syndicats sont tout de même opposés à une telle solution, estimant que le « code d'auto limitation » volontaire de grève mis au point l'an dernier par les grandes organisations est suffisant, à charge pour elles de convaincre la base de s'y plier. Au reçu de la lettre de M. Benvenuto, le président du conseil a engagé une consultation auprès de ses ministres. Une majorité de ceux-ci s'orientent vers une formule consistant à rendre obligatoire le code d'auto limitation.

Ce climat social difficile n'a pas contaminé jusqu'à présent le secteur privé. Il n'est pas rare cependant d'entendre des opinions pessimistes à propos d'une telle éventualité. L'Italie vit depuis quatre ans environ une conjoncture extrêmement favorable qui a suscité une exaltation des résumés du capitalisme et de la richesse qui en résulte. Les patrons sont jusqu'à présent parvenus à faire coïncider cette situation avec un discours assurant que la compétitivité des productions nationales était précieuse et qu'il importait dès lors de « serrer les boulons » à tous les niveaux. Ce double objectif, entend-on dire dans les provinces, ne sera pas éternellement tenable.

JEAN-PIERRE CLERC.

REPÈRES

Commerce extérieur

Dégradation en Espagne

Le déficit commercial espagnol a augmenté en septembre pour s'élever à 165,5 milliards de pesetas (9,28 milliards de francs) indiquent les services des douanes. Cette détérioration, due à un rythme d'accroissement, sur un an, de 33 % des importations et de 32,9 % des exportations, porte le déficit des neuf premiers mois de l'année à 1 037 milliards de pesetas (55,35 milliards de francs) soit près du double de celui des neuf premiers mois de 1986.

Consommation

Baisse en septembre en France...

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 2,2 % au mois de septembre par rapport à août, selon l'INSEE. Ce recul est dû pour l'essentiel à une baisse importante des immatriculations d'automobiles et d'achats de biens dans le secteur habitation (à cause des températures très élevées de septembre). La baisse des immatriculations automobiles correspond à un retour au niveau moyen du premier semestre 1987 (en chiffres CVS), après des chiffres élevés en juillet-août. En un an (septembre 1987

comparé à septembre 1986), la baisse est de 0,4 %.

...et en Suisse

Le déficit de la balance commerciale suisse s'est aggravé au cours des neuf premiers mois de l'année, atteignant 6,3 milliards de francs suisses (25 milliards de francs), soit 8,3 % de plus que pendant la période correspondante de l'an dernier. Les exportations, qui se sont élevées à 195 milliards de francs suisses (195 milliards de francs), accusent une baisse de 1,7 % en valeur, tandis que les importations ont totalisé 55 milliards de francs suisses (220 milliards de francs), soit un recul de 0,6 %.

Salaires

Les inégalités s'accroissent

Pour la première fois depuis 1967, le pouvoir d'achat du salaire moyen des cadres supérieurs a progressé en 1986 par rapport à 1985 plus vite que celui des ouvriers : 2 % contre 1 %.

« Ce résultat marque une rupture », souligne le Centre d'études des revenus et des coûts. La tendance quasi ininterrompue depuis une dizaine d'années était la diminution en France constante du salaire moyen des cadres alors que ceux des ouvriers et des employés continuaient progresser.

Nouvel échec des négociations sur les importations françaises de gaz algérien

La rencontre, le vendredi 23 octobre, entre M. Belkacem Nabi, ministre algérien de l'énergie, et M. Alain Madelin, ministre français de l'Industrie, pour discuter du renouvellement du contrat d'achat de gaz signé en 1982 (le Monde du 24 octobre) s'est conclue par un échec. Comme prévu, les deux parties se sont opposées sur le prix : les Algériens réclament aux Français de payer le gaz par rapport aux cours mondiaux.

Au cours d'une conférence de presse, le samedi 24 octobre, M. Nabi a indiqué que l'avenir des relations franco-algériennes était menacé si les négociations gazières n'aboutissaient pas. Il a fait valoir qu'Alger avait besoin de connaître au plus vite ses débouchés à moyen terme pour planifier ses investissements. « Si nous devons ne plus vendre de gaz naturel à la France, les relations commerciales dans le sens Algérie-France vont être réduites à zéro », a expliqué M. Nabi, ce qui sera des « implications politiques

énormes ». « Il est incontestable que les relations gazières sont la clé de la coopération » entre Alger et Paris.

Sur les quantités que la France pourrait enlever, M. Nabi a indiqué que le montant total actuel (9,15 milliards de mètres cubes par an) doit être au moins maintenu. M. Madelin, selon M. Nabi, accepterait seulement que le renouvellement se fasse « pour partie sur des quantités fermes et pour partie sur des quantités optionnelles », ce qui reviendrait à une diminution. Sur les prix, le différend porte sur la « formule » d'indexation sur les cours du pétrole à appliquer. « Nous sommes disposés à ce que le prix payé à l'Algérie reste dans la fourchette des prix payés par la France à ses autres partenaires », a indiqué néanmoins M. Nabi, laissant sans autre précision la porte ouverte aux négociations. M. Madelin devra se rendre dans les prochains jours en Algérie pour les poursuivre.

1^{er} NOVEMBRE 1987: LES TELECOM DONNENT UN NOUVEL ELAN AUX ENTREPRISES.

1^{er} novembre 1987: TVA sur les Télécom.

Communiquer, pour l'entreprise, c'est essentiel. Les télécommunications sont le

système nerveux de l'entreprise. Elles transportent son information. Elles la relient au pays et au monde entier.

Le 1^{er} novembre 1987, les Télécom sont assujettis à la TVA. Les Télécom, c'est-à-dire le téléphone bien sûr, mais aussi tous les autres produits et services qui permettent à

l'entreprise de communiquer, d'échanger et de vendre. S'inscrivant dans la politique de juste prix, la TVA à 18,6 % (intégrée dans les tarifs) est une bonne nouvelle pour le monde des entreprises.

Elle représente une économie importante sur les frais de téléphone.

Partenaires des entreprises, les Télécom leur offrent ainsi une nouvelle force pour mieux communiquer, pour investir plus et pour gagner en compétitivité.

1^{er} novembre 1987, les Télécom donnent un nouvel élan aux entreprises et à l'économie française.

Pour tous renseignements, appelez notre Numéro Vert
NUMERO VERT 05 00 18 60

TELECOM



هكذا من الاصل

Marchés financiers

Vallourec : les cadres et la direction se substituent à Paribas

Les membres de la direction générale de Vallourec et quelques cadres supérieurs du groupe ont décidé de former une société qu'ils détiendront majoritairement afin de se substituer à Nord-Est, le groupe Paribas et de permettre le bouclage du plan financier de l'entreprise frappée de plein fouet par la crise des tubes d'acier (Le Monde du 24 octobre).

Cette société rachètera à Nord-Est ses intérêts dans Vallourec via Cofinan. Nord-Est, rappelle-t-on, détient 51,5 % de Cofinan, elle-même actionnaire à 19,6 % de Vallourec. Elle se substitura à Nord-Est dans l'apport qui sera fait à Vallourec (200 millions au total pour l'ensemble des actionnaires).

Tunnel sous la Manche

Des banques chinoises et soviétiques intéressées

L'Union soviétique et la Chine participent au financement du tunnel sous la Manche à hauteur de 105 millions de livres sterling (173 millions de dollars), a annoncé le 24 octobre le consortium franco-britannique Eurotunnel. « Des banques chinoises et des banques soviétiques sont dans le coup. Elles ont exprimé leur intérêt et la signature interviendra dans les dix prochains jours », a indiqué un porte-parole d'Eurotunnel. La banque soviétique Narodny devrait participer au projet pour un montant de 65 millions de livres (107 millions de dollars), et la Banque de Chine, ainsi que la banque chinoise Citic Industrial, devraient prêter au consortium 40 millions de livres soit 66 millions de dollars. — (Reuters)

Shimizu entre dans le capital de DIC-Degremont

Shimizu, un des principaux groupes de travaux publics japonais, va entrer dans le capital de DIC-Degremont, filiale japonaise de la Lyonnaise des Eaux, créée en 1985. Shimizu, qui emploie plus de 10 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 1 000 milliards de yens (45 milliards de francs) en 1986, détient désormais 25 % du capital de DIC-Degremont, au côté du groupe Dai Nippon Ink (25 % également), cofondateur de DIC-Degremont avec la Lyonnaise des Eaux (qui en détient 50 % par l'intermédiaire de Degremont, sa filiale à 95 %).

L'entrée de Shimizu, un groupe actif sur tout le territoire japonais, dans DIC-Degremont doit permettre à cette société spécialisée dans le traitement des eaux de s'attaquer au marché des collectivités locales. — (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Simco

UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration s'est réuni le 20 octobre 1987 au vue d'examiner les comptes et les résultats semestriels arrêtés au 30 juin 1987 ainsi que les prévisions sur l'ensemble de l'exercice.

Au 30 juin 1987, le tableau d'activité et de résultats fait ressortir un résultat net bénéficiaire après amortissements et provisions de 129 686 000 F dont 14 985 000 F de plus-values nettes de cessions contre 101 004 000 F dont 4 346 000 F de plus-values nettes de cessions au titre de 1986.

L'activité de la société s'est poursuivie favorablement depuis le début de l'exercice, le patrimoine étant loué dans sa quasi-totalité.

Pour les dix premiers mois, les émissions de loyers s'élèvent à 245 208 000 F contre 233 122 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de + 5,1 %.

Au titre de l'exercice, le montant des ventes d'appartements devrait s'élever à 57 000 000 F contre 38 000 000 F en 1986. Un compromis de vente a été signé pour la cession de locaux d'activités situés à Villeneuve-Loubet, pour un montant de 8 600 000 F.

Le compte de résultat courant prévisionnel fait apparaître un bénéfice de 224 000 000 F contre 203 000 000 F en 1986, soit une progression de plus de 10 % mais s'appliquant à un capital en augmentation.

Les revenus locatifs devraient s'élever à la somme de 281 000 000 F environ contre 267 800 000 F, soit une hausse de 5 %, la progression enregistrée, hormis la révision indiciaire, résulte principalement du nouveau loyer de l'immeuble de bureaux situé 16, rue de la Ville-Evêque à Paris-8. Le litige qui opposait la Société à ce locataire a fait l'objet d'un protocole d'accord prévoyant un échange de propriété.

Les produits financiers devraient atteindre en 1987 la somme de 31 000 000 F contre 22 000 000 F.

Les constructions en cours se poursuivent activement sur tous les chantiers, l'opération des magasins « USINES CENTER » à EVRY (Esson) doit être livrée entièrement louée au mois de novembre 1987.

Les autres immeubles en cours de construction doivent être livrés en 1988 suivant le calendrier ci-après :

— 39, rue de Lourmel à PARIS-15^e 1^{er} trimestre
— 37/39, rue Daresse à PARIS-14^e 2^e trimestre
— 55, rue La Fontaine à PARIS-16^e 2^e trimestre
— rue de la Grange-Dame-Rose, à MEUDON (92) 2^e trimestre
— 101, rue Jean-Jaures à LEVALLOIS-PERRET (92) 3^e trimestre
— 4/18 passage Fontaine à PARIS-13^e 4^e trimestre

Compte tenu de ces différentes informations, il est permis d'envisager une nouvelle progression du dividende supérieure à la variation de l'indice de la construction.

Les actionnaires seront convoqués en Assemblée générale extraordinaire pour le 15 décembre 1987, afin de donner au conseil d'administration toutes autorisations nécessaires à la réalisation d'opérations financières en vue du développement de la Société.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75006 Paris Cedex 02

Résultats consolidés du premier semestre 1987

Dans sa séance du 23 octobre 1987, le conseil d'administration des AGF a examiné la situation semestrielle consolidée du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève pour les six premiers mois de l'année 1987 à 14,6 milliards de francs. Les comptes consolidés au 30 juin étant établis pour la première fois, ce chiffre ne peut être comparé qu'avec la moitié du chiffre d'affaires consolidé total de l'exercice 1986. Dans ces limites, il fait apparaître une progression de 15,3 %, dont 12,6 % à structure constante et 2,7 % due à l'acquisition du groupe britannique Sentry.

Les cotisations émises par les deux sociétés AGF Vie et AGF IART, qui représentent près de 80 % de l'ensemble du groupe, ont progressé de 12,75 % par rapport au premier semestre 1986, dont 14,5 % en Vie et 10,9 % en dommages.

Les charges de frais généraux et de commissions continuent à augmenter moins vite que le chiffre d'affaires.

Les charges de sinistres enregistrées dans la branche dommages sont, dans l'ensemble, moins lourdes que l'an dernier, tout particulièrement en ce qui concerne les acceptations en réassurance dont les résultats avaient été obérés en 1986 par d'importantes provisions pour sinistres de responsabilité civile aux Etats-Unis.

Il convient de souligner cependant une aggravation sensible des sinistres dégâts des eaux en France à la suite des dommages consécutifs au gel du début de l'année 1987.

Les plus-values nettes sur cessions d'actifs réalisées au cours du semestre s'élèvent à 1,5 milliard de francs contre 2,1 milliards de francs pour l'ensemble de l'exercice 1986. Il est important de noter que l'ensemble de ces montants a été dégagé par les sociétés AGF Vie et AGF IART, à concurrence de 1,2 milliard de francs et que les réalisations de plus-values du second semestre seront certainement moins importantes que celles du premier semestre.

Le bénéfice consolidé au 30 juin, qui ressort à 1 283 millions de francs, hors sociétés mises en équivalence, n'a de ce fait qu'une signification relative, compte tenu également d'estimations retenues pour certains postes qui ne peuvent être appréhendés avec exactitude que sur une base annuelle.

Le bénéfice net consolidé s'est élevé à 1 601 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1986.

Les éléments d'information disponibles permettent cependant de penser que le résultat consolidé de l'ensemble de l'exercice 1987 devrait être supérieur à celui de l'année précédente.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice général, base 100 : 31 décembre 1986
16 oct. 23 oct.

Valeurs	16 oct.	23 oct.
Valeurs franc. à rev. variable	32,8	32,8
Valeurs industrielles	102,7	102,7
Valeurs étrangères	128,2	128,2
Pétrole-Energie	90	90
Chimie	98,4	98,4
Métallurgie-matériaux	102,5	102,5
Electricité, électronique	85,9	85,9
Services	111,8	111,8
Ind. de commerce, non alim.	107,5	107,5
Agro-alimentaire	106,9	106,9
Distribution	82,7	82,7
Transport, télécom, services	82,8	82,8
Assurances	82,8	82,8
Crédit bancaire	78,9	78,9
Société	78,1	78,1
Immobilier et foncier	86,8	86,8
Investissement et portefeuille	82,8	82,8
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franc. à rev. fixe	32,1	32,1
Empreintes d'Etat	32,1	32,1
Empreintes garanties et mobilières	32,9	32,9
Société	32,7	32,7
Base 100 en 1986		
Valeurs franc. à rev. var.	3 144,7	3 144,7
Valeurs étrangères	4 867,5	4 867,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franc. à rev. var.	483,7	483,7
Valeurs étrangères	871,4	871,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franc. à rev. var.	111	111
Empreinte d'Etat	107,7	107,7
Empreintes garanties et mobilières	111,8	111,8
Société	114	114

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice	31 déc. 1981	23 oct. 1987
Produits de base	234,1	219,5
Construction	407,2	389,8
Biens d'équipement	288	288,8
Biens de consommation	389	389,8
Biens de consommation, non durables	319,8	319,8
Biens de consommation, durables	429,1	373,7
Services	338,6	306,8
Société financière	464,2	419,8
Société de la zone franc		
Exploitation prévisionnelle		
Affranchissement	376	357
Valeurs industrielles	382,5	328,1

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice	31 déc. 1981	23 oct. 1987
--------	--------------	--------------

Indice général : 314,8 293,8

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variations

(en millions de francs)

ACTIF	Au 23 oct.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	415 194
dont :	
Or	221 329
Disponibilités à vue à l'étranger	105 776
ECU	88 988
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 100
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	48 202
dont :	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	182 335
dont :	
Effets acceptés	62 832
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	75 480
5) DIVERS	709 684
Total	709 684

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	218 574
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	11 679
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	18 057
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	108 368
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	68 818
5) ECU À LIVRER AU FECON	76 863
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLIÉS EN OR	288 638
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 208
8) DIVERS	15 277
Total	709 684

FRANCFORT, 24 oct. ↓

La chute de la Bourse

accroît les profits des banques

L'activité boursière intense au cours de la semaine a suscité des profits de 500 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs) en commissions pour les banques ouest-allemandes.

Le volume d'actions et d'obligations échangées sur les huit places boursières de RFA a atteint un niveau exceptionnel. Au total, les transactions ont atteint environ 75 milliards de deutschemarks au cours de la semaine, plus du double du niveau habituel.

Un acheteur — ou vendeur — d'actions en RFA doit acquiescer trois paiements : une commission boursière égale à 1 % du montant de la transaction, un impôt de 0,25 % sur les échanges boursiers et les frais de courtage. Pour les obligations, les taxes sont légèrement inférieures. Les banques, l'Etat fédéral et les courtiers gagnent ainsi de l'argent quelle que soit l'évolution des cours.

Dans les milieux bancaires, on souligne toutefois que le formidable surcroît de travail dû à la crise boursière justifie bien la hausse des revenus.

TOKYO, 26 oct. ↓

Chute de 4,8 %

La Bourse de Tokyo a clôturé en très forte baisse lundi 26. L'indice Nikkei a perdu 4,8 % et a terminé à 22 202,56 yens. Le marché avait cependant ouvert dans une ambiance de fermeté, mais avait vite tourné à la baisse. Un analyste estimait alors que ce repli traduisait un signe de moindre confiance dans le dollar. La vague de ventes, qui avait d'abord touché les valeurs exportatrices, s'est étendue à tous les secteurs : automobile, construction, bancaire. « Nous ne pouvons rien faire. Nous attendons seulement de voir ce qui va se passer à Wall Street », a déclaré un opérateur. D'autre part, l'ensemble des investisseurs attendait les réactions du marché de Hongkong, qui a ouvert à nouveau ses portes après un arrêt de six jours. D'autre part, le ministre des Finances japonais a fait savoir qu'il ne voyait aucune objection à ce que les sociétés étrangères puissent émettre des billets de trésorerie en japonais.

VALEURS	Cours de 25 oct.	Cours de 26 oct.
Alcatel	475	485
Bridgestone	1080	1140
Casio	880	811
Fujitsu	3320	3060
Honda Motor	1310	1220
Mitsubishi Electric	2040	1900
Nissan	850	880
Sony Corp.	4280	3970
Toshiba Motor	1800	1780

FAITS ET RÉSULTATS

● **Accor** : hausse du résultat net semestriel. — Le groupe hôtelier Accor a enregistré, au premier semestre, une progression de 41,1 % de son résultat net (part du groupe) par rapport au premier semestre 86, à 53,6 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé, de son côté, de 16,1 %, à 5,2 milliards de francs. Pour la société mère, le résultat net au premier semestre a été de 51,3 millions de francs (contre 40,4 millions de francs au premier semestre 86).

● **Banque du résultat de la BFCF** — La Banque française des comptes extérieurs (BFCF) a réalisé un bénéfice avant impôt de 46,1 millions de francs au premier semestre 1987, en diminution par rapport à la même période de 1986, 60,9 millions de francs. Le produit net bancaire s'est établi à 338,8 millions de francs, contre 941,8 millions au premier semestre 1986. Cette réduction est due essentiellement à la poursuite de la dégradation des marges sur les emplois, dont la base de tarification est calculée à partir du taux du marché monétaire et non du taux de base bancaire.

● **Grande Paroisse** : résultat semestriel en nette baisse. — La société chimique de la Grande Paroisse a annoncé une baisse de 38,5 % de son résultat net au premier semestre (à 1,07 million). Le chiffre d'affaires a été inférieur à celui de l'an passé (à 552,5 millions, contre 623,8 millions). En 1986, la Grande Paroisse (groupe Air Liquide) a affiché une perte nette de 38,5 millions pour 1,06 milliard de chiffre d'affaires.

● **AGF** : publication des comptes consolidés semestriels. — Les Assurances générales de France, qui établissent, pour la première fois, des comptes consolidés semestriels, annoncent un bénéfice consolidé de 1,28 milliard de francs et un chiffre d'affaires de 14,6 milliards. Selon les AGF, « le résultat consolidé de l'exercice 1987 devrait être supérieur à celui de l'année précédente ». Sur l'ensemble de l'année 1986, le bénéfice net consolidé s'est élevé à 1,6 milliard de francs, et le chiffre d'affaires consolidé à 25,4 milliards de francs.

● **Peugeot** : vers une hausse du bénéfice net du groupe. — Le bénéfice net de la société Peugeot SA devrait être proche, en 1987, de celui de 1986 (668 millions de francs), annonce le groupe automobile. Au premier semestre, il s'est élevé à 466 millions de francs, contre 364 millions de francs à la fin juin 1986. Pour sa part, le résultat d'exploitation a baissé de 48 à 35 millions de francs au cours de la période sous revue. Par ailleurs, le chiffre d'affaires consolidé réalisé par les sociétés du groupe PSA, au cours du premier semestre 1987, a atteint 38,46 milliards (+ 9,9 %).

Pour les sociétés de la division automobile, il a augmenté de 9,8 % (dont 6,1 % pour la branche Peugeot et 15,6 % pour Citroën). Sur l'ensemble de l'année, la progression du chiffre d'affaires devrait être proche de celle du premier semestre, d'autant que le bénéfice net consolidé « devrait s'établir en nouvelle et sensible augmentation ».

PARIS :

Second marché (collection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGF SA	1185	1185	Marin	358	358
Alcatel	475	485	Marin Industrie	301	301
Alcatel & Associés	480	480	Mécatronic	125	125
Alcatel	395	395	Mécatronic Industrie	261	261
BAC	425	425	Mécatronic	173	180
B. Deschamps & Associés	802	877	M.M.S.A.	570	580
B.C.M.	780	712	Mollet	250	240
B.L.P.	422	422	Nord-Est	700	690
Bouffier Technologies	828	880	Nord-Est Industrie	350	374
Bouffier	828	800	Or. Gest. Fr.	411	
Châlon de Lyon	1013	1000	Or. Gest. Fr.	328 40	200
Calson	744	701	Parafin	402	414
Cardi	1680	1680	Parafin	380	380
CEC	852	854	Parafin	1120	1115
C. Esp. Ind.	300	302	St-Germain Industrie	1300	1222
CEGID	307	370	St-Germain Industrie	182	178
CEGEF	182	180 80	S.C.G.P.A.	220	224 80
CEP-Communication	1183	1130	S.C.G.P.A.	548	534
C.G.I. Information	680	680	S.E.P.	1400	1344
Commissariat d'Etat	305	340	S.E.P.	1225	1181
CALIM	385	318 80	Sigra	1120	1080
Concept	220	218	S.M.T. Group	308	284
Condom	720	700	Stalder	845	845
Dafin	211	221	Stalder	288	288
Dagblin S.T.A.	2380	2380	Syst	708	708
Dagblin	1701	1853	T.F.I.	188	188
Dagblin	830	781	Union France de Fr.	617	601
Dagblin	185 80	175 80	Valeurs de France	357	338
Dagblin	480	480			
Dagblin	22 50	25 20			
Dagblin	440	440			
Dagblin	737	770			
Dagblin	880	880			
Dagblin	238	238			
Dagblin	178 10	178 10			
Dagblin	188 50	188 50			
Dagblin	167	167			
Dagblin	174	183			
Dagblin	418	418			
Dagblin	385	385			
Dagblin	233	278			
Dagblin	244 80	228 80			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 20-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cap. ...	1700	18	39	65	—	195	154	285	—
Paribas ...	440	4	7,5	18	—	78	—	—	—
Peugeot ...	1500	27,5	60	196	—	170	198	282	—
Thomson-CSF	1280	17	50	—	—	218	—	—	—
Elf-Aquitaine	320	9,5	18	38	—	42	—	—	—
Moll	1200	45	—	130	—	180	—	—	—

BOURSE DU 23 OCTOBRE

Comptant (selection)

SICAV (selection)

23/10

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Extension	Rechat net	VALEURS	Extension	Rechat net	VALEURS	Extension	Rechat net
Obligations	Emp. 7 % 1973	9786	Comptant (P)	102 80	200 50 d	LUXEM	1401	1316	San. Fr. de 40 CP	1530		A.A.A.	731 15	713 32	France Régions	1008 81	1020 03
Emp. 8,50 % 77	122 08	3 708	Chenabond 801	801	125	LUXEM	1402	1317	San. Fr. de 40 CP	1531		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,00 % 79/1984	80 70	2 476	Chenabond 802	802	140	LUXEM	1403	1318	Taxis-Anglo	1532		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,00 % 79/1984	101 05	1 745	C.I.C. France de 1981	141	140	LUXEM	1404	1319	Taxis-Anglo	1533		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	104 20	2 476	C.I.C. France de 1982	286	257	LUXEM	1405	1320	Taxis-Anglo	1534		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1983	286	257	LUXEM	1406	1321	Taxis-Anglo	1535		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1984	286	257	LUXEM	1407	1322	Taxis-Anglo	1536		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1985	286	257	LUXEM	1408	1323	Taxis-Anglo	1537		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1986	286	257	LUXEM	1409	1324	Taxis-Anglo	1538		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1987	286	257	LUXEM	1410	1325	Taxis-Anglo	1539		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1988	286	257	LUXEM	1411	1326	Taxis-Anglo	1540		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1989	286	257	LUXEM	1412	1327	Taxis-Anglo	1541		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1990	286	257	LUXEM	1413	1328	Taxis-Anglo	1542		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1991	286	257	LUXEM	1414	1329	Taxis-Anglo	1543		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1992	286	257	LUXEM	1415	1330	Taxis-Anglo	1544		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1993	286	257	LUXEM	1416	1331	Taxis-Anglo	1545		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1994	286	257	LUXEM	1417	1332	Taxis-Anglo	1546		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1995	286	257	LUXEM	1418	1333	Taxis-Anglo	1547		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1996	286	257	LUXEM	1419	1334	Taxis-Anglo	1548		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1997	286	257	LUXEM	1420	1335	Taxis-Anglo	1549		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1998	286	257	LUXEM	1421	1336	Taxis-Anglo	1550		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 1999	286	257	LUXEM	1422	1337	Taxis-Anglo	1551		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2000	286	257	LUXEM	1423	1338	Taxis-Anglo	1552		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2001	286	257	LUXEM	1424	1339	Taxis-Anglo	1553		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2002	286	257	LUXEM	1425	1340	Taxis-Anglo	1554		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2003	286	257	LUXEM	1426	1341	Taxis-Anglo	1555		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2004	286	257	LUXEM	1427	1342	Taxis-Anglo	1556		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2005	286	257	LUXEM	1428	1343	Taxis-Anglo	1557		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2006	286	257	LUXEM	1429	1344	Taxis-Anglo	1558		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2007	286	257	LUXEM	1430	1345	Taxis-Anglo	1559		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2008	286	257	LUXEM	1431	1346	Taxis-Anglo	1560		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2009	286	257	LUXEM	1432	1347	Taxis-Anglo	1561		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2010	286	257	LUXEM	1433	1348	Taxis-Anglo	1562		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2011	286	257	LUXEM	1434	1349	Taxis-Anglo	1563		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2012	286	257	LUXEM	1435	1350	Taxis-Anglo	1564		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2013	286	257	LUXEM	1436	1351	Taxis-Anglo	1565		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2014	286	257	LUXEM	1437	1352	Taxis-Anglo	1566		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2015	286	257	LUXEM	1438	1353	Taxis-Anglo	1567		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2016	286	257	LUXEM	1439	1354	Taxis-Anglo	1568		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2017	286	257	LUXEM	1440	1355	Taxis-Anglo	1569		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2018	286	257	LUXEM	1441	1356	Taxis-Anglo	1570		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2019	286	257	LUXEM	1442	1357	Taxis-Anglo	1571		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2020	286	257	LUXEM	1443	1358	Taxis-Anglo	1572		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	1294 94	1294 94
8,25 % 80/82	105 10	2 476	C.I.C. France de 2021	286	257	LUXEM	1444	1359	Taxis-Anglo	1573		Act. de 1973	921 87	921 87	Act. de 1973	12	

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل

d'alarme

Une espionne, enfin !

Moi, l'école mortifiée, jalouse comme un poulain. Et nous, alors ? Pourquoi personne n'essaie jamais de nous séduire, et de nous tirer les vers du nez ? Un sept, trop moches, trop tristes ou quoi ? Peuvra France ! Elle était vraiment tombée bien bas. Ses misérables petits secrets, ça n'intéressait plus personne. Curée de duelles, étouffement, ces embêtements de puissances étrangères pour infirmer Le Longue, Sadey, le service diplomatique du *Monde*, le plateau d'Albon et la chambre à coucher de Charles Henu ?

— Là, rien à dire. Ça fait vraiment plaisir, l'homme est sage. Et puis, une épouse à la discrétion du premier ministre, travaillant pour le compte d'un grand service, ça n'a rien de bien extraordinaire. Ça qui m'intéresse, c'est la majesté de mon Jacques. Il a découvert le port aux roses, a même acquis au pouvoir, et il l'a prouvé, le petit cocheron. Normal, ramaqueux. Cette belle affaire, il voulait en réserver la surprise à son Mini adoré pour son soupa et onzième anniversaire.

Le coureur cycliste Pascal Jules a trouvé la mort dans un accident de la route dans le nuit du dimanche 25 au lundi 26 octobre.

[Caméra de promotion de Laurent Fignon, dont il fut l'ami et l'équipier en fin de groupe Renault-Gitane, Pascal Jules, en septembre 1981, avait dans la casquette des initiales G.P.]

Kouleur, révélu par les épreuves contre la montre collectives, il s'était affiché sous la direction de Cyrille Guimard de son entrée chez les professionnels en 1978. Il avait remporté le Tour du Nord le jour de l'Odisé et le chrono de la merche en 1983, ainsi qu'une étape du Tour de France en 1984. En 1982, à l'âge de vingt et un ans, il avait fait sensation en remportant la deuxième place du Tour de Lombardie derrière Sestini.

Pascal Jules, qui avait été entraîné par la formation espagnole Sest Orbe, devait renforcer, la saison prochaine, l'équipe française Système U et retrouver son ancien entraîneur, directeur sportif de ses débuts, M. A. J.

A B C D E F G